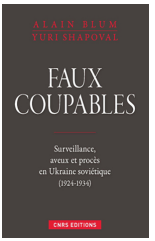
ALAIN BLUM
YURI SHAPOVAL

FAUX COUPABLES

Surveillance, aveux et procès en Ukraine soviétique (1924-1934)

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur :



Criminalisation du quotidien, procès publics, délateurs et dénoncés : la répression qui s'abat sur la société soviétique à l'aube du stalinisme n'épargne aucune catégorie sociale. C'est en partant des milieux scientifiques en Ukraine décimés par les purges, et en particulier de deux grands savants, Gruševskij et Efremov, qu'Alain Blum et Yuri Shapoval illustrent les mécanismes de cette violence aveugle jusqu'à l'absurde.

Retranscriptions d'interrogatoires, rapports de la GPU, journaux intimes des accusés, dépositions soutirées aux prisonniers : ces pièces d'archives inédites décrivent la montée de la peur, les humiliations, les menaces de représailles, les condamnations. Une inquisition d'un genre nouveau qui préfigure la Grande terreur et s'exerce avec d'autant plus de brutalité que Staline nourrit une méfiance obsessionnelle à l'égard des élites ukrainiennes, soupçonnées de nationalisme.

Une étude fondamentale pour comprendre la genèse et les rouages de la répression stalinienne en Ukraine.

Alain Blum est directeur du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (Cercec, EHESS/CNRS), directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherches à l'Ined. Il est notamment l'auteur de L'Anarchie bureaucratique : statistique et pouvoir sous Staline *(2003) et a codirigé l'ouvrage* Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag *(2012).*

Yuri Shapoval est professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques et ethno-nationales (Académie des sciences d'Ukraine), où il dirige le département d'études ethniques.Il est l'auteur de L'Ukraine des années 1920 aux années 1950 : les pages d'une histoire non écrite *(1993) et de* L'Ukraine au XXe siècle : population et faits en un temps difficile *(2001).*

Faux coupables

Surveillance, aveux et procès en Ukraine soviétique (1924-1934)

L'exemple de M. Gruševskij et S. Efremov

Direction fédérale des Archives de Russie.
Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).
Centre d'Études du Monde russe, soviétique et post-soviétique (EHESS/CNRS, Paris).
Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).
Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

COLLECTIONS MONDES RUSSES et EST-EUROPÉENS

SOUS LA DIRECTION DE

Wladimir Berelowitch
Francine-Dominique Liechtenhan
Sergeï V. Mironenko

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartleet, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre Foursenko, Catherine Goussef, Andrea Graziosi, SuzanGross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, VladimirKozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Ales-sandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchouibarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'URSS, ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaine, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation nouvelle qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Alain Blum
Yuri Shapoval

Faux coupables

Surveillance, aveux et procès en Ukraine Soviétique (1924-1934)

L'exemple de M. Gruševskij et S. Efremov

CNRS ÉDITIONS
15, rue Malebranche – 75005 Paris

© CNRS Éditions, Paris, 2012
ISBN : 978-2-271-07419-5

Avertissement

Le site http://cercec.ehess.fr/fauxcoupables fournit des informations complémentaires à cet ouvrage. Il comprend un large ensemble de documents dont la liste est indiquée dans la table des documents*, page 195 du présent ouvrage.*

Les documents cités dans ce livre sont identifiés par un numéro placé entre [ ]. Il fait référence à la numérotation utilisée sur le site ; lorsqu'il est indiqué en caractères gras, cela signifie que le document figure aussi à la fin de cet ouvrage.

Il n'était pas facile d'adopter une règle unique de transcription des prénoms et noms de famille : en effet, de nombreux noms ont une graphie différente en ukrainien et en russe, chacune d'entre elles étant utilisée dans les documents présentés ici : Gruševskij (Грушевский) en russe, Gruševs'kij (Грушевський) en ukrainien. Efremov (Ефремов) en russe, Êfremov (Єфремов) en ukrainien. Les prénoms sont aussi souvent différents : Nikolaj (Николай) en russe est Mìkola (Мікола) en ukrainien. Mihail (Михаил) en russe se dit Mihajlo (Михайло) en ukrainien. De plus, la transcription d'usage en français diffère le plus souvent d'une transcription établie selon des règles strictes. Les noms de lieux se distinguent aussi, d'autant plus qu'ils sont parfois situés sur des territoires qui ont fait partie d'États différents et ont changé de nom au cours de l'histoire (Lemberg, en Autriche à la veille de la Première Guerre mondiale, devient polonaise à son issue et se nomme alors Lwów jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et son

annexion par l'URSS en même temps que l'Ukraine occidentale ; elle se nomme alors L'vov – Львов en russe et L'vìv – Львів en ukrainien, ce dernier nom étant le nom officiel de la ville depuis l'indépendance de l'Ukraine).

Nous avons choisi de privilégier la transcription scientifique de la graphie russe **(page 9),** car la majorité des documents publiés ici étaient écrits dans cette langue, même s'ils sont nombreux à avoir été écrits en ukrainiens. Nous n'avons utilisé la graphie ou la dénomination française usuelle que pour les noms d'hommes politiques (Lénine, Staline et quelques autres) et de lieux (Lvov, Kharkov, Kiev, etc.) les plus courants. Cependant, dans les documents, les noms de lieux ont été retranscrits tels qu'ils étaient évoqués (un index des noms de lieux est fourni sur le site associé à cet ouvrage : **http://cercec.ehess.fr/fauxcoupables**).

Nous avons utilisé la graphie ukrainienne pour les références bibliographiques écrites dans cette langue.

Pour les sigles, dont un index figure à la fin de cet ouvrage, nous avons choisi la graphie ukrainienne lorsque l'organisation était le plus souvent évoquée dans cette langue ; sinon les initiales de l'organisation en russe, à moins qu'il ne s'agisse de noms usuels en français. Nous avons ainsi utilisé le sigle français PC(b)U pour désigner le Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine, dont le sigle en russe comme le sigle ukrainien sont KP(b)U (Коммунистическая Партия (большевиков) Украины – Комуністична Партія (більшовиків) України) et le sigle PCR(b) pour désigner le Parti communiste russe (bolchevique). En revanche, l'Union pour la libération de l'Ukraine (*Спілка Визволення України* en ukrainien ou *Союз Освобождения Украины* en russe) a été évoquée sous le sigle ukrainien transcrit en lettres latines, SVU, car il est le plus couramment utilisé, même dans les documents rédigés en russe.

Table de translittération

Majuscule	**Translittération de la majuscule**	**Minuscule**	**Translittération de la minuscule**
А	A	а	a
Б	B	б	b
В	V	в	v
Г	G	г	g
Д	D	д	d
Е	E	е	e
Є	Ê	є	ê
Ж	Ž	ж	ž
З	Z	з	z
И	I	и	i
І	Ì	і	ì
Ї	Ï	ї	ï
Й	J	й	j
К	K	к	k
Л	L	л	l
М	M	м	m
Н	N	н	n
О	O	о	o
П	P	п	p
Р	R	р	r
С	S	с	s

Т	T	т	t
У	U	у	u
Ф	F	ф	f
Х	H	х	h
Ц	C	ц	c
Ч	Č	ч	č
Ш	Š	ш	š
Щ	Ŝ	щ	ŝ
		ъ	"
Ы	Y	ы	y
		ь	'
Э	È	э	è
Ю	Û	ю	û
Я	Â	я	â

Introduction

Deux personnages au cœur de la tourmente

À la fin de l'année 1931, Mihail Sergeevič Gruševskij[1], l'historien le plus emblématique de l'histoire ukrainienne, écrit à Staline :

> « Tout ce que j'ai dit sur de quelconques tentatives d'un travail personnel ou collectif orienté vers l'indépendance politique ou culturelle de l'Ukraine, je l'ai dit contraint et de façon inexacte, car j'étais convaincu, comme je le dis plus haut, qu'on exigeait de moi une déposition sur mon activité c.[ontre]-r.[évolutionnaire] que j'en ai eue ou non, et ce fut la raison de mon arrestation ainsi que de celle de mes connaissances. Je vous demande de considérer mes déclarations comme nulles et non avenues pour que le pouvoir soviétique ne soit pas dans l'erreur relativement à l'état d'esprit réel des travailleurs de la culture ukrainienne : cela ne supposait ni trahison ni malveillance là où il n'y en avait pas, et on souhaitait au contraire servir avec ardeur la construction socialiste en

1. À propos de la transcription des prénoms et noms de familles, voir l'avertissement au début de cet ouvrage. Signalons cependant les multiples transcriptions possibles pour Грушевский – Gruševskij (graphie russe), Грушевський – Gruševs'kij (graphie ukrainienne), Hrushevsky ou Hrushevskyj (transcription utilisée couramment dans les textes français), Hrouchevsky (transcription phonétique en français).

URSS, en particulier dans le domaine de la culture nationale[2] » **[284[3]]**.

Gruševskij vient d'être libéré des mains de la GPU d'Ukraine, la police politique soviétique, après avoir subi de durs interrogatoires et avoué sous la contrainte de prétendues activités contre-révolutionnaires. Il se sait surveillé depuis dix ans et se méfie de ceux qui l'entourent, après avoir passé sa vie à établir une histoire de l'Ukraine distincte de celle de la Russie, ainsi qu'une pensée nationale qu'il a élaborée avant la Révolution et qu'il poursuit entre 1924, quand il rentre en Ukraine soviétique, et 1934, année de son décès.

Le présent ouvrage a l'ambition de comprendre la relation forte qui s'établit, durant la montée de l'autorité stalinienne, entre criminalisation du quotidien, surveillance policière, développement de la sphère du politique au détriment de la sphère privée, mécanisme policier et judiciaire. Quelques documents, traduits du russe et de l'ukrainien[4], consacrés à la surveillance

2. La traduction peut sembler lourde, mais reproduit bien le style de Gruševskij. Nous avons en particulier conservé volontairement le peu de ponctuation et la longueur des phrases, faites souvent de propositions juxtaposées. Ceci n'est pas propre à ce document, mais se retrouve dans beaucoup de ses écrits. Plus généralement, nous avons essayé de conserver les styles propres à chaque document, dans les citations ici présentées : style bureaucratique, en particulier. En revanche, nous n'avons pas conservé les erreurs manifestes, apparaissant en particulier dans des textes en russe écrits par des Ukrainiens qui ne maîtrisent pas toujours la langue. Nous les avons parfois signalées, lorsque cela était utile.

3. Les citations de documents, publiées sur le site http://cercec.ehess.fr/fauxcoupables sont référencées ici par le numéro du document, suivi de sa date. Lorsque ces documents sont aussi publiés en annexe, le numéro est indiqué en caractères gras.

4. Nombre d'entre eux ont déjà été publiés en Ukraine ou en Russie, en particulier dans Volodimir Pristajko et Ûrìj Šapoval, *Михайло Грушевський і ГПУ – НКВД. Трагічне десятиліття: 1924-1934* [*Mihajlo Gruševskij et le GPU-NKVD. Une décennie tragique* : *1924-1934*], Kiev, Ukraïna, 1996, 335 p. ; Volodimir Pristajko et Ûrìj Šapoval, *Михайло Грушевський: Справа « УНЦ » і останні роки (1931-1934)* [*Mihail Gruševskij : l'affaire de l'« UNC » et les dernières années (1931-1934)*], Kritika, Kiev, 1999 ; Volodimir Pristajko

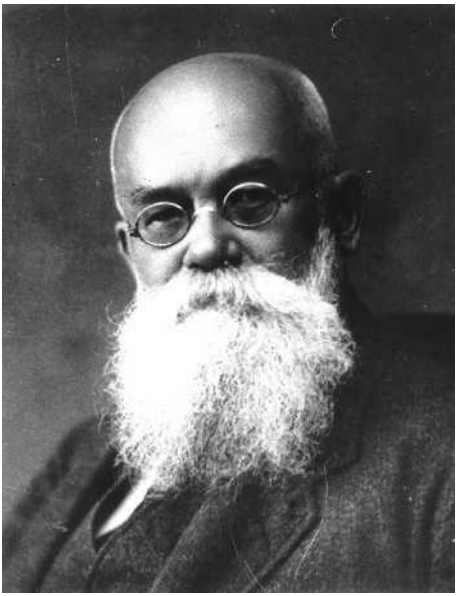
de cet historien, à celle du milieu scientifique ukrainien en général durant les années 1920, puis à celle du développement d'affaires politiques à la fin des années 1930, sont publiés ici. Un ensemble beaucoup plus large est présenté sur un site complément de ce livre (http://cercec.ehess.fr/fauxcoupables). L'ouvrage se fonde sur l'étude de l'ensemble du processus policier, judiciaire et politique, de la surveillance au procès en passant par l'enquête et la dénonciation publique. Il prend le stalinisme comme un processus complexe qui ne se réduit pas simplement à l'établissement d'un pouvoir autoritaire extrême fondé sur une répression et une violence qui touchent tous les groupes de population, mais redessine aussi les frontières du politique, du privé et du public, reconfigure les liens sociaux, use enfin largement des ressorts du juridique, pour établir la toute puissance de l'autorité de Staline et pour la faire reconnaître par tous.

Au cœur de notre travail figurent plusieurs histoires croisées.

D'abord celle de deux savants emblématiques des sciences sociales et humaines ukrainiennes, Mihail Gruševskij et Sergej Efremov, qui commencent leur carrière avant la Révolution et participent activement au premier gouvernement de l'Ukraine indépendante en 1917. Leurs destins se séparent ensuite jusqu'en 1924, durant l'exil de Gruševskij. C'est l'histoire de deux hommes qui se jalousent et se haïssent malgré une estime intellectuelle réciproque au sein d'une même communauté savante. C'est aussi l'histoire de deux hommes qui pensent pouvoir tenir leur destin en main et qui vont se faire dépasser par la violence politique de la fin des années 1920 (photographies 1 et 2).

---

et Ûrij Šapoval, *Справа « Спілки визволення України » : невідомі документи і факти* [*Le procès de « l'Union pour la libération de l'Ukraine », documents et faits inconnus*], Kiev, intel, 1995. Cependant, dans ces publications, ils n'ont pas été publiés en général dans leur intégralité. D'autres documents sont inédits.



Photographie 1 : Mihail Gruševskij en 1926.

Photographie 2 : Sergej Efremov au début des années 1920.

Leur histoire croise celle du monde académique dans son ensemble, d'un monde savant qui suit son chemin dans un environnement bouleversé à partir de 1917, qui s'isole tout en étant en prise directe avec le monde politique et qui va se transformer bien plus vite qu'il ne le souhaite, pris au piège de logiques qu'il ne maîtrise plus alors mais qu'il espère toujours contrôler.

Elle croise l'histoire de la surveillance bolchevique avant qu'elle ne devienne stalinienne. L'un des enjeux principaux de cet ouvrage est de comprendre les modes et logiques de surveillance en œuvre en Union soviétique, entre le début des années 1920 et le milieu des années 1930. La majeure partie des documents qui ont fondé cette recherche et qui sont présentés, soit en annexe, soit sur le site évoqué précédemment, provient du dossier ouvert par la police politique, la GPU, dès l'arrivée de Gruševskij en Ukraine. Loin d'être muette, discrète et immuable, la surveillance est omniprésente, ostensible et changeante. Elle entraîne une usure croissante de tous ceux qui la subissent, conduisant à un désengagement progressif de la scène politique et publique d'Ukraine.

Elle croise aussi l'histoire de la répression et des procès, de leur fonction et de leurs conséquences, l'histoire donc de l'irrésistible ascension de Staline vers un pouvoir autoritaire sans partage et répressif jusqu'à l'absurde. Les transformations de la surveillance, de la répression et de la nature des procès suivent de près la montée au pouvoir absolu de Staline. La retranscription de divers interrogatoires qui furent menés durant l'instruction de deux grandes affaires criminelles en 1929 et 1930, constitue une source exceptionnelle pour comprendre comment s'articulent surveillance et procès, à partir du grand tournant stalinien des années 1929-1930.

Elle croise enfin l'histoire conflictuelle des relations entre la Russie et l'Ukraine soviétique, depuis la politique bolchevique en faveur du développement national jusqu'à la répression de toute tendance soupçonnée d'être nationaliste. Cette histoire conflictuelle ne naît pas de la Révolution, mais prend au contraire ses racines dans une histoire longue, que l'histoire

personnelle de Gruševskij, avant qu'il ne s'engage dans l'Ukraine soviétique, reflète bien. Se combinent ici la continuité d'une relation tendue entre élites ukrainiennes et pouvoir central, et un changement radical dans l'ampleur de la répression et de la méfiance vis-à-vis des élites nationales que le stalinisme provoque.

Notre ouvrage suit la transformation progressive de la relation entre le monde scientifique et le monde politique, dans le contexte très particulier de l'URSS de l'entre-deux-guerres. Le monde de la science a toujours intéressé les responsables politiques. Ces derniers le respectent car ils considèrent que les scientifiques sont détenteurs d'un savoir nécessaire à leurs objectifs. Ils s'en méfient aussi, car les savants sont souvent des hommes publics, qui revendiquent la liberté de leurs idées. Ces scientifiques sont, qui plus est, souvent, des politiques : par les observations qu'ils font sur la société et son fonctionnement, ils fournissent matière au gouvernement des hommes. Ils estiment avoir, par la connaissance intime du monde naturel et social, une position privilégiée dans la hiérarchie de ceux qui savent et donc gouvernent.

La surveillance policière porte un regard sur l'intérieur de ce monde scientifique. Elle décrit les conflits qui s'y développent, elle s'efforce de suivre les jeux, les stratégies, les activités, les tensions qui continuent d'agiter ce milieu, partiellement aveugle à ce qui se déroule à l'extérieur. L'appareil policier se développe progressivement durant les années 1920 et sa nature change profondément. Il est, à sa naissance, marqué par la conjonction d'une culture policière et d'une culture bolchevique. La première le rend attentif aux faits et gestes de chacun, aux relations qu'ils entretiennent au quotidien. La seconde le rend plus sensible à certaines dimensions politiques du quotidien du travail du savant : la surveillance s'attache ainsi au développement du sentiment national en Ukraine soviétique, rapportant des éléments sur les diverses conceptions nationales des élites ukrainiennes. Les agents de cette surveillance observent leur par-

ticipation à l'activité scientifique, mais aussi, bien entendu, à l'activité militante, une des formes de leur insertion dans la sphère du politique.

La surveillance se développe considérablement à partir de 1926, en particulier par une présence de plus en plus massive d'indicateurs au sein même du milieu académique. L'usage des renseignements qui sont ainsi fournies, et par la suite, la nature et surtout la formulation des informations, sont bouleversées à partir de 1929 : de descriptives et relativement neutres, elles deviennent inquisitoriales et interprétées en termes criminels. La transformation profonde qui marque le système politique et social ne peut être lue qu'à travers ce bouleversement des représentations policières et de l'usage du travail des agents des organes répressifs.

Aboutissement de ce système de répression, les procès qui se déroulent à partir de 1929 proposent une lecture synthétique et accusatrice du passé de chacun et surtout des relations qu'ont entretenues entre eux les acteurs de cette histoire, acteurs individuels et acteurs institutionnels. Les procès de ces années-là sont en effet l'occasion d'une réinterprétation sous un angle très particulier de tout le matériel de surveillance accumulé durant les années 1920. Ils ne sont pas tant l'occasion d'une mise en cause de ce que chacun a écrit ou fait dans son travail intellectuel quotidien que, surtout, une réécriture de l'histoire des groupes d'amis, de proches, de collègues, de leurs rencontres fortuites ou organisées. Ils réécrivent l'histoire des relations personnelles, des réseaux sociaux et des groupes sous l'angle criminel : tout groupe de proches peut alors être interprété comme l'embryon d'un parti, et toute rencontre comme celle de l'organisation d'un acte de violence contre l'État soviétique[5]. La criminalisation du quotidien est au cœur de cette réécriture.

5. Sur l'usage des réseaux locaux dans la répression, mais dans un cadre d'institutions lignagères en Asie centrale, voir Isabelle Ohayon, « Lignages et pouvoirs locaux ». L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930), *Cahiers du monde russe* 49 (1), 2008, p. 145-182.

Cet ouvrage est donc, surtout, la tragique histoire de la déformation du passé de chacun, qu'élaborent les organes répressifs staliniens pour fonder une réalité qui offre à Staline un pouvoir sans partage. Nous montrons comment, au cœur de cette relecture, figure la méfiance policière envers tout réseau de relations, ensemble de proches, d'amis ou de collègues, bien plus qu'une méfiance vis-à-vis des positions intellectuelles ou politiques. La criminalisation de toutes les expressions de ces réseaux devient le socle de la menace et de la pénalisation du passé de chacun. En provoquant cela, Staline élargit, sans limite déterminée, le champ du politique au détriment de la sphère privée ou d'une sphère professionnelle qui serait à l'écart de ce champ.

Croisement d'histoires, ce livre se veut aussi croisement de sources : aux sources policières et aux sources judiciaires, que nous avons évoquées, s'ajoute, par exemple, le journal intime que Sergej Efremov écrit, jour après jour, entre 1923 et 1929, jusqu'à son arrestation. Nous en publions quelques extraits sur le site ainsi qu'en annexe. Ce croisement de sources d'origines diverses permet de saisir sous ses différents aspects un moment particulier de l'histoire soviétique, quand s'imbriquent des parcours personnels, un réseau de surveillance aux mailles de plus en plus serrées, une pression politique de plus en plus extrême. Ce croisement, qui est aussi comparaison et confrontation, est nécessaire car il permet d'isoler deux aspects distincts, mais étroitement imbriqués, d'une même source : elle est d'abord produite par une personne dont la fonction, la culture, l'environnement professionnel ainsi que le contexte politique déterminent l'objet, la forme et une partie du contenu. Elle est ensuite le récit, la représentation écrite de processus, d'événements, d'actes, de ce qui fait tout simplement la vie quotidienne. On en lit alors la description, il est vrai filtrée par le regard de celui qui produit cette source, mais contraint par le choix fait par son auteur de rapporter de façon précise certains faits et événements.

Ce croisement de sources diverses permet de comprendre l'usage que l'on peut faire d'interrogatoires dont on connaît le caractère imposé, les contraintes physiques et morales qui pèsent sur les personnes arrêtées devant signer des dépositions qu'ils n'ont souvent pas écrites ; on peut aussi lire différemment les échos déformés des vies croisées dans les rapports de surveillance, tout autant que le reflet d'une vie déposée jour après jour dans un journal intime.

Cette confrontation préside à l'ensemble de ce livre. Croiser les différentes sources est indispensable pour donner un sens aux faits et aux idées rapportés, ainsi qu'aux cercles de relations décrits. Le journal d'Efremov, les rapports de la GPU, les interrogatoires de Gruševskij par des responsables de l'OGPU, direction soviétique de la police politique, se font écho lorsqu'ils relatent des faits, des propos, des rencontres ou des conflits.

La quête d'une Ukraine indépendante

Avant qu'ils n'entrent dans l'histoire dont nous faisons le récit et qui débute en 1924, Gruševskij et Efremov ont déjà une réputation bien ancrée dans le monde ukrainien. Ils forgent leurs références dans un milieu intellectuel en cours de constitution, au XIXe siècle, à cheval sur l'Empire austro-hongrois et l'Empire russe. Intellectuels, ils ont déjà aussi eu un rôle et une activité politiques, et ont fait l'objet d'une surveillance policière.

Gruševskij[6] naît le 29 septembre 1866 dans les marges de l'Empire russe, plus précisément la ville de Kholm (Chelm ou

6. De nombreux autres travaux ont été publiés ces dernières années sur la biographie de ce personnage. Une présentation précise et particulièrement construite de la trajectoire intellectuelle et politique de Gruševskij est faite dans l'ouvrage de Serhii Plokhy, *Unmaking Imperial Russia. Mykhailo Hrushevsky and the Writing of Ukrainian History,* University of Toronto Press, Toronto/Buffalo/Londres, 2005.

Khelm), dans le gouvernement[7] de Lublin, en Pologne aujourd'hui. Il passe son enfance dans un autre territoire aux marges de l'Empire, à Tiflis (aujourd'hui Tbilissi en Géorgie), dans le Caucase. Son père y est enseignant. Étudiant au gymnasium de cette ville, il s'attache très tôt à l'Ukraine, développant un nationalisme romantique aux accents populistes[8]. Il part en 1886 à Kiev, où il entre à l'université, et s'engage dans l'écriture d'une histoire de l'Ukraine ancienne. Il acquiert, jeune, une forte reconnaissance dans le milieu universitaire ukrainien. En 1894, alors qu'il n'a que 28 ans, il obtient un poste de professeur à l'Université de Lvov (alors Lemberg), dans l'Empire austro-hongrois. Il quitte ainsi un Empire pour un autre, à l'époque beaucoup plus libéral et tolérant à l'égard des peuples qui le constituent, ce qui lui offre la possibilité d'affirmer plus librement l'autonomie d'une histoire et d'une culture ukrainiennes. Il y devient titulaire de la chaire d'histoire universelle avec un intérêt particulier pour l'histoire de l'Europe centrale. Il commence alors à écrire son histoire de l'Ukraine-Rus, qui va assurer sa célébrité et dans laquelle il fonde son idée d'un parcours historique autonome de l'Ukraine, indépendamment de l'histoire de la Russie. Il se place alors dans une certaine continuité de l'historien Nikolaj Kostomarov[9].

Il rentre à Kiev le 24 novembre 1914, après un long périple qui lui fait traverser l'Italie, la Roumanie puis la Russie,

7. Le gouvernement ou губерния – gubernià est la division administrative principale de l'Empire russe. On pourrait aussi traduire ce mot par province.

8. Serhii Plokhy, *op. cit.*, p. 29.

9. Nikolaj Kostomarov est l'un des premiers historiens ukrainiens parmi ceux qui développent une telle approche. Il le fait d'abord au sein de la confrérie Cyrille et Méthode (en ukrainien, Кирило-Мефодіївське бра́тство (товариство) ou, en russe, Кирилло-Мефодиевское братство), qu'il crée en 1845, en compagnie d'autres membres des universités de Kiev et de Kharkov. Elle est dissoute en 1847 par la police tsariste. Kostomarov développera ensuite ses idées dans les pages du journal *Osnova* qu'il édite à partir de 1860.

pour répondre à l'invitation de l'université de cette ville et de plusieurs membres actifs de l'Union pour la libération de l'Ukraine[10]. La surveillance policière tsariste, dans le contexte de la Première Guerre mondiale, est omniprésente. Il est arrêté peu après son retour, tout d'abord soupçonné d'être un espion au profit de l'Autriche et de l'Allemagne. Il est alors interrogé pas moins de seize fois, entre la fin du mois de novembre 1914 et le mois de février 1915. Il est accusé de séparatisme et condamné à l'exil dans le gouvernement de Tomsk en Sibérie. Après les interventions de plusieurs académiciens, il est finalement exilé à Simbirsk sur décision du gouvernement de Kiev et évite ainsi la Sibérie.

Il y reste jusqu'à la révolution de Février 1917. Son histoire s'inscrit alors dans celle, brève, de l'Ukraine indépendante : la Rada (conseil) centrale d'Ukraine (UCR), premier parlement d'une Ukraine autonome, est créée le 17 mars 1917 à partir d'un ensemble de partis politiques et d'organisations sociales. Gruševskij est proclamé président de la Rada alors qu'il rentre à Kiev. Il sera secondé par Efremov et Vinničenko. La Rada proclame la République populaire d'Ukraine (l'UNR) le 20 novembre 1917, puis l'indépendance de cette république en janvier 1918, et négocie les accords de Brest-Litovsk avec les Allemands, signés le 9 février 1918. Mais, en avril 1918, les troupes allemandes et autrichiennes qui occupent le territoire d'Ukraine à la suite de ces accords dissolvent la Rada et mettent au pouvoir l'ancien général de l'armée russe, Pavel Skoropadsky. Gruševskij refuse de collaborer avec ce nouveau régime. Cependant, avec la défaite allemande, Skoropadsky

10. СВУ, Союз визволення України (SVU : Union pour l'indépendance de l'Ukraine) – Organisation constituée en août 1914 à Lvov, puis à Vienne, réclamant la liberté de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie. Elle fut créée en particulier par D. Doncov, V. Dorošenko, A. Žuk, A. Skoropis'-Eltuhovskij qui constituèrent avec quelques autres son présidium. Elle bénéficia de l'attitude bienveillante puis du soutien actif du pouvoir autrichien, qui favorisa la propagande de cette organisation dans l'Ukraine de l'Empire russe. Elle interrompt de fait ses activités en mai 1918.

perd tout soutien, et les troupes ukrainiennes dirigées par Petlûra le chassent et proclament à nouveau l'UNR en février 1918. Gruševskij ne retrouve plus de responsabilités et part en émigration en mars 1919. La situation reste confuse en Ukraine. Petlûra est défait par les bolcheviks qui prennent peu à peu le contrôle de l'Ukraine.

Le parcours de Gruševskij entre 1919 et 1924 éclaire la relation entre le cheminement d'un émigré et les transformations que subit alors la Russie soviétique. Il permet de comprendre pourquoi certains reviennent pour participer à la vie nationale en URSS, alors que tout les prédisposait à rester en exil. Son parcours durant les dix années qui s'écoulent entre son retour en Ukraine et son décès sont aussi révélateurs du regard qu'il porte sur les événements qui se déroulent devant ses yeux, de ses espoirs et du sens de son opposition, voire de sa résistance au régime. Il illustre l'insertion des milieux scientifiques dans le débat politique de ce début du XXe siècle en Union soviétique, puis la mise au pas, brutale, à la fin des années 1920, qui entraîne un changement très profond pour ceux qui ne sont pas emprisonnés ou exécutés.

Autre personnage clé de cette histoire, Sergej Efremov naît le 6 octobre 1876 à Pal'čik, village de la région de Kiev, dans la famille d'un prêtre orthodoxe. Il est en particulier l'auteur d'une histoire de la littérature ukrainienne, publiée en 1911[11]. Il est d'autre part politiquement actif, étant membre du parti des socialistes-fédéralistes. En 1918, il est élu vice-président de l'Académie des sciences d'Ukraine, dont il est l'un des fondateurs avec Vernadskij, son premier président, sous l'hetmanat de Skoropadsky. Il ne quitte pas l'Ukraine durant toute cette période troublée qui s'écoule de février 1917 à 1920. Après que les bolcheviks ont repris le contrôle de Kiev, il est arrêté trois fois par la GPU, et figure sur la liste des professeurs, enseignants et acteurs sociaux de l'Ukraine devant être exilés à l'intérieur du pays ou à l'étranger, liste présentée par la GPU

11. S. Efremov, *Історія українського письменства* [*Histoire de la littérature ukrainienne*], Kiev, 1911.

le 3 août 1922 et confirmée par le Comité central du Parti communiste d'Ukraine. Il refuse de partir et écrit pour protester au président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, Rakovskij. Il restera finalement à Kiev. Il poursuit son œuvre au sein de l'Académie des sciences d'Ukraine.

Les histoires de Gruševskij et d'Efremov sont emblématiques de l'imbrication entre monde savant et monde politique. Elles éclairent aussi la nature des conflits qui traversent ces deux mondes et, à partir de 1917, illustrent la participation directe des élites intellectuelles aux gouvernements et assemblées qui sont alors mis en place.

Intéressons-nous désormais à la vie en émigration de Gruševskij, qui sera déterminante pour la suite de sa trajectoire.

Chapitre 1

Les errements de l'émigration et les chemins de la soumission

Activisme, militantisme, stratégies

Gruševskij quitte l'Ukraine en mars 1919, avant que les bolcheviks n'aient interrompu la brève expérience d'indépendance de ce pays, qu'il abandonne avec la double ambition d'un socialiste convaincu et d'un nationaliste qui espère consolider, en exil, les germes de l'indépendance. Il est alors âgé de 53 ans.

Durant ses quatre années d'exil, son regard sur l'Ukraine soviétique se transforme et se teinte d'une forme légère de soumission ou d'abandon de conviction. À l'épreuve habituelle de l'exil liée à l'improvisation, à la survie au quotidien et à la reconstitution des réseaux[1], s'ajoute celle qui est propre à son engagement et aux fonctions qu'il a occupées à la veille de son départ. Il part en véritable personnalité politique, dont les idées et les choix ont subi un lourd échec. L'illusion de vivre dans un monde dans lequel pourraient se reconstruire des pratiques déjà expérimentées est confrontée au développement de luttes et de conflits dont les enjeux, la nature, la forme, ne sont plus les mêmes et sont propres au milieu de l'émigration. Il circule alors entre les trois lieux principaux de la seconde vague de l'émigration ukrainienne[2], Prague, Berlin et Vienne,

1. Catherine Gousseff, *L'Exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS Éditions, coll. Mondes russes, 2008, 335 p.

2. La première vague étant celle qui vit partir d'Ukraine une large population vers les États-Unis et le Canada ainsi que l'Amérique du Sud, dans le dernier quart du XXe siècle en particulier.

passant également quelque temps à Paris, ville où séjourneront aussi quelques personnalités politiques ukrainiennes, comme Vladimir Vinničenko et Simon Petlûra. C'est cependant dans les trois premières villes que se développeront diverses institutions universitaires de l'Ukraine en exil.

Les stratégies et les formes d'action politique que développe Gruševskij durant ses deux premières années d'exil prolongent directement celles qui ont précédé la Première Guerre mondiale. Elles sont, de surcroît, marquées par les espoirs, puis les désillusions attachées aux négociations des traités de Versailles, et au principe des nationalités qui y fut défendu. Elles se traduisent par un engagement dans le mouvement socialiste international, appuyé sur un jeu d'alliances souvent recomposées ; par une action intellectuelle ininterrompue, orientée vers l'élaboration d'une histoire de l'Ukraine, perçue comme entité nationale autonome ; par une action institutionnelle, tendant à mettre le monde universitaire au cœur de l'action politique destinée à soutenir la construction nationale ; enfin, sur un plan différent, par la recherche de soutiens auprès des grandes puissances, pour que soit reconnue l'Ukraine indépendante.

Les premières stratégies, mises en œuvre après la Première Guerre mondiale, s'inscrivent dans un nouveau contexte, marqué par le bouleversement des rapports de forces entre grandes puissances européennes, la décomposition de la Deuxième Internationale socialiste et le développement de l'internationale communiste créée à Moscou par Lénine en mars 1919. En outre, ces stratégies se développent désormais au sein du milieu de l'émigration, hors des frontières nationales. Il en résulte de très grands décalages entre les exilés qui ne modifient guère leurs pratiques.

Durant l'année 1919, Gruševskij cherche principalement à populariser l'indépendance ukrainienne : rédaction de brochures[3], création d'une revue d'information sur l'Europe orien-

3. Tel le *Programme de l'UPSR : la loi sur la terre de la Rada centrale d'Ukraine, un panorama de la révolution ukrainienne de 1917-1919.*

tale (*Europe orientale/Eastern Europe (Shidna Evropa*[4]*)*), participation à divers congrès aux côtés d'autres partis socialistes, création d'une organisation destinée à promouvoir l'État ukrainien (le *Comité pour une Ukraine indépendante* est créé en juillet 1919 à Paris). Il s'adresse tout particulièrement aux partis socialistes européens, mais aussi aux pays qui participent à la vaste redéfinition des frontières et à la création de nouveaux États durant les discussions des traités de Lausanne et de Paris. Ce soutien s'avère très difficile à obtenir, tant la méfiance des vainqueurs vis-à-vis de l'Ukraine reste marquée d'un soupçon de germanophilie des Ukrainiens, dont l'idée d'indépendance a été, pour nombre de diplomates, suscitée par l'Autriche-Hongrie avant la guerre, et dont la paix séparée avec l'Allemagne a été rapidement suivie par un protectorat allemand[5]. Les participants à la conférence de Paris sont très réticents vis-à-vis des partisans de l'indépendance. La délégation ukrainienne qui rassemble des Ukrainiens de l'ancien Empire austro-hongrois et de l'ancien Empire russe ne sera jamais admise officiellement à la table des négociations et le ministère français des Affaires étrangères lui sera particulièrement hostile[6]. Les autorités françaises préfèrent une alliance avec le général russe Denikine, qui combat les bolcheviks mais aussi le directoire ukrainien, ou avec l'amiral Koltchak en Sibérie. Tous deux à la tête d'armées blanches, ils revendiquent la reconstitution de l'Empire russe dans ses frontières d'avant 1914, à l'exception de la Finlande et de la Pologne. Convaincre

4. Le premier numéro voit le jour en septembre 1919, et sera suivi par 10 autres numéros, dont le dernier est daté de janvier 1920. Son rédacteur en chef, Gruševskij, le finance à partir des fonds du gouvernement de la République populaire d'Ukraine.

5. Sébastien de Gasquet, « La France et les mouvements nationaux ukrainiens (1917-1919) », in G. Soutou (dir.), *Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la Première Guerre mondiale (Pologne, Ukraine, Lithuanie),* Travaux du centre histoire des relations internationales et de l'Europe au XXe siècle de l'Université de Paris-IV, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, Paris, 1995, p. 105-209.

6. Sébastien de Gasquet, *op. cit.*

le mouvement socialiste à s'engager pour cette cause devient vite la priorité de Gruševskij.

Entrer dans la Deuxième Internationale va de pair avec une prise de position hostile aux bolcheviks. En compagnie d'autres représentants du parti socialiste révolutionnaire et du parti social-démocrate d'Ukraine, il se rend à Lucerne : « Nous nous sommes efforcés de faire en sorte que les deux groupes de l'Internationale, de gauche et de droite, prennent une résolution contre l'occupation de la Galicie par les Polonais, et les Juifs, de leur côté, portant une résolution contre les pogroms en Pologne et en Ukraine, ont fait compliment à la démocratie ukrainienne[7] ».

Dimension essentielle de son activité en exil, Gruševskij œuvre aussi au développement d'institutions universitaires spécifiques qui puissent témoigner et affirmer la souveraineté ukrainienne et sa place intrinsèque dans l'histoire européenne. Cette préoccupation devient prédominante dans son activité en exil : l'institution universitaire est partie intégrante du modèle national qu'il défend ; toutes les structures proposées, les organisations internes dessinées, les formations, les cours et les recherches, sont fondés sur la même certitude. L'exil est un pis-aller, l'université en exil est le modèle de ce que seront l'université et le monde intellectuel dans une Ukraine indépendante.

Les chemins de la soumission, le souhait du retour et les débuts des dissensions

Mais Gruševskij, sur le chemin du retour, s'engage peu à peu, pliant progressivement devant les bolcheviks. Quatre raisons l'expliquent : les tensions et les désillusions au sein du mouvement émigré dont les membres ne peuvent reconstituer

7. Центральный Государственный Архив Общественных Объединений Украины (CGAOOU, Archives nationales centrales des organisations sociales d'Ukraine), fonds 269, collection des documents du Musée de la lutte pour la libération de l'Ukraine.

la vie qu'ils avaient en Ukraine ; l'impossibilité de développer en exil un projet national ukrainien jusqu'à son terme, puisqu'il porte sur le devenir politique et culturel du territoire de l'Ukraine ; l'espoir de le mettre en œuvre en Ukraine est de plus entretenu par le discours et les pratiques de « nationalisation[8] » menées par les bolcheviks ; une certaine proximité politique, aussi, qui le conduit à considérer que ces derniers constituent un élément du milieu socialiste international. Gruševskij est, à n'en pas douter, sur la scène émigrée, dans une position proche de celle des bolcheviks.

Le désir de retourner en Ukraine se fait plus pressant. La désillusion qu'il ressent vis-à-vis de l'émigration et son désir de retour aggravent les fractures provoquées par ces luttes internes et stériles. Les divergences et désaccords sur l'attitude à suivre envers les bolcheviks et sur un éventuel retour d'émigration accroissent les tensions. Le milieu se partage entre ceux qui veulent rentrer et ceux qui considèrent que l'exil reste la seule solution pour ne pas se soumettre. Plus les volontés de retour sont affirmées par certains, plus les propos tenus par les autres sont violents. Les solidarités partisanes éclatent définitivement. Pour Nikita Šapoval, « Gruševskij, Šrag, Hristûk, Čečel', Mazurenko, Nikovskij se mirent tranquillement au service de nos ennemis les plus farouches, presque honteusement, sans que ces derniers ne fassent la moindre concession[9] ». Il va plus loin encore : « Se rabaisser jusqu'à "changer de jalons[10]"

8. Voir ci-dessous la description de la politique bolchevique, dénommée nationalisation ou indigénisation.

9. Selon Pirìg, P. Â., *Життя Михайла Грушевьского : останнє десятиліття (1924-1934)* [*La vie de Mihail Gruševskij : ses dix dernières années (1924-1934)*], Kiev, 1993, p. 34.

10. Il est fait ici référence au mouvement des *smenovehovcy*, mouvement d'émigrés et intellectuels russes, qui prônent un compromis avec les bolcheviks, fondé sur la renaissance de l'idée nationale et patriotique. Le mouvement tire son nom du recueil d'articles publié à Prague en 1921 et nommé *Changements de jalons :* voir en particulier la préface d'Yves-Marie Cosson à You.V. Klioutchnikov (dir.), *Changements de jalons,* L'âge d'homme, Lausanne, 2005.

[…], un politique ukrainien, qui plus est socialiste, ne doit pas le faire. Ce que Gruševskij a accepté, en traitant avec les bolcheviks (les *Izvestiâ* de Moscou ne l'appellent pas socialiste mais "changeur de jalons") est suicidaire. Le changement de jalons est une conception mauvaise pour l'Ukraine, et qui va sur ce terrain n'a plus d'espoir d'être reconnu par le peuple ukrainien. […] Gruševskij s'est ainsi rayé du nombre de ceux qui combattent pour l'Ukraine. Il est devenu un cadavre politique, auprès duquel les Ukrainiens doivent se boucher le nez[11] ». Šapoval avait été exclu de l'UPSR le 5 août 1921, car il s'opposait à tout compromis avec le pouvoir soviétique en Ukraine.

En novembre 1922, alors que Gruševskij se démet de sa position de représentant de l'UPSR à l'étranger, il souligne en quelques mots cet état d'esprit :

> « Ma volonté ne supporte pas la vie en émigration et cela me rend malade… Je vois avec regret qu'ayant tout donné pour la renaissance du parti durant ces dernières années, je n'ai pratiquement rien réussi, je n'ai fait que survivre à une masse de désagréments, j'ai suscité de l'animosité de tous côtés ».

Il lui semble impossible de représenter « un parti ayant une existence apocryphe, n'ayant aucune voix, fluctuant entre collaboration avec l'Ukraine socialiste soviétique et insurrection[12]… ».

La désillusion envers l'émigration n'est pas la seule raison de son retour. Gruševskij pressent aussi les ferments d'une politique nationale en Ukraine. Si, comme ailleurs, il subit de graves désillusions, elles concernent parfois autant l'émigration que les autorités de l'Ukraine soviétique. Ainsi, lorsqu'en 1922, les éditions *Dneprosoûz* avec lesquelles il entretient désormais de bonnes relations, refusent de poursuivre l'impression

11. Šapoval, M., *Політична смерть М. Грушевського* [*La mort politique de M. Gruševskij*], Rozbudova deržavi, 1994, 3, p. 59.

12. Cité par Žukovskij, 2002, *op. cit.*, p. 108.

d'ouvrages sans apport financier, il ne trouve pas d'aides en émigration pour poursuivre cette œuvre de diffusion[13] et interprète cet échec comme un refus de l'émigration de soutenir son orientation socialiste.

Il est vrai que l'opposition de Gruševskij aux bolcheviks en 1919 concernait plus leur politique centralisatrice que leurs positions et leur action qu'il reconnaît comme socialistes. Selon lui, la politique centralisatrice de Lénine est la poursuite du centralisme russe traditionnel. Il la nomme le « nationalisme d'octobre[14] ». Voilà pourquoi, dès qu'il lui semble qu'une ouverture est possible concernant la valorisation des positions nationales, il ne répugne pas à se rapprocher de ses ennemis.

Très vite l'UPSR et Gruševskij espèrent pouvoir négocier avec les bolcheviks. Cet espoir va de pair avec une attitude conciliante vis-à-vis d'un parti dont il pense qu'il défend des intérêts politiques proches de ceux des autres partis socialistes européens.

Durant la première moitié de l'année 1920, Gruševskij participe à trois conférences de la composante en exil de l'UPSR, à Prague. Les documents produits à cette occasion reprennent la rhétorique révolutionnaire et socialiste. Ils appellent à instaurer rapidement la dictature du peuple des travailleurs en Ukraine, et demandent au gouvernement de la République populaire d'Ukraine, l'UNR, dont le directoire est alors dirigé par Petlûra, d'engager des négociations avec la Russie soviétique, ainsi que de signer un accord économique et militaire. Par de nombreux aspects, la politique bolchevique rejoignait la politique préconisée par l'UPSR, qui avait, au

13. Il s'en plaint dans une lettre à Kuziv, citée par I. Girič, « Листи Михайла Грушевьского до Василя Кузива » [« Lettres de Mihajl Gruševskij à Vasilij Kuziv »], *Ukraïnskij istorik,* 1995, 1-4, p. 197.

14. Dans l'article « L'héritage maudit », cité selon Žukov'skij A., « Политична и публицистична дияльнисть М. С. Грушевського на емиграції, 1919-1924 р. » [« L'activité politique et publique de M. S. Gruševskij en émigration, 1919-1924 »], *Ukraïns'kij istoričnij žurnal,* 2002, 1, p. 120.

même titre que les SR (socialistes-révolutionnaires) en Russie, une forte influence au sein de la paysannerie, et appelait à la suppression de la propriété privée de la terre.

Dès l'été 1920, Gruševskij se rapproche plus encore des bolcheviks et écrit une lettre au Comité central du Parti communiste (bolchevik) ukrainien, où il reconnaît servir ce parti dans sa lutte contre le capitalisme : « [les représentants de l'UPSR à l'étranger] ont compris qu'avoir isolé l'Ukraine du mouvement d'ensemble par l'intermédiaire de diverses combinaisons politiques était une erreur. […] [La situation politique en Ukraine ne correspond pas au développement ultérieur de la révolution mondiale car] la lutte qui a surgi entre le peuple ukrainien et la Russie soviétique n'a pas permis, jusqu'à présent, de se dégager des conséquences des erreurs commises des deux côtés ». Et d'ajouter : « Puisque l'UPSR partage les buts de la Troisième Internationale, et que votre parti n'exclut pas le slogan de l'autodétermination des peuples, nous sommes convaincus que nous pouvons arriver à un accord complet et à une coordination de l'UPSR et du PC(b)U, réunissant nos intérêts communs pour la révolution socialiste[15] ».

Cette position conduit à ne considérer les décisions bolcheviques à l'encontre de l'opposition politique en Ukraine que comme des excès et des incidents de parcours. Ainsi en va-t-il du procès qui se déroule en mai 1921 contre un groupe de membres du Comité central de l'UPSR, précédé d'une longue campagne de calomnie. Gruševskij, qui connaît bien les accusés, Vsevolod Golubovič, Nazar Petrenko, Ivan Lizanivskij, Ûrij Âroslav, ne peut croire les accusations publiées en 1921 à l'issue du procès[16]. Tout en regrettant la sentence prononcée, il n'y voit qu'une erreur supplémentaire de la direction bol-

15. Lettre de Gruševskij et Žukovskij, citée par Pirìg, *op. cit.*, R.Â.

16. D. Manuil'skij et S. Dulek'skij *Дело членов Центрального Комитета Украинской партии социалистов-революционеров. Очет* [*L'affaire des membres du Comité central du parti ukrainien des socialistes-révolutionnaires, Golubovič, Petrenko, Lyzanivskij, Časnyk, Âroslav, etc., sténogramme*], Kharkov, 1921.

chevique, que rien n'arrête dans « son désir d'entraîner tout le monde vers la dictature du prolétariat ». Malgré les signaux, négatifs, sur les possibilités d'un accord entre membres de l'UPSR et membres du parti bolchevique, qui témoignent que les règles du jeu politique sont bouleversées, Gruševskij manifeste un désir de retourner en Ukraine de plus en plus fort. Ces signaux marquent clairement la dérive autoritaire des bolcheviks, et leur refus définitif de tout pluralisme politique, comme le montrent la répression de la révolte de Kronstadt en mars 1921, dont on connaît les échos dans l'émigration, et les procès des SR en Ukraine d'abord, puis en Russie[17]. Autant d'éléments qui expliquent sans doute qu'il se plie peu à peu aux exigences des bolcheviks en renonçant aux siennes.

La stratégie bolchevique vis-à-vis de l'émigration et des élites

De leur côté, les bolcheviks ont, dès octobre 1917, hésité sur l'attitude à adopter vis-à-vis des élites intellectuelles. Ils ne peuvent pas se séparer aisément de ceux qui détiennent des savoirs qu'ils respectent, et qui, souvent, appartiennent à des milieux qu'ils ont côtoyés. Ils ont fondé nombre d'institutions en s'appuyant sur ces élites, tout en exprimant une méfiance renforcée vis-à-vis de personnes qu'ils ne contrôlent pas et qui leur sont souvent hostiles. Ils ont été rapi-

17. Voir en particulier, Krasil'nikov, S.A., Morozov, K.N., Čubikin, I.V., *Судебный процесс над социалистами-революционерами (июнь–август 1922 г.): Подготовка. Проведение. Итоги* [*Le procès des socialistes-révolutionnaires (juin-août 1922) : préparation, déroulement, issue*], Moscou, Rosspèn, série « Архивы Кремля » [« Archives du Kremlin »], 2002, 1007 p. ; Morozov, K.N., *Судебный процесс социалистов-революционеров и тюремное противостояние (1922-1926): этика и тактика противоборства* [*Le procès des socialistes-révolutionnaires et leur opposition en prison (1922-1926) : éthique et tactique de résistance*], Moscou, Rosspèn, 2005. 736 p.

dement sensibles à la capacité qu'ont les membres des communautés scientifiques de se rassembler en des lieux et à des moments où peuvent s'exprimer des formes de résistance collective au nouveau pouvoir. Dans le milieu universitaire, le conflit atteint son apogée en 1921-1922, après la création en 1920 d'une commission destinée à réviser les programmes de sciences sociales[18]. Pokrovskij, commissaire adjoint à l'Éducation de Russie, qui deviendra l'historien emblématique d'une nouvelle histoire soviétique marxiste[19], en fait partie. La nouvelle charte universitaire, préparée par le statut des universités de 1921, contribue à exacerber la lutte entre autorités bolcheviks et corps universitaire[20]. L'opposition aux intellectuels est aussi attisée par l'échec de la collaboration au sein du comité d'Aide aux affamés (le *Pomgol*), créé pour lutter contre la famine qui s'étend en 1921 sur une grande partie du territoire[21]. Les résistances et les grèves qui secouent les milieux universitaires au début de l'année 1922 et la défiance répétée exprimée à l'égard des bolcheviks au sein de congrès scientifiques contribuent à renforcer l'hostilité des nouveaux dirigeants vis-à-vis des cercles intellectuels.

Les rassemblements (congrès, séminaires, etc.) deviennent des lieux de résistance collective. En mai 1922, Semaško, commissaire du peuple à la Santé, s'alarme des propos tenus durant le second congrès russe des médecins[22]. Il préconise quatre mesures, parmi lesquelles celle de « poser des limites à l'auto-

18. Cette commission est présidée par Fedor Rotštejn.

19. Michael David-Fox, *Revolution of the mind. Higher learning among the bolcheviks,* Cornell University Press, 1997, p. 50.

20. *Ibidem*, p. 52.

21. Michel Heller, « Premier avertissement : un coup de fouet. L'histoire de l'expulsion des personnalités culturelles hors de l'Union Soviétique en 1922 », *Cahiers du monde russe,* 1979, 2, p. 131-171.

22. *Высылка вместо расстрела. Депортация интеллигенции в документах ВЧК-ГПУ, 1921-1923* [*l'exil à la place de l'exécution : la déportation de l'intelligentsia dans les documents de la VČK-GPU, 1921-1923*], Moscou, Russkij put', 2005, p. 74.

nomie des sections de spécialistes (médecins, ingénieurs) dans les unions professionnelles » et « ne permettre en aucun cas des unions autonomes de spécialistes[23] ». Un rapport de la GPU au Bureau politique du Comité central du Parti communiste souligne peu après les activités antisoviétiques développées au sein de sociétés privées (scientifiques, commerciales et industrielles, etc.). La fameuse société de médecins Pirogov aurait ainsi « tendance à jouer le rôle traditionnel d'opposition politique, habilement déguisée, contre le pouvoir soviétique ». Il est donc nécessaire de prêter une grande attention à « l'action antisoviétique de l'intelligentsia dans les divers congrès d'organisations[24] ».

L'ambiguïté du pouvoir bolchevik vis-à-vis de cette intelligentsia conduit à une incertitude concernant les stratégies à suivre vis-à-vis des élites, sur le sol russe, ukrainien, aussi bien qu'en exil. L'un des aboutissements de cette hostilité qui suivit les grandes grèves de 1921 fut la répression d'un peu plus de 200 intellectuels en 1922[25], dont plus d'un quart furent expulsés du territoire soviétique. L'exil à l'étran-

23. *Ibidem*, p. 75.

24. « Sur les regroupements antisoviétiques parmi l'intelligentsia », en date du 1er juin 1922, *Ibidem*, p. 77.

25. 225 selon *Ibidem*, p. 41. Les effectifs cités varient grandement d'une source à l'autre, de 100 à 300 personnes, différences dues surtout à la manière de compter les exilés : certains ne comptent que ceux qui ont reçu l'ordre de partir, d'autres y rajoutent les membres de leur famille, d'autres ceux qui sont partis alors volontairement, en compagnie des exilés. Voir, par exemple, G.A. Savina, « "Пусть барахтаются…" (к истории "одесской высылки" за рубежом) » [« "Qu'ils pataugent" (pour une histoire de "l'expulsion d'Odessa" à l'étranger) »], *Diaspora*, III, p. 293-410 ; V. V. Sapov, « Высылка 1922 года : Попытка осмысления » [« l'expulsion de 1922 : tentative d'interprétation »], *Sociologičeskie issledovaniâ*, 3, 1990, p. 112-114 ; Catherine Gousseff ; *op. cit.*, 2008. Voir en particulier, dans ce dernier ouvrage, les pages 86-90 où cet exil est remis en perspective avec les premiers bannissements et le décret de décembre 1921 sur la déchéance de la citoyenneté des Russes à l'étranger. L'estimation que nous donnons est celle issue des listes d'exilés, produites par la GPU, sans les membres des familles, ni ceux qui sont partis volontairement.

ger est cependant manié avec prudence, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'Ukrainiens. La GPU craint la constitution et le renforcement de groupes nationalistes en exil. Le 24 novembre 1922, un arrêté du Bureau politique d'Ukraine portant sur « le caractère non souhaitable de l'exil à l'étranger des militants de l'intelligentsia ukrainienne » souligne que celui-ci est très bien perçu du côté tchécoslovaque et que les professeurs eux-mêmes cherchent à partir. En conséquence, l'exil n'est pas vu comme une sentence et l'émigration ukrainienne profite de l'arrivée de nouvelles forces intellectuelles[26]. La GPU suggère donc que, pour les Ukrainiens, l'exil dans des régions éloignées de Russie soit préférable à un départ à l'étranger.

La stratégie des bolcheviks à l'égard de l'émigration s'inscrit dans ce processus. Il s'agit à la fois d'utiliser les possibilités qui se présentent pour mieux contrôler l'activité de l'intelligentsia tout en évitant le développement d'un mouvement unifié à l'étranger. Les bolcheviks jouent donc beaucoup sur les divisions existantes dans les milieux savants. Ils les attisent dès que possible, voire les suscitent, tout en les observant avec attention.

Une autre réponse à cette méfiance vis-à-vis des élites traditionnelles est le développement d'institutions universitaires communistes : l'Académie communiste, l'Institut des professeurs rouges, etc[27]. Cependant, le pouvoir ne dissout pas les institutions universitaires établies et ne touche guère aux Aca-

26. « Выписка из постановления Политбюро ЦК КП(б)У о нежелательности высылки за границу деятелей украинской интеллигенции от 24 ноября 1922 г. » [Extrait de l'arrêté du bureau politique du CC PC(b)U sur le caractère indésirable de l'exil à l'étranger des membres de l'intelligentsia ukrainienne], AP RF, 3/58/175/93, publié in *Высылка вместо расстрела ...,* Moscou, 2005, document n° 85, p. 138-139.

27. Michael David-Fox, *op. cit*., 1997. Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, CNRS Éditions, « Mondes russes et Est-européens », Paris, 2010, 412 p.

démies des sciences, qui subsistent parallèlement aux nouvelles institutions. L'Académie communiste, dont le siège est à Moscou, et l'Académie des sciences, dont le secrétariat est assuré par un orientaliste renommé, Ol'denburg, ne sont unifiées qu'en 1936.

L'attitude vis-à-vis de Gruševskij reflète ces hésitations. Les responsables bolcheviks s'intéressent rapidement au souhait de celui-ci de retourner en Ukraine. Plusieurs réunions du Bureau politique ou du Comité central du parti en Ukraine évoquent la question, à partir du 25 janvier 1921. Les refus d'accéder à ces demandes se répètent. Les procès-verbaux des réunions du Bureau politique du Parti communiste d'Ukraine ou de Russie (l'URSS n'existe pas encore) en conservent la mémoire, laconique. Le 25 janvier 1921, on lit dans le procès-verbal, au 5e point de l'ordre du jour :

« Écoute : 5. Communication du cam. Šumskij[28], indiquant que Gruševskij souhaite venir en Ukraine.

Décidé : S'opposer à la venue de Gruševskij en Ukraine » [1[29]].

V. Molotov signe ce communiqué ; alors secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Ukraine, il aura par la suite une brillante carrière soviétique, bras droit de Staline jusqu'à la mort de ce dernier.

Le 26 avril 1921, à la suite d'une réunion du même bureau politique :

« Écoute : 19. Sur Gruševskij et d'autres socialistes-révolutionnaires ukrainiens.

Décidé : Considérer que la venue de Gruševskij en Ukraine est actuellement inopportune » [3].

Malgré les premiers refus, Gruševskij persiste et envoie quatre de ses proches en Ukraine, Nikolaj Čečel', Vasilij

28. De courtes biographies de tous les personnages cités dans ces documents sont présentées en fin d'ouvrage.

29. Nous rappelons que les références au document sont mises entre [ ] et sont en gras lorsque le document est reproduit en annexe. Dans le cas contraire, ces documents sont sur le site http://cercec.ehess.fr/fauxcoupables

Mazurenko, Aleksandr Žukovskij et Nikolaj Šrag, pour entamer une négociation. Il leur demande de mettre comme condition à son retour la légalisation de l'UPSR. Il pense être encore en position de force. Le 24 août 1921, face au refus persistant des bolcheviks, les émissaires renoncent à négocier.

Gruševskij, lui, ne renonce pas et réclame avec plus d'insistance encore de rentrer, en renonçant de fait à ses exigences. Dans une longue lettre adressée en novembre 1921 à Rakovskij, président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, il souligne sa loyauté et la nécessité d'unir les forces. Il lui demande cependant encore que les bolcheviks renoncent au monopole du Parti et que « les partis socialistes soviétiques d'Ukraine […] arrivent à une entente qui soit sincère et honnête »

> « Au vu des informations transmises par Čečel' ou qui me sont parvenues d'Ukraine, j'ai le sentiment que la politique d'occupation, menée en Ukraine par le parti communiste russe et par sa branche ukrainienne, le Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine (KP(b)U), a pris fin. De votre côté, comme du côté ukrainien, il semble qu'il y ait eu un désir de plus en plus fort de passer du combat ou d'une coexistence passive à la collaboration. De la part du parti communiste au pouvoir, me semble-t-il, cela s'explique par le désir de voir les forces ukrainiennes participer à la construction de l'Ukraine soviétique. En retour, il s'agit de reconnaître les revendications et les besoins nationaux. À leur tour, les Ukrainiens, y compris les non-socialistes, sont de plus en plus désireux de cesser de régler leurs vieux comptes et souhaitent laisser de côté l'histoire de l'Ukraine pour prendre dans le régime soviétique tout ce qui pourrait servir à renforcer les réalisations de la révolution et répondre aux besoins culturels et nationaux du peuple ukrainien. Il s'agit en échange de soutenir le régime soviétique dans la mesure où celui-ci doit servir les intérêts du pays et reconnaître, pas seulement de façon nominale, le caractère légitime de son gouvernement en Ukraine.

> Si ces forces conciliatrices se rencontraient et se tendaient la main et si un travail commun se mettait en place, les malentendus et les *a priori* négatifs pourraient être aplanis de part et d'autre » [5].

Or en 1922, l'idée de répondre favorablement à la demande de Gruševskij pour diviser le milieu intellectuel et l'émigration devient d'actualité. Les bolcheviks ne sont pas insensibles aux orientations publiques des membres de ces milieux, à leur action en exil ou sur le sol ukrainien, et surtout aux formes d'organisation qu'ils peuvent prendre, en réseau, lieu potentiel de regroupement de formes oppositionnelles. Leur attitude vis-à-vis des membres de ces élites est alors moins guidée par la position intellectuelle de celles-ci que par l'usage qu'ils peuvent en faire pour contrôler, scinder, désorganiser les mouvements intellectuels hostiles et possédant une réelle autonomie vis-à-vis de l'appareil politique.

Le Bureau politique du Comité central du PC(b)U examine à nouveau la question du « groupe de Gruševskij (Gruševskij, Čečel et Hristûk) » et demande à Rakovskij d'étudier « l'éventualité du retour [de ce groupe] en Ukraine ». Tout en soulignant qu'un tel retour serait nécessairement conditionné par l'abandon de toute activité politique, il est désormais envisagé en plus haut lieu.

Tout est fait pour instrumentaliser les tensions internes à l'émigration afin de neutraliser l'activité politique des personnalités les moins hostiles au pouvoir soviétique, tout en se servant de leur aura pour démontrer l'ouverture du pouvoir bolchevik aux élites nationales. Cette stratégie devient payante en novembre 1922. Gruševskij décide enfin de renoncer à toute action politique. Près d'un an plus tard, le Bureau politique du parti entérine son retour, comme le montre, toujours laconiquement, le procès-verbal d'une de ces réunions, le 10 novembre 1923 :

« Écoute : 1. Question du NKID [commissariat du peuple aux Affaires Internationales] : b) Sur l'admission du prof. Gruševskij en Russie (cam. Litvinov, Čubar').

Décidé : 1. Ne pas s'opposer à l'admission du prof. Gruševskij en URSS.

2. Charger le CC PC(b)U de mettre en œuvre cet arrêté[30] » [13].

Il revient en mars 1924. Un sauf-conduit lui est même délivré, dans lequel les bolcheviks lui donnent des garanties, qui s'avéreront bien illusoires :

« Par la présente, le Comité exécutif central d'Ukraine confirme que le membre actif de l'Académie des sciences d'Ukraine Mihail Sergeevič Gruševskij a le droit de résider sur le territoire d'Ukraine, sans que les autorités soviétiques ne lui portent d'accusations pour ses activités politiques antérieures » [14].

« À la requête de l'académie des sciences d'Ukraine, le Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine accorde à l'académicien Mihail Sergeevič Gruševskij le droit de vivre librement sur le territoire de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Aucune incrimination ne lui étant faite ni accusation lui étant présentée suite à ses activités politiques antérieures, l'académicien susnommé ne doit pas faire l'objet de perquisitions, d'arrestations, ni de poursuites » (lettre signée par le président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et le président de la GPU d'Ukraine) [17].

À peine arrivés sur le sol ukrainien, les dirigeants réfléchissent à la stratégie qu'il convient d'adopter à son égard, ce qui démontre déjà le caractère absurde des garanties données : comment le contrôler, l'engager à collaborer avec le nouveau pouvoir ? L'idée de le propulser à la tête de la présidence de l'Académie des sciences (qui nécessite théoriquement d'être élu par ses pairs…) est très vite évoquée par les plus hauts dirigeants du parti en Ukraine ; la volonté de s'en servir pour

30. Dans la carte de contrôle figure la remarque suivante : « Conformément à l'arrêté du Pb CC PCR(b) du 10/11/1923, pv. 43, article 1, le prof Gruševskij a été autorisé à rentrer en URSS. Le prof. Gruševskij est arrivé en Ukraine début mars (1924) et travaille à l'Académie des sciences ukrainienne. »

attiser les tensions au sein de l'Académie et d'introduire ainsi un élément perturbateur fort est posée dès le 15 mars 1924. Cette stratégie est destinée à contrôler un personnage dont on connaît l'ambition et la liberté d'esprit, tout en introduisant d'autres ferments de discorde auprès d'une académie alors dominée par Efremov, ennemi intime de Gruševskij dans le milieu académique. Outre cette « stratégie politique », les responsables de la GPU de Kiev envisagent aussi la « stratégie tchékiste » :

> « On peut suivre deux lignes principales : la politique et la tchékiste.
> Si la ligne politique est retenue, il serait opportun de le placer à la présidence, en lui donnant ainsi la possibilité de transformer l'Académie en un appareil qui réaliserait certaines tâches sous la direction des organes du parti.
> Si la GPU d'Ukraine décidait d'utiliser Gruševskij selon la ligne tchékiste, à savoir de créer autour de lui un réseau des nôtres[31] qui utiliseraient son nom pour accomplir nos missions, l'élection de Gruševskij à la direction de l'académie ne serait pas souhaitable, car ceci susciterait animosité et conflits entre lui et une partie des milieux ukrainiens » [19].

La direction centrale de la GPU n'accepte ni l'une ni l'autre, mais l'idée de lui faire miroiter la présidence de l'Académie sera retenue par les responsables politiques.

La stratégie des bolcheviks consiste donc davantage à stimuler l'hétérogénéité du milieu académique et à y provoquer des tensions qu'à soutenir ou restreindre des orientations intellectuelles ou politiques. L'orientation nationaliste de Gruševskij, comme celle d'Efremov, étant acquises, leur éloignement par rapport au marxisme tout autant, il n'est pas question de les convaincre ou de contrôler leurs travaux. Il

31. Nous traduisons ainsi le terme russe *свои*, qui signifie « les siens », « ses fidèles », « ses gens », « ses proches ». Il est souvent utilisé négativement, pour désigner un « clan » au sein d'un groupe professionnel, *a priori* hostile au pouvoir soviétique.

s'agit en revanche de susciter des conflits qui rendent l'Académie plus fragile et eux-mêmes moins combatifs vis-à-vis du pouvoir politique, occupés qu'ils sont à leurs luttes internes. Jusqu'en 1928, il n'y a pas d'opposition frontale contre ces intellectuels mais une surveillance quotidienne des groupes en présence, des oppositions et des solidarités qui s'y manifestent, destinée à tuer dans l'œuf toute velléité de front commun. Une telle stratégie est répétée en 1928 quand la GPU s'inquiète d'un possible apaisement et que ses responsables souhaitent une stratégie qui puisse « raviver le conflit à l'Académie », soulignant qu'il « est tout à fait clair que cette réconciliation ne nous est pas profitable » (il s'agit de la réconciliation entre le groupe de Gruševskij et celui d'Efremov et Krymskij) [134]. La même année, le directeur de la direction des sciences d'Ukraine souligne : « Pas de réconciliation mais une protestation contre la zizanie et la reconnaissance de la nécessité d'une intervention – cela renforcera notre position » [134].

Ces réactions sont révélatrices d'une conception purement administrative de l'action contre les milieux intellectuels. Incapables de prendre véritablement position sur le fond des orientations de ces élites, les nouveaux dirigeants communistes sont attentifs aux groupes qui pourraient leur nuire ou qui pourraient les soutenir. Certaines autorités soulignent l'absence de réponses intellectuelles adéquates pour s'opposer à des ennemis dont on ne connaît pas les raisons de l'animosité, si ce n'est leur origine sociale et politique. Ils expriment par là leur impuissance à se battre sur la scène des idées. C'est ainsi que le département de la presse du Comité central du Parti en Ukraine, constatant qu'il ne dispose de personne pour faire front à Gruševskij, propose de « créer un groupe de camarades, aussi petit soit-il. C'est l'un de nos principaux objectifs. En outre, il faut que le département de la presse organise plus souvent des réunions consacrées à la culture, à la littérature et à la presse ukrainiennes et que les organes syndicaux y participent. En effet, les responsables

de notre presse doivent être tenus au courant de toutes ces questions » [53].

Dans ce contexte, l'attitude des scientifiques est ambivalente et fluctuante. Elle oscille entre adhésion, participation, collaboration et résistance, chacun agissant selon sa personnalité, ses objectifs et ses convictions.

Chapitre 2

Adhérer, participer, collaborer, résister

La politique d'« indigénisation » et l'adhésion des élites

La politique nationale menée à partir du début des années 1920 par les bolcheviks permet à Gruševskij de justifier son désir de retour. Elle affirme le libre développement des cultures nationales et l'appropriation progressive et rapide des moyens de gouvernement par les représentants des nationalités dominantes en un territoire donné. Dénommée nationalisation ou « indigénisation[1] », elle est en particulier fondée sur une politique de discrimination positive destinée à promouvoir les cadres nationaux dans les entités territoriales correspondantes[2]. La « déclaration des droits des peuples de Russie » du 2 (15) novembre 1917, puis l'adresse « À tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient » sont surtout destinées à obtenir un soutien des peuples non russes, en particulier musulmans, pour assurer la victoire de la Révolution. Dès 1918, la création de territoires nationaux en établit les bases. En 1921, lors du 10e congrès du Parti communiste russe, une série de mesures et une campagne de masse promeuvent une « politique de natio-

1. Коренизация.

2. Juliette Cadiot, *Le Laboratoire impérial : Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2007, 267 p. ; Francine Hirsch, *Empire of Nations : Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, 2005, 367 p. ; Terry Martin, *The affirmative action empire. Nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca – Londres, Cornell University Press, 2001, 496 p.

nalisation ». En avril 1923, le 12e congrès du Parti communiste russe et l'assemblée du Comité central du parti à Moscou en août 1923 font de l'indigénisation un slogan. Le terme, employé cette année-là dans les documents issus de ces réunions (Staline, de son côté, préférera toujours le terme de « nationalisation »), sera désormais répété au fil des congrès et discours politiques.

Outre la promotion des cadres et la création de multiples territoires nationaux, l'usage des langues nationales est valorisé par une série de décisions. La circulaire du Comité exécutif d'URSS (VCIK) promulguée en juin 1924 impose ainsi la traduction des documents administratifs des unités territoriales autonomes dans leurs langues nationales[3].

Pionnière en la matière, l'Ukraine l'est aussi en ce qui concerne les conflits qui surgissent quand est mise en œuvre cette politique[4]. La question de la reconnaissance des Russes comme minorité nationale en Ukraine est abordée de façon extrêmement polémique par les dirigeants du PC à Moscou. Le sort des minorités allemande, polonaise ou juive crée de multiples tensions, l'ukrainisation étant interprétée rapidement par certains comme un euphémisme traduisant en réalité l'hégémonie de l'ukrainien. En 1925, Ûrij Larin, un des responsables de l'économie soviétique, évoque le sort de la minorité juive, et attaque en 1926 la politique d'ukrainisation qui, selon lui, ne traite pas les Russes comme une minorité, mais est destinée à les ukrainiser.

Gruševskij souligne à plusieurs reprises, avant son retour en Ukraine soviétique, qu'il prend au mot une telle politique. Le 29 octobre 1921, dans une lettre à trois représentants de l'Ukraine soviétique, il se plaint de l'échec de l'aide aux affamés qu'il avait tenté d'acheminer vers l'Ukraine et écrit :

3. Juliette Cadiot, Dominique Arel et Larissa Zakharova, *Cacophonies d'empire. Le gouvernement des langues dans l'Empire russe et l'Union soviétique*, CNRS Éditions, coll. « Mondes russes », Paris, 2010.

4. L.S. Gatagova, L.P. Koševeleva, L.A. Rogovaâ (eds.) *ЦК РКП(б)-ВКП(б) и национальный вопрос,* [*le CC PCR(b)-PCU(b) et la question nationale*], série « Документы советской истории » [« Documents de l'histoire soviétique »], tome 1, Rosspèn, Moscou, 2005. Terry Martin, *op. cit*.

> « Laissant de côté nos désaccords et notre point de vue concernant les aspects pathologiques du régime actuel de l'Ukraine soviétique, nous étions tous prêts […] à offrir nos services et nos noms au soutien de la construction de l'actuelle Ukraine soviétique[5] ».

Il affirme à de nombreuses reprises, fin 1921, son souhait que la « communauté ukrainienne offrît ses forces à la construction culturelle au sein de la République soviétique d'Ukraine, emplissant d'un contenu vivant ces cadres d'une autonomie ukrainienne proclamée[6] ». Il s'inquiète de la persistance d'une bureaucratie qui ressemble à l'ancienne bureaucratie russe, « cette bureaucratie soviétique [qui] garde en permanence le monopole du pouvoir et du ravitaillement » [5].

En 1926, il exprime encore plus clairement cette pensée, devant un large auditoire, en cette année difficile : « Sans déranger l'URSS, il faut exister par nous-mêmes, discrètement et sans bruit. C'est en ignorant le pouvoir soviétique et non en le combattant que le sentiment national ukrainien sera renforcé. Non, nous sommes loyaux envers la GPU, même si cela nous fait grincer des dents. Nous sommes loyaux envers l'URSS » [98]. Il le répétera, des années plus tard, en 1931, brisé par les épreuves qu'il aura alors subies, dans une pathétique lettre à Staline, dans laquelle il écrit : « Mes relations avec diverses personnes en URSS et à l'étranger n'avaient aucun but hostile à l'URSS, mais se rapportaient simplement à mes intérêts dans le domaine de la science et de la culture nationale (recherches scientifiques et éditions, développement de la culture ukrainienne), qui, selon ma conviction, correspondaient au programme national et à la construction socialiste de l'URSS » **[**284**]**. Sans doute se justifie-t-il, désemparé, mais une telle affirmation correspond bien à sa position depuis 1921.

5. Cité par Žukov'skij, A., *op. cit.,* 2002, 1, p. 106.
6. *Ibidem*, p. 105.

Dès que Gruševskij s'est engagé dans la voie du retour, il acquiert donc la certitude de revenir pour servir une Ukraine appelée à développer sa culture et son histoire propre, vouée à exister bientôt en tant qu'État indépendant. Il a confiance dans les orientations nationales mises en avant par le pouvoir soviétique ; il exprime son adhésion à cette politique.

Adhérer – Prendre les bolcheviks au mot

Il s'agit bien, sans doute, d'une adhésion, car dès son retour, Gruševskij s'emploie à réaliser le programme qui lui a toujours tenu à cœur : mettre en place les bases scientifiques d'une histoire de l'Ukraine. Il se justifie ainsi, peu avant sa mort, brisé, lorsqu'il écrit à Molotov, en septembre 1934, qu'il a « adopté le programme national de Lénine. Dans la presse ukrainienne de l'étranger, j'ai justifié mon retour par la conviction que l'adoption de ce programme a permis à la culture ukrainienne de connaître en Ukraine soviétique un véritable élan » **[302]**. Ce projet n'a pas vraiment rencontré d'obstacle avant 1928, année où des attaques surgissent, lui reprochant son refus de s'insérer dans le cadre de pensée marxiste.

Il est certain que Gruševskij a cru pouvoir développer une histoire nationale en URSS, aidant ainsi à la renaissance d'une Ukraine qui, à défaut d'être encore indépendante, le deviendrait inéluctablement. Il estime que les bolcheviks ne sont pas hostiles à ce projet intellectuel. À maintes reprises, il répète qu'il n'a fait qu'adhérer à la ligne politique définie au centre, sans dérive nationaliste. L'attitude et, sans doute, la conviction sincère de plusieurs des premiers dirigeants bolcheviks, en particulier ceux qui lui sont les plus proches au sein du commissariat à l'Éducation, l'ont conforté dans cette certitude. L'œuvre intellectuelle considérable qu'il écrit alors est tout entière orientée par cette conviction. Elle est publiée

après avoir surmonté de nombreux obstacles, et après avoir été soumise à une critique acerbe pour son manque de marxisme[7].

Les expéditions qu'il organise entre 1926 et 1930 concernant la recherche d'archives écrites ou orales et d'autres sources ethnographiques rassemblent un large matériau au service de cette œuvre. En organisant la collecte de ces documents dans toutes les régions de l'Ukraine soviétique, Gruševskij contribue à la création d'un patrimoine proprement ukrainien tout en souhaitant, sans y parvenir, y élargir ces ressources à la Galicie et aux pays voisins.

Ses proches se sont engagés dans la même voie, au sein d'institutions qu'il a créées. Les *Travaux de la section historique*[8] dont 5 tomes paraissent et les *Archives ukrainiennes*[9] dont 4 tomes paraissent entre 1929 et 1931, traitent de l'histoire, du patrimoine et de la géographie de l'Ukraine. Une Ukraine qui peu à peu, sous la plume de ses collaborateurs et de la sienne propre, prend la forme d'un État possédant son territoire, son histoire, son peuple, ses traditions.

Participer – Concevoir une université et une recherche ukrainienne

L'adhésion de Gruševskij au projet bolchevique, qu'il comprend comme un projet national, le conduit à contribuer

7. Est ainsi publiée entre 1924 et 1929 la première partie du neuvième tome de sa plus grande œuvre, *Історія України-Руси* [*L'Histoire de l'Ukraine-Rus*], dont les huit premiers tomes avaient été publiés avant 1924. Il publie aussi durant la même période les quatre tomes de son *Історія української літератури* [*Histoire de la littérature ukrainienne*] ainsi que de nombreux articles et ouvrages.

8. *Записки историко-филологического отдела. Работы исторической секции.*

9. *Украинский архив.*

activement au développement des institutions scientifiques ukrainiennes. Son œuvre institutionnelle est considérable, à l'instar de son œuvre intellectuelle, mais elle sera éphémère car si ses publications sont restées, les institutions qu'il a laborieusement conçues seront vite détruites. Jusqu'en 1928, Gruševskij manipule tous les leviers dont il dispose et s'active au sein ou hors de l'Académie pour établir de nouvelles institutions au service de cette ambition. Il rassemble un cercle de proches, d'étudiants et de doctorants, développe de nouveaux projets pour obtenir indépendance et liberté d'agir. Il passe d'un projet à l'autre pour se dégager autant de l'emprise politique que de celle de l'Académie des sciences. Il suit une voie très personnelle, s'émancipe de toutes les institutions dont il ne contrôle pas les décisions, car il les tient pour des organes bureaucratiques.

Il n'est pas tant question d'une autonomie politique, que du développement d'une histoire propre de l'Ukraine, sa littérature et son histoire littéraire ainsi que son archéologie, concrétisant là une de ses thèses fondamentales qui fait du territoire le creuset de l'histoire et non les lignées ou filiations ethniques marquées par les migrations des terres ukrainiennes vers les terres russes[10].

Peu après son retour à Kiev, Gruševskij est nommé directeur de la chaire d'histoire ukrainienne au sein du département d'histoire et de littérature[11]. Le développement de la section d'histoire de l'académie des sciences d'Ukraine[12] devient l'un

10. S. Plokhy, *op. cit.*

11. En faisaient en outre partie, comme membres de l'académie des sciences d'Ukraine, l'historien D. Bagalej, l'archéologue, ethnographe et critique d'art N. Bilâšivskij, le folkloriste, critique littéraire et ethnographe A. Loboda, les historiens de l'art A. Novickij et F. Šmidt, l'historien de la littérature V. Peretc ainsi qu'A. Gruševskij (frère de Mihail), qui dirigeait la commission de géographie historique.

12. Le conseil élu est dirigé par Gruševskij lui-même et comprend aussi A. Gruševskij, N. Tkačenko, I. Ŝitkovskij, F. Savčenko et V. Ûrkevič. Son bureau est composé d'A. Gruševskij, de I. Germajze (secrétaire) et de N. Tkačenko, secrétaire adjoint.

de ses objectifs principaux et il la structure entièrement autour de l'idée nationale. À la fin des années 1920, la chaire d'histoire du peuple ukrainien marque de façon claire cet engagement national. Un ensemble de commissions y traitent des diverses histoires régionales de l'Ukraine, de l'histoire ancienne et contemporaine, de l'histoire de la culture ukrainienne, etc[13].

L'activité institutionnelle de Gruševskij ne s'arrête pas là. Entre 1924 et 1929, il tente obstinément de créer d'autres chaires ou instituts, usant de cette stratégie pour échapper aux pesanteurs qui peuvent apparaître dès qu'une institution fonctionne, mais aussi pour multiplier les lieux d'activité au profit de son projet intellectuel.

Cette soif de construire, parfois cette fuite en avant, est présente même lorsque les nuages commencent à s'amonceler au-dessus de sa tête. Élu à l'Académie des sciences de l'URSS en 1929, il propose lors de son Assemblée générale, en avril de cette même année, la création d'un Institut d'histoire de l'Ukraine au sein de la branche historique de l'académie des sciences de l'URSS.

Gruševskij joue donc la carte institutionnelle pour développer ses projets, malgré les à-coups qui les font parfois vaciller. L'effort du savant qui semble tant mépriser la bureaucratie est à cet égard remarquable, tant il joue avec habileté et ténacité des possibilités institutionnelles.

Ce jeu est marqué à ses débuts par des règles apparemment claires : il existe en URSS un réel respect des personna-

13. Dix commissions fonctionnaient auprès de la chaire d'histoire du peuple ukrainien : histoire de Kiev et de l'Ukraine – rive droite du Dniepr (avec une sous-commission d'histoire du vieux Kiev) ; histoire de l'Ukraine – rive gauche ; histoire régionale de l'Ukraine centrale ; histoire régionale de l'Ukraine occidentale ; collecte de sources ; étude de la nouvelle historiographie ukrainienne ; histoire contemporaine de l'Ukraine ; histoire ancienne de l'Ukraine ; histoire des chants ; histoire de la culture. Au début de l'année 1929 une commission d'histoire de l'éducation en Ukraine et une commission bibliographique de l'histoire de l'Ukraine sont aussi créées. Elles ne fonctionnèrent cependant pas.

lités scientifiques, qui ont accès aux échelons politiques supérieurs, et dont les travaux, contestés ou critiqués, n'en sont pas moins considérés comme des œuvres importantes. Les règles au sein de l'Académie sont définies et semblent pouvoir fonctionner comme dans n'importe quelle institution académique ou universitaire européenne, avec des limites qui ne peuvent être dépassées et des luttes internes soumises à certaines codifications. Le jugement de la qualité scientifique par les pairs, l'accès aux revues tenues par des personnalités membres de la communauté scientifique, sans contrôle politique particulier, semblent admises. Ce sont les membres de l'Académie qui élisent les nouveaux entrants, qui choisissent leur président, leur laissant la liberté d'accepter ou refuser des candidatures qui seraient incitées par le pouvoir politique. L'Académie dispose qui plus est de moyens financiers renforcés, plus importants que sous l'Ancien Régime. À ce titre, les premiers échecs et les lourdeurs bureaucratiques, les mesquineries qui se jouent entre collègues, n'ont encore guère à voir avec les tensions politiques et le contexte d'une époque troublée.

Le changement des règles du jeu – La mise en anarchie

Soudain, face au changement très brutal des règles du jeu, l'action devient illusoire et les acteurs impuissants. Le changement touche violemment l'ensemble des acteurs soviétiques. Il est impulsé par Staline, qui met un terme à la Nouvelle politique économique (la NEP), qui avait en particulier conduit, à partir de 1921, à un désengagement de l'État de divers secteurs de l'économie. Staline, mêlant luttes de pouvoir et choix d'un modèle de développement, engage l'URSS dans un plan d'industrialisation à marche forcée et, corollaire, dans une attaque frontale contre le monde paysan. Cette attaque est marquée par la campagne de collectivisation massive des terres,

et de « dékoulakisation » qui consiste à employer la violence contre les familles de paysans supposées les plus aisées pour mettre en œuvre cette politique. Ce « Grand Tournant[14] », comme le nomme Staline dans un article publié dans la *Pravda* en novembre 1929, marque toute la société soviétique, et pas simplement le monde économique.

Le processus de destruction des institutions mises en place par Gruševskij entre 1924 et 1929 en est une très bonne illustration. Il débute en 1929 et peut être caractérisé comme une « mise en anarchie » consistant à fragiliser les relations qui cimentent les groupes qui sont au cœur de ces institutions[15]. Gruševskij, qui a toujours été entouré d'un cercle de proches, collègues, doctorants, auditoire naturel et support de sa réputation, se retrouve peu à peu isolé face aux pressions et aux dangers pressentis, au risque que prendraient toutes ces personnes à soutenir un homme vieillissant et sur la sellette. Les défections se succèdent, discrètes. Son cercle se restreint à une poignée de fidèles. Le respect qui restait attaché aux positions académiques et aux œuvres intellectuelles disparaît brutalement lorsque plusieurs académiciens renommés sont arrêtés et que leurs auditoires sont obligés de les critiquer violemment. Commence alors le processus qui conduira, à la fin des années 1930, à ne donner de légitimité qu'au seul Staline, et à ne considérer comme intouchable que ce personnage. Cette nouvelle donne offre le pouvoir, voire le devoir, de broyer les personnalités trop éminentes, quelles que soient les positions hiérarchiques ou le prestige qui leur est attaché. Le jeu institutionnel devient difficile car il faut se raccrocher à quelques personnalités en vue, en ne pouvant miser que sur d'hypothétiques favoris, qui plus est bien éphémères. L'un succède à l'autre, l'incertitude domine. Bagalej devient l'étoile montante du monde académique mais ceux qui l'entourent le savent fragile. Son rappro-

14. Великий перелом.

15. Alain Blum et Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique, statistique et pouvoir sous Staline,* Paris, La Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2003, 372 p.

chement avec celui qu'on qualifiait auparavant de bras droit de Gruševskij, Savčenko, est observé par tous leurs collègues [241]. Chacun se demande donc si ce rapprochement est sincère et réel ou s'il s'agit d'une manœuvre stratégique. Comme le rapporte un indicateur de la GPU, membre du milieu académique : « Il est encore trop tôt pour dire si Savčenko a définitivement changé de camp, mais, en tout cas, cette histoire caractérise bien la situation à l'intérieur du camp de Gruševskij » **[243]**.

Collaborer – Jouer de son influence et de ses relations

L'adhésion à un pan du programme bolchevik et le développement relativement libre d'une pensée autonome ne peuvent en aucun cas être qualifiés de collaboration. Une telle adhésion, en effet, ne signifie pas qu'on recherche un compromis pour plaire au pouvoir, ni qu'on détourne les outils du pouvoir pour son propre intérêt, ce qui dans les deux cas caractérise la collaboration active. Pour autant, des éléments de collaboration ne sont pas exempts de l'action quotidienne de Gruševskij, lequel use parfois de ses relations haut placées pour élargir les bases de son propre pouvoir personnel au sein de l'Académie et du milieu intellectuel ukrainien. D'autre part, en rendant publics ses désaccords, il sert ouvertement et consciemment les intérêts des responsables politiques, qui cherchent à diviser ce milieu. Il agit parfois en fonction de sa position intellectuelle et des relations qu'elle est censée lui apporter, comme si le contexte politique n'était pas si hostile.

Ainsi n'hésite-il pas à contourner la direction de l'Académie des sciences pour s'adresser directement à des personnalités puissantes, Šumskij ou Skrypnik, qui se succèdent à la tête du commissariat du peuple à l'Éducation et sont tous deux membres du Bureau politique du parti en Ukraine. Il sollicite

auprès d'eux avantages et moyens, se détournant de la procédure institutionnelle en place. Il le fait par sentiment antibureaucratique autant que par la haute idée de sa position, refusant de s'abaisser devant ceux qu'il ne considère pas comme ses égaux. Dès décembre 1924, il évite systématiquement de solliciter le présidium de l'Académie, et en particulier son secrétaire perpétuel, Krymskij, l'un de ses ennemis intimes. Il s'adresse directement aux responsables politiques les plus élevés, suscitant bientôt de fortes réactions de l'administration.

Pour fonder sa chaire d'histoire de l'Ukraine, qui manifestement n'intéresse guère la direction de l'Académie, il engage en septembre 1924 des négociations directes avec le vice-commissaire du peuple à l'éducation d'Ukraine, Ân Râppo, ainsi qu'avec Matvej Âvorskij, directeur de la « Direction des institutions scientifiques d'Ukraine » (« Ukrglavnauka »).

Il en appelle souvent au commissaire du peuple à l'Éducation, nommé en 1927, Nikolaj Skrypnik, et au responsable de la direction des sciences, Ûrij Ozerskij. En présence de ce dernier, il propose la réorganisation de l'Académie, offrant ainsi une publicité aux désaccords qui sortent largement des cercles académiques. Efremov rapporte ainsi avec aigreur, dans son journal, le 5 décembre 1927, à propos d'un autre conflit au sein de l'Académie :

> « Il apparaît que Gruševskij n'a pas transmis sa plainte au seul Skrypnik. Nous avons reçu une lettre de la direction des sciences d'Ukraine. Ils écrivent : "nous avons reçu une plainte de Gruševskij, mais la direction des sciences d'Ukraine ne l'examinera pas tant que le conseil ne nous enverra pas d'explication". En conséquence, la dénonciation triomphe sur toute la ligne : "la pensée particulière", adressée à l'Assemblé générale, en somme, visait la direction et lui était adressée. Ce que l'on pouvait simplement deviner est désormais confirmé par les faits. Pour moi ce n'est pas une nouvelle, mais pour certains, qui hésitaient encore, c'est désormais la preuve irréfutable des méthodes de troglodyte dont use l'ancien "maître du Parle-

> ment" et "guide de la nation". Voici un bon guide, et la nation est à la hauteur, puisqu'elle promeut de tels guides d'aveugle… » [126].

Gruševskij donne donc prise à toutes les attaques et permet aux autorités politiques et répressives d'en user opportunément. Ces dernières y puiseront des éléments à charge lorsqu'elles monteront des affaires criminelles contre de nombreuses personnalités. Ainsi, lorsque Âvorskij et Ozerskij sont arrêtés en 1931, impliqués dans les affaires du Centre national ukrainien (UNC) et de l'Organisation militaire ukrainienne (UVO[16]), deux affaires criminelles montées par la GPU en Ukraine après l'affaire de l'Union pour la libération de l'Ukraine et qui mettent en cause spécialistes et politiques, les contacts qu'ils entretenaient avec Gruševskij sont utilisés pour impliquer ce dernier[17]. Le 12 juin 1931, Âvorskij « avoue » qu'il voulait, tout comme Ozerskij, « sous couvert de soviétisation de l'académie des sciences d'Ukraine, préparer le terrain pour que Gruševskij puisse écarter de la direction de l'Académie le groupe Efremov-Krymskij de façon légale, et installer les siens à la place[18], même si Gruševskij n'a pas réussi à devenir président de l'Académie[19] ».

Cet accès direct aux puissants fait partie chez Gruševskij d'une culture académique, mêlée probablement d'une expérience du pouvoir acquise durant les années qui ont suivi la

16. Organisation imaginée par la GPU, mais reprenant le nom d'une organisation existante, l'UVO, créée à Lvov en 1920, et luttant pour l'indépendance de l'Ukraine.

17. Tous deux seront, à l'instar de Skrypnik, et en divers moments, accusés de déviation nationaliste. Ainsi Skrypnik, qui avait un passé fourni dans la Tchéka et à l'inspection ouvrière et paysanne, se suicide en 1933, au moment où le Bureau politique l'accuse de telles déviations. Âvorskij et Ozerskij subissent de telles attaques durant les deux affaires dans lesquelles ils sont impliqués, en 1931 et 1934, et sont condamnés à la réclusion puis condamnés à mort et exécutés en 1937.

18. Cf. note 31 du chapitre 1.

19. GA SBU, Kharkov, dossier O-20269, f. 58.

Révolution. Une telle attitude continue d'imprégner les membres de l'Académie de la génération de Gruševskij durant les années les plus violentes. Elle devient alors, dans ce cadre, l'expression d'une forme d'impuissance qui frôle le dérisoire. Pour obtenir de l'aide dans des affaires personnelles, Gruševskij écrit à Molotov en 1931, de son exil moscovite, après avoir été arrêté puis libéré. Ce dernier est alors président du Conseil des commissaires du peuple **[302]**. Il écrit aussi à Agranov, alors chef du département politique secret de l'OGPU :

> « Vous m'avez recommandé de m'adresser à vous en cas de difficultés. Maintenant, avant même ma sortie du sanatorium mon consultant juridique m'a prévenu que je pourrais perdre mes droits à mes honoraires aux éditions d'État d'Ukraine, si je ne prenais pas les mesures indispensables. Durant de nombreuses années les éditions d'État ont imprimé régulièrement mes livres et ceux de ma fille et au moment de mon arrestation, en mars 1931, on nous devait, selon leurs propres calculs, plus de 12 000 roubles[20]. Après mon arrestation elles ont cessé de nous payer, et nous ont payés, pour ce qu'il nous devait en instance et en rappel, à la fin de 1932 et en 1933, 3 250 roubles ; ils nous doivent donc 9 176 roubles. Or, en octobre 1933, les éditions ne nous ont rien payé et ne répondent pas à nos rappels » [303].

Ces requêtes paraissent bien décalées par rapport aux événements qui se déroulent alors. Elles reflètent la pratique courante, héritée de l'Ancien Régime, de l'adresse au puissant : les sujets du Tsar lui envoyaient directement des requêtes ou

20. « Les éditions s'appelaient au début DVU (Державне Видавн. України), puis DVOU (Державне Видавн. Об'єднання Україна), puis elles ont fusionné avec les éditions *Proletar*, au sein d'une union, et s'appellent désormais *Партийное издательство* [*les éditions du Parti*], mais sont toujours situées à la même adresse : 31 rue K. Libknecht, Kharkov, comme on me l'a expliqué à la représentation permanente de l'Ukraine à Moscou. » (note de Gruševskij)

des plaintes. Les Soviétiques s'adressent directement à Staline ou à ses proches lorsqu'ils s'estiment victimes d'une injustice. Elles reflètent aussi la pratique académique, consistant à affirmer la position privilégiée du scientifique, qui légitime sa sollicitation au plus haut sommet de l'État. C'est cependant plutôt l'adresse au puissant qui domine dans la lettre écrite à Staline **[284]**, la position du scientifique étant plus affirmée dans les lettres écrites à Molotov et Agranov :

> « J'étais considéré comme le meilleur spécialiste de l'histoire ukrainienne. Le défunt Pokrovskij a soutenu ma candidature à cette spécialité, aussi bien à l'Académie des sciences d'URSS qu'au Comité international des sciences historiques. Aujourd'hui, l'historiographie ukrainienne n'est pas représentée dans cette organisation, mes contacts avec les milieux scientifiques sont détruits. Tout ceci alimente de façon inutile les rumeurs indésirables » **[302]**.

Attaquer au-delà des conséquences raisonnables

Lorsque l'usage du pouvoir a des conséquences qui sont en accord avec les formes répressives du gouvernement bolchevique et non conformes aux idéaux défendus, on peut alors parler de formes de collaboration. Gruševskij évite en général d'arriver à de telles extrémités mais il lui arrive d'en franchir les limites. En 1926, il s'insurge contre une nouvelle publiée dans la revue *Červonij Šlâh*, rédigée par un collaborateur de l'Académie des sciences, Mihail Mogilânskij, sous le titre « Le meurtre ». L'auteur y raconte l'histoire de trois personnes qui commettent un crime politique, assassinant leur guide qui a trahi la cause nationale. Tous les lecteurs tant soit peu avertis comprennent que le guide assassiné n'est autre que Gruševskij. Ce dernier prend très mal l'affaire. Convaincu que ce récit a été inspiré par Efremov, il se plaint directement au commissaire à l'Éducation, Skrypnik, qui porte l'affaire devant le Comité

central du Parti. Efremov écrit alors : « Gruševskij m'en veut, comme si j'avais soufflé à Mogilânskij de publier une menace de mort à son encontre, puis il est allé voir les bolcheviks […]. En un mot, et en avant la musique, et une musique des plus détestables qui soient ! » [52].

Le 22 mai 1926, le Bureau politique du parti reconnaît que cette nouvelle est une « erreur politique[21] » et exige des rédactions des principaux journaux et revues qu'elles cessent de publier les récits de Mogilânskij. Le 9 juin 1926, les rédactions reçoivent une lettre du Comité central leur interdisant de publier tout « article aussi bien littéraire que de vulgarisation et tout matériau de l'écrivain-journaliste de Kiev et collaborateur de l'Académie des sciences de l'Ukraine, M. Mogilânskij[22] ». Le 29 août de cette même année, Efremov rapporte cette histoire avec une certaine désinvolture : « À l'évidence, on va s'en émouvoir pendant quelque temps, on oubliera et cela va disparaître aussi vite que c'est apparu » [54]. Efremov se situe dans un contexte qu'il estime, de même que Gruševskij, à peu près stable : un contexte qui, même s'il était hostile, ne se départit pas des règles assez traditionnelles du pouvoir prévalant dans le milieu académique avant ces années-là.

Efremov se trompe lourdement, tout comme Gruševskij qui n'a peut-être pas prévu les conséquences de son orgueil. En mars 1929, en effet, près de trois ans plus tard, Mogilânskij doit se justifier officiellement de ses écrits. Dans le périodique où était paru « Le meurtre », il publie une « lettre à la rédaction », indiquant :

> « La publication […] de mon histoire intitulée "Le meurtre", fut prétexte à un malentendu qui me fut désagréable : on alla jusqu'à m'accuser de lutte contre l'intelligentsia soviétique et d'antisémitisme.
>
> Je vous demande de publier la déclaration qui suit : j'estime que la participation à la construction socialiste est le seul che-

21. CGAOOU, fonds 1, inv. 6, d. 85, f. 57, 60.
22. CGAOU, 1/20/2260/97. Voir aussi document [49].

> min digne de l'intelligentsia ukrainienne et je n'ai aucune autre position que celle-ci. J'estime que l'antisémitisme est l'expression la plus sale du nationalisme et la trace de la persistance nuisible d'une réalité prérévolutionnaire. Je regrette beaucoup que "Le meurtre" ait conduit à des malentendus et j'estime que sa publication a constitué une grande erreur. Je reconnais ma responsabilité et j'espère me racheter en participant de toutes mes forces à la construction de la culture ukrainienne soviétique socialiste[23] ».

Cette histoire fut citée comme exemple dans une circulaire top-secret de la GPU du 4 septembre 1926, portant « Sur le séparatisme ukrainien » et les « Attitudes séparatistes dans la littérature ». L'œuvre de Mogilânski était considérée comme « un bon exemple de l'usage de la littérature dans des calculs chauvins », attaquant Gruševskij, alors que celui-ci « a eu le courage de reconnaître le pouvoir soviétique et les fondements fédéraux de l'inclusion de l'Ukraine dans l'Union, et a ainsi changé sa position sur la question nationale[24] ».

En dénonçant Mogilânskij auprès des autorités centrales d'Ukraine et en rendant publics des conflits internes et des susceptibilités, Gruševskij s'insérait dans une logique qui le dépassait, mais dont il put, *a posteriori*, observer les conséquences. Sa plainte devenait dénonciation, et son motif un prétexte à une accusation politique désormais lourde de conséquence. L'usage politique de « vieilles histoires » était une pratique bolchevique qui allait devenir systématique dans la période du stalinisme triomphant. Cela étant, il n'engagea qu'exceptionnellement ce type d'action. Les compromis passés, parfois excessifs, servaient ses ambitions et relevaient plus de la prise de position publique que de l'attaque *ad hominem*.

---

23. Cité par V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.,* 1999, p. 55.

24. GA SBU, Kiev, « Об украинском сепаратизме » [« Sur le séparatisme ukrainien »], Kharkov, GPU USSR, 1926, p. 8-9.

Persister dans ses ambitions

L'ambition que porte Gruševskij de devenir président de l'Académie des sciences ne peut, à proprement parler, être qualifiée de collaboration, car elle est circonscrite aux jeux de pouvoir au sein de l'Académie qui, jusqu'en 1929, conserve une réelle indépendance dans le choix de ses membres. Cette ambition est aussi destinée à mettre en œuvre son projet intellectuel. S'il veut devenir président, c'est aussi, pense-t-il, pour avoir les mains libres dans son action scientifique et institutionnelle.

Cependant, cette ambition conduit à nombre de compromis car, dès le début, les instances politiques dirigeantes ainsi que les services de la police politique cherchent à contrôler les élections et l'appareil dirigeant de l'Académie. Jusqu'aux élections du président de l'Académie en 1929, les interventions des responsables politiques restent relativement discrètes, après quoi leur intrusion est clairement affichée.

Qu'il s'agisse, au début, d'un véritable projet, ou d'une simple expression de cynisme, voire d'un machiavélisme politique, les plus hauts responsables du Parti en Ukraine font savoir très tôt à Gruševskij qu'ils soutiennent sa candidature à la tête de l'Académie. Kaganovič, premier secrétaire du Parti en Ukraine, lui promet en 1925 son soutien. Début 1926, le Bureau politique du Comité central du parti examine la question mais repousse toute décision, souhaitant examiner auparavant la ligne suivie par Gruševskij, « à la suite de quoi, la question de la présidence de l'Académie sera définitivement réglée » [44]. Gruševskij est sommé d'exposer ses positions dans une lettre au gouvernement et donc de faire acte d'allégeance.

Suivant parfois une autre ligne de conduite, consistant à privilégier l'oralité et non l'écrit lorsqu'il s'agit d'exprimer une certaine loyauté, il ne rédige pas de lettre, mais intervient au plénum de la direction des sciences de l'Ukraine, entre le 23 et le 28 janvier 1926 à Kiev, présentant, selon les termes d'Efremov, « quelques notes serviles » [44]. Il y

adopte le ton voulu par le Comité central, usant d'un vocabulaire peu habituel sous sa plume. À la suite de ce plénum, Matvej Âvorskij, alors président de la direction des sciences, et Ân Râppo, vice-commissaire du peuple à l'Éducation, émettent un avis favorable à sa prise de fonction comme président de l'Académie. En revanche, Gruševskij refuse sans ambages les conditions posées par un responsable du département de la presse du Comité central du Parti communiste d'Ukraine, Ivan Lakiza, qui lui demande de faire publiquement acte allégeance, en lisant une déclaration préparée par les soins de ce dernier et du président de la GPU d'Ukraine.

Autre compromis, Gruševskij s'élève en avril 1926 contre un congrès scientifique qui se tient à Prague à l'initiative de l'émigration ukrainienne[25]. Son intervention est directement inspirée par les responsables de l'État, en particulier par Šumskij, commissaire du peuple à l'Éducation et, en sous-main, par la GPU. Le 14 avril 1926, le Bureau politique du parti décide alors de considérer « qu'il est possible d'appuyer la candidature de Gruševskij au poste de président de l'Académie » [47]. Alors que celui-ci s'active, enthousiaste, pour y parvenir, la GPU observe ici et là la formation de groupes qui lui sont favorables, les « gruševiens », et lui permettent de créer une véritable « académie dans l'Académie » **[265]** et **[266]**.

La GPU suit avec une grande attention les préparatifs et le déroulement de la cérémonie organisée à l'occasion de l'anniversaire de Gruševskij, fêté avec pompe par une partie de l'Académie le 3 octobre 1926. Dans le discours qu'il pré-

25. Le 1er congrès scientifique ukrainien, convoqué par les représentants de l'émigration ukrainienne, se tint à Prague, les 3-7 octobre 1926 sous l'égide du comité de l'émigration académique ukrainienne. I. Gorbačevskij en fut le président du comité d'organisation, comité qui invita des scientifiques d'Ukraine soviétique. L'Assemblée générale de l'Académie des sciences d'Ukraine exprima sa méfiance vis-à-vis de ce comité et de ce congrès, et M. Gruševskij repris cette position dans un article publié dans la *Proletarskaâ pravda*, le 14 avril 1926.

sente à cette occasion, Gruševskij fait l'éloge du pouvoir soviétique. Ses affirmations, il est vrai, sont stéréotypées et ceux qui le connaissent bien ne nourrissent guère d'illusion sur sa sincérité ! Mais la présence de personnalités officielles ainsi que l'écho donné à cet événement influencent une attitude qui préfigure les déclarations d'allégeance ouvertes qui seront ultérieurement la norme des publications et déclarations au sein du milieu scientifique.

Quoi qu'il en soit, cette attitude est bien déterminée par son ambition de devenir président de l'Académie. Cependant, à partir de la fin de l'année 1927, les dirigeants du parti expriment ouvertement leur souhait de mieux contrôler le processus. Le 31 décembre, le Bureau politique préconise un subtil équilibre entre les « efremoviens » et les « gruševiens ». Il décide que le Conseil des commissaires du peuple doit pleinement utiliser son droit de confirmer l'élection des académiciens et exige que les votes ne se fassent plus à bulletins secrets mais à main levée. L'Assemblée générale des académiciens, qui avait tout pouvoir, est remplacée par un conseil, dans lequel siègent des académiciens approuvés par le commissariat à l'Éducation ainsi que des représentants dudit commissariat. Le bureau politique décide aussi d'écarter Gruševskij de la course à la présidence, en exprimant son soutien à Daniil Zabolotnyj [129].

Il est désormais clair que les responsables du parti ne misent plus sur Gruševskij mais ce microbiologiste et épidémiologiste de renom, dont l'autorité scientifique ne fait aucun doute. Durant l'année 1928, l'implication des responsables du Parti et du commissariat à l'Éducation ne faiblit pas. Parallèlement aux multiples interventions au sein de l'Académie, les autorités politiques d'Ukraine et d'URSS correspondent pour préparer les élections au sein de l'académie des sciences d'URSS, qui est plus prestigieuse que l'académie des sciences d'Ukraine. La candidature de Gruševskij est-elle proposée à ces élections pour compenser le fait qu'il n'est plus proposé à la présidence de l'Académie des sciences d'Ukraine ? Quoi qu'il en soit, dans une décision du 23 mars 1928, le Bureau politique du Comité central du Parti communiste d'Union

soviétique présente une liste préliminaire de 35 candidats, dans laquelle sont distingués les membres du parti (au nombre de 7, dont Boukharine, Kržižanovskij, Pokrovskij et Râzanov), les candidats « qui nous sont proches » (par exemple le philosophe et économiste, traducteur de Marx et Engels, Bazarov, le chimiste Kurbatov, etc.), et enfin les « candidats recevables », parmi lesquels figurent Gruševskij, Krymskij et Bagalej[26].

Début avril 1928, le Conseil des commissaires du peuple marque encore plus fermement sa volonté de contrôler l'Académie des sciences de l'URSS. Il stipule qu'il y aura désormais 85 membres (au lieu de 70 prévus dans les statuts votés en 1927, et surtout de 44 auparavant) et désigne les chaires pour lesquelles ils seront élus, pour rendre inéluctable le choix de membres du parti[27]. L'annonce de l'ouverture des postes est faite à la mi-avril par Old'enburg, alors secrétaire perpétuel de l'Académie.

Ce même mois, le responsable du département de l'agitation et de la propagande du Parti, Krinickij, envoie une lettre aux organisations locales du parti, soulignant la nécessité « d'élever l'opinion publique du pays et de déployer une campagne de presse *pour* certains candidats et *contre* d'autres candidats », campagne qui doit souligner « a) les compétences scientifiques du candidat ; b) ses caractéristiques sociopolitiques[28] ».

Au même moment, en réponse aux demandes du Comité central du parti d'Ukraine, Skrypnik donne son avis sur les candidatures proposées : il soutient celles de Gruševskij et de Bagalej, mais rejette celle de Krymskij : « pour des raisons politiques, le commissariat à l'Éducation considère que la candidature de l'académicien Krymskij aux postes vacants des

26. RGASPI, 17/3/678/11-13, « Протокол Пб "О Академии Наук", тов. Рыков, Покровский » [Procès-verbal du bureau politique « Sur l'Académie des sciences », cam. Rykov, Pokrovskij], publié dans *Академия наук в решениях политбюро ЦК РКП (б)-ВКП(б)-КПСС, 1922-1952* [*L'Académie des sciences dans les décisions du bureau politique du CC PCR(b)-PCU(b)-PCUS, 1922-1952*], Rosspên, 2000, p. 53-54.

27. Loren Graham, *The Soviet Academy of Sciences and the Communist Party, 1927-1932,* Princeton, Princeton University Press, 1967, 256 p.

28. CGAOOU, fonds 1, inv. 16, d. 6, f. 18.

chaires d'études orientales n'est pas utile » [172]. Il propose d'autres candidatures, dont une partie est finalement retenue par le Comité central. Suivant les instructions du département de la propagande, des articles ambigus sur Gruševskij paraissent alors, soulignant à la fois sa déloyauté politique et la qualité de ses travaux historiques. La commission en charge de ces questions au sein du Comité central du parti soutient 22 candidats ; seuls 19 sont élus le 12 janvier 1929. Gruševskij figure parmi ceux-ci. À défaut d'être président de l'académie des sciences d'Ukraine, il devient membre d'une Académie plus prestigieuse.

Résister ou affirmer son impuissance ?

Les compromissions et les jeux dangereux de Gruševskij sont guidés par sa susceptibilité, sa volonté de pouvoir, ses inimitiés personnelles et son enfermement dans un milieu qui le conduisent à la cécité. Ces différents facteurs n'en font pourtant pas un collaborateur, bien au contraire, car il donne de nombreux signes de refus de participer et de méfiance ; il pose des limites floues mais réelles et nombreuses à son adhésion au pouvoir. Nombreux sont les membres de la communauté académique à suivre les mêmes chemins. Ces limites à l'adhésion au pouvoir dépendent beaucoup de la personnalité de chacun. Efremov, membre du présidium de l'Académie dès les premières années, refuse la plupart des compromis proposés. Gruševskij, lui, est ambitieux et prêt à se rapprocher du pouvoir pour arriver à ses fins. Les attitudes de ces deux hommes divergent souvent. Elles ont cependant en commun le fait qu'au-delà de certaines limites (différentes pour chacun), le compromis n'est plus possible.

Les formes de résistance s'expriment d'abord intellectuellement, les scientifiques tenant à conserver une autonomie dans leurs travaux qu'ils considèrent légitime. Pour ce faire, ils ne

se limitent pas à des publications confidentielles mais recherchent au contraire un large public. Il leur arrive d'exprimer publiquement leurs idées. Devant un auditoire de scientifiques mais aussi de journalistes et de politiques, Gruševskij évoque ainsi en 1926 le rôle des paysans dans l'histoire de l'Ukraine. Il s'oppose, en toute connaissance de cause, à une version marxiste orthodoxe de l'histoire de ce pays, et donne prise aux critiques. Il sait, bien entendu, que plusieurs indicateurs assistent à sa conférence et rapporteront ses propos en plus haut lieu :

> « C'est dans ce contexte que s'est formée notre historiographie ukrainienne. Dominée, au début, par le romantisme cosacophile, elle a adopté, néanmoins, dans la seconde moitié du XIXe siècle (durant la période de la réforme paysanne), une approche positiviste et méthodique de l'histoire de l'Ukraine. Elle s'est penchée, plus particulièrement, sur l'étude des conditions sociales et économiques des masses paysannes. Des noms célèbres, que j'ai déjà cités, comme Antonovič et Lazarevskij, ont posé les fondements de cette historiographie. Cette œuvre est-elle terminée ? À mon avis, pas tout à fait. Je pense que le slogan "se tourner vers les campagnes", lancé par le Parti communiste et par les autorités soviétiques, constitue un appel à la société de poursuivre et d'achever l'œuvre des historiens. Il faut finir d'étudier les masses laborieuses ukrainiennes, et en particulier la paysannerie, puis ouvrir la voie à l'analyse des masses ouvrières qui ne font qu'émerger. L'action culturelle auprès de la paysannerie n'est pas achevée. L'historiographie ukrainienne n'a pas encore dit son dernier mot sur le sujet. Le but est de parachever l'édification d'une nationalité ukrainienne en se penchant sur les différentes couches de la population. Et cet objectif nous conduit à nous tourner "vers les campagnes". Ce n'est que lorsque les couches les plus conscientes de la paysannerie se mêleront à celles des villes, des usines et des mines, ce n'est que lorsqu'elles y introduiront l'esprit ukrainien, ce n'est que lorsqu'elles procéderont à l'ukrainisation des ouvriers (au lieu de subir de leur part la russification), que l'Ukraine paysanne deviendra véritablement un pays qui sera, à la fois, paysan et ouvrier. Notre objectif, à nous qui avons été les premiers à suivre cette voie et à ceux qui la sui-

> vent maintenant, est de parachever l'édification de la nationalité ukrainienne en instaurant une classe ouvrière. Mais, pour cela, il faut que l'action culturelle auprès des campagnes soit achevée. Nous devons nous souvenir en permanence que l'historiographie ukrainienne, qui a pour tâche d'étudier la paysannerie et l'industrialisation, n'a pas encore fini de remplir sa mission. C'est aux nouvelles générations de chercheurs qu'il incombera d'achever cette tâche. Il est évident que les grands troubles révolutionnaires de ces dix dernières années nous ont conduits à aborder des thématiques historiques qui nous préoccupaient moins auparavant. Au cours de cette période, nos avis sont devenus plus tranchés, de nouvelles perspectives se sont ouvertes à nous, de nouvelles questions nous ont paru d'actualité. Mais, cela ne signifie pas que notre vieille historiographie, élaborée par les fondateurs de l'historiographie ukrainienne, doive être abandonnée. Non, elle doit être menée à son terme tout en utilisant les acquis de la révolution ouvrière et paysanne » [74].

D'autres formes de résistance s'expriment de façon plus directe contre l'institution, en particulier face à la prise de contrôle de l'Académie des sciences par le parti et l'administration. Lorsque l'assemblée générale perd son statut, les académiciens cherchent à contourner la décision en lui donnant le caractère de conseil ou de présidium élargi. Cependant, ils doivent souvent céder à divers compromis, et l'opposition frontale ne paraît guère possible.

Il est vrai que, jusqu'à la fin de l'année 1928, le pouvoir respecte assez largement l'autorité de l'Académie et lui laisse une marge notable d'autonomie. Les savants peuvent alors se cantonner dans leurs recherches et dans leurs luttes internes, éloignés des combats politiques qui ne les touchent guère. Ils subissent un pouvoir qui leur déplaît, mais qui les laisse travailler. De ce fait, les scientifiques ne prennent pas garde à l'intrusion du politique dans la vie de l'Académie, ce qui les affaiblit fortement. Leurs compromis sont souvent la conséquence de menaces et de pressions. Les négociations autour des changements de statuts de l'Académie et de l'élection de nouveaux membres en 1928, à l'académie des sciences d'URSS et à celle d'Ukraine, montrent que les académiciens, tout en restant fermes, cèdent à plusieurs

reprises. Le rejet de trois candidatures lors des élections de l'académie des sciences d'URSS est sans aucun doute le reflet d'un acte d'opposition fort[29], qui rend furieux les responsables du Parti, mais qui ne modifie pas les tendances lourdes, en l'occurrence leur prise de contrôle du processus d'élection.

D'autres marques de résistance s'expriment à la fin de l'année 1928, lorsque les attaques contre certains des membres de la communauté scientifique se radicalisent. Efremov est victime d'une attaque extrêmement violente dans la presse – sur laquelle nous reviendrons. Sans s'engager dans une opposition frontale, les membres de l'Académie s'en émeuvent, expriment ouvertement leur indignation et apportent ainsi leur soutien à Efremov. Certains collègues interviennent à titre personnel auprès des autorités politiques. Gruševskij lui-même intercède en faveur de son plus cher ennemi, probablement sans savoir qu'il est aussi explicitement visé, le 9 janvier 1929 dans un arrêté du Bureau politique qui précise qu'il est aussi « indispensable de changer notre politique relative au soutien matériel de Gruševskij » [208], en relation avec la campagne publique menée contre Efremov. Les académiciens refusent, semble-t-il massivement, de signer un texte de défiance contre Efremov que leur secrétaire perpétuel, Korčak-Čepukrovskij, aurait rédigé après avoir été dans la capitale Kharkov. Ils s'indignent contre ce dernier, l'un d'eux le traitant même d'agent de la GPU :

> « L'acad. Korčak-Čepurkovskij[30] a préparé en rentrant de Kharkov une déclaration au nom de l'Académie des sciences d'Ukraine (de son présidium) et des académiciens condamnant sévèrement et inconditionnellement la "SVU". Quand il l'a

29. Graham, *op. cit.,* p. 111 ; RGASPI, 17/3/678/11-13, *op. cit.*

30. Dans les documents de la GPU, les noms de famille sont très souvent écrits en majuscule, technique qui permet d'identifier rapidement les personnes évoquées et de classer en conséquence ces documents dans les dossiers de chacun. Cela permet aussi de voir se former des réseaux de personnes, par simple rapprochement des noms cités dans un même document. Nous ne reproduisons pas, ici, cette graphie mais le faisons dans des documents publiés à la fin de cet ouvrage ou sur le site.

> montrée à quelques académiciens, ces derniers lui ont dit qu'ils n'apposeraient pas leur signature sur un "document aussi mesquin". Une discussion très violente a éclaté entre Korčak-Čepurkovskij et un des académiciens (je n'ai pas réussi à obtenir son nom), au cours de laquelle le premier a été accusé de "se vendre à la DPU [la GPU en Ukrainien]" pour un salaire mensuel de 1 000 roubles et de ne pas être secrétaire de l'académie des sciences d'Ukraine mais agent de la GPU auprès de l'Académie, etc. Korčak-Čepurkovskij a alors renoncé à son idée de rassembler des signatures sous cette déclaration (cela m'a été raconté par L. E. Kistâkovskij) » [226].

Plus la tension est forte, plus les formes de résistance explicites deviennent rares ; les formes actives sont exceptionnelles : en mai 1926, Pavluškov, parent d'Efremov, jette des tracts dans la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev, en mémoire de Petlûra. Cet acte sera le prétexte à la première grande affaire touchant le milieu en général et Efremov en particulier, celle de l'Union pour l'indépendance de l'Ukraine (SVU en ukrainien). L'une des inculpées dans le cadre de cette affaire, M. I. Prohorova, entame une grève de la faim pour exiger une confrontation avec les autres témoins qui la mettent en cause [318]. De tels actes d'opposition frontale, clandestine ou active, sont cependant exceptionnels.

Mais à cette étape de l'histoire de l'Ukraine, c'est plutôt l'état d'impuissance qui s'exprime. La transcription que fait Efremov, le 31 décembre 1928, de sa rencontre avec le président de l'académie Zabolotnyj et de son collègue Korčak-Čepukrivskij, dans sa violence et sa tension, témoigne de cette impuissance qu'il dénonce comme une lâcheté des divers responsables de l'Académie.

> « S'embrouillant, rougissant, blêmissant, Zabolotnyj raconte que le présidium a décidé de donner son accord à la résolution portant sur mon affaire, que lui avaient dictée les communistes. Je lis la résolution. Dans celle-ci il y a une condamnation pour prise de parole contre le pouvoir (!), un sermon sur la nécessité de défendre le pouvoir des attaques (!) et enfin le châtiment : je suis déchargé des tâches administratives et organisationnelles.

> Après l'avoir lu, je dis à Zabolotnyj : "Finalement cela m'est égal, que vous écriviez sur moi sous le dictat des autres. Cela ne m'atteint pas. Mais c'est triste pour l'Académie : vous l'achevez bien ainsi". Il siffle un certain temps, puis dit : "On nous a posé un ultimatum : ou nous signons, ou on vous envoie dans la région de Narym [localité proche de Tomsk, au sud de la Sibérie occidentale]". J'aurais voulu que vous réagissiez sans vous préoccuper de mon destin, lui dis-je, puisque vous savez que tout cela est mensonge, comment pouvez-vous bien signer ? Il siffle à nouveau puis dit : "Ils disent qu'il y a contre vous de nombreuses autres accusations"… "Et elles sont toutes les mêmes – elles ne valent pas un sou ! Je préférerais aller dans la région de Narym, plutôt que de voir la destruction totale de l'Académie". Il souffle, ses lèvres blêmissant. "Finalement, faites comme vous savez le faire, dis-je". "Skrypnik a promis que si nous signons, les persécutions cesseront contre vous et vous pourrez travailler tranquillement."
> "Et vous les croyez ? Ce sont des hommes sans honneur, sans scrupule. Ne vont-ils pas utiliser votre jugement falsifié pour aller encore plus loin ?". Il se tait et siffle… Trouvant enfin ses mots : "Ils disent qu'ils prouveront que vous n'êtes pas un savant, puisque, voilà, Gruševskij a écrit son histoire en dix tomes, et vous avez en tout et pour tout un seul livre. Je leur ai répondu que la science ne se mesure pas au poids de papier, mais tout de même…". "Donc je vois que, pour vous, tout est réglé… portez-vous bien !" Korčak-Čepurkovskij assistait aussi à cette conversation, levant les bras au ciel, marmonnant qu'on "n'y peut rien", "qu'ils veulent", etc. » [204].

On peut douter de la sincérité de Zabolotnyj ; il doit sa position à une volonté politique et à ses actes d'allégeance fortement critiqués lors de son élection à l'Académie des sciences d'URSS. Il est cependant probablement sincère lorsqu'il exprime son impuissance et son malaise. Il l'est certainement encore lorsqu'il cherche à convaincre Efremov que son éviction est la meilleure solution possible et lui évitera la déportation.

Chapitre 3

Passer à côté de l'histoire

Malentendu : de l'indigénisation à l'attaque frontale contre le nationalisme

Dès sa mise en œuvre en Ukraine, la politique de nationalisation ou d'indigénisation est l'objet de tensions multiples. Certaines populations estiment que les mesures prises par le gouvernement de l'Ukraine les placent dans un état de minorités défavorisées. Ces premiers conflits ne sont pas ceux qui suscitent les premières attaques frontales contre les élites politiques ukrainiennes, mais provoquent des tensions au sein de l'appareil dirigeant communiste ukrainien. L'affaire Šumskij, qui éclate au début de l'année 1926 et se prolonge jusqu'au milieu de l'année 1927[1], est le signe le plus fort de cette évolution et d'une tension qui ne fera que croître par la suite. Šumskij, alors commissaire du peuple à l'Éducation de l'Ukraine, demande à Staline l'éviction de Kaganovič de son poste de premier secrétaire du Parti en Ukraine et son départ de cette république. Il lui reproche notamment les lenteurs de la politique d'ukrainisation. Staline rapporte ensuite ses propos et les commente dans une lettre à Kaganovič et aux membres du Bureau politique du parti communiste d'Ukraine. La réponse du Bureau, sous l'égide de Kaganovič, soutenu par Staline, est cinglante. Ce soutien se manifeste par une résolution du Comité

1. « Резолюция ЦК КП(б) Украины о позиции компартии Западной Украины в национальном вопросе » [« Résolution du CC PC(b)U sur la position du Parti communiste d'Ukraine occidentale sur la question nationale »], *ЦК РКП(б) - ВКП(б) и национальный вопрос*, *op.cit*., 2005, document n° 194, p. 493-496.

central du parti d'Ukraine, portant sur « la déviation nationaliste du cam. Šumskij ». Tout est dit : Šumskij devient alors le symbole des déviations nationalistes.

Dans ce contexte, les positions de Gruševskij sont interprétées par certains comme l'expression d'une dérive nationaliste antisoviétique. Quelques dénonciations publiques sont publiées. Elles sont cependant relativement tardives et peu nombreuses durant ces premières années. De telles attaques, alors isolées, ne s'insèrent pas encore dans une stratégie claire et construite qui viserait à détruire l'autorité de Gruševskij, ni à l'impliquer dans de quelconques manœuvres politiques contre-révolutionnaires. Elles sont seulement l'expression de conflits auxquels les responsables du parti laissent libre cours, marque d'une période incertaine où le débat prend des formes très polémiques, sans que ses conséquences en termes de répression ne soient prévisibles. La violence verbale n'est pas encore l'outil anticipant la répression.

Les critiques portées à la fin de l'année 1926 ne prêtent pas non plus à conséquence, mais pèsent déjà plus lourd. Elles viennent de Šumskij lui-même – alors vertement mis en cause pour déviation nationaliste – qui les a formulées quelque temps avant son éviction. Il attaque un article intitulé « Honteux souvenir », publié par Gruševskij dans *Ukraïna*[2] et relatif au cinquantième anniversaire du décret d'Ems, symbole pour les mouvements nationaux ukrainiens de la domination russe[3] :

> « Le tocsin de 1876 sonne encore aujourd'hui, et son bourdonnement dans les vagues de l'accalmie révolutionnaire remue les oreilles des patriotes du pan-russisme », écrivait Gruševskij. Il poursuivait : « le spectre de l'impérialisme

2. Revue dirigée par Gruševskij qui est publiée par la section historique de l'Académie des sciences d'Ukraine. Voir la liste des revues en annexe.

3. Décret du 18 (30) mai 1876, signé dans la ville d'Ems en Allemagne, par Alexandre II, renforçant l'interdiction d'usage de l'ukrainien.

> grand-russe, présent dans les discours de Larin-Enukidze et d'autres, lors de la dernière session du Comité central de toute l'Union, a menacé d'exacerber l'idéologie nationale malgré tous les calculs de la construction socialiste. Les dirigeants responsables de l'Ukraine soviétique ont bien perçu cela, en s'élevant énergiquement contre une limitation, quelle qu'elle soit, du développement national en Ukraine […]. Affermir pour l'éternité la soumission dans laquelle a été mise la culture ukrainienne, soumise aux interdits tsaristes, cette distance établie entre culture d'État grand-russe et cultures provinciales […]. Assurer à la culture grand-russe une hégémonie absolue. Donner à la langue, la littérature, l'histoire, etc. grand-russe, sous divers aspects, le rôle de matières obligatoires et dominantes dans les écoles. Placer les cultures locales sous le vocable de "à usage domestique" et donner à la culture grand-russe le statut de "fenêtre sur l'Europe" […]. Les traductions en ukrainien et dans d'autres langues seraient inutiles, puisque tous ces peuples provinciaux peuvent utiliser les traductions en russe ; les événements culturels de forme supérieure, tel l'opéra, n'auraient pas de forme ukrainienne ; le théâtre ukrainien pourrait être restreint à une expression locale, le répertoire mondial restant le privilège du théâtre russe, etc. […]. C'est aujourd'hui, comme nous le voyons, un but très concret de la part des adeptes de la souveraineté grand-russe, ou *impérialiste*, et ils sont *légion*[4] ».

Dans cette diatribe, Gruševskij s'appuie sur l'article du commissaire du peuple à la Justice d'Ukraine, Nikolaj Skrypnik (qui succède peu après à Šumskij à l'Éducation), intitulé « La théorie de la lutte des deux cultures[5] ». Il s'élève à l'unisson avec Skrypnik contre Ûrij Larin et Enukidze, deux hauts responsables du Parti à Moscou qui avaient dénoncé les excès de l'ukrainisation. Pour les premiers, de tels excès ne sortent que de l'imagination des seconds. Gruševskij ne pense donc pas

4. Gruševskij, M., « Ганебній памьяти » [« Honteux souvenir »], *Ukraïna*, 4, 1926, p. 49.

5. *Kommunist,* 3 et 4 juin 1926.

aller à l'encontre des positions officielles, d'autant que Kaganovič lui-même s'était opposé à la position de Larin. Gruševskij en profite donc pour exprimer son adhésion à la politique soviétique en la matière.

Le 1er congrès des historiens marxistes de toute l'Union est le point d'orgue de la dénonciation des positions de toute une frange de l'intelligentsia ukrainienne pour déviation nationaliste, alors que celle-ci pensait suivre un mouvement de nationalisation correspondant à la ligne politique engagée par les bolcheviks. Réuni à Moscou du 28 décembre 1928 au 4 janvier 1929, le congrès est le premier dans la longue liste de ceux qui vont constituer le soubassement de la révolution culturelle et du remplacement des générations dans les institutions scientifiques[6].

Les attaques sont menées par l'historien marxiste alors dominant, Pokrovskij **[207]**. Ce dernier avait déjà pris des positions très fermes contre l'Académie des sciences et sa volonté de développer une « science pure ». Ainsi, chargé d'examiner les rapports d'activité de l'Académie des sciences de 1925 et 1926, il s'en était pris vivement à son indépendance, et l'avait en particulier accusée de n'être qu'une « chartreuse de "chercheurs impartiaux de la vérité" qui observent une neutralité bienveillante à l'égard du pouvoir soviétique et qui le servent sur le plan pratique ». Lui reprochant donc sa passivité, il réclamait alors que l'Académie se « solidarise ouvertement avec les changements qui se sont produits dans notre pays et qu'elle proclame dans une déclaration plus ou moins solennelle qu'elle fait de sa participation à la construction socialiste son premier et principal devoir. Il est totalement indécent que dans le discours du secrétaire perpétuel, "l'industrialisation" (le mot "socialisme" y est soigneusement évité) soit opposée à "la libre

6. Sur les historiens marxistes et en particulier Pokrovskij, voir George M. Enteen, « Marxists versus Non-Marxists : Soviet Historiography in the 1920s », *Slavic Review,* 35, 1, 1976, p. 91-110 *;* Robert F. Byrnes, « Creating the Soviet Historical Profession, 1917-1934 », *Slavic Review,* 50, 2, 1991, p. 297-308.

recherche scientifique", comme si la première pouvait gêner la seconde[7] ».

Les attaques, lors du congrès de la fin de l'année 1928, sont beaucoup plus lourdes et politiquement marquées. Âvorskij, qui dirige la délégation ukrainienne, cherche à prendre les devants en s'en prenant lui-même aux tendances anti-marxistes présentes dans l'historiographie ukrainienne. Son intervention relève cependant d'une rhétorique déjà obsolète. Il s'attaque « d'un côté [à] V. Lipinskij, favorable à la restauration de la monarchie féodale-cosaque en Ukraine, et d'un autre côté [à] M. S. Gruševskij, qui est à l'origine de la théorie d'une indépendance petite-bourgeoise ukrainienne sans classe ». […] L'académicien Gruševskij, bien qu'ayant officiellement accepté la révolution d'Octobre et déclaré à plusieurs reprises qu'il avait changé de position politique à l'égard de l'Ukraine soviétique, est resté en fait sur ses anciennes positions défendant l'idée d'une nation ukrainienne sans classe, en adaptant cette ancienne théorie aux nouvelles conditions, c'est-à-dire en proclamant le mot d'ordre de la « nation des travailleurs sans classe » [206]. Selon Âvorskij, les historiens marxistes doivent donc lutter « contre tous les courants hostiles de la pensée historique en Ukraine et dévoiler les courants pseudo-marxistes et pseudo-matérialistes ». D'autres historiens ukrainiens présents s'élèvent au contraire contre les tendances « impérialistes » de quelques historiens russes, faisant référence en particulier à P. Gorin, membre de l'Institut du marxisme de l'Académie communiste à Moscou, qui avait violemment pris à partie Âvorskij pour son manque de marxisme…

La tactique de Âvorskij ne lui sert guère. La délégation ukrainienne est prise à partie dans son ensemble, comme le rapporte un de ses membres : « La délégation ukrainienne se retrouva dans une situation désagréable. L'intervention du cam.

7. M. N. Pokrovskij, « К очету о деятельности Академии Наук за 1926 г. » [« À propos du rapport d'activité de l'Académie des sciences pour l'année 1926 »], (1927), publié dans *Zven'â*, 2, 1992, p. 580-599.

Pokrovskij donna le ton et devint prétexte à une attitude hostile aux sciences historiques ukrainiennes et aux délégués ukrainiens. La science historique ukrainienne fut qualifiée dans son ensemble de science nationaliste et ses représentants sans exception de nationalistes-chauvins, qu'ils appartiennent ou non au Parti ou à la société des historiens marxistes[8] ».

L'offensive touche aussi bien Âvorskij que Gruševskij. Le premier est qualifié de défenseur des positions « petites-bourgeoises nationalistes et favorables aux koulaks » lors d'une réunion en mai 1929 du département historique de l'institut ukrainien du marxisme. Nombre d'historiens marxistes, qui voulaient détrôner Âvorskij, attribuèrent la paternité de ses conceptions à Gruševskij.

En adhérant au projet d'indigénisation, en le prenant à leur compte, pour défendre une histoire ou une culture proprement ukrainienne, ces élites ont-elles été piégées par un malentendu ? Ne sont-elles pas simplement les victimes d'un changement de ligne politique, qui accompagne le tournant pris par la politique stalinienne et qui précède de peu la grande offensive contre les milieux intellectuels ? L'assaut contre ces milieux est d'une brutalité inattendue. Le malentendu précède cependant la radicalisation politique dans l'hostilité vis-à-vis de l'intelligentsia, dans l'interprétation donnée à la nature même de ce que les bolcheviks entendent par nationalisation. Si les positions d'un Larin ou d'un Enukidze ne sont pas largement partagées mais ont un écho, c'est qu'elles témoignent d'une permanence : la crainte qu'éprouvent les dirigeants du centre de perdre le contrôle des marges de l'Empire. En se dégageant de l'action politique au sens strict, Gruševskij n'en reste pas moins au cœur du jeu politique sans le reconnaître. Il n'a vu dans le projet d'indigénisation qu'un projet culturel

8. S. Semko, directeur de l'Institut d'histoire de l'éducation nationale de Kiev, parlant au nom du secrétaire général du CC du parti ukrainien, Stanislav Kosior qui avait succédé à Kaganovič, à cette place, à partir du milieu de 1928 : cité par A.V. Sancevič, *M.I. Яворський: нарис життя та творчості* [*M.I. Âvorskij : sa vie et son œuvre*], Kiev, 1995, p. 23.

et de construction de l'État, sans tenir compte de ses dimensions stratégiques. Il y a vu les prémisses d'une indépendance, alors que la plupart des bolcheviks de Moscou n'avaient pas renoncé au projet impérial, sous une forme il est vrai renouvelée. Pour eux, l'indigénisation consistait surtout à promouvoir des cadres nationaux pour développer une politique soviétique qui, elle, n'avait rien de national, mais devait au contraire être uniforme sur l'ensemble du territoire soviétique. Cette attitude, présente dès les premières années, mais non formulée précisément et surtout non partagée par tous, devenait, avec la montée du pouvoir autoritaire de Staline, la seule interprétation possible.

Autre dimension forte de cette polémique et de ce malentendu : le glissement désormais extrême vers une interprétation politique de toute polémique scientifique. Une telle interprétation est au fondement de la place réservée à la science en URSS, mais se renforce dans la seconde moitié des années 1920, pour devenir finalement essentielle. Un tel glissement s'exprime sans aucune ambiguïté durant ce congrès, tout en devenant de plus en plus présent dans les polémiques internes à l'Académie des sciences. Ainsi, lorsqu'un indicateur accuse certains membres de l'institution de ne pas être à leur place, il transforme des critiques qui pourraient être vues comme des désaccords scientifiques en désaccords politiques. Évoquant une enquête réalisée par des ethnographes ukrainiens, il s'indigne : « Des questions telles que : laboure-t-on chez vous avec un araire[9] ? Qui laboure le plus souvent – les hommes ou bien les femmes, et pourquoi ? N'avez-vous pas chez vous une "houe[10]" ?, etc., provoquent juste le rire des paysans (car on ne laboure pas avec des araires, on ne fait que houer), les femmes ne labourent pas chez nous, on appelle chez nous les houes des *sapa*[11] et il y en a dans chaque maison » [251]. L'indicateur en conclut que « les auteurs du programme et les rédacteurs sont tous des gens cabi-

9. Орало.
10. Мотыга.
11. Сапа, terme local désignant un type de houe.

net ; ils ne connaissent pas la campagne » [251] et évoque plus loin l'idéologie des éditeurs de tels travaux. Sans aller jusqu'à la criminalisation des positions dans un débat scientifique, ces formes de politisation s'en rapprochent et ouvrent la voie à ce que les enquêtes et procès vont produire.

Dérisions

De vieilles rancœurs, datant du bref épisode de l'Ukraine indépendante, mais aussi d'anciennes rivalités académiques, persistent tout au long des années 1920. Avant même son retour en Ukraine, Gruševskij a développé des relations conflictuelles avec l'académie des sciences d'Ukraine (la VUAN[12]), considérant que son administration n'était pas assez engagée dans la définition d'une politique nationale, que ses dirigeants étaient « des personnes ne sympathisant pas avec l'ukrainité[13] ». Il s'oppose en particulier à Sergej Efremov, vice-président de l'Académie, et à Agatangel Krymskij, son secrétaire permanent. Ils sont, durant toutes ces années, ses principaux ennemis. Certains font remonter la violence de l'hostilité entre ces hommes à la période de la Rada, quand Efremov et Gruševskij y siégeaient : « Comme on peut le voir à partir des dépositions de l'accusé N. P. Pavluškov durant l'instruction préliminaire et des écrits du journal intime de S. A. Efremov, en 1925 après le retour en Ukraine d'émigration de l'académicien M. S. Gruševskij, avec qui Efremov avait déjà eu au temps de la Rada centrale d'importants désaccords, la situation au sein du collectif de l'Académie des sciences d'Ukraine est devenue malsaine, et a conduit de fait à une lutte entre partenaires de

12. Всеукраинская Академия Наук.

13. Cité par Sohan', P.S., Ul'ânovskij, V. I., Kiržaêv, S.M., *M.C. Грушевський и академия: ідея, змагання, діяльність* [*M.S. Gruševskij et l'académie : idées, concurrences, activités*], Académie des sciences d'Ukraine, Kiev, 1993, p. 58.

ces deux savants » [318]. Les divergences tiennent autant à des différences de personnalité et de caractère, qu'à l'histoire de la constitution de l'Académie des sciences et aux postes successivement occupés dans l'institution par les uns et les autres. Efremov était à Kiev quand Gruševskij était en émigration. Le premier a pris une place de choix dans la hiérarchie académique à un moment où le second était absent. Il s'agit cependant là de tensions bien banales pour un milieu scientifique, mais le contexte très particulier va en transformer le sens.

Sergej Efremov n'est pas tendre avec son vieil ennemi, comme en témoigne son journal, tenu du 1er mai 1923 au 20 juillet 1929, veille de son arrestation. Cette source d'une exceptionnelle richesse témoigne de la vie de tout un milieu scientifique. Dès le 31 décembre 1923, il évoque le retour du « vieux renard » [15], dont il a été question à une assemblée de l'Académie, retour que souhaitent les ennemis de l'Académie, espérant qu'il finira par entraîner sa perte. Il se répète presque mot pour mot, le 5 janvier 1924, évoquant « l'esprit du vieil intrigant » [16], « esprit » dont la présence obsédante revient alors au fil des pages, de plus en plus fréquemment à partir de son retour. Les retrouvailles ne sont d'ailleurs guère chaleureuses : « M. Gruševskij est venu. Je [Efremov] l'ai vu une minute au secrétariat ; il a couru ensuite à la maison d'édition. Nous nous sommes étreints, mais sans effusion. Nous n'avons pas discuté, car je suis tout de suite parti » [18].

La tension et les haines vont persister tout au long des années qui suivent, aveuglant chacun dans un combat essentiellement institutionnel et personnel, même si quelques arguments de fond, opinions sur l'étendue de la collaboration avec le pouvoir politique et sur la dimension nationale de l'action, sont parfois évoqués par les protagonistes de ces conflits. Mais la plupart des jugements émis par Efremov, de nature personnelle bien plus que politique, tiennent à des jugements moraux préétablis.

Tout est prétexte à conflit. Dès 1924, quelques mois après son retour, Gruševskij cherche à modifier les orientations de l'Académie en matière de recherche en histoire, irritant fortement le présidium. Le 15 novembre, il entre en conflit avec

Krymskij et d'autres membres de l'institution à propos d'une question d'écriture. Efremov raconte dans son journal : « Cela a surgi à propos d'une question d'orthographe. Gruševskij voulait conserver – en dépit des règles académiques, obligatoires – la vieille orthographe galicienne dont, d'ailleurs, désormais même les Galiciens ne veulent pas. Et voilà qu'il pose la question lors de la réunion de la direction, mal à propos puisque ce n'est pas de la compétence de la direction. Il voulait que l'Académie donnât l'autorisation de publier *Ukraïna*, en utilisant diverses orthographes, selon les auteurs » [29]. Le différend, qui peut sembler mineur, tourne en attaques personnelles : « Nous nous sommes séparés inamicalement. Je crains qu'il commence maintenant un combat derrière notre dos et dans les coulisses, en utilisant ses amitiés de Kharkov. Et, comme résultat, nous serons dans le marais jusqu'aux oreilles » [29].

À la suite d'un projet avorté de réorganisation de l'Académie, présenté par Krymskij en janvier 1925 et qui aurait fait disparaître la section d'histoire, Gruševskij s'en prend violemment et publiquement, dans *Ukraïna*, à l'équipe dirigeante, l'accusant d'être le « rejeton d'étrangers russificateurs ». Efremov conclut dans son journal : « Je ne peux pas comprendre ce qui rend mauvais cet homme ; pourquoi essaie-t-il de noircir l'institution qui lui a donné refuge ainsi qu'à toute sa maisonnée ? Ne serait-ce vraiment que parce que ce n'est pas lui qui l'a construite et que maintenant, bien que cela soit éloigné de la vérité, il veut se l'approprier ? » [33].

Les escarmouches franchissent souvent les limites du raisonnable. Lors de l'Assemblée générale du 25 octobre 1926, Gruševskij s'oppose violemment à Krymskij, à propos d'une correction linguistique réalisée par un rédacteur scientifique dans l'édition du *Manuscrit de Samijl Veličko*, qui a changé le mot *evrej* (« juif » en ukrainien et en russe), par le mot *žid* (qui veut aussi dire « juif » en ukrainien, sans connotation péjorative, alors qu'en russe il pourrait se traduire par « youpin[14] »)

14. Durant la période soviétique le mot жид (žid) fut écarté du vocabulaire ukrainien au profit du mot еврей (evrej).

et apporté quelques corrections orthographiques. Or celles-ci ont été faites sur ordre de Krymskij, qui déclare avec ironie ne pas vouloir laisser passer des « publications soi-disant académiques avec de grossiers écarts par rapport à l'original » et à l'orthographe galicienne, et reproche à la commission de collecte de sources d'agir à sa guise. Le rédacteur explique qu'il a changé le mot *evrej* en *žid* en se fondant sur un ancien article de Gruševskij intitulé « les židy ukrainiens » (en ukrainien), bien que cette mention ne soit pas encouragée en Ukraine soviétique. Gruševskij, tout en expliquant sa position, traite la direction de « nuisible ». Ce genre de dispute pourrait sembler risible, mais de nombreuses purges ou arrestations ont été plus tard fondées sur ce type d'arguments.

Dans son journal, Efremov ne manque jamais une occasion de dénoncer ce qu'il interprète comme une démonstration de loyauté de Gruševskij vis-à-vis du régime bolchevique, et sa proximité avec le pouvoir, marquée par ses appuis politiques extérieurs à l'Académie. Il se présente lui-même comme bien plus radical que Gruševskij. Il parle ainsi de « notes serviles » à propos du regard positif que ce dernier porte sur l'action des bolcheviks vis-à-vis de l'Académie des sciences en 1926. Il est attentif au moindre faux pas de Gruševskij, ou à ce qu'il estime être un faux pas. Il accuse le personnage de s'être « sali de dénonciations, d'un esprit servile, de comportements perfides, d'intrigues » [62].

Lors du soixantième anniversaire de Gruševskij, la colère et l'amertume d'Efremov s'expriment avec violence. À l'automne 1926, il s'oppose à une organisation officielle de l'anniversaire au sein de l'Académie, en arguant de raisons institutionnelles et se lamente le 15 septembre 1926 : « On s'est immédiatement retrouvé plongé dans une mer de bassesse humaine et de saleté » [62]. « Voici donc la conclusion de l'histoire : les initiateurs autoproclamés ont profité du moment où le présidium de l'Académie n'était pas à Kiev, et ont manigancé en son nom ce qu'ils voulaient. Et ils voulaient, à l'évidence, faire un boom pour les élections proches » [62].

Cet anniversaire donne lieu à des jugements contradictoires, dont les rapports des agents du GPU se font l'écho. Il offre à ceux-ci un observatoire privilégié des configurations personnelles et des loyautés. Certains y voient le triomphe de Gruševskij, d'autres cherchent à en atténuer l'importance et la signification :

« Les amis d'Efremov et de Krymskij étant absents, il est encore difficile de se prononcer sur ce qu'ils pensent de l'anniversaire et sur l'attitude qu'ils comptent adopter. Bien entendu, la piétaille se dispute méchamment à ce sujet.

D'après ce que nous ont rapporté nos agents, il est intéressant de noter que l'intelligentsia de province est clairement favorable à la tenue de cet anniversaire et l'on peut s'attendre à la présence de délégations des autres circonscriptions d'Ukraine » [59].

C'est en de tels moments de conflits, fussent-ils dérisoires, que les agents de la GPU analysent le mieux la forme des relations au sein d'un milieu donné, ici celui de l'Académie. Les conversations vont bon train, les alliances s'explicitent, les inimités apparaissent au grand jour.

Le partage du pouvoir et des moyens au sein de l'Académie suscite des batailles tout aussi dérisoires. En octobre 1927, Efremov se plaint de la détérioration de la situation matérielle de l'institution lors d'une Assemblée générale et l'impute aux jeux personnels de certains, qui obtiennent des moyens par des voies détournées. Savčenko, proche de Gruševskij, est cité par Krymskij comme l'un des responsables de ces abus. Une résolution condamne ce type d'attitude. Gruševskij s'attaque alors aux logiques bureaucratiques du présidium. Il réitère son attaque le 1er novembre 1927 en présence d'un représentant de la direction des sciences et s'oppose ouvertement à Efremov et à Krymskij, portant leurs conflits sur la place publique.

Lorsqu'à la fin de l'année 1927, le parti renforce les mesures qui permettent de mieux contrôler l'Académie, les tentatives de rapprochement entre les vieux ennemis n'aboutissent guère. Le 1er mars 1928, des partisans de Gruševskij rencontrent

Efremov pour lui demander de choisir son rival comme président. Ils lui proposent en contrepartie le poste de secrétaire perpétuel. Efremov note alors : « J'ai refusé sans appel cette proposition, disant que je n'entrerai pas au présidium, et que je ne pouvais sincèrement ni donner moi-même ma voix à Gruševskij, ni pousser les autres à le faire. La conversation dura trois heures. […] Je soulignais que si un dénonciateur et auteur de plaintes aux autorités supérieures siégeait à la tête de l'Académie, ce serait un des plus grands malheurs. […] Ainsi nous n'avons trouvé aucun accord avec ses représentants et ils sont partis, disant que si l'Académie perdait son caractère ukrainien, cela pèserait sur ma conscience » [150].

Les agents de la GPU distinguent deux groupes, les « gruševiens[15] » et les « krymskiens[16] », dont fait partie Efremov : « Un groupe assez étroit de "gruševiens" se crée à Kiev, qui s'oppose au groupe des "krymskiens", plus nombreux mais manquant de cohésion. Les gruševiens créent ainsi une "Académie dans l'Académie" » **[266]**. Cette opposition n'est pas interprétée en termes politiques mais en termes de rivalités internes au monde académique : le 20 janvier 1928, un rapport souligne que les divergences n'ont pas de cause politique, même si Efremov se situe à la droite de Gruševskij, et explique les tensions exclusivement en termes d'intérêts locaux et de lutte pour le pouvoir :

> « Notre indicateur a eu l'occasion de parler de la situation de l'Académie avec l'académicien Korčak-Čepurkovskij. Selon lui, les conflits qui agitent l'Académie constituent une lutte pour le pouvoir. On n'aime pas Gruševskij. On le considère comme quelqu'un de rusé, d'hypocrite et d'intrigant. On lui reproche son éducation polonaise, son obséquiosité polonaise, son jésuitisme, etc. S'il se trouvait à la tête de l'Académie, il accaparerait tout pour lui et ses protégés. La chaire d'histoire

15. Nommés, selon les rapports, грушевцы (gruševcy) ou bien грушеяны (grušeâny).

16. Nommés крымцы.

> serait privilégiée au détriment des autres chaires. Ces dernières seraient hébergées quelque part dans les arrière-cours, comme la chaire d'hygiène sociale de Korčak. C'est pour cette raison qu'un académicien comme Korčak préfère soutenir le groupe de Krymskij et d'Efremov. On n'a pas confiance en Gruševskij. On ne croit pas en sa sincérité à l'égard du pouvoir soviétique. On craint qu'il ne ruine l'Académie, en l'entraînant dans une aventure politique.
>
> À la question, – les différents politiques sont-ils à l'origine des conflits entre ces groupes ? – l'indicateur a répondu qu'il ne le pense pas et qu'aucune information ne l'indique. Il pense toutefois qu'Efremov est plus à droite que Gruševskij. Pour lui, le conflit s'explique uniquement par des questions de préséance et par une lutte pour le pouvoir » [141].

La GPU regroupe cependant parfois gruševiens et krymskiens sous le même vocable d'« Ukrainiens » à la fin des années 1920, dans le contexte de développement d'une campagne contre le nationalisme dont l'affaire de la « SVU » va être l'épicentre.

Enfin, lorsque la campagne contre Efremov, dont il a été question, est lancée en octobre 1928, plutôt que d'y voir les prémices d'un danger immédiat, Gruševskij aurait regretté, si l'on en croit l'indicateur « L'Européen », que la campagne ait été lancée avec deux ans de retard, et aurait suggéré de tourner en dérision son ennemi **[181]**. Sans doute cette réaction a-t-elle été de courte durée car Gruševskij comprend vite qu'il ne peut se réjouir des raisons qui allaient conduire Efremov en prison.

Mais ce temps n'est pas encore venu, la compréhension des transformations profondes en cours est encore très confuse et l'aveuglement persiste, jusqu'à l'absurde. Les moments de lucidité quand, à partir du début de l'année 1928, les académiciens retrouvent leur unité face aux menaces, sont rares [50]. Même après l'arrestation d'Efremov en juillet 1929, les tensions, désormais suscitées par la crainte, continuent à traverser le milieu académique. Les partisans de Gruševskij accusent ceux d'Efremov de « porter un grand préjudice à l'Académie

des sciences d'Ukraine et à tout le mouvement ukrainien à force de politicaillerie. L'Académie se trouve en grand désarroi, ses collaborateurs s'attendant à ce que la GPU, après avoir écrasé les "efremoviens", s'en prenne au camp de Gruševskij, cherchant notamment à discréditer l'académicien lui-même » [222]. En 1930, depuis sa cellule, Efremov accuse à nouveau Gruševskij auprès de son codétenu (qui joue aussi le rôle d'indicateur) d'être responsable de son arrestation :

> « Il a dit de Gruševskij que, autant il était une très grande figure dans la société, autant il avait un caractère mesquin, intrigant, se mettant toujours du côté des puissants (il était entré au parti SR l'été 1917 car ce parti était dominant), envieux, ambitieux, et il était surtout un grand cupide et grippe-sous. Dans le temps, il avait beaucoup fait de mal en politique par ses intrigues, et avait provoqué désorganisation et discorde, et c'était désormais la même chose à l'Académie : il y avait introduit des parents, des proches, bien qu'ils n'étaient en rien des chercheurs. Il avait introduit sa sœur, au grade de chercheur, alors qu'elle n'avait rien fait que recevoir de l'argent. Je [Efremov] m'étais toujours élevé contre de telles histoires malhonnêtes, et ai protesté officiellement et souvent nous mettions en échec ses fourberies, mais il allait ensuite par une entrée détournée au commissariat à l'Éducation et chez le cam. Skrypnik et obtenait ce qu'il voulait, et la lutte que je menais contre lui, avec pour seules armes mes principes d'honnêteté et pour le bien de l'Académie, était interprétée comme une lutte politique, comme une tentative de discréditer un savant debout sur la plate-forme soviétique. Cette lutte arrangeait ceux qui pensaient régler leurs comptes avec moi et d'autres éléments indésirables de l'Académie. Elle (la lutte) élégamment exagérée et poursuivie, arriva à ce résultat, cette affaire grandiose et insensée et le désastre de l'Académie. J'ai dit à Gruševskij, quand cette bouillie a fini par être cuite, que je ne serai pas le seul à souffrir, mais l'Académie et lui-même, car, finalement, ils s'attaqueront aussi à lui. Il était déjà blessé par ce qui arrivait et se justifiait impuissant, en disant qu'il ne s'attendait pas que tout cela pouvait en sortir » **[225]**.

L'aveuglement n'est pas simplement celui d'hommes obnubilés par les conflits internes et les rivalités. Il est aussi celui d'hommes qui ne comprennent pas la dimension extrême, inimaginable, des événements politiques qui se succèdent à partir de l'année 1929. Sont-ils insensibles aux discours de Staline ? Ils n'ont pas le temps de réaliser la violence de ce qui se prépare. Ils ne comprennent pas qu'une véritable dictature se met en place, une dictature personnelle, qui fait fi de toute alliance, qui fait fi, aussi, des pouvoirs antérieurs, ne laissant ainsi personne à l'abri. Leur hostilité est telle vis-à-vis du cercle dirigeant des bolcheviks de Moscou qu'ils se réjouissent de tout conflit interne et de la chute de ceux qui appartiennent à ce cercle, sans voir que ces luttes consacrent définitivement la dictature stalinienne [219], aveuglement assez fréquent dans ce type de situation, où un pouvoir révolutionnaire semble se déchirer et où ceux qui y sont hostiles considèrent avec satisfaction cette violence politique interne.

En rester au passé : l'inintelligibilité de la nature du nouveau pouvoir

Les scientifiques ne semblent donc pas conscients des transformations rapides qui bouleversent alors le monde politique en URSS. Ils semblent les lire à travers le filtre des années précédentes, celui d'une lutte de personnes qui ne les concerne pas. Ils en restent, de leur côté, à développer leurs propres conflits, autour d'enjeux qui paraissent souvent *a posteriori* dérisoires, mais qui offrent surtout à la GPU, ou au Bureau politique, un lieu d'observation idéal de la division d'un milieu qui, uni, pourrait présenter le danger d'une forme d'opposition organisée. L'enjeu des conflits qui sous-tendent toute la seconde moitié des années 1920 témoigne d'un enfermement stérile dans des luttes internes bien éloignées des

transformations profondes que subit l'URSS. La haine personnelle entre Gruševskij et Efremov dépasse toute raison, et oriente la plupart des relations interpersonnelles qui traversent alors le milieu académique des sciences humaines et sociales. L'attitude de Gruševskij vis-à-vis des bolcheviks montre à quel point il est en décalage avec le comportement de ceux-ci, marqué qu'il est par ses luttes antérieures, et imaginant des formes d'action ou d'influence qui perdent progressivement toute pertinence.

Plusieurs témoignages et diverses actions démontrent à quel point les protagonistes de notre histoire se révèlent incapables de comprendre la nature du pouvoir ou le sens de décisions prises en haut lieu. Efremov n'a aucune idée de l'ampleur que peut prendre une affaire comme celle de la censure que subit Mogilânskij, affaire que l'ire de Gruševskij a provoquée. Il est persuadé que ce n'est qu'un événement temporaire qui sera vite oublié [54]. Un chercheur, travaillant auprès de Gruševskij, est persuadé en 1928 que l'arrestation de trois scientifiques est un malentendu « car qu'ont-ils de politique ? » [153]. À propos de ces mêmes arrestations, un indicateur souligne qu'« on pensait, auparavant, que les arrestations […] avaient pour seul objectif d'exercer une pression sur l'Académie » [159]. Un autre indicateur voit Gruševskij ravi, à la fin de l'année 1927, que l'Académie soit contrôlée, car il pense que la réorganisation qui suivra ne pourra lui être que profitable [136].

L'éloignement de Moscou, les enjeux nationaux ainsi que l'hostilité à l'encontre des bolcheviks en général, entraînent parfois de lourdes erreurs d'interprétation des luttes politiques en cours au sommet du parti. Ainsi les « Ukrainiens » se réjouissent-ils de la défaite de Boukharine lors du plénum d'avril 1929 : « L'évincement de Boukharine a été ressenti avec une grande joie. Cela a été vu comme le symptôme de la débâcle définitive du noyau dirigeant du parti » [218].

Dès que Gruševskij arrive à Moscou, début mars 1931, après avoir été arrêté à Kiev, puis libéré mais assigné hors d'Ukraine, il se rend chez Šumskij pour lui demander son sou-

tien. Il avait pourtant été témoin de l'éviction du pouvoir de ce dernier, en Ukraine, et de la violence des attaques dirigées contre lui. Šumskij, qui prévient d'ailleurs tout de suite Staline de cette visite, dont il est manifestement effrayé, ne peut être bien entendu d'aucune aide à Gruševskij.

Les longues lettres, déjà évoquées, de ce dernier à Staline (le 1er septembre 1931 **[284]**), à Molotov (le 4 septembre 1934 **[302]**) ou Agranov, un des plus hauts responsables de l'OGPU (le 14 septembre 1934 [303]), montre à quel point il s'illusionne sur les logiques politiques en œuvre, et raisonne en des termes qui ne correspondent plus à ceux du pouvoir stalinien en plein développement.

Ceci ne signifie pas que certains acteurs de cette histoire soient entièrement insensibles aux dangers qui couvent, sans les comprendre entièrement. Au début de l'année 1928, Krymskij parle beaucoup des événements politiques et « pense qu'il sera obligé de fuir l'Ukraine pour aller au Turkestan ou à Bakou », observant les conflits entre Staline et Boukharine ou Rykov [139]. Mais une telle lucidité semble rare et Krymskij, évoquant ces situations, « suscite des doutes sur son état psychique » [139] auprès de ses collègues. Surtout, on n'anticipe pas les formes de la répression qui va s'abattre et on en reste aux schémas des années antérieures. En novembre 1928, Korčak-Čepurkovskij pense que les attaques contre son collègue Efremov sont un prélude à son expulsion. Il n'imagine pas qu'il puisse être arrêté, encore moins jugé, au moment où se tient le procès des mines du Donbass (procès de Šahty, lieu où travaillaient les ingénieurs mis en cause), premier grand procès politique de l'ère stalinienne contre les élites [182][17]. L'exil des intellectuels de 1922 est probablement encore dans les mémoires de ceux qui voient la répression utiliser, apparemment, les mêmes armes. Les temps n'ont pas beaucoup changé

17. S.A. Krasil'nikov (dir.), *Шахтинский процесс 1928 г.: подготовка, проведение, итоги* [*Le procès de Šahty de 1928, préparation, déroulement, bilan*], tome I et II, Moscou, Rosspèn, 2010 et 2011. Voir en annexe quelques précisions sur ce procès.

dans la tête de ces savants, alors même que des bouleversements sont à l'œuvre.

Panique, rumeurs et ruptures de confiance

Quand éclate, en 1930, l'affaire du « parti industriel[18] », Gruševskij lit enfin les événements à travers une grille renouvelée et lucide. Il comprend qu'il s'agit d'une même mise en scène que celle du procès de l'Union pour la libération de l'Ukraine (la SVU) qui est le cœur de l'affaire impliquant Efremov [262], mais la violence est déjà très présente depuis quelques mois.

Cette violence relève bien de l'inattendu ; en témoignent les rumeurs qui circulent, le désarroi et la panique qui saisissent le milieu académique. Les indicateurs et la GPU sont friands de ces bruits[19] et de ces rumeurs[20]. Les journaux intimes qui sont tenus par nombre de collaborateurs de l'Académie deviennent brutalement des pièces à conviction, et chacun s'inquiète du contenu de tel ou tel journal qui aurait été confisqué par la GPU : « beaucoup de conversations évoquent des journaux intimes » [224]. On reproche à certains « de tenir dans une telle période un journal intime ». Nombreux sont ceux qui expurgent leur bibliothèque des « livres qui leur restaient du temps de l'Ukraine du Directoire », craignant que cela ne les compromette [219]. On mesure mieux à l'aune de la rapidité des réactions et du développement des rumeurs le caractère soudain de la panique qui s'empare de tous les membres de ce milieu et le caractère inattendu du tournant de 1929. Chacun se savait surveillé auparavant, mais la crainte d'être arrêté entre brutalement au cœur de la vie quotidienne, et l'usage qui peut être fait de ce quotidien apparaît très vite à tous, d'autant plus

18. Voir en annexe quelques précisions sur ce procès.
19. Толки.
20. Слухи.

qu'ils n'en comprennent pas les ressorts. Une politique calculée de libération de certains condamnés provoque des rumeurs sur ceux qui auraient avoué et ceux qui auraient accusé leurs proches et leurs collègues, instillant dans le milieu académique une violence qui n'avait pas cours auparavant [252]. Nombreux sont ceux qui n'imaginent pas la violence multiforme que subissent les personnes emprisonnées, leur reprochant alors leurs dépositions : « Tous considèrent que Durdukovskij est un traître à l'organisation, que ses dépositions ont été les plus larges et ont donné de nombreuses personnes » [246].

Les réactions sont parfois surprenantes, comme celle de Kvitka qui affirme vouloir partir se cacher à Moscou, plutôt que de continuer à vivre sous la surveillance de la GPU, pensant qu'à Moscou, « on ne l'inquiétera pas », car « là-bas la GPU a déjà suffisamment à faire avec tous ses SD et SR[21] » [221].

Après avoir été arrêté, après avoir subi la violence des interrogatoires et ressenti les risques d'un procès qui rappellerait celui de l'Union pour l'indépendance de l'Ukraine, Gruševskij tente de se rassurer en rencontrant Nicolas Boukharine, à l'issue d'une session hors les murs de l'académie des sciences d'URSS. Après cette entrevue, il écrit à sa fille pour lui indiquer que, « finalement, nos affaires ne vont pas si mal, car Boukharine n'est pas hostile au fait de trouver un accord avec les Ukrainiens[22] » ! On est alors en 1933… Boukharine a déjà perdu tout son pouvoir.

Gruševskij se fait-il des illusions sur le rôle de Staline ou de Molotov dans tout ce qui se déroule sous ses yeux ? La lettre qu'il écrit au premier et celle qu'il écrit peu après au second incitent à le penser. Elles suggèrent que ce savant, qui a passé sa vie à étudier l'histoire et les sciences sociales, qui

21. Sociaux-démocrates et Sociaux-révolutionnaires. Cf. en annexe, la liste des partis politiques, qui furent actifs avant et parfois après la révolution. Avoir été membre d'un tel parti fut souvent considéré par le nouveau pouvoir bolchevique comme une preuve de déloyauté et une raison d'arrestation.

22. GA SBU, dossier n° 50407 fr., f. 45.

a participé à la vie politique, n'a guère plus de clairvoyance que n'importe quel Soviétique écrivant à ce même Staline, convaincu que ce dernier ignore tout des injustices et des violences qui se déroulent dans le pays.

Il s'illusionne à la fois sur l'influence que peut encore avoir un savant et sur l'intercession personnelle du dictateur vis-à-vis des membres de son milieu. Il continue d'attribuer à Staline le même respect pour la science et pour les scientifiques que celui dont les bolcheviks faisaient preuve après la Révolution. Il se place dans une position d'autorité dont il pense légitimement disposer, alors que débute une offensive marquée contre toutes ces formes de respect de l'autorité acquise. Seule l'autorité du dictateur ne peut être remise en cause.

Certes, les lettres de Gruševskij ne reflètent sans doute pas sa véritable analyse de la situation. Mais il n'a plus d'autres arguments que ceux de cette légitimité du savant. Le caractère rhétorique de ces lettres, marques de déférence vis-à-vis du pouvoir politique écrites dans la forme traditionnelle de la déférence académique, ne nous échappe pas. En écrivant, Gruševskij s'éloigne de sa propre analyse pour entrer dans un exercice qui lui est familier, mais qui lui fait oublier les éléments concrets de cette situation. Ainsi écrit-il dans sa lettre à Molotov :

> « Je doute que ce genre de persécution et de privation fasse partie des plans du gouvernement. Je vois mal l'arrêt des activités scientifiques correspondre aux objectifs du régime socialiste. J'ai travaillé toute ma vie sur l'histoire de l'Ukraine, à laquelle j'ai consacré un cours fondamental. La publication de celui-ci s'arrête en 1657. Le tome IX est sorti avant mon arrestation durant l'hiver 1930-1931, alors que je préparais le tome X, consacré à la période passionnante des années 1657-1665, période de différentiation sociale. Marx a pris des notes sur cette période à partir de la vieille monographie de Kostomarov (N. I. Kostomarov, *La révolte de Sten'ka Razin*, Saint-Pétersbourg, 1859[23]).

23. Nikolaj Ivanovič Kostomarov, *Бунт Стеньки Разина*, Saint-Pétersbourg, 1859.

L'histoire de la littérature ukrainienne et sa relation avec l'histoire sociale et culturelle, s'interrompent dans le tome VI à la première moitié du XVIIIe siècle. Dans les conditions actuelles, je ne peux pas mener une recherche approfondie. D'une façon générale, ces dernières années, la recherche en histoire se trouve quasiment au point mort. Je veux parler ici de l'histoire de l'Ukraine qui est explorée de façon très insatisfaisante. La seconde moitié du XVIIe, le XVIIIe et XIXe siècles, en particulier, sont si mal étudiées que l'on pourrait y consacrer un manuel entier. Les enseignants et les étudiants manquent de faits pouvant être vérifiés scientifiquement. Le président de l'Académie des sciences m'a dit que le présidium a lu une lettre d'un chef d'une unité de l'Armée rouge se trouvant en garnison en Ukraine, dans laquelle il se plaignait de l'impossibilité qu'avaient les soldats de connaître les différentes périodes de l'histoire de l'Ukraine. Pour que les vulgarisateurs du parti puissent rédiger des ouvrages destinés à un large public, il faut qu'ils puissent disposer de faits qui soient vérifiés de façon critique. Aujourd'hui, on attache beaucoup d'importance à l'étude des faits historiques ainsi qu'à l'étude de l'histoire de la littérature. Tôt ou tard, on ressentira l'absolue nécessité de disposer d'une documentation scientifique, mais celle-ci ne sera pas immédiatement disponible. Elle doit être préparée à l'avance, or la recherche s'est arrêtée. Je vais sur mes 69 ans. Je ne pense pas en avoir pour longtemps à travailler, encore faut-il que je reste en vie. Cela n'a pas de sens de m'éloigner ainsi de la recherche. Pour le moment, je peux encore m'y consacrer et il sera difficile de me remplacer. J'ai publié sous ma direction plus de 300 volumes et tomes d'ouvrages scientifiques dans le domaine des sciences ukrainiennes. J'ai retourné des tonnes d'archives. J'étais considéré comme le meilleur spécialiste de l'histoire ukrainienne. Le défunt Pokrovskij a soutenu ma candidature à cette spécialité, aussi bien à l'Académie des sciences d'URSS qu'au Comité international des sciences historiques. Aujourd'hui, l'historiographie ukrainienne n'est pas représentée dans cette organisation, mes contacts avec les milieux scientifiques sont détruits. Tout ceci alimente de façon inutile les rumeurs indésirables.

Je ne peux me résoudre à prendre votre temps avec cette longue lettre. Si cela vous intéresse, mon cousin germain Georgij

> Ippolitovič Lomov peut vous informer des conclusions auxquelles je suis arrivé ainsi que de mon travail et de ma situation. J'ai également transmis par son intermédiaire une note au camarade Staline. La disgrâce qui m'est tombée dessus résulte soit d'une erreur soit "d'une mesure préventive" dont l'objectif est, à mon sens, douteux. » **[302]**

S'accumulent ainsi des arguments scientifiques auxquels Molotov est probablement bien peu sensible ! S'y ajoute une note discrète, stratégique, plus soviétique dans sa forme : l'allusion à Lomov, un parent haut placé dans l'appareil du parti et de l'État, ayant un accès direct à Staline. Il sera fusillé en 1937.

Chapitre 4

Surveiller

« Nous le savons parce qu'il a écrit à sa femme à ce sujet, mais aussi parce que lors d'une conversation avec le professeur Ânata, il y a 3-4 semaines, il a évoqué l'idée de tout laisser et de partir » [146].

Surveiller est au cœur du développement de l'État bolchevique. Dès les premières années, la Tchéka puis la GPU élaborent des mécanismes qui relèvent en partie d'une tradition policière bien présente en Russie, mais innovent pour mieux insérer une part croissante de la population dans les mailles d'un filet destiné à surveiller l'ennemi potentiel et mieux comprendre l'état de l'opinion[1]. Cette surveillance a une histoire ; celle de techniques qui évoluent bien sûr, et d'une emprise qui ne fait que croître durant les années 1920 ; celle d'un usage et d'une interprétation des observations qui sont bouleversés, avec l'essor de la dictature stalinienne.

La mise en place de techniques précises est désormais de mieux en mieux connue, en particulier à partir des matériaux issus de divers procès, qui rassemblent à un moment donné tous les rapports, témoignages, dénonciations accumulés sur une personne, un groupe de personnes, un parti, etc. Le procès des socialistes-révolutionnaires qui se tint à Moscou entre juin et août 1922 permet d'obtenir un premier panorama, très complet, tant des mécanismes routiniers de la surveillance antérieure au procès, que de la

1. Voir sur la censure et la surveillance, le site très riche en articles et références (lois, etc.) : *http://www.opentextnn.ru/censorship/*. Voir en particulier les divers travaux de Zelenov.

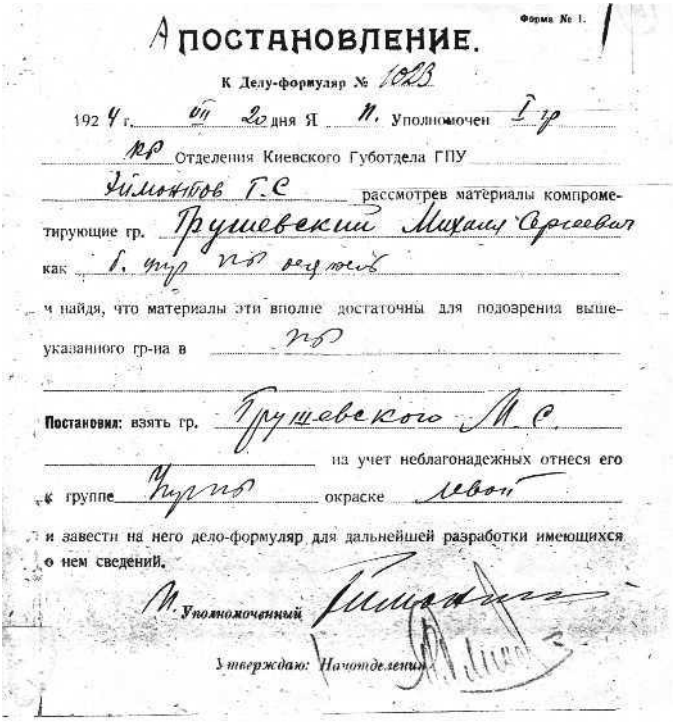
mise en place d'opérations particulières durant le procès[2] : surveillance précise en certains points de Moscou, par des agents fournissant des rapports réguliers, mise en place d'appareils d'écoute dans les cellules des prisonniers, d'agents dans la salle du tribunal, ou durant les rencontres entre familiers et emprisonnés, ou encore entre avocats et emprisonnés, etc[3].

Aussi est-il fondamental de comprendre la genèse de la surveillance politique policière en URSS, qui se développe entre 1924 et 1930, pour reconstituer comment s'élaborent des schémas cohérents d'interprétation qui rassemblent une multitude d'observations en un seul cadre criminel et qui guident ensuite une nouvelle manière de surveiller. C'est ainsi que se construit l'observation quotidienne de chacun par la police politique, et que les agents de cette police forment leurs techniques et la manière de regarder ou de lire les rapports d'indicateurs sur la base d'une interprétation de faits, d'idées, de rapprochements entre personnes, modelée par ces schémas.

Surveiller sans punir

Le retour de Gruševskij a été négocié en haut lieu. On comprend alors aisément qu'il soit l'objet de toute l'attention des organes de sécurité. Le premier rapport, établi le 15 mars 1924 par la GPU, soit une semaine après son arrivée à Kiev, montre qu'il a été surveillé dès le premier jour. Le 20 mars 1924, un dossier est ouvert à son nom, instaurant ainsi une surveillance régulière, en raison de son passé « contre-révolutionnaire » (photographie 3 et 4 et [21]). Il est classé parmi les « personnes suspectes », membre de « la contre-révolution ukrainienne, de tendance de gauche ». La GPU

2. K. N. Morozov et al., *op. cit.,* 2002 ; K. N. Morozov, *op. cit.*, 2005.
3. *Ibid.*, 2002, p. 302-305.



Форма № 1.

ПОСТАНОВЛЕНИЕ.

К Делу-формуляр № 1023

192 4 г. III 20 дня Я Н. Уполномочен 1 гр

КР Отделения Киевского Губотдела ГПУ

Филиппов Г.С рассмотрев материалы компроме-

тирующие гр. Грушевский Михаил Сергеевич

как 1. гр по делу

и найдя, что материалы эти вполне достаточны для подозрения выше-

указанного гр-на в по

Постановил: взять гр. Грушевского М.С.

на учет неблагонадежных отнеся его

к группе Групп окраске левой

и завести на него дело-формуляр для дальнейшей разработки имеющихся

о нем сведений.

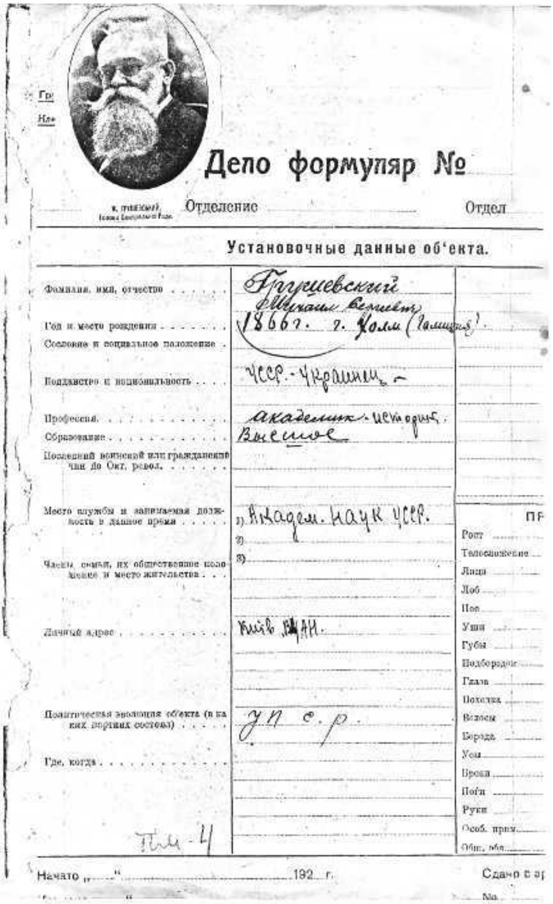
Н. Уполномоченный

Утверждаю: Начотделения

Photographie 3 : Arrêté de la GPU ordonnant l'ouverture du dossier n° 1023 au nom de M. Gruševskij, le 20 mars 1924.

attache donc à chacun des étiquettes qui restent ensuite collées à la peau de celui qui a un dossier. L'attribution d'étiquettes est un élément essentiel, elle s'applique à des individus ou à des groupes. Elle structure la bureaucratie puisque la GPU est divisée en bureaux, chargés de surveiller ceux qui portent telle ou telle autre étiquette. Classer une personne conduit à définir ceux qui la surveillent. C'est aussi la rapprocher de ceux qui portent la même étiquette, sont classés dans un même fichier, et sont donc potentiellement « alliés » ou « complices ».

Son passé de responsable du parti des socialistes-révolutionnaires est ainsi un des signes particuliers qui ordonnent la vision de la GPU. Une méfiance généralisée de la GPU vis-à-vis de l'intelligentsia, une attention particulière portée au cœur


Дело формуляр №

Отделение Отдел

Установочные данные об'екта.

Фамилия, имя, отчество	Грушевский Михаил Сергеевич
Год и место рождения	1866 г. г. Холм (Галиция)
Сословие и социальное положение	
Подданство и национальность	УССР - Украинец
Профессия	академик-историк
Образование	Высшее
Последний воинский или гражданский чин до Окт. револ.	
Место службы и занимаемая должность в данное время	1) Академ. наук УССР. 2) 3)
Члены семьи, их общественное положение и место жительства	
Личный адрес	Київ ВУАН.
Политическая эволюция об'екта (в каких партиях состоял)	уп с.р.
Где, когда	

Рост, Телосложение, Лицо, Лоб, Нос, Уши, Губы, Подбородок, Глаза, Походка, Волосы, Борода, Усы, Брови, Ноги, Руки, Особ. прим., Общ. вид

Начато „ " 192 г.

Photographie 4 : Première page du dossier de la GPU de M. Gruševskij.

de ce milieu, à l'Académie des sciences, et au passé politique des « ci-devants[4] », font de Gruševskij l'objet de cette surveillance particulière. Elle ne le quittera plus jusqu'à son décès et même au-delà. Désormais sa correspondance est ouverte, recopiée, voire retenue, ses propos sont rapportés, ses rencontres observées.

4. Ceux qui, par le passé, ont occupé des positions considérées comme privilégiées. Il s'agit des « gens du passé ».

De 1924 à 1929, la surveillance a deux fonctions : celle de rapporter des propos (conversations de Gruševskij sur l'Ukraine soviétique, sur la politique suivie, etc.) et celle de dessiner des cercles de relations (observation de l'entourage, des amitiés ou inimitiés, des fidélités et des combats de l'intéressé). Il n'y a guère, au début, de stratégies précises de qualification des faits observés, des opinions ou des groupes de proches, d'amis ou de collègues. Les indicateurs n'interprètent guère, ne sont guidés ni par des objectifs précis, ni par une grande stratégie. À intervalles réguliers, ils écrivent ou réécrivent sous forme de mémorandum une biographie très synthétique de celui qui les intéresse, souvent reprise des biographies précédentes.

Au début, entre 1924 et 1929, les portraits qui sont faits de Gruševskij ne témoignent pas d'une grande méfiance. Ils ont plutôt un caractère psychologique ; on le qualifie souvent par le terme « le vieux », aussi employé par ses collègues ; on relève l'autorité qu'il exerce sur son entourage, sa popularité mais aussi son « amour-propre extrême », son âpreté au gain, son caractère intrigant.

L'objet de la surveillance n'est pas précis. Il faut attendre la fin des années 1920 pour percevoir des objectifs. Les informations consignées sont parfois bien inattendues et apparemment sans importance. Se mêlent ainsi, dans le même rapport d'un indicateur, les observations les plus anodines et relevant d'un quotidien très banal et des éléments dont l'enjeu est bien plus important. En fait, la nature bureaucratique de l'administration policière et l'absence de ligne directrice et interprétative vraiment assurée apparaissent nettement jusqu'aux premiers procès et se manifestent souvent au-delà. Ces procès fourniront cependant une clé dont la GPU s'emparera pour donner une intelligibilité au travail que mènent ses agents, c'est-à-dire une fonction criminelle. Cette dimension bureaucratique jaillit de la procédure hiérarchique et géographique : les rapports rédigés par Balickij (photographie 5), responsable de la GPU d'Ukraine, sont le plus souvent constitués d'extraits successifs de rapports établis par les agents au niveau inférieur. Un rapport d'une direction régio-

Photographie 5 : V. Balickij, chef de la GPU d'Ukraine (le 1er sur la gauche).

nale de la GPU, rédigé le 18 juillet 1930, reprend mot pour mot, sans plus de synthèse ni d'analyse, des extraits d'un rapport rédigé avant le 27 juin 1930 par un département de cette même direction (**[243]** et **[249]**). À ce niveau de base, ceux qui les écrivent se contentent de recopier des informations et des propos recueillis par les indicateurs. Le travail est fortement bureaucratique, sans grande autonomie ni intelligence, et ce tout au long des dix années durant lesquelles Gruševskij a fait l'objet d'une attention soutenue de la part de la GPU.

Les fonctionnaires de la surveillance

L'organisation de la GPU et de ses fonctionnaires est fondée sur un schéma fonctionnel bien structuré, qui ne se modifie guère jusqu'à la réforme importante de 1934, quand est créé le NKVD d'URSS qui regroupe l'ensemble des administrations de surveillance et de répression. La GPU, issue directement de la Vétchéka, est créée en février 1922, et son organisation précisée tout au cours de cette année-là, pour être à peu près

fixée le 1er décembre 1922. Durant l'année 1923, elle est transformée en OGPU (Direction politique d'État unifiée[5]), par suite de la création de l'URSS le 30 décembre 1922. Le décret qui en précise l'organisation date du 21 novembre 1923, et promeut l'OGPU comme organe dirigeant des organismes de la GPU des diverses républiques qui composent désormais l'URSS, mais sa structure reste de fait très proche de celle de la GPU.

Ainsi, diverses directions dépendent de la présidence de l'OGPU, en particulier la direction opérationnelle secrète (SOU), la direction économique (ÊKU), le département international (INO) et le département spécial (OO). De la direction opérationnelle secrète dépend le département secret (SO), qui est plus directement concerné par la question des élites et des anciens partis politiques. Il est divisé en plusieurs bureaux, en charge des groupes politiques surveillés. En 1929, le département secret de l'OGPU comprend huit bureaux, consacrés aux anarchistes, aux mencheviks et membres du Bund, aux SR, aux anciens provocateurs, aux gendarmes, aux actions antisoviétiques au sein de l'intelligentsia et de la jeunesse, etc. On le voit, le passé est omniprésent dans l'organisation même de cette administration, puisque ses bureaux sont définis en fonction de l'appartenance à des organisations politiques qui n'existent plus. S'occuper des SR (les socialistes-révolutionnaires), c'est rassembler dans un même groupe des hommes et des femmes dont le point commun est d'avoir appartenu ou d'être censés avoir appartenu, dans le passé, à ce parti politique – ou d'avoir été proches de membres de ce parti. C'est donc déjà construire et rapprocher les individus par ce passé réel ou imaginaire. On voit ainsi clairement un des enjeux, souligné plus haut, de ces formes de qualification et de classement qui fondent la surveillance.

Cette structure centrale de l'OGPU est reproduite, presqu'à l'identique, dans chaque république de l'URSS, la GPU de chacune d'entre elles étant subordonnée à l'OGPU de

5. *Объединенное государственное политическое управление.*

l'URSS. Cela est également vrai au niveau des districts ou régions de chacune des républiques, où l'on retrouve une structure proche, mais simplifiée. Dans le cas qui nous intéresse, les informations partent en général du 4e bureau du département secret, dépendant lui-même de la direction opérationnelle secrète, où deux personnes ont en charge les affaires de l'Académie des sciences. Ces personnalités sont connues, assez tôt, des membres de l'Académie : Gražul, responsable du département secret, et Takke, assistant du chargé de mission, puis chargé de mission du 4e bureau de ce département secret. Ce sont eux qui rédigent des rapports sur la base de ceux fournis par les indicateurs. Ils sont en général transmis par la voie hiérarchique, du chef du département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du département secret de la GPU d'Ukraine, puis au président de la GPU de cette république, Vsevolod Balickij, entre 1923 et 1931. Balickij s'adresse ensuite à l'OGPU ou au Comité central du parti communiste d'Ukraine. La relation avec le Comité central du parti de la Fédération de Russie passe par l'intermédiaire du premier secrétaire du Parti d'Ukraine (Kaganovič puis Kosior, durant la période qui nous intéresse ici). Ainsi, Staline dispose d'informations qui proviennent soit du président ou du vice-président de l'OGPU (Âgoda est vice-président entre 1924 et 1934, les présidents étant d'abord Dzeržinskij jusqu'en 1926, puis Menžinskij), soit du premier secrétaire du parti d'Ukraine.

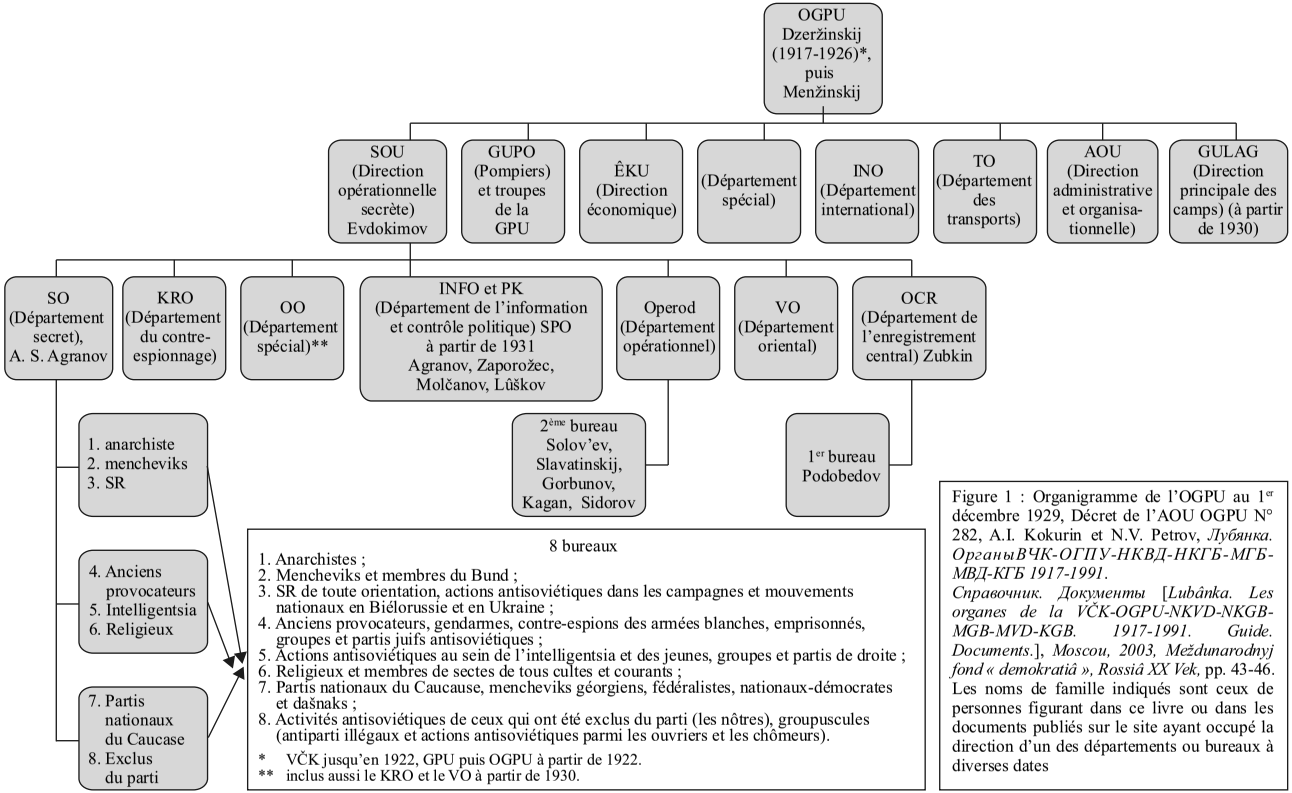


Figure 1 : Organigramme de l'OGPU au 1er décembre 1929, Décret de l'AOU OGPU N° 282, A.I. Kokurin et N.V. Petrov, *Лубянка. ОрганыВЧК-ОГПУ-НКВД-НКГБ-МГБ-МВД-КГБ 1917-1991. Справочник. Документы* [*Lubânka. Les organes de la VČK-OGPU-NKVD-NKGB-MGB-MVD-KGB. 1917-1991. Guide. Documents.*], *Moscou, 2003, Meždunarodnyj fond « demokratiâ », Rossiâ XX Vek*, pp. 43-46. Les noms de famille indiqués sont ceux de personnes figurant dans ce livre ou dans les documents publiés sur le site ayant occupé la direction d'un des départements ou bureaux à diverses dates

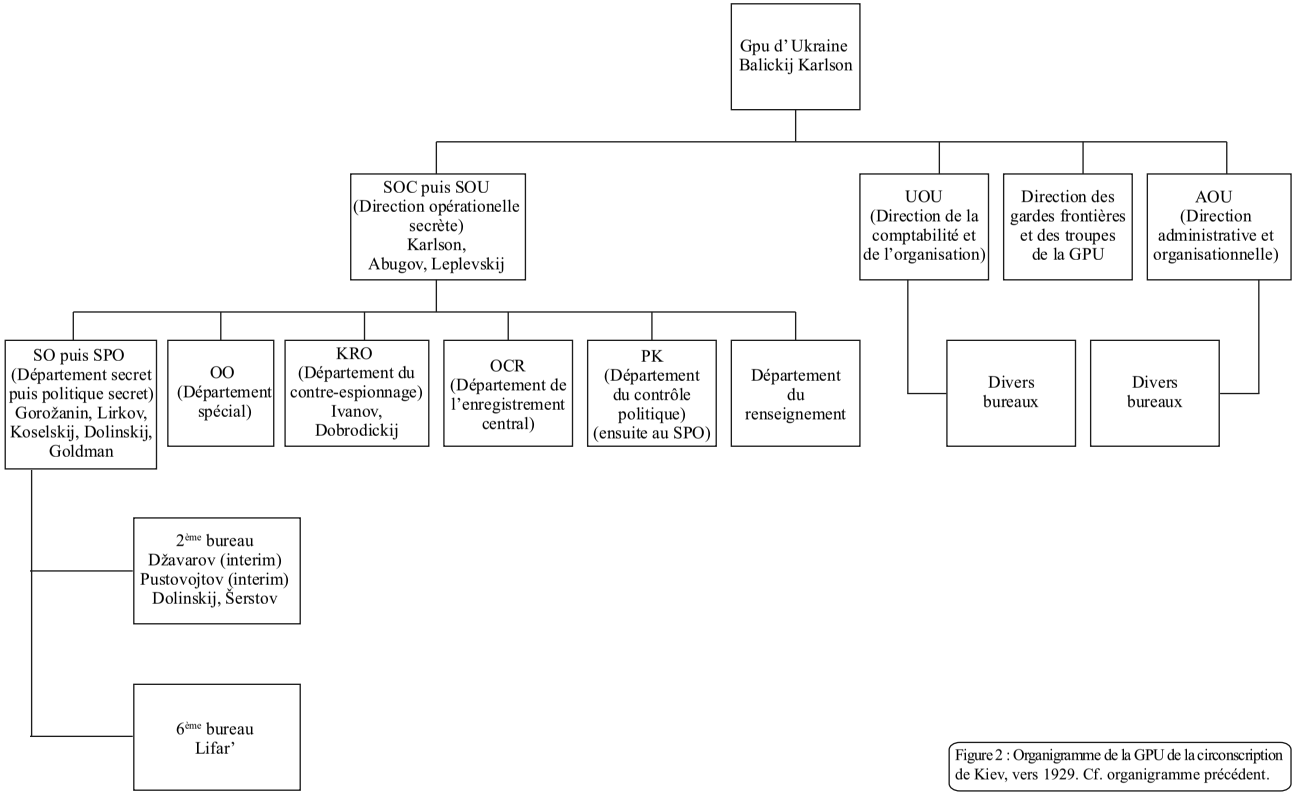


Figure 2 : Organigramme de la GPU de la circonscription de Kiev, vers 1929. Cf. organigramme précédent.

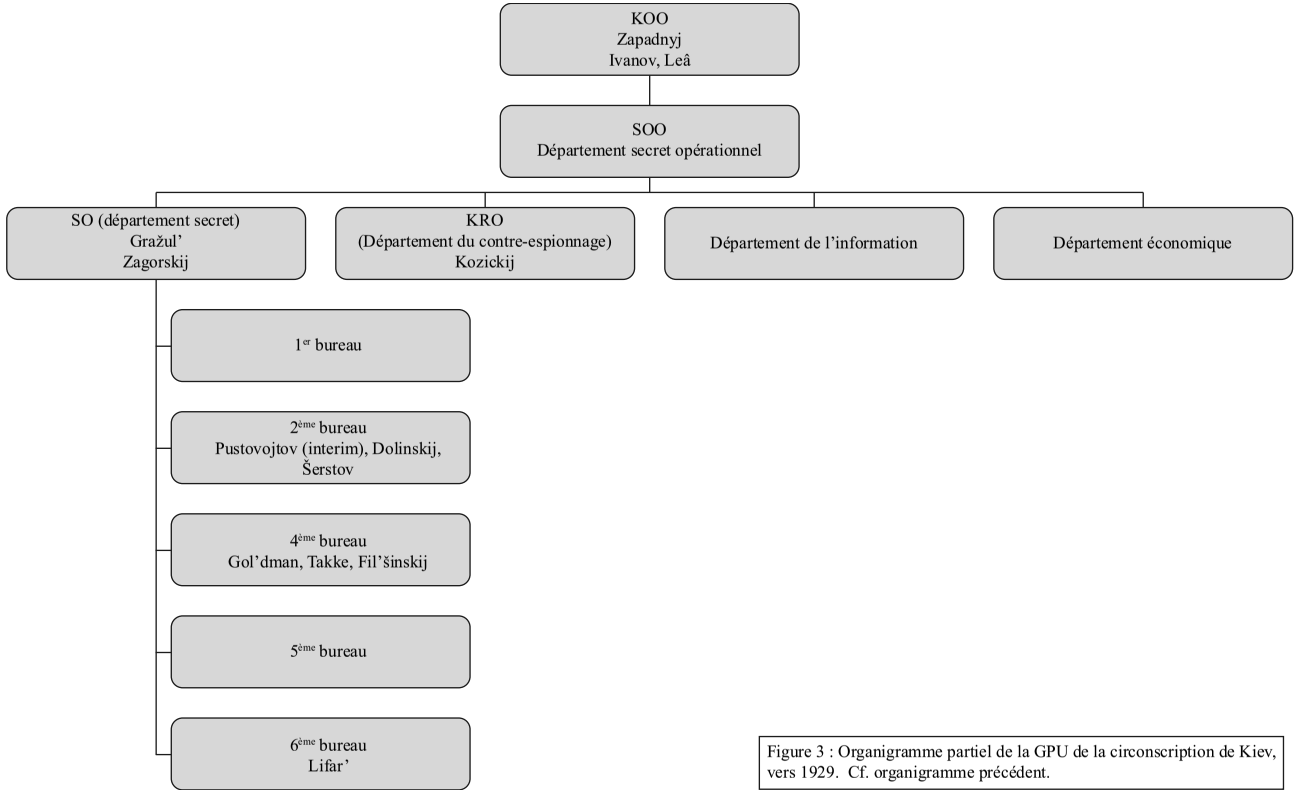
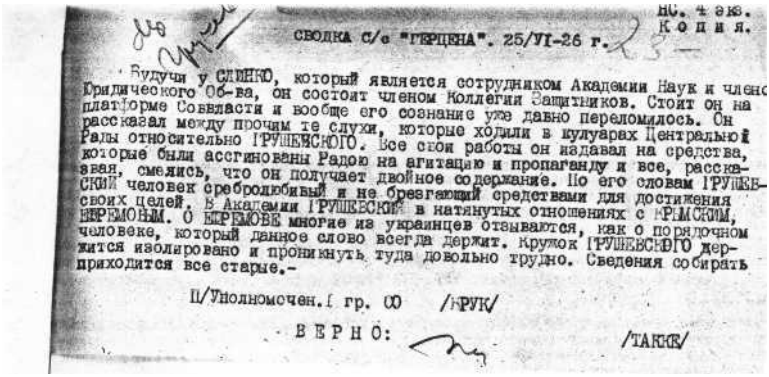


Figure 3 : Organigramme partiel de la GPU de la circonscription de Kiev, vers 1929. Cf. organigramme précédent.

Les indicateurs

À la base des informations reçues par la GPU figurent les rapports d'indicateurs, *seksot* ou s/s (collaborateurs secrets),



СВОДКА С/о "ГЕРЦЕНА". 25/VI-26 г.

Копия.

Будучи у СЛИНКО, который является сотрудником Академии Наук и членом Юридического Об-ва, он состоит членом Коллегии Защитников. Стоит он на платформе Совласти и вообще его сознание уже давно переломилось. Он рассказал между прочим те слухи, которые ходили в кулуарах Центральной Рады относительно ГРУШЕВСКОГО. Все свои работы он издавал на средства, которые были ассигнованы Радою на агитацию и пропаганду и все, рассказывая, смеялись, что он получает двойное содержание. По его словам ГРУШЕВСКИЙ человек сребролюбивый и не брезгающий средствами для достижения своих целей. В Академии ГРУШЕВСКИЙ в натянутых отношениях с КРЫМСКИМ, ВЕРЕМОВЫМ. О ВЕРЕМОВЕ многие из украинцев отзываются, как о порядочном человеке, который данное слово всегда держит. Кружок ГРУШЕВСКОГО держится изолированно и проникнуть туда довольно трудно. Сведения собирать приходится все старые.-

П/Уполномочен. I гр. СО /КРУК/

ВЕРНО: /ТАКК/

Photographie 6 : Un rapport de l'indicateur « Herzen » (pseudonyme reprenant le nom de l'écrivain russe Alexandre Herzen), 25/6/1926.

recrutés en divers lieux, et en particulier au sein de l'Académie (photographie 6). Ils sont parfois très proches de Gruševskij. Ils disposent tous de pseudonymes, et plusieurs sont présents lors des assemblées de l'Académie dès les premières heures du retour de Gruševskij à Kiev (le 20 mars 1924) [22]. On trouve une trentaine d'indicateurs nommés sous des pseudonymes divers dont on devine la signification implicite : Belyj (Le Blanc), Stepovik (Celui de la Steppe), Diplomat (le Diplomate), Frant (le Frimeur), Oktâbrina (Octobrine), Turbogenerator (Turbogénérateur), etc. Ils sont plus ou moins actifs, entre 1925 et 1934, les uns n'évoquant que rarement Gruševskij au hasard d'un rapport, d'autres étant manifestement chargés plus spécialement de rapporter tous ses faits et gestes. Dès qu'un rapport d'indicateur mentionne Gruševskij, l'extrait correspondant est classé dans le dossier de l'académicien. Une forme de procédure très mécanique est ainsi mise en place,

dans laquelle les noms cités constituent les clés principales du classement.

Certains indicateurs, Diplomat et Frant par exemple, recrutés en 1926, ou encore Kul'turnik (le Travailleur de la culture), sont très bien insérés dans le milieu de l'Académie, et fournissent de nombreuses informations de première main, conversant sans problème avec la plupart des académiciens. Diplomat, recruté en 1926, est manifestement très proche de Gruševskij, qu'il avait côtoyé au sein de l'UPSR : des rapports disent de lui qu'il « figure parmi les tout proches de Gruševskij, à la fois dans un cadre professionnel, à l'Académie, mais aussi parce qu'ils sont des vieux camarades de parti » [60].

Les informateurs sont partout, présents parfois lors de dîners privés, au cours desquels les opinions émises par Gruševskij sont rapportées [23]. Ils s'inquiètent parfois de la confidentialité des informations qu'ils reçoivent, craignant que, si elles sont révélées, la source en sera facilement identifiée. Lorsqu'ils ont une conversation en tête-à-tête avec la personne qu'ils surveillent, ils doivent user d'artifices peu crédibles pour que leur rapport ne permette pas de les identifier. L'un d'entre eux, scientifique proche de Gruševskij, produit un rapport qui est une caricature de ces mascarades. Présent à une rencontre au domicile de Gruševskij, il a ensuite une conversation privée avec lui : « Après la réunion Gruševskij a gardé Štepa auprès de lui pour une conversation personnelle (je n'en connais pas le contenu) : Gruševskij a demandé à Štepa, en tant que membre de la commission structurelle du 2e département de l'Académie, de soutenir l'indépendance de la commission de la culture et de l'histoire, de lutter contre sa fusion avec la commission ethnographique, de présenter son travail sous une forme positive, etc. Štepa a promis de tout faire dans cette direction. Ensuite, comme toujours, Gruševskij s'est informé auprès de Štepa "des prétextes" ; il s'est intéressé en particulier aux arrestations, a dit qu'elles s'expliquaient par le désordre dans les armées et que de nombreux militaires ont été arrêtés dans les zones frontières ; parlant des arrestations il a surtout

évoqué Žitomir[6]. Il s'est intéressé à la question du paiement des salaires. » [259]. Il se sent ainsi obligé de dire qu'il n'en a pas appris le contenu, mais tout de suite après, il en détaille la teneur, révélant ainsi sans ambiguïté que l'indicateur est Štepa lui-même.

Certains émettent des jugements sur sa personnalité, son état d'esprit, ses conditions de vie ; la plupart notent le nom des personnes qu'il rencontre, les opinions que les uns émettent sur les autres ou, lors d'événements particuliers, recueillent les opinions de chacun. Ils observent, mais ne donnent guère leur avis et n'interprètent les comportements qu'ils relatent qu'à l'aune de la vie académique.

Les informations sont minces sur les méthodes alors utilisées par la GPU pour recruter ces indicateurs. Nos sources ne l'évoquent guère. L'une d'entre elle décrit cependant dans le détail une tentative de recrutement en 1928 : Antipovič raconte à son ami d'enfance, Ânica, qui le rapporte à un de ses proches qui s'avère être un indicateur, comment il fut approché par un agent de la GPU, qui lui fit des menaces à peine voilées. Il comprend alors vite qu'on cherche à lui soustraire des informations sur la chaire où travaille Gruševskij, avec laquelle il entretient des relations sporadiques. Pour se sortir de cette passe délicate, Antipovič s'en tient à une position officielle. Il se dit prêt à lui fournir des informations publiquement, mais qui sont du ressort de l'administration et non des moments quotidiens. Il refuse aussi qu'on lui attribue un surnom. L'agent de la GPU durcit le ton. L'indicateur qui rapporte l'épisode fournit alors à la GPU des éléments du passé d'Antipovič susceptibles de faire peser sur lui une menace encore plus précise : « au temps de la Rada centrale, avant l'arrivée des bolcheviks, il avait été nommé, par l'intermédiaire d'un professeur, à moins que ce ne soit d'un ministre, aide de camp d'un général » [180]. On ne sait pas si Antipovič devien-

6. Ville du nord-ouest de l'Ukraine, dans laquelle furent arrêtés de nombreux militaires, en particulier des instructeurs militaires, dans le cadre de l'affaire Vesna, qui toucha de nombreux cadres de l'armée rouge et fut déclenchée en 1929.

dra indicateur, mais la GPU avait de quoi l'entraîner, de façon progressive, vers un tel travail, en usant d'informations en provenance du réseau déjà constitué. Plus la toile se resserrait, plus il était facile de recruter sous la menace ou l'intimidation, par le biais d'une approche presque directe.

Le statut d'indicateur n'est cependant pas toujours clair ; il est parfois revendiqué d'une façon ambiguë. Lorsque Krymskij accuse Loziev, responsable de gestion de l'Académie, d'être un indicateur, ce dernier répond de manière quelque peu sibylline, préférant insister sur ses bonnes relations avec le pouvoir en place : « Si vous me demandez si j'ai un lien avec la GPU, je répondrai catégoriquement non. Si vous exprimez directement votre conviction à propos de telles infamies, je cesserai de vous parler. Vous savez où vont mes sympathies politiques et je vous dis que, si l'on me convoque à la GPU, je raconterai sans aucun doute tout ce qui m'est connu, sans rien cacher[7] ».

Tableau 1 : Les divers indicateurs, évoqués dans le dossier ouvert à la GPU sur Gruševskij, et les dates où ils envoient des rapports et autres informations à la GPU.

Le Conscient (Soznatel'nyj)						1934 (3)
La Victime (Postradavšij)	1924					
L'homme de la steppe (Stepovik)	1925					
Oktâbrina		1926				
La Science (Nauka)		1926				

7. Cité par V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.,* 1996, p. 64.

Jean (Ân)		1926		1928		
Om		1926				
Poddubnyj (Piddubnyj)		1926	1927			
Le travailleur de la culture (Kul'turnik)		1926 (2)		1928	1930	
Le Blanc (Belyj)		1926 (3)	1927 (2)	1928 (5)	1929 (3), 1930	
Le Frimeur (Frant)		1926 (6)	1927	1928		
Le Diplomate (Diplomat)		1926 (7)	1927			
Le turbogénérateur (Turbogenerator) (Turbo en 1929 ?)		1926 (2)			1929	
Eugénie (Evgeniâ)			1927	1929		
Medvedev – Lohvickij			1927	1928 (2)	1930 (2)	
l'Offensé (Skrivdženij)			1927 (2)			
Les Fleurs (Cvety)			1927			
L'Européen (Evropeec)			1927 (7)	1928 (6)		
Kočubej*				1928		
Černov				1928		
La Silhouette (Siluet)				1928		

L'Homme de lettres (Literator)				1928		
L'académicien (Akademik)				1928 (8)	1930	1934
L'ukrainien (Hohol)				1928		
Le Commandant (Komendant)				1928 (3)		
Le Chanceux (Udačnyj)				1928 (4)		
Vedenskij				1928		
Deha				1928	1930 (2)	
L (L)					1929 (2)	
L'Anglais (Angličanin)					1929 (3), 1930	
Le défaitiste (Poraženec)					1930	
Antonenko					1930	
Le Ferme (Tverdyj)					1930	
Le soldat de ligne (Armeec)					1930	
Le maillon (Zveno)					1930	
L'ancien (byvšij)						
Zero (Zéro)						

Andreev						
André (Andrej)						

*Ce surnom d'indicateur est le nom du cosaque qui a dénoncé Mazepa à Pierre le Grand, lorsque le premier recherchait l'alliance de la Suède contre le second.

Les indicateurs ne font cependant pas qu'observer. Il leur arrive de provoquer des réactions, posant volontairement des questions orientées en intervenant dans des conversations, voire en offrant à lire quelques articles de journal à la personne surveillée [50]. Les responsables de la GPU leur donnent parfois des missions explicites, telle que rendre visite à tel ou tel et se renseigner sur son opinion vis-à-vis d'un événement :

« Un indicateur a donné à lire au professeur Veselovskij (un ancien membre du Comité central du Parti social-démocrate d'Ukraine (CK USD) qui, en apparence, essaye de se montrer loyal) un numéro de la *Proletarskaâ pravda*. Il y avait, dans ce numéro, un compte rendu de la réunion de la section des chercheurs, consacrée au congrès de Prague. L'indicateur a ajouté que Gruševskij s'était longuement exprimé sur ce thème dernièrement. Veselovskij a lu le journal, puis il l'a chiffonné nerveusement en disant, mot pour mot, les paroles suivantes : "Il ne faut pas les accuser. Obéis aux ordres de ton seigneur", puis il a interrompu la conversation sur le congrès. » [50].

Ou encore :

« Nous avons chargé "Le diplomate" d'aller lui [Gruševskij] rendre visite et de se renseigner sur l'attitude qu'il comptait adopter à son anniversaire. Par ailleurs, nous lui avons demandé de lui faire comprendre qu'il faut qu'il se montre plus transparent à l'égard du Parti communiste. "Le diplomate" pense que c'est le bon moment pour aborder le sujet. Il doit le voir dans les tout prochains jours et nous vous informerons de l'issue de la conversation. » [59]

Leur état d'esprit et leurs motivations sont difficilement identifiables à partir des seuls documents dont nous disposons, même si on perçoit au fil des comptes rendus et des propos

rapportés des divergences et une multiplicité des raisons qui conduisent ces individus à renseigner la GPU. Certains vouent manifestement à Gruševskij une haine mêlée d'envie, comme l'indicateur Le Blanc qui écrit, en janvier 1928, « l'académicien M. S. Gruševskij est une personnalité odieuse à tous les points de vue. Il est enclin aux commérages. Avec sa façon d'installer des "parasites" à l'Académie des sciences (surtout dans ses propres commissions), il contribue à semer la zizanie. D'un point de vue scientifique, il se situe bien au-dessus de nombre de ses collègues. » [140]. D'autres parlent peu, se contentant de rapporter quelques faits insignifiants, ce que la GPU leur reproche parfois, d'autres enfin semblent agir par conviction, mais ils paraissent peu nombreux. La GPU est parfois consciente de l'hostilité contre Gruševskij qui préside aux rapports rédigés.

Les agents écrivent des rapports ou sont interrogés par des membres de la GPU, lors d'« entretiens » bien organisés qui se généralisent à partir de la fin de l'année 1926 [89]. Ils fournissent aussi, parfois, des informations de leur propre initiative, signalant des rumeurs : par exemple, « le 16 juin [1927] au soir, "Frant" nous a prévenus que des rumeurs circulaient en ville concernant une vaste opération de perquisition qui aurait été menée, par les organes de la GPU, dans l'appartement de l'académicien Gruševskij. Cette opération aurait eu lieu dans la nuit du 14 au 15 juin » ; ou encore, le 11 octobre 1929, « dans les cercles de doctorants et pédagogiques de l'Institut d'éducation populaire (INO) et de l'Institut de médecine[8] circulent des rumeurs, dont des étudiants libérés seraient soi-disant à l'origine, selon lesquelles le prof. Kudrickij est déjà inculpé, car l'instructeur l'aurait déjà accusé de plusieurs actions criminelles. » [223] (voir aussi [107] ou [145]).

Ils utilisent enfin des liens de confiance, établis dans le passé, pour renouer avec ceux qu'ils surveillent. L'ancien étudiant d'un vieux professeur de Kiev, Timčenko, profite de ce

8. Мединститут.

passé pour obtenir des informations sur Gruševskij, et même une pièce conservée au domicile de ce dernier, qui réside alors à Moscou, en comptant sur les bonnes relations que ces deux professeurs entretiennent : « Lui remémorant mes années d'étudiant, puis ma rencontre avec Timčenko à Kharkov en 1927 et à Kislovodsk en 1929, j'ai établi en deux, trois mots le "contact". Après une petite excursion dans mon passé proche (8 mois d'isolement et de chômage en 9 mois), et l'évocation du côté souffrant de l'homme et en même temps de son caractère combatif, etc., nos rapports et la confiance sont devenus très stables. […] J'ai abordé avec prudence le thème de M. S. Gruševskij, où habite-t-il, comment se sent-il, travaille-t-il, etc. » [299]. Ce rapport est particulièrement intéressant, car il raconte par le menu la démarche de cet indicateur. S'y mêlent un réel cynisme (il n'hésite pas à jouer complètement de la confiance qu'il inspire, s'installe au domicile de celui qui intéresse la GPU, etc.), une distance vis-à-vis de ceux qu'il observe – mêlée de condescendance et d'une certaine sympathie, et un mélange de respect et de sentiment de supériorité vis-à-vis de personnes qui appartiennent déjà au passé. On ne sent pas, en revanche, de volonté particulière de nuire, mais la simple observation de faits qui intéressent *a priori* la GPU.

L'indicateur « Silhouette » fait preuve d'un même cynisme, quand il répète à l'envi à l'agent de la GPU qui collecte des informations auprès de lui que sa vieille connaissance Âcina lui a fourni telle ou telle information « sous le sceau du secret ». Il craint cependant que ce proche découvre sa trahison, car il serait le seul à avoir eu connaissance des informations qu'il transmet. Si la GPU en use sans précaution, la source lui deviendra alors évidente : « P.S. Selon moi, dans l'affaire du "licenciement" d'Antipovič, il est possible que le fait que la GPU soit au courant de la période glorieuse où il avait été aide de camps, peut jouer un certain rôle, mais il faut utiliser cela avec beaucoup de prudence, car tout cela m'a été communiqué sous le sceau du secret le plus total et, il me semble que seul Âcina, son ami d'enfance, peut le savoir ; il

est donc important qu'Antipovič n'ait pas de doutes sur Âcina ; sinon, le fil conduira jusqu'à moi. » **[181]**.

Lors des déplacements de Gruševskij, en Ukraine ou ailleurs en URSS, le relais est pris par d'autres indicateurs et les informations reviennent à la GPU d'Ukraine. Il arrive qu'un déplacement soit explicitement signalé et suivi de façon très précise, dès l'arrivée du train à destination. Les informateurs présents dans les institutions hôtes sont rapidement informés de la présence du nouvel arrivant.

Les indicateurs sont plus ou moins actifs : ils sont une minorité à afficher un zèle mêlé d'une profonde hostilité vis-à-vis du milieu dans lequel ils évoluent, et à exprimer clairement dans leur rapport une volonté de nuire, ou tout au moins de marquer ce qui pourrait servir à nuire, comme c'est le cas de Le Blanc. D'autres, au contraire, semblent éviter de nommer les auteurs de certains propos pour ne pas les impliquer, ce que suggèrent du moins leurs silences, lorsqu'ils affirment par exemple ne plus se souvenir ou n'avoir pas eu d'information.

Jusqu'en 1926, le réseau d'informateurs semble insuffisant et très amateur. Il est vrai que la GPU s'inquiète plus alors d'Efremov que de Gruševskij. Mais la direction de la GPU à Kharkov envoie un rappel à l'ordre conduisant le bureau de Kiev à « recruter des personnes » [60]. Les conséquences sont immédiates, 1926 étant l'année où apparaissent le plus grand nombre de nouveaux indicateurs dans les rapports. Ils sont ainsi 9, cette année-là, à commencer à rapporter les propos et les activités de Gruševskij et à être mentionnés sous un pseudonyme. Dans les années qui suivent, peu de nouveaux apparaîtront. L'année 1926 constitue bien le pic de la période, le nombre de rapports envoyés dépassant largement ceux qui ont été envoyés les années précédentes, mais aussi les années suivantes. Cela montre l'effet très temporaire, de nature bureaucratique, de l'injonction de la GPU de Kharkov.

Ces logiques bureaucratiques dominent autant qu'ailleurs la manière de travailler. En l'absence de but précis et d'intelligence des pratiques, la surveillance reste lâche

et les rapports épars. Un coup de semonce conduit à une multiplication des rapports, copiés souvent les uns sur les autres en remontant la hiérarchie, se répétant à quelques détails près. Un « événement » souligné par les responsables de la GPU concentre l'attention des indicateurs et des responsables locaux de cette même GPU, mais le but reste tout aussi flou.

Les conflits persistants sont observés avec intérêt par la GPU, et leurs protagonistes en sont conscients, même si cette prise de conscience n'est pas immédiate. En mai 1926, Krymskij dit avoir entendu que « Gruševskij est surveillé par un informateur qui renseigne les institutions concernées de tous ses faits et gestes [… il] pense qu'il s'agit de Lûbinskij. Krymskij ne cache pas ses soupçons et le fait savoir à tout son entourage » [50]. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1926, cependant, qu'Efremov note dans son journal :

> « La GPU (ou la DPU si on ukrainise) se déchaîne autour de l'Académie… Ces deux dernières semaines, cinq de nos collaborateurs furent convoqués et questionnés au sujet de l'Académie, on exigea d'eux qu'ils "donnent des témoignages" et on les laissa partir après qu'ils eurent signé un document indiquant qu'ils ne rapporteront rien de cela. Je dis cinq, car c'est le nombre de ceux qui sont venus se confier à moi, et il est possible qu'ils ne soient pas tous venus. […] Cela montre que nous avons, chez nous, des espions proches du centre, mais pas au centre même, parce qu'ils n'informent pas la GPU de tout ce qui l'intéresse. Et ce qui intéresse le plus la GPU, c'est la relation interne entre Gruševskij, Krymskij, Efremov, qui dit quoi, qui fait quoi… Les divers "chercheurs" se distinguent par leur ton. Certains parlent avec beaucoup de douceur, ne nous appelant pas autrement que par le prénom et le patronyme ; d'autres sont plus francs et demandent simplement quel travail politique effectue Efremov, et en quoi se caractérise sa "haine" contre "nous". La GPU appliquerait les demandes du Comité central du parti, et celui-ci s'intéresserait à l'Académie, voulant en faire une administration soviétique, en particulier à l'occasion de la réforme et des élections du présidium. Dans l'ensemble, la

> GPU reçoit à l'évidence de ses indicateurs une bouillie de petits détails et de commérages, dont elle ne se sort pas et veut les corriger en interrogeant nos collaborateurs. Tout un système ! Les gens n'ont rien à faire, et ils s'imaginent alors une occupation, pour justifier leur existence. Ainsi faisaient les anciens membres de l'Okhrana[9], ainsi font les membres de la nouvelle Okhrana ; c'est simplement à plus grande échelle aujourd'hui et aussi avec une impudence et un cynisme d'une tout autre ampleur… » [89].

Ces convocations font manifestement partie d'une stratégie destinée à montrer la présence de la police politique, à mettre chacun dans la crainte de voir ses propos et ses actions rapportés, à afficher la présence omnisciente de l'État, et non plus à développer une surveillance efficace, précisément par sa discrétion. Il s'agit aussi, probablement, d'une réponse aux critiques de la hiérarchie, qui se traduit par un activisme soudain.

Ces convocations sont évoquées entre proches puis rapportées par des indicateurs, une fois que le bruit a circulé :

> « Le Dr Sysak a raconté que Kosynka est venu le voir (de l'INO) ; il lui a dit qu'un étudiant de l'institut d'éducation populaire (INO) est venu et lui a dit qu'on l'avait convoqué dans une planque de la GPU[10], avenue Mihajlovskij, où on l'avait interrogé pour savoir s'il n'avait pas remarqué (ou s'il ne se souvenait pas) des termes qu'utilisait le prof. Germajze pour donner son avis sur le pouvoir soviétique et la politique dirigeante du parti. "Quelle impression gardait-il dans l'ensemble" des cours du prof. Germajze ? Kosynka ne racontait-il pas durant ses cours des anecdotes antisoviétiques, n'attaquait-il pas la politique de dékoulakisation des campagnes ? Les agents de la GPU l'ont interrogé de façon particulièrement insistante sur l'impression qui subsistait après les cours de Kosynka

9. La police politique au temps du tsarisme.

10. Конспиративная квартира : littéralement « appartement conspiratif ». Le terme явка est utilisé dans un autre document [285].

> parmi ses auditeurs. Ces cours ne provoquent-ils pas des discussions politiques parmi les étudiants, et certains étudiants n'utilisent-ils pas des citations provenant des cours de Kosynka (et quels étudiants précisément) pour mener de la propagande antisoviétique ? ». [226]

En cette année 1929, l'usage des planques, appartements situés hors des locaux de la GPU et utilisés pour rencontrer des indicateurs ou convoquer diverses personnes, est désormais bien installé.

Sous la pression et la peur qui dominent au début des années 1930, le cercle des informateurs s'élargit à ceux qui craignent de se compromettre en recevant des visites inattendues et peu recommandables. Ainsi, nous l'avons vu, Šumskij lui-même prévient directement Staline de la visite qu'il a reçue de Gruševskij en 1931, lorsque ce dernier est à Moscou[11]. Konar, qui connaît Gruševskij de longue date, prévient le chef du département politique secret de la GPU de la visite de celui-ci et lui rapporte ses propos. Ce dernier écrit ainsi à son chef direct :

> « Gruševskij, par ailleurs, a dit qu'il avait rendu visite à F. M. Konar (membre du VKP(b)), qu'il connaissait déjà de Lvov dans les années prérévolutionnaires, lorsque Konar était encore étudiant. Konar m'avait appelé pour me parler de la visite de Gruševskij le 13 avril de cette année. Il m'avait informé que Gruševskij lui avait raconté son affaire, qu'il y avait une exagération dans cette affaire qui, selon Gruševskij, s'expliquait peut-être par une provocation polonaise. Konar m'a dit qu'il faudrait serrer la bride de Gruševskij pour qu'il ne raconte rien à quiconque de son affaire. » [281].

Dès 1927, l'existence devenue évidente d'une surveillance omniprésente crée une atmosphère de suspicion que relayent les indicateurs. On a vu que Krymskij, dès 1927, accusait

11. V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 89.

Loziev d'en être un, tout en soulignant que l'Académie en comprenait beaucoup. En 1928, « Antipovič raconte à Âcina qu'il est évident qu'on surveille cette chaire [la chaire d'histoire de l'Ukraine] » [180]. En 1929, la certitude est de mise. Selon certains, les étudiants, pour « la plupart travaillent comme indicateurs » [176], ce qui témoigne de la grande méfiance qui s'est installée, indépendamment de l'ampleur réelle de cette participation.

Gruševskij, de son côté, lorsqu'il recrute des collaborateurs, cherche à les contrôler pour éviter les membres trop étroitement liés aux organes du Parti et du gouvernement. L'un d'entre eux se souvient qu'avant d'entrer dans l'une des institutions dirigées par Gruševskij, celui-ci s'est enquis auprès de Šamraj de son appartenance éventuelle aux « organes de sécurité[12] ». L'évidence de la surveillance conduit à un changement des pratiques, dans certains contextes. Rapidement, à partir de 1927, chacun parle en tenant compte du regard que la surveillance politique pourrait poser sur lui. Cela s'exprime de diverses manières et il n'est pas toujours facile de comprendre, lors d'un discours, d'une conversation, d'une action, ce qui tient à l'hypothèse consciente de la présence d'un indicateur, ce qui tient à la volonté de faire passer un message, ce qui tient enfin à une peur plus générale de parler.

Les dires de Gruševskij sont parfois interprétés comme l'expression d'un discours contraint par la présence évidente d'indicateurs, et donc sans valeur. La GPU souligne en 1926 qu'il ne se montre pas au grand jour **[82]**. Les temps ont changé. Quelques années auparavant, ses paroles, dans un contexte analogue, auraient probablement été interprétées, par les mêmes, comme une volonté de plaire aux autorités, pour atteindre la hauteur de ses ambitions.

La difficulté pour l'historien d'interpréter les témoignages dans ce contexte de surveillance atteint son paroxysme dans le cas du rapport fourni par l'indicateur qui partage la cellule

12. Ûrkova, O., *op. cit.*, p. 52.

d'Efremov, après son arrestation. Dès le début, les propos rapportés montrent toutes les ambiguïtés d'une telle source :

> « 16/11/29 Efremov a continué à écrire, comme il l'a lui-même dit, ses "aveux contraints" de ce qui n'a pas eu lieu. Il était nerveux et soufflait en permanence, répétant "odieuse existence". À ma question de savoir s'il avait encore beaucoup à écrire, il m'a répondu qu'il ne lui restait que peu à écrire, mais qu'il ne barbouillera pas comme les autres, et de toute façon il n'y avait rien à écrire, qu'il espérait finir déjà bientôt et qu'il tendait entièrement vers cet objectif, car ces tracas l'ennuyaient terriblement, qu'il ne voulait qu'une chose, qu'on le laisse tranquille et qu'ils résolvent l'affaire comme ils le voulaient ; tout lui était déjà égal.
> 17/11 Dès que nous avons parlé des premiers jours de la Révolution et du caractère que le mouvement ukrainien avait alors et jusqu'au tournant d'octobre, Efremov a critiqué et condamné la tactique suivie à cette époque par les SR ukrainiens et a dit que leur travail politique avait plus un caractère de tours de cirque car il n'était fondé sur rien de sérieux et que l'arrogance et les racontars politiques du mouvement ukrainien d'alors étaient loin de correspondre aux ressources réelles, misérables, des forces dont ils disposaient. Ils avaient égrené les figures politiques – Petlûra, Vinničenko, Gruševskij et d'autres. Efremov a dit de Petlûra qu'il était borné et ambitieux mais fidèle à la parole donnée et à la direction prise. » **[225]**.

Par la suite, Efremov clame son innocence devant son compagnon de cellule. Espère-t-il aussi que ses propos seront rapportés à la GPU et le disculperont, ou ne faut-il y voir que des cris désespérés d'impuissance ? Quand il se justifie, et explicite tous les mécanismes du fonctionnement de l'accusation, le fait-il pour se justifier à nouveau, et convaincre les instructeurs de sa sincérité, sachant que ceux-ci auront connaissance de ses propos ? Ou le fait-il pour se justifier devant lui-même et devant son codétenu ? Bref, se doute-t-il que son compagnon d'infortune est un mouchard, voire un agent, essayant ainsi de faire passer des messages en lui parlant ? On pourrait

le penser, tant ses propos constituent souvent un plaidoyer de non-culpabilité. D'un autre côté, son état d'épuisement lui fait sans doute également tenir une telle attitude sans se laisser aller à des propos sincères et spontanés.

Reste bien entendu à comprendre jusqu'où le mouchard déforme voire invente de tels propos, pour plaire aux autorités qui l'ont placé dans cette cellule. Cependant, ni la construction des dires d'Efremov, ni leur contenu ne suggèrent une telle déformation.

L'interception

L'interception de la correspondance, second moyen de surveillance bien maîtrisé, est réalisée très systématiquement, mais souffre parfois de quelques failles. Les lettres sont ouvertes, recopiées et retransmises ou tout simplement interceptées et conservées, selon leur contenu. Les critères conduisant à ne pas retransmettre une lettre sont sans doute assez flous, car certaines d'entre elles sont communiquées malgré un contenu peu conforme. Ces lettres permettent de préciser le réseau de personnes en correspondance amicale avec Gruševskij, et qui sont à leur tour souvent mises sous surveillance.

On trouve ainsi couramment, dans les rapports de la GPU locale à la GPU d'Ukraine, des mentions comme celles-ci :

> « Lors de l'ouverture de la correspondance de Gruševskij, nous avons intercepté une lettre anonyme en provenance du "Comité d'organisation de la République soviétique paysanne d'Ukraine[13]". Il s'agit d'une lettre d'injures qui comporte des menaces et des accusations de trahison.
> Nous joignons, ci-dessous, la copie de cette lettre. » [58]

Ou encore :

13. Крестянская Советская Республика.

> « Nous vous envoyons ci-joint une copie d'un document anonyme que nous avons intercepté et qui est adressé à l'académicien M. Gruševskij. Le document est dactylographié. Il n'y a aucune mention manuscrite et l'adresse, inscrite sur l'enveloppe, est également imprimée. Sur l'enveloppe figure le cachet de la poste du wagon postal "Moscou-Kiev" n° 17 9/1/27.
> Nous avons fait suivre le document à son destinataire. » [93]

Dans ce dernier cas, la GPU d'Ukraine réprouve d'ailleurs que la lettre ait été transmise à Gruševskij :

> « La lettre anonyme de "L'Offensé", adressée à Gruševskij, n'aurait pas dû être acheminée jusqu'à son destinataire.
> Ce genre de lettre fournit à Gruševskij des arguments contre nous qui sont indésirables et sans fondement.
> Prenez ceci en considération à l'avenir. » [94]

Les lettres proviennent de proches et d'amis, qui expriment leur soutien et décrivent assez ouvertement leurs sentiments. Les auteurs sont conscients de l'existence de telles pratiques d'interception : en 1928, Ogloblin rapporte à un indicateur que lui-même et un autre professeur « ont reçu une lettre, grossièrement collée c'est-à-dire ouverte, lue puis recollée. Toute la correspondance de la chaire est à l'évidence lue » [180]. Chacun développe alors des stratégies d'évitement, en écrivant par l'intermédiaire de correspondants supposés « neutres », c'est-à-dire qui ne font pas l'objet d'une surveillance systématique [72]. D'autres stratégies sont imaginées. Ainsi, lorsque Gruševskij réside à Moscou, toute sa correspondance est interceptée, sauf une partie, envoyée par le train en provenance de Kiev [287]. Il est en revanche plus difficile, dans les quelques lettres que nous avons examinées[14], d'identifier des pratiques conscientes d'écriture entre les lignes.

14. Nous les avons reproduites sur le site de documents.

Jusqu'au bout, jusqu'à l'absurde

La surveillance d'un personnage public peut aller jusqu'à l'absurde. Elle persiste alors qu'il est déjà vieux, affaibli, voire malade et extérieur à tous les réseaux actifs qui ont pu se développer. L'homme demeure, pour les services policiers, tel qu'ils l'ont connu auparavant, objet d'une même surveillance jusqu'à son décès, voire même au-delà ([308] et **[309]**). La présence d'une retranscription du dossier médical de Gruševskij au NKVD, constitué alors qu'il est dans un établissement de repos dans le Caucase, témoigne de l'intense circulation entre les divers mondes qui entourent une personne mise sous surveillance [305]. Le NKVD est au courant du diagnostic, de la température journalière de Gruševskij, de ses rencontres dans l'établissement médical, des transfusions sanguines qui lui sont faites, etc.

Lorsqu'il se déplace ou change de résidence, Gruševskij impose une réaction de l'OGPU ou du NKVD. Un voyage conduit à transmettre des instructions pour qu'il soit placé sous filature : « Conformément à la proposition de la GPU d'Ukraine n° 97469, le Département secret demande que le citoyen Mihail Sergeevič Gruševskij, âgé de 60 ans, résidant au 9 rue Pan'kovskaâ, soit placé sous surveillance. Cette surveillance débutera le 10 novembre au matin au plus tard. Étant donné que le citoyen Gruševskij s'apprête à partir pour Minsk, il faut le suivre jusqu'à son wagon et informer immédiatement le groupe n° 4 du Département secret de son numéro de wagon et de sa place. Il faut également donner tout autre signalement permettant de l'accueillir à son arrivée à Minsk.

Nous envoyons, en annexe, une photographie du citoyen Gruševskij et nous vous demandons de nous la retourner dès que possible. » [83].

Un déplacement prolongé conduit à un changement du bureau chargé de sa surveillance et à l'ouverture d'un nouveau dossier. Il redéfinit le cercle des proches, qui sont ceux auxquels Gruševskij a accès durant son séjour. Ainsi, à Moscou, l'académicien Mihail Speranskij, historien et critique littéraire,

qui sera arrêté peu après dans le cadre de « l'affaire des slavistes », est au cœur du nouveau réseau autour de Gruševskij, il est vrai peu étendu et restreint à quelques rares membres de l'Académie des sciences d'URSS.

Organisé par la République soviétique d'Ukraine mais coordonné au sommet par l'OGPU d'URSS, le travail devient de ce fait plus complexe pour la GPU lors de tels déplacements. L'OGPU d'URSS est attentive aux liens subsistant entre Gruševskij et ses proches en Ukraine et aux relations qui persistent. Cela implique quelques déplacements de collaborateurs de la GPU, partant pour trouver des informations qui rattachent les deux pôles de l'existence de cet homme [285].

Les pratiques de surveillance s'étendent à des lieux inattendus. Nous avons déjà mentionné qu'Efremov, une fois arrêté, se retrouve incarcéré en compagnie d'un homme qui devient indicateur et rapporte tous les propos qu'il tient au fond de sa prison **[225]**. Il n'est pas possible, sur la base de ce matériau, de déterminer si cet indicateur était un agent de la GPU ou s'il était un prisonnier ordinaire qui, pour espérer quelque indulgence, rendait ainsi service aux organes de répression.

Chapitre 5

Quand un groupe d'amis devient un parti de comploteurs

L'arrestation d'Efremov et le procès dont il va être l'acteur principal constituent un épisode charnière et fondateur d'une relecture de tout le matériel de surveillance rassemblé jusqu'alors. Cet épisode, qui va entraîner d'autres arrestations, à travers la mise en cause du réseau personnel d'Efremov, puis de celui de Gruševskij, est exemplaire du processus qui débute à ce moment-là. Il consiste à considérer tout groupement de personnes comme un parti contre-révolutionnaire, susceptible de tomber sous le coup de la répression. La rapidité de la mise en œuvre du processus de réinterprétation et d'établissement d'une nouvelle grille de lecture des observations de l'appareil policier, par les interrogateurs et l'ensemble du personnel de l'appareil de surveillance et de répression, est étonnante. L'uniformité des schémas élaborés et projetés sur des réalités hétérogènes et multiples l'est tout autant. Procédure, schéma, mise en scène se répètent de façon identique, d'une « découverte » à l'autre de complots imaginés, comme la répétition d'un même scénario où seuls les acteurs sont différents. Cette uniformité est fondée sur la mise en relation entre une observation policière de pratiques et de relations sociales, et une interprétation politique qui couvre d'une lecture conspiratrice un ensemble d'observations factuelles, d'éléments d'organisation et de relations au cœur de la société.

Le rapprochement d'un rapport d'indicateur, et de celui qu'établit un agent de la GPU à partir du premier, pour transmission aux autorités de cet organisme, montre bien comment procède cette relecture, dont le procès de l'Union pour la libé-

ration de l'Ukraine (SVU) va donner le signal. Ces documents datent du début de l'année 1931. L'un est le rapport d'un indicateur, l'autre une note de synthèse partant de ce rapport (**[265]** et **[266]**). Le premier ne donne qu'à un seul moment une interprétation politique, qui plus est totalement dégagée du contexte général du rapport : « Toutes ses relations pourraient à l'occasion se transformer en relations politiques, et ses collaborateurs scientifiques proches qui l'entourent, en des collaborateurs de parti politique : le charme de GRUŠEVSKIJ est trop fort, son autorité trop importante, ses talents d'organisateur ne font aucun doute, son tact vis-à-vis des gens est étonnant ». Ce paragraphe est souligné dans la note de synthèse, mais surtout, quelques transformations du reste du rapport en modifient profondément la signification : d'une description du réseau scientifique de Gruševskij, on en vient à l'alerte d'une menace politique imminente et évidente : les qualificatifs qui mettent en évidence la qualité du travail de chercheur évoqué dans le rapport sont biffés (« un travailleur des plus solides, très capable, énergique »). Des notes sur le passé politique de certains sont rajoutées (« VOBLYJ est, cela est connu, le représentant de la partie des cadets droitiers de l'Académie »). Des qualificatifs tels « de façon hostile » sont rajoutés, et une « accommodation » sous la plume de l'indicateur devient « accommodation TACTIQUE » sous celle de l'agent de la GPU.

Identité biographique, identité d'action, identité relationnelle

Les rapports de surveillance usent de trois formes de qualification des personnes surveillées. La première, que l'on peut qualifier d'identité biographique, décrit le parcours de la personne, parcours géographique, professionnel et politique, rappelant les événements principaux qui le ponctuent. Un ensemble d'attributs sociaux ou politiques sert alors à synthé-

tiser et à simplifier ces appartenances. Ils sont classés selon des grilles qui s'imposent peu à peu, mais qui sont aussi mouvantes, au gré de la Révolution qui s'éloigne et des bouleversements politiques[1].

Ces grilles s'appliquent aux individus, mais aussi au groupe, et lorsque la GPU ne réussit pas à nommer un groupe, une coalition réelle ou inventée, elle reste dans le flou : « Néanmoins, ils collaborent et forment un bloc qu'il est impossible de définir » [261].

La seconde, que nous qualifions d'identité d'action, caractérise la personne par son activité courante, les opinions qu'elle exprime, son quotidien. Elle devrait être, à première vue, la plus à même d'être soumise à jugement et à condamnation, puisque dans une logique juridique, ce sont bien les faits, les actions, voire les positions qui font l'objet du droit. En fait, il n'en est rien.

La troisième, enfin, l'identité relationnelle, constitue une part essentielle de l'observation et de la description d'une personne. Elle consiste à la caractériser non pas par ses attributs professionnels, sociaux ou politiques, mais à travers l'identification de l'ensemble des liens amicaux, familiaux, professionnels, de la fréquence et de la nature de ces relations. Une personne est ainsi perçue, à l'instar d'une sociologie contemporaine obnubilée par le réseau, comme un nœud de relations plus que comme un individu. Elle constitue le centre d'un réseau, un point vers lequel convergent ou partent de nombreux liens, des relations fortes ou faibles, épisodiques ou fréquentes. L'attention portée à cette forme d'identité exprime l'obsession conspiratrice qui voit en tout groupe constitué, quel qu'il soit, une opposition potentielle. Cette obsession fonde donc une

1. Sheila Fitzpatrick, *Tear Off the Masks ! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia,* Princeton, N.J., Princeton University Press, 2005, p. 332 ; Nathalie Moine, « Le passeport intérieur soviétique à l'époque stalinienne », *in* Xavier Crettiez et Pierre Piazza (dir.), *Du papier à la biométrie. Identifier les individus*, Chapitre 6, Presses de Sciences Po, Collection Académique, Domaine Sociétés en mouvement, 2006.

action tout entière orientée vers la rupture du lien, la mise en anarchie de la société, pour privilégier la seule relation verticale directe entre le chef et l'individu, sans passer par des formes sociales intermédiaires[2]. Le principe de l'autorité stalinienne tient en cette posture qui consiste à briser les nœuds de relations pour laisser les individus sans lien si ce n'est celui, direct, avec Staline lui-même.

Dans tous les rapports transmis à la GPU autour de Gruševskij avant le milieu de l'année 1929, l'observation policière porte sur ces trois formes d'identité, de manière diverse. L'identité biographique est présente, sous forme de synthèses, répétées en particulier la première année, puis peu à peu oubliées ou secondaires dans les rapports, puisqu'elles ne se fondent plus sur une observation directe. Elle se résume à quelques éléments du passé de Gruševskij, constitue l'étiquette initiale qui colle à la peau, mais ne reflète plus l'identité présente. Elle s'arrête aux années qui précèdent la domination bolchevique sur l'Ukraine, années prérévolutionnaires ou celles de la brève indépendance.

L'identité d'action est plus complexe, moins bien explicitée. Il n'y a guère à dire ici sur l'action politique, très faible, de Gruševskij. Ce sont surtout les conflits au sein de l'Académie qui sont décrits jusqu'en 1929 : voyages, publications, réunion, conflits ouverts entre diverses personnalités.

Enfin, l'identité relationnelle de chacun est très présente, décrite à partir des réseaux d'individus qui tournent autour de tel ou tel personnage soumis à surveillance. Les indicateurs évoquent en détail les protagonistes de diverses rencontres, les jugements des uns sur les autres. Les personnes sont mentionnées autant pour leurs relations que pour leurs positions. Il s'agit d'une logique policière classique d'observation : on observe une personne à travers son quotidien, et son quotidien le plus visible est constitué de rencontres, inscrites pour la plupart d'entre elles dans le milieu professionnel – la vie privée

2. Alain Blum et Martine Mespoulet, *op. cit.*

ne semble guère intéresser les organes de surveillance, à moins que celle de Gruševskij ne soit réduite pratiquement à sa vie professionnelle. Pour diviser et introduire des ferments de discorde au sein de l'institution, les indicateurs sont attentifs aux réseaux d'amitié et d'inimitié, leur permettant de mieux identifier les germes d'une instabilité à travers les tensions.

Les proches, ceux qui soutiennent Gruševskij ou ceux qui soutiennent Efremov, sont bien identifiés. Toutes ces relations sont décrites dans de multiples rapports, mais sont rarement formalisées jusqu'à la fin des années 1920 sous forme de groupes constitués et affublés de telle ou telle autre épithète. Le langage du complot, qui soupçonne l'existence de centres contre-révolutionnaires, d'organisations structurées dans le but de s'attaquer au pouvoir soviétique, n'apparaît vraiment qu'à la fin de l'année 1929. Quand cela est parfois mentionné auparavant, c'est en mémoire des regroupements politiques anciens, qui ont fait l'objet de procès, tels le parti des SR. Seul un document, daté de 1927, utilise durant cette période un véritable langage du complot. Cette dénonciation anonyme interprète l'entourage de Gruševskij comme « une organisation, placée sous la protection de Gruševskij, et qui nous est hostile » **[91]**. Il fait de réunions régulières la preuve de l'existence d'une « tête » du mouvement, qualifiée alors de « plénum ». Ce document anticipe d'une ou deux années les constructions imaginaires qui colleront aux réalités des groupes d'amis, de collègues, aux réunions de travail, etc. Les qualifications politiques, accolées aux divers groupes en présence, servent plus à définir des courants (courant nationaliste démocratique et socialiste ; courant monarchiste, etc.) qu'à observer des groupes explicitement constitués pour abattre le pouvoir en place.

Jusqu'en 1929, l'histoire de la surveillance est fondée sur une méfiance *a priori*, qui apparaît dès 1917, vis-à-vis de tout rassemblement de personnes dont le profil social ou professionnel suggère qu'elles ne soutiennent pas les bolcheviks. Semaško l'a ressenti en 1922, méfiant vis-à-vis des regroupements de médecins qui pouvaient profiter de la tribune qui leur était offerte pour rassembler leurs forces et manifester leur hos-

tilité à certaines orientations. Soupçonnés de manquer de loyauté, ce qui était souvent vrai, les médecins étaient alors perçus comme des acteurs politiques potentiellement dangereux. Toute forme d'hostilité pouvait en conséquence être interprétée comme une opposition politique, tout regroupement comme porteur de cette hostilité. De cette méfiance naît à l'évidence une surveillance toute particulière de ces regroupements. Pour autant, on ne les décrit pas encore comme des groupes explicitement antisoviétiques et s'activant pour détruire les fondements de ce système.

La construction du schéma conspiratif et la criminalisation du quotidien

Le regard porté par la police sur les individus et les groupes est bouleversé à partir de la fin de l'année 1928 et surtout au milieu de l'année 1929. Cette période est celle de la grande offensive stalinienne, sur le plan politique, économique et culturel, marquée par la fin de la NEP, les débuts de la collectivisation de masse, l'offensive sur le plan scientifique et culturel, ainsi que la remise en cause des orientations nationales. Cette offensive contre le monde intellectuel et scientifique est cependant très hétérogène : elle passe par de multiples canaux, et ne peut pas être présentée sous le schéma unique d'une « révolution culturelle[3] », même si des tendances fortes se dégagent. Elle va être marquée par une série de grands

3. Dans l'historiographie, ce terme fut utilisé par l'historienne américaine Sheila Fitzpatrick, pour décrire le bouleversement dans le monde intellectuel et le système éducatif à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Elle faisait allusion à ce qui se déroulait en URSS, et au terme utilisé en 1929 dans ce pays, ou auparavant dans la propagande soviétique pour signifier l'alphabétisation de masse en particulier. Sheila Fitzpatrick (dir.), *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1978, 309 p.

procès publics, dont le premier fut celui des ingénieurs des mines de Šahty dans la région minière du Donbass[4], suivi par ceux du « parti industriel », du « parti des ouvriers et paysans », du « parti menchevik ». Intercalés entre eux, une suite de procès contre les mouvements nationalistes en Ukraine, en Biélorussie, au Kazakhstan ou ailleurs, a lieu à partir du début l'année 1930.

En Ukraine, les premières attaques frontales au sein de l'Académie des sciences visent Efremov et son entourage. Il est brutalement pris à parti lors d'une campagne qui débute à la fin de l'année 1928 et qui prend prétexte d'un article publié sous sa signature dans la revue *Dilo*, publiée à Lvov en Galicie. Ce texte prenait la défense de la direction de l'Académie (dont Efremov faisait partie), en réponse à un article publié dans la même revue qui semblait faire écho aux critiques que Gruševskij portait contre elle. Efremov est alors accusé d'écrire dans la presse bourgeoise.

Les accusations se font violentes et prennent rapidement la forme d'un harcèlement contre lequel les autorités académiques refusent d'intervenir, malgré la demande d'Efremov. Ce dernier subit des attaques dans la presse, surtout à partir de la fin du mois de novembre 1928. Le 21 novembre, il écrit « À nouveau des aboiements » **[192]** et chaque jour répète ces mêmes mots jusqu'au 26 **[192]**. Le 27, il écrit au bureau de Kiev de la section des travailleurs scientifiques pour se défendre **[192]**. Et le 28 : « Hier fut le seul jour durant lequel je n'ai entendu aucun aboiement, cette fois *lucidum intervallum* » **[192]**. Le 29 et le 30, il débute à nouveau son journal par « On a aboyé » [195], puis le 1er décembre, « On aboie » [195] ; le 2, « On aboie cruellement "avec acharnement" [en russe dans le texte], par paquets, comme si on se dépêchait de tirer toute la méchanceté accumulée » [197], et le 5, « On aboie. Par paquets. Un ouragan de feu » **[200]**. Il note le 6 : « Demčenko m'accuse de chauvinisme et de fascisme. Stu-

4. *Шахтинский процесс 1928 г.: подготовка, проведение, итоги* [*Le procès de Šahty de 1928, préparation, déroulement, bilan*], *op. cit.*

dinskij est accusé par le même de moscophilie. Doncov, dans une résolution indignée, de Polonophilie, et Demčenko, pour chauvinisme ukrainien et fascisme au côté de Doncov ! » **[200]**. Puis encore le 7 décembre : « On aboie. Par paquets » **[200]**. Le 8, il remarque que c'est la première fois depuis trois jours que son nom n'est pas cité dans la *Proletarskaâ Pravda* et imagine que le lendemain « on va aboyer implacablement » [202]. Le 11, il s'inquiète presque car les journaux sont silencieux, et le 12 : « C'est silencieux. Serait-ce fini ? » [202]. Ces attaques répétées proviennent de groupes institutionnels de chercheurs ; l'institution académique elle-même suit les condamnations publiques dont il fait l'objet, émet des proclamations. Le bureau de Kiev de la section des chercheurs condamne son article.

Après ce court intermède, les « aboiements » reprennent. Le 15 décembre, c'est au tour d'une école de travailleurs : « Les anathèmes ont commencé… Les écoles du travail […]. À Kiev il y en a peut-être une centaine, donc assez pour un ou deux mois, puis les écoles maternelles, les foyers et enfin il reste les "gouttes de lait[5]" » [202]. Le 31 décembre 1928, par décision du présidium de l'Académie, Efremov est « déchargé des tâches administratives et organisationnelles » au sein de l'institution [204].

Cette première attaque frontale n'est que l'étape préliminaire à la mise en scène beaucoup plus importante d'une des premières grandes affaires de complot de scientifiques offertes au public. Une fois dénoncé publiquement, Efremov est pris dans une mécanique qui va le détruire, conduire à son arrestation puis à sa mort dans un camp.

On ne peut rétablir les chaînons précis, concrets, qui relient la campagne de diffamation dont font l'objet Efremov et l'enclenchement du processus d'accusation pénale, qui ne débute, visiblement, qu'à la mi-mai 1929. Entre-temps, les affaires et conflits au sein de l'institution ont repris leur cours

5. Institutions de la petite enfance, liées à la protection maternelle et infantile.

– dans un contexte de tension de plus en plus pressante – pour imposer des candidats triés sur le volet aux élections à l'Académie, candidatures officielles et politiques. « On veut faire de notre Académie (on l'a déjà peut-être fait) un cadavre sur lequel se ruent de tous côtés les chacals et les hyènes » [214], écrit ainsi Efremov le 12 avril 1929. Cependant, ce dernier ne va guère avoir le temps de défendre l'indépendance de l'institution, car les événements se précipitent.

La première étape de la mise en scène et de la construction de la culpabilité, qui suit ce harcèlement, consiste à identifier, arrêter et interroger une personne peu importante, proche de celui qui est visé, qui va fournir le point d'appui à la suite de l'instruction en culpabilité.

Cette première étape débute le 18 mai 1929, 6 mois environ après qu'ont été déclenchées les attaques contre Efremov : l'étudiant Pavluškov est arrêté et confesse qu'il a été membre d'un groupe contre-révolutionnaire, l'Union des jeunes ukrainiens (SUM). Le compte rendu de la « liquidation de cette organisation », adressé par le chef de la GPU au Comité central du parti communiste d'Ukraine, fait d'Efremov l'inspirateur idéologique majeur de ce groupe. Une dizaine de jours plus tard, le 27 juin, la GPU fait dire à Pavluškov que ce groupe se rattache à une plus grande organisation, dirigée par Efremov lui-même, l'Union pour la libération de l'Ukraine (SVU[6]). Bien que l'enquête et le procès n'y fassent pas écho, il est très probable que les enquêteurs, pour désigner ainsi cette organisation, aient puisé leur inspiration dans la SVU créée en 1914 à Lvov puis à Vienne[7]. La construction est ainsi bouclée, et il n'a fallu que quelques tâtonnements pour mettre concrètement en place les éléments de révélation d'un complot[8].

Deuxième étape, l'arrestation de l'acteur principal que vise l'instruction : le 21 juillet, deux mois après le début de la première

6. *Спилка Вызволенния Украины*.
7. Voir note 10, introduction.
8. Terry Martin, *op. cit.*, p. 250-252.

étape et huit mois après avoir subi les violentes attaques de la presse, Efremov est arrêté, aboutissement logique de toute la construction élaborée durant les deux mois précédents. Il est accusé d'avoir « créé et d'être le leader d'une branche de l'organisation antisoviétique "L'Union pour la libération de l'Ukraine" ».

À tous ces éléments, censés illustrer la prétendue culpabilité d'Efremov et propres à la scénographie des procès des élites qui vont suivre, s'ajoutent d'autres caractéristiques, propres aux procès pour nationalisme : une organisation dotée d'un présidium (photographie 7) ; un leader qui est au centre d'un réseau et une personnalité moralement influente ; de ce fait, le réseau est plus large, s'étend au-delà de son lieu de travail, et présente des ramifications dans toute l'Ukraine. Pour illustrer la dimension nationaliste du complot, ces branches et filiales ne sont en revanche pas découvertes ailleurs en Union soviétique. Cette toile d'araignée tissée au sein de la société témoigne aussi du caractère clandestin, souterrain de toutes ces activités. Des ramifications à l'étranger sont, bien sûr, elles aussi découvertes, compte tenu du passé d'Efremov.

Ces éléments sont construits sur la réinterprétation de faits passés, auxquels on prête un caractère conspiratif. Ainsi, le séjour à Odessa en 1926 d'un proche d'Efremov, Čikalenko, à la demande de Nikovskij, un autre proche, avait été noté sur le moment par la GPU. Ses agents l'avaient alors décrit comme une mission inscrite dans le conflit entre Efremov et Gruševskij, et destinée à contrer l'anniversaire du second [79]. Ce séjour est désormais interprété à travers le schéma général inventé durant l'instruction, et devient donc une mission au titre de la SVU destinée à établir des filiales de cette organisation en province[9]. On imagine bien le travail des instructeurs, relisant les divers rapports de surveillance pour replacer tout ce qui a été observé dans un schéma unique et cohérent de conspiration. Efremov le comprend d'ailleurs très vite, dès son arrestation, puisqu'il rapporte, dans sa cellule :

9. GA SBU, dossier n° 67098 fr., t. 238, f. 1-27, document en date du 1er décembre 1929, publié dans V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1995.

Photographie 7 : Le « présidium » de l'organisation de libération de l'Ukraine, imaginé par la GPU.

« N'importe quelle chose quotidienne, à laquelle je n'aurai jamais même pu penser en son temps, est désormais considérée comme un acte relié aux activités de l'organisation. Un fait aussi innocent qu'une excursion à pied dans le Caucase de mon neveu avec un groupe d'étudiants est transformé en une faute, celle de l'envoi d'un membre de l'organisation dans un aoul

> des montagnes, destiné à mettre en place des liens avec les organisations contre-révolutionnaires du Caucase. Qu'est ce que c'est que ce primitivisme ? Est-ce ainsi qu'aujourd'hui on établit des liens ? » **[225]**.

Cette relecture est d'ailleurs attestée à plusieurs reprises par des notes en marge de certains documents qui, au cours de l'instruction d'un procès, prennent un sens et une valeur tout autres que lors de leur rédaction. Dans le cadre de l'affaire ultérieure impliquant Gruševskij, celle du Centre national ukrainien, un document, reçu en 1927, est relu en mars 1931 par le chef de la GPU ukrainienne, Balickij. En marge, celui-ci en note l'importance et souligne : « Tenez-en compte lors des interrogatoires de Gruševskij » [104]. Dans ce cas cependant, il n'y a pas réinterprétation, le document alors relu étant déjà une dénonciation des accointances entre Gruševskij et les Polonais.

À partir du procès de Šahty, que nous avons déjà évoqué, la relecture est un processus qui se construit aussi durant l'instruction de l'enquête, dans la plupart des procès de cette nature. L'enquêteur conduit d'abord l'inculpé, dans les premiers interrogatoires, à décrire des événements du quotidien : réunions amicales ou de travail, voyage à l'étranger ou en région ; il lui fait aussi décrire les groupes de proches, les rencontres, etc. Puis, par une traduction progressive des mots du registre du quotidien vers le registre du politique puis du criminel, l'instructeur criminalise peu à peu toutes ces activités et toutes ces relations. Le mot « entourage[10] » se transforme en « groupe », puis en « clique[11] », pour devenir, en bout de parcours, « cellule » d'un nouveau parti[12], et enfin parti contre-révolutionnaire. De nombreux glissements linguistiques transforment ainsi la nature d'une observation au départ banale[13].

---

10. Окружение.
11. Кучка.
12. Ячейка.
13. Une étude plus détaillée de ce processus, sur l'exemple de deux procès, se trouve dans : Alain Blum, « Администраторы, научные элиты

Troisième étape, l'élargissement du cercle des inculpés : plusieurs centaines de personnes sont arrêtées en Ukraine dans le cadre de cette affaire, qui fait grand bruit dans les murs de l'Académie et plus généralement dans les milieux concernés : « Les cercles ukrainiens sont saisis de panique à la suite des dernières arrestations » [219]. « Les dernières perquisitions et arrestations ont fait forte impression sur les collaborateurs de l'Académie. L'état d'esprit général est l'accablement » [221]. « Les dernières arrestations et en particulier celle de Mandzûk ont entraîné des conversations disant qu'on s'approchait furtivement de Gruševskij » [221]. Il s'agit bien de toucher tout un milieu, au sens large du terme, qui est constitué d'un tissu de relations de nature diverse, professionnelle, amicale et familiale. Cela contribue à faire du journal intime une source très riche qui permet à la GPU de développer le cercle de personnes impliquées. Cette source devient alors une menace pour ceux qui sont en liberté.

La quatrième étape porte sur la publicité à apporter à ces arrestations, qui doit passer par la mise en scène d'un procès public[14]. Cinq mois et demi se sont écoulés depuis l'arrestation de Pavluškov, et un an depuis les premières attaques portées

---

и отношения с властью. Проблема "бюрократической анархии" », [« Administrateurs, élites scientifiques et relations au pouvoir. La question de l'"anarchie bureaucratique" »], in *История сталинизма. Итоги и проблемы изучения* (Histoire de stalinisme. Bilan et problèmes posés par son étude), Moscou, Rosspèn, 2011.

14. Les études approfondies portant sur les procès ne sont pas, pour l'instant, très fréquentes : Julie Cassiday, *The enemy on trial. Early Soviet courts on stage and screen*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2000, p. 260 ; Elisabeth Wood, *Performing Justice : Agitation Trials In Early Soviet Russia*, Cornell University Press, 2005, p. 312 ; Nicolas Werth, *Les procès de Moscou, 1936-1938*, Bruxelles, Complexe, 1987. K.N., Morozov, *op. cit.*, 2005. S. A. Krasil'nikov (dir.), *Шахтинский процесс 1928 г.: подготовка, проведение, итоги* [*Le procès de Šahty de 1928, préparation, déroulement, bilan*], *op. cit*. V.P Leonov, Ž.I. Alferov, B.V. Anan'ič et *al*., *Академическое дело. 1929-1931 гг.* [*L'Affaire académique (1929-2931)*], 3. vol. Saint-Pétersbourg, Rossijskaâ akademiâ nauk, 1993-1998.

contre Efremov. Le 3 novembre 1929, le Bureau politique du PC ukrainien donne son accord pour qu'un tel procès ait lieu à Kharkov. L'affaire est alors révélée dans la presse. Le 14 novembre, durant le plénum du parti, Kosior, premier secrétaire du Parti en Ukraine, présente Efremov et l'Union pour l'indépendance de l'Ukraine comme forme la plus développée des nombreux groupes contre-révolutionnaires existant dans la république[15]. La GPU réorganise les témoignages soutirés pour offrir, le 1er décembre, un modèle qui implique maintes institutions, en particulier scientifiques et pédagogiques : l'Académie des sciences, des écoles, des organisations de jeunesse, l'Église autocéphale orthodoxe, les coopératives, etc. Une « liste indicative des personnes arrêtées à Kiev » et une liste de « candidats de la périphérie », c'est-à-dire de « candidats » à l'inculpation dans le cadre du procès, sont établies par la GPU, qui sélectionne ceux qui pourront apporter les témoignages les plus « convaincants[16] ». La mise en scène est préparée dans le détail.

Staline est bien entendu très attentif à toute cette organisation. Il exprime son impatience à Kosior, premier secrétaire du parti d'Ukraine, le 2 janvier 1930 : « Quand s'apprête-t-on à juger Efremov et les autres ? » [228]. Il donne des instructions pour rendre le procès plus spectaculaire, suggérant d'y inclure des médecins « qui avaient pour but l'assassinat de travailleurs responsables » et s'attaque explicitement à « la partie contre-révolutionnaire des spécialistes, qui cherchent à empoisonner et contaminer les patients communistes » [228]. De nouveaux éléments de scénographie sont directement dictés par Staline,

15. *Как ломали Нэп. Стенограммы пленумов ЦК ВКП(б)* [*Comment a-t-on détruit la NEP. Sténogramme des plénums du CC PC(b)U*], tome V, « пленум ЦК ВКП(б) 10-17 ноября 1929, 10ое заседание, 15 ноября » [« Le plenum du CC PC(b)U des 10-17 novembre 1929, 10e séance, 15 novembre], Международный фонд « Демократия » [fond international « Démocratie »], Materik, Moscou, 2000, p. 405.

16. GA SBU, dossier n° 67098 fr., t. 238, f. 1-3, document en date du 1er décembre 1929, publié dans V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1995.

qui fait appel au vieux fantasme de l'empoisonnement, si largement utilisé dans l'ancienne Russie. Staline répétera ces accusations peu avant sa mort, dans l'affaire des blouses blanches en 1953. Dans le cas présent, Staline réinterprète un rapport des enquêteurs déclarant avoir découvert une « ligne médicale » au sein de la SVU, qui aurait été constituée de médecins aux agissements antisoviétiques, mais sans que dans ce rapport, le fantasme de l'empoisonnement ne soit évoqué[17]. On voit bien ici comment Staline se saisit de groupes professionnels, interprétés dans une première étape policière comme contre-révolutionnaires par le simple fait de leur existence et de leur nature, pour tirer l'interprétation vers le criminel en plaquant dessus les vieux mythes qui se rapportent à telle ou telle profession. Staline donne ainsi directement des instructions permettant de trouver la clé d'une criminalisation du quotidien et des réseaux.

Le procès se tient entre le 9 mars et le 19 avril 1930, dans la salle de l'Opéra de Kharkov (photographie 8), ce qui pousse à l'extrême son caractère théâtral : le tribunal, les avocats et les inculpés sont sur la scène de l'opéra, le public étant dans la salle. Formellement, il s'agit d'une session du tribunal

Photographie 8 : La façade de l'opéra de Kharkov, à l'époque du procès de la SVU.

17. GA SBU, dossier n° 67098 fr., t. 238, f. 1-4, document en date du 1er décembre 1929, publié dans V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1995.

suprême d'Ukraine, dont la composition a été confirmée par le Comité exécutif central d'Ukraine. Le tribunal est constitué de son président, Anton Prihod'ko, ainsi que de quatre « membres de la société », les professeurs G. I. Volkov et G.P. Sokolânskij, un travailleur, D. F. Korobenko, et G. M. Odinec, ainsi que de deux membres suppléants et d'un secrétaire[18]. Les représentants de l'accusation sont constitués d'une part de quatre représentants de l'État : le vice-commissaire du peuple à la Justice, Mihail Mihajlik, le vice-procureur de la cour suprême, Lev Ahmatov, le procureur du commissariat à la Justice, Âkimišin, et le procureur du district de Kiev, Bystrûkov ; d'autre part de représentants de la société : un représentant du conseil ukrainien des syndicats professionnels (VuRPS[19]), Afanasij Lûbčenko, l'académicien Sokolovskij, un représentant de la Fédération des écrivains, Aleksej Slisarenko et l'académicien Mihail Kravčuk, qui ne viendra pas au procès, ce qui lui sera reproché lors de son arrestation durant la Grande Terreur. Treize avocats défendent les accusés[20], ainsi qu'un quatorzième qui s'est joint à eux, sans que nous en connaissions les raisons, durant le procès[21]. Le public est constitué de personnes sélectionnées par les organes du parti et des syndicats, de membres du NKVD et de personnes venues sur invitations distribuées à des représentants de diverses institutions (photographie 9). Selon certains témoignages recueillis ultérieurement[22], il est aussi possible d'assister sans invitation au procès depuis les balcons du théâtre. Il ne semble pas que des journalistes étrangers aient été présents. En revanche, un film court est tourné

18. Muha et Korženko étaient membres suppléants. Le secrétaire du tribunal se nommait Lozman.

19. Всеукраинский совет професиональных союзов.

20. Ratner, Vilenskij, Puhtinskij, Grodzinskij, Rivlin, Obuhovskij, Potapov, Vinogradskij, Volkomirskij, Voznesenskaâ, Kovalevskaâ, Ûrovickij, Šac.

21. Idel'son.

22. G. Kostûk, *Зустрічі і прощання. Спогади* [*Rencontres et adieux. Mémoires*], liv. I, Edmonton, Canadian Institut for Ukrainian Studies, University of Alberta, 1987, p. 253.

Photographie 9 : Une partie de la salle du procès de la SVU.

sur instruction, sans qu'on ne sache précisément comment il a été fait. Il n'en a été conservé que quelques minutes, ainsi qu'une courte séquence d'actualité cinématographique. Manifestement, ce film est conçu selon un procédé déjà utilisé lors du procès des ingénieurs des mines de Šahty, où se succèdent vues de la salle, interventions du procureur, des témoins et des inculpés, plaidoiries, sentences (photographie 10[23]).

Les deux plaidoiries d'avocats que nous reproduisons ([238] et [239]) montrent la stratégie qu'ils ont suivie, stratégie d'impuissance qui tente cependant de jouer sur deux tableaux : le premier se rapproche de celui joué par les inculpés eux-mêmes, qui consiste à suggérer que tout est faux en affirmant que tout est vrai. C'est ainsi que Ratner expose à propos d'Efremov tout ce qu'il dit avoir cru dans un premier instant (aveux

23. Sur la pratique de filmer les procès soviétiques, voir Julie Cassiday, *op. cit*, 2000.

Photographie 10 : Les inculpés au procès de la SVU.
Efremov est le premier sur la gauche.

forcés, craintes des accusés), pour conclure que puisqu'Efremov lui-même indique dans un texte manuscrit qu'il n'a subi aucune contrainte, ses aveux ne peuvent que dire la vérité. Dans la première partie de l'exposé, où il évoque ses prétendues illusions, surgit sans ambiguïté toute la mise en cause de ce qui ne peut être convaincant (trop de détails connus des accusés seuls, etc.) :

> « J'ai commencé à feuilleter page par page. J'ai pensé que Sergej Aleksandrovič Efremov, emprisonné en isolement, peut-être sous l'influence d'un sentiment de peur ou d'un instinct de survie, n'avait pas écrit ce qui s'était passé, n'avait pas écrit ce qui correspondait à la réalité. Peut-être cela était-il dû à un état psychique maladif » [238].

Pour se corriger immédiatement après :

> « Mais voici qu'à la fin de tout cela, j'ai trouvé un procès-verbal daté du 23 décembre de l'année passée. Ce procès-verbal

a été établi quand Sergej Aleksandrovič Efremov, alors en maison de travaux forcés (Dopr), a rendu visite au président de la direction politique d'État d'Ukraine, le cam[arade] Balickij en présence du vice-commissaire du peuple à la Justice, le cam[arade] Mihajlik.

Comme on le voit dans ce procès-verbal, ils ont longuement discuté pour savoir pourquoi l'inculpé Efremov était arrivé aux aveux et repentirs écrits dans ses conclusions. Ils ont parlé, j'y reviendrai, et dans la conclusion de la discussion on lui a posé la question usuelle : ne se plaignait-il pas de quelque chose ? N'y avait-il pas eu quelque manquement durant l'instruction de cette affaire ? L'inculpé Efremov a indiqué dans sa déposition qu'il avait été en prison à de nombreuses occasions, tant durant la période tsariste que maintenant, et qu'il déclarait que les conditions dans lesquelles il se trouvait en prison et la conduite même de l'enquête sur l'affaire avaient été idéales. C'est Sergej Aleksandrovič Efremov qui a déclaré cela, lui à propos de qui on raconte, en termes imagés : "Au temps du tsarisme, les gendarmes sont venus chez Efremov pour l'arrêter et perquisitionner chez lui. Debout au seuil de son bureau, les gendarmes lui ont demandé craintivement s'il avait une arme, et dans ce cas, ils lui ont proposé de la leur donner. Efremov répondit : j'ai une arme, et, allant vers sa table de travail, il prit une plume, leur remit et dit : voici mon arme".

Sergej Aleksandrovič Efremov n'avait pas peur et a regardé dans les yeux les gendarmes tsaristes, très courageusement, sans crainte, ce dernier sentiment étant inconnu de l'inculpé Efremov. Voilà pourquoi nous devons constater que l'instruction concernant l'inculpé Efremov s'est déroulée comme il l'a dit et comme cela est fixé dans le procès-verbal de son interrogatoire, ce qui a bien sûr une grande signification, fort importante pour la présente affaire » [238].

Il y a une évidence tragique dans cette plaidoirie, quand on la lit aujourd'hui : provoquer l'absurde en disant tout pour dire son contraire. Les contemporains étaient-ils sensibles à ce double sens omniprésent ? Un avocat parle des autres témoignages :

> « Pourquoi ces 45 personnes, une fois arrêtées, ont exposé eux-mêmes toute l'histoire de leur activité contre-révolutionnaire sur plusieurs années, parfois près de dix ans ? Pourquoi ont-ils, camarades juges, présenté tous ces détails, toutes ces considérations, alors qu'ils auraient pu le faire de façon moins complète et moins détaillée alors que sont indiquées dans leurs dépositions des indications qui ne sont connues que d'eux-mêmes et de personne d'autre ? Voilà, camarades juges, quelque chose que vous devrez prendre en compte quand après les plaidoiries sur cette affaire vous partirez dans la pièce de délibération pour prononcer votre verdict sur cette affaire. Ce moment, qui est au début une sorte de devinette psychologique, ne présente maintenant, à la fin de l'enquête du tribunal, rien d'énigmatique » [238].

Un autre avocat, Puhtinskij, sollicite quant à lui, le langage de l'Union soviétique de l'époque, pour espérer que le repentir et la demande de pardon suffiront à rendre les peines légères, montrant la grandeur du régime soviétique : « […] et pour cette raison je pense à nouveau que je suis en droit de vous demander, camarades juges, d'être autant que possible plus cléments » [239].

Cette demande de clémence résonne malgré tout comme une preuve de non-culpabilité, même si on ne peut exclure qu'il s'agisse là d'un jeu organisé pour essayer de donner à ce procès un air d'équité et de justice.

Ce procès est un signal fort de l'interruption de la politique nationale telle qu'elle était comprise jusqu'alors. Il s'agit du premier procès consacré aux « déviations nationalistes », début d'une longue série, tel le procès de « l'Union de libération de la Biélorussie » (SVB[24]). Cette seconde affaire, qui débute par l'arrestation de 108 personnes le 17 février 1930, et dont la sentence est rendue le 10 avril 1931, suivra exactement le même schéma que l'affaire de l'Union de libération de l'Ukraine : arrestation d'un groupe d'académiciens ainsi que de nombreux familiers, étapes identiques, accusations analo-

24. *Саюз вызволеньня Беларуси.*

gues. Le procès de la SVU précède aussi de peu tous ceux dont l'écho sera encore plus large, qui frappent les élites économiques et scientifiques, en particulier le procès du « Parti industriel » (Prompartiâ) (Moscou, 25 novembre-7 décembre 1930), et celui de « l'organisation contre-révolutionnaire des mencheviks » (Moscou, 1-9 mars 1931[25]).

L'épée de Damoclès et les ressorts de l'imaginaire

À l'issue du procès de la SVU, le 19 avril 1930, Efremov est condamné à la peine de mort, peine commuée en dix ans de réclusion. Il décède en camp le 31 mars 1939. Être inculpé et condamné laisse une trace indélébile, dont les conséquences seront particulièrement tragiques en 1937, lors de la Grande Terreur. La plupart de ceux qui furent inculpés dans le cadre de l'affaire du SVU et n'étaient plus incarcérés le furent à nouveau entre 1937 et 1938. Parmi les 45 inculpés de ce procès, un tiers d'entre eux seront fusillés en 1937.

La mise en cause dans une instruction, même si elle ne conduit pas à une condamnation, place la personne concernée au cœur d'un cercle dont il ne peut plus sortir. Il suffit d'être inculpé, voire témoin dans une affaire quelconque pour entrer dans ce cercle. Le dossier est prêt. Être cité dans une première affaire devient un élément à charge qui marque la personne du sceau de la culpabilité sans qu'elle puisse s'en défaire.

La mécanique mise en œuvre par la GPU privilégie dès le début des années 1930 ce type d'instruction qui combine les instructions antérieures et les dossiers de surveillance pour révéler de nouvelles affaires. L'un des cas les plus emblématiques est bien

25. Дело Промпартии, дело меньшевистского Союзного бюро ЦК РСДРП.

sûr celui des trois procès de Moscou, qui se succèdent de 1936 à 1938[26]. Durant ceux-ci, les futurs prévenus sont cités dans le procès qui précède le leur. Boukharine est ainsi mis en cause dans le premier procès de Moscou, et inculpé dans le second. Une instruction et un procès n'ont pas pour seul objet de condamner ceux qui sont désignés comme coupables, mais de préparer la liste de futurs inculpés potentiels, qui se savent ainsi menacés.

L'instruction du procès de l'Union pour la libération de l'Ukraine configure le scénario d'un nouveau procès au centre duquel serait placé Gruševskij. L'arrestation de proches de Gruševskij dans le cadre de l'affaire de la SVU en est un premier signe. Deux nouvelles instructions impliquent directement celui-ci : la première débute à partir de l'automne 1930, à l'issue du procès de la SVU ; la seconde quelques années plus tard, au début de l'année 1934, peu avant son décès. La première imagine un « Centre national ukrainien » dont le leader serait Gruševskij lui-même, la seconde dénonce un « parti national de Russie[27] ». Cette dernière affaire permet d'élargir le cercle des proches au-delà de l'Ukraine, à la Russie, en se fondant sur les cercles de l'Académie des sciences d'URSS, peu après que Gruševskij en est devenu membre.

Le procédé qui conduit à créer ces organisations est la répétition à l'identique du procédé mis en œuvre dans l'affaire précédente. Les diverses étapes suivent le déroulement d'une mise en accusation désormais bien rodée.

Ces étapes sont précédées et accompagnées d'une violente campagne qui menace nombre d'académiciens et déstabilise tout le milieu en le plaçant dans une situation d'incertitude. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une

26. Nicolas Werth, *Les procès de Moscou, 1936-1938*, *op. cit.*

27. Российская национальная партия. Nous traduisons par parti national de Russie, pour ne pas introduire de confusion sur le terme Российская (Rossijskaâ), qui n'a pas la connotation ethnique de l'adjectif « russe », mais se réfère bien au territoire de la république de Russie.

phase préliminaire, mais de l'usage d'un outil présent depuis plusieurs années, l'épuration[28], fondé sur le travail d'une commission qui permet de menacer chacun sans que cette dite épuration soit explicitement liée aux étapes des affaires qui s'ouvrent alors. Cependant, à la différence des épurations précédentes, celle qui débute en 1930 prend un caractère beaucoup plus violent et humiliant pour tous ceux qui sont mis en cause, et fait l'objet d'une large publicité. Il s'agit d'une extension et d'une forme beaucoup plus élaborée de la mise en cause publique d'Efremov. La commission d'épuration de l'appareil de l'Académie des sciences est composée de deux ouvriers d'une grande usine de Kiev, *Arsenal*, et de deux représentants de l'académie des sciences d'Ukraine, « qui tentent de diverses façons d'atténuer les conclusions de la commission[29] ». On est ici encore dans un mécanisme qui s'est mis en place dès la première moitié des années 1920[30]. En revanche, les mises en scène qui suivent expriment une modification des pratiques d'usure et d'humiliation publique des personnes visées. Deux d'entre elles, Ŝotkivskij et Žukovskaâ, racontent ainsi comment elles ont été acheminées vers « l'Arsenal » ou vers une autre usine : « On nous a chargés sur un camion comme de la marchandise et on nous a emmenés pour nous exposer à une bouffonnerie. Là-bas non plus, ce n'était pas une vraie purge. Ce n'étaient que railleries » [217]. Nataliâ Polonskaâ-Vasilenko, qui travaillait alors à l'Académie des sciences

28. Nous traduisons ici le terme russe чистка par épuration. Il est le plus souvent traduit par « purge », mais il nous a semblé que le terme « épuration » était souvent plus adéquat. Le terme « Grandes purges » pour désigner les répressions de 1938 est consacré. Les deux traductions sont utilisées, selon le contexte, dans cet ouvrage.

29. Nataliâ Polonskaâ-Vasilenko, *Українська Академія Наук. Нарис истории* [*L'Académie des sciences d'Ukraine. Esquisse d'une histoire].* Kiev, Naukova dumka, 1993, vol. I, p. 106.

30. Alain Blum et Martine Mespoulet, *op. cit.* Alain Blum, « La purge de 1924 de la Direction centrale de la statistique », *Annales*, 2, mars-avril 2000, p. 249-282.

avant d'émigrer en Allemagne en 1943, raconte ainsi, en 1955, ses souvenirs de cette purge :

> « La commission [d'épuration] travailla deux mois ; après cela se tinrent quatre "réunions publiques de la commission" dans les jardins d'été auprès des grandes usines : l'une à l'Arsenal, la seconde près des ateliers des chemins de fer et les deux autres rue Korolenko dans le jardin du musée pédagogique, en face du bâtiment de l'Académie des sciences. Un orchestre jouait pour attirer le public vers ce film gratuit d'une fin d'épuration. Le peuple venait, comme d'habitude, pour se détendre, et ne portait pas le moindre intérêt à ce qui se passait sur la scène, une des mesures les plus honteuses du pouvoir soviétique : trois ouvriers communistes interrogeaient des scientifiques inquiets, humiliés, non pas sur leur activité scientifique, mais sur leur père, leur frère, leur beau-frère. On demande à une historienne de l'Ukraine renommée, une des meilleures paléographes, secrétaire de la commission de recherche sur les sources, fille de l'illustre historien de l'Ukraine, A. M. Lazerevskij, comment son père, "propriétaire terrien bourgeois", exploitait les paysans : "Naselovskij[31] dit : 'ce que votre père a écrit et ce que vous écrivez ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment votre famille buvait le sang des paysans…'". Sur la scène, une éminente chercheuse de la commission d'ethnographie, très émue, L. S. Šul'gina. Répétition : "votre science ne nous est pas nécessaire. Nous attendons que vous nous parliez du fasciste émigré, A. Â. Šul'gin[32]" (le frère de son mari). Sur la scène un collaborateur du secrétariat de l'Académie des sciences d'Ukraine, un Galicien : "comment pouvait-il baiser la main de L. M. Černâhovskaâ ?".
> Sa réponse, selon laquelle elle était venue en 1916 dans un camp de prisonniers en Sibérie et lui avait peut-être ainsi sauvé la vie, ne convainc pas les "juges iniques[33]". »

Cette violence carnavalesque apparaît à mi-chemin entre les pièces de théâtre des années 1920 – mettant en

31. Le président de la commission d'épuration.
32. Représentant de l'Ukraine à la conférence de la paix à Paris en 1919.
33. Nataliâ Polonskaâ-Vasilenko, *op.cit.*, p. 106.

scène des procès joués à titre éducatif[34] – et les procès publics qui se développent alors. Cette pratique ne semble pas avoir été si répandue à cette époque, mais elle témoigne d'une volonté d'humilier et de terroriser l'intelligentsia par cette forme de justice-spectacle fondée sur une sorte de droit populaire, le public étant pris à témoin, dans une atmosphère festive.

La pression est alors forte sur Gruševskij, puisque plusieurs de ses proches sont victimes de ces épurations. D'autres modalités sont utilisées pour introduire ces pressions, en particulier les « disputes » ou controverses, qui débutent au début de l'année 1931, et opposent dans une salle comble des membres du parti à divers scientifiques. Quatre seront ainsi organisées : contre Gruševskij, Voblyj, Âsnopol'skij et Ogloblin[35]. Ainsi, les critiques de communistes engagés contre Gruševskij sont suivies de contritions de chercheurs qui travaillent avec lui et avouent leurs « fautes » en affirmant qu'elles ont été suscitées par ce dernier :

> « Divers critiques du parti intervenaient en de longs discours, cela était de l'ordre des choses. Mais il y avait plus perturbant et difficile à supporter : les interventions des étudiants et collaborateurs de Gruševskij, qui, les uns après les autres, se repentaient de leurs fautes et dégageaient leur responsabilité en la faisant reposer sur leur direction. Très peu nombreux étaient ceux qui avaient suffisamment de courage civique pour ne pas joindre leur voix à ce chœur[36] ».

Cette atmosphère de crainte et surtout de condamnation publique, qui prend à témoin le monde scientifique et parfois le public, n'est qu'un élément d'environnement du développement de nouvelles affaires.

---

34. Elisabeth Wood, *Performing Justice. Agitation Trials in Early Soviet Russia,* Cornell University Press, Ithaca and London, 2005 ; Julie Cassiday, *op. cit*.

35. Nataliâ Plonskaâ-Vasilenko, *op. cit.*

36. Nataliâ Plonskaâ-Vasilenko, *op. cit.*

Celle du Centre national ukrainien est la plus emblématique après celle de la SVU : première étape, la GPU arrête, le 2 septembre 1930, une personne assez marginale (il s'agit d'un instituteur, Efim Gavrilej) qui sert de point de départ pour impliquer Gruševskij et dessiner les contours du groupe qui sera au cœur de l'affaire[37]. Celle-ci est bien préparée car, dès ses premiers interrogatoires, l'instituteur, après avoir évoqué des sabotages dans le système des coopératives, déclare qu'« il existe en Ukraine un centre, qui est composé des membres du Comité central de l'UPSR et de l'UPSD, à la tête duquel figure Gruševskij, et qui est composé de Golubovič, Lizanivskij, Petrenko et Čečel'[38] ». Ces noms ne sont pas pris au hasard : les trois premiers avaient déjà été jugés en 1921 comme membres effectifs du Comité central de l'UPSR. Ils avaient conservé des relations étroites avec Gruševskij. Čečel' avait négocié le retour de ce dernier en Ukraine, lors d'un séjour à Kharkov en 1921, et avait maintenu avec lui des relations d'amitié.

Le cercle des personnes arrêtées s'élargit alors avant que Gruševskij lui-même ne le soit, car il s'agit d'établir un schéma impliquant fortement son réseau et des anciens membres de l'UPSR, en démontrant que ce réseau est au cœur des institutions économiques et culturelles. En novembre 1930, P. Vysočanskij, professeur à l'institut coopératif de Kiev, est inculpé et « fournit » un schéma conspiratif de grande ampleur – dans lequel on retrouve de nombreuses organisations – qui dessine un large spectre d'implications. On y trouve Koliuh, ancien SR, revenu en 1921 en Ukraine avec un groupe d'émigrés ; Šrag et Čečel', qui avaient donc tous deux négocié le retour de Gruševskij ; Lizanivskij, Golubovič ou encore Hristûk, évoqués auparavant comme étant en relation avec Gruševskij. Tous font partie du cercle des proches, et permettent d'établir un pont entre milieux académiques et économiques – Čečel' est au Gosplan, Koliuh à la banque d'Ukraine (Ukrainabank), etc.

37. V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 65.
38. *Ibidem.*

Les ingrédients présents dans l'affaire de l'Union pour la libération de l'Ukraine sont largement repris, transformant ce groupe de personnes liées entre elles par des relations de nature diverse et plus ou moins forte en une structure organisée aux intentions conspiratrices. La structure elle-même est désormais bien dessinée, et calquée sur la précédente : un Comité central, un ou plusieurs partis, un leader, un centre et donc des ramifications, renforcées par la multiplicité des institutions mises en cause, des organisations et même des « blocs » donnant une image encore plus compacte des liens reliant les uns aux autres.

Le rôle de leader est dévolu à Gruševskij, qui est cependant arrêté tardivement. Il s'agit d'abord, dans les premiers interrogatoires, d'un leader spirituel. En février 1931, dans un rapport d'étape de la GPU, il est nommé comme étant le « dirigeant spirituel [de la revue *Ukraïna*], organe qui soutient spirituellement le lien "entre les masses" et les dirigeants du parti ukrainien des villages[39] ». Mais cette hésitation sur la nature du rôle de Gruševskij ne dure pas. À partir du moment où il est qualifié de leader, il doit être à l'origine de ce parti pour correspondre au schéma standard adopté par la GPU. Son identité biographique est donc réinterprétée en fonction de toute l'affaire. Gruševskij et tous les anciens membres du Comité central de l'UPSR seraient revenus en Ukraine avec de mauvaises intentions. Ils auraient réussi à effacer les divisions qui existaient auparavant parmi les SR ukrainiens et qui portaient sur la tactique à suivre : « Ayant réconcilié les deux groupes de SR et ayant pris leur direction, M. Gruševskij prit sur lui de créer une organisation de toute l'Ukraine antisoviétique nationale démocratique sous la direction spirituelle de l'UPSR[40] ».

« Nés en 1922-1923 à l'étranger par la fusion de divers groupes de l'émigration contre-révolutionnaire ukrainienne, puis ayant porté son activité sur le territoire de l'Ukraine, y

39. *Ibidem,* p. 71.
40. *Ibidem*, p. 79.

ayant créé en 1924 un centre de toute l'Ukraine et ayant réussi à réunir divers groupes de la contre-révolution ukrainienne sur le territoire de l'Ukraine, ce bloc a été définitivement constitué à la fin de l'année 1926, ayant créé un front ukrainien et galicien contre-révolutionnaire unifié et ayant inclus en son sein les partis ukrainiens "socialistes" petits-bourgeois (l'UPSR, l'USDRP), les éléments contre-révolutionnaires de l'émigration galicienne en Ukraine soviétique et le bloc des partis bourgeois et petits-bourgeois de la Galicie, allant vers une coopération avec le fascisme polonais[41] ».

Il y a du vrai dans ces affirmations : Gruševskij, en tant que leader de l'UPSR, s'est en effet rapproché durant l'émigration de l'USDRP et a tenté de présenter un front uni au sein de l'Internationale et face aux puissances étrangères pour faire reconnaître une Ukraine indépendante. Mais cette vérité est dévoyée puisque ce sont des éléments biographiques de l'émigration qui sont transposés sur le terrain ultérieur de l'Ukraine. La clé de voûte de l'imaginaire tient cependant surtout aux qualificatifs accolés à toute forme de regroupement formel ou informel : front, contre-révolution, etc.

La toile d'araignée se tisse désormais entre les partis ; un réseau très large et organisé d'opposants se fait jour. Il s'agit d'une société alternative, de personnes liées par de multiples canaux, prêtes à en découdre avec le pouvoir soviétique. D'un côté la société soviétique, de l'autre une société différente et étanche à la première, s'affrontent. On découvre des représentants en Ukraine du « Parti ouvrier et paysan » qui avait fait l'objet d'un grand procès public. Des liens sont décrits avec la « SVU », « l'organisation des officiers militaires[42] », le « parti industriel[43] » et même avec « les organisations contre-révolutionnaires sur le territoire de la Biélorussie et de la Géorgie soviétique, ainsi qu'avec les centres d'émigrés à l'étranger ». Il n'y a encore que peu de liens établis avec les com-

41. *Ibidem*, p. 79-80.
42. Военно-офицерская организация.
43. Промпартия.

munistes et le clivage entre la « bonne société » des communistes et la « vieille société » réactionnaire et conspiratrice est nettement dégagé.

Les actions qui concernent plusieurs membres de ces groupes sont aussi relues à travers ce filtre : une réunion de travail ou une rencontre amicale, dans un espace privé ou public, devient le lieu où se trame le complot. Ainsi, la GPU avait bien observé auparavant que d'anciens membres de l'UPSR se réunissaient dans l'appartement de Golubovič, et y parlaient des événements qui se déroulaient en Union soviétique, de la politique des bolcheviks et en premier lieu de la répression massive de la paysannerie. On parlait aussi beaucoup de la question nationale. Ces réunions sont désormais assimilées à la tentative de mettre sur pied une organisation clandestine. Pour que les interrogatoires des personnes arrêtées aillent dans ce sens, le GPU les « oriente » par divers moyens, sur lesquels nous reviendrons.

L'activité de Gruševskij en émigration est relue dans cette optique conspiratrice. Tout son travail d'établissement d'une communauté ukrainienne ou encore son activisme politique, ses contacts avec la Deuxième Internationale, éléments connus de tous ceux qui l'ont surveillé, et qu'il n'avait jamais cachés, sont désormais interprétés dans le cadre de la préparation d'un large parti, disposant de ramifications au-delà des frontières, destinées à renverser le pouvoir soviétique.

Le fond des positions de chacun est rarement évoqué. Vysočanskij « témoigne » cependant que « [Gruševskij donne] la priorité à la paysannerie dans l'histoire de l'Ukraine, et fournit par là même les présupposés théoriques aux conceptions des socialistes-révolutionnaires[44] », ce n'est pas une analyse approfondie du travail de Gruševskij qui le met en cause, mais simplement une attaque qu'il avait subie et qui était présente au fil d'un des nombreux rapports écrits à son propos ([53], [74], [80], etc.), n'utilisant alors que son étiquette politique passée pour le qualifier.

44. V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 67.

Au début, le schéma général n'est pas élaboré de façon claire, mais il se précise peu à peu, au fil des interrogatoires. Les tchékistes ne font pas preuve d'une grande originalité en nommant ce parti « centre national », qualificatif attribué tardivement. Ils puisent à nouveau dans le répertoire des partis, qui ont réellement existé mais seulement durant les années 1919-1921. Un Centre national avait bel et bien existé à Moscou. Il fut découvert en 1919 ; il s'était étendu à Kiev, sous la forme d'une organisation composée d'anciens KD (membres du parti constitutionnel démocrate), découverte en 1921. Le choix du nom de ce parti n'est pas fortuit : les membres de la GPU ont recours à un répertoire de langage qui s'éloigne de la seule dimension nationaliste, en faisant référence à des organisations qui ne sont plus seulement nationalistes ukrainiennes mais recouvrent le territoire soviétique, tout en étant dispersées en plusieurs pôles géographiques.

En janvier 1931, la GPU n'a manifestement pas encore déterminé précisément la place attribuée à Gruševskij dans l'organisation, puisque Grigorij Kossak, l'ancien chef de corps de l'Armée ukrainienne galicienne qui travaillait à l'institut chimique de Dnepropetrovsk avant son arrestation le 15 janvier 1931, déclare peu après lors de son interrogatoire que Gruševskij n'est que le dirigeant « nominal » de l'organisation, ses dirigeants de fait étant le secrétaire personnel de Gruševskij F. Savčenko et le professeur Čudinov.

L'arrestation de Gruševskij est en revanche tardive et déroge quelque peu au schéma précédent. On peut présumer que ce long délai est lié à deux facteurs : d'une part le souhait, à un moment précis, de donner à cette affaire une très large publicité, non plus seulement en Ukraine comme ce fut le cas de l'affaire de la SVU, mais également en Russie. Il s'agit donc moins de mettre l'accent sur le complot nationaliste que de mettre en scène une menace pour la sécurité de l'URSS dans son ensemble. Ce sera d'ailleurs ce qui conduira à la troisième affaire, celle du parti national de Russie. L'autre facteur tient probablement à la volonté de faire de Gruševskij le cou-

pable principal et d'attendre donc de lui un aveu dans ce sens. De ce point de vue, l'attente d'une arrestation imminente et presque certaine fait partie de l'arsenal des pressions psychologiques utilisées par la GPU pour s'assurer des aveux au moment de l'interrogatoire.

L'arrestation ne survient que le 23 mars 1931, soit plus de 7 mois après le début de l'instruction, le lendemain de la réunion du Bureau politique du Comité central du parti communiste d'Ukraine qui traite de la question du « centre national ». Gruševskij réside alors à Moscou, étant parti précipitamment de Kiev le 7 mars de cette même année. Skrypnik, qu'il a rencontré le 26 février, lui a-t-il suggéré de partir ainsi en mission, pensant lui éviter une arrestation imminente ?

L'arrestation de Gruševskij s'effectue alors que l'essentiel du schéma produit par la GPU est déjà prêt (photographie 11). Les interrogatoires qui suivent ne sont que des ajustements aux scénarios construits, et apparaissent comme la répétition générale du procès public à venir. Durant cette étape, les interventions au sommet sont les plus importantes et la plupart des documents synthétiques issus des interrogatoires menés par l'OGPU à Moscou sont transmis à Staline.

Ainsi, après son arrestation le 26 mars, Gruševskij est envoyé à Kharkov où il signe ses premiers aveux le 28 mars (photographie 12). Il est ensuite interrogé par le chef de la GPU d'Ukraine, Vsevolod Balickij, le 3 avril 1931, qui cherche avant tout à s'assurer que l'inculpé ne se rétractera pas. Le 7 avril 1931, Balickij informe le Bureau politique du Comité central du Parti communiste d'Ukraine des aveux de Gruševskij.

Les interrogatoires au plus haut niveau suivent alors : Gruševskij est envoyé à Moscou où, le 4 avril, sur ordre du vice-chef de l'OGPU, Genrih Âgoda, il rencontre le chef du département politique secret, Âkov Agranov, ainsi que Messing, deuxième vice-président de l'OGPU, responsable du département étranger. L'objectif de ces interrogatoires n'est pas tant de consolider le schéma conspiratif désormais bien établi,

С.С.С.Р.

Об'единенное Государственное Политическое Управление

ОРДЕР № 9975

Марта 23 дня 1931.

Выдан сотруднику Оперативного Отдела О. Г. П. У. тов. Соловьеву

на производство Ареста и обыска гр. Грушевской Михаила Сергеевича

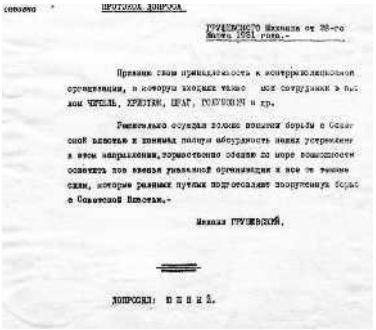
по адресу: 2-й Воздвиженский пер. д. 2/3 Корп. 4 кв. 162

ПРИМЕЧАНИЕ: [illegible]

Место для печати

О. Г. П. У.

Оперативный Отдел



Свидетель

ПРОТОКОЛ ДОПРОСА

ГРУШЕВСКОГО Михаила от 28-го Марта 1931 года.-

Признаю свою принадлежность к контрреволюционной организации, в которую входили также мои сотрудники в пр[illegible] ЧЕРНЕЛЬ, ХРИСТЮК, ШРАГ, ГОЛУШКИН и др.

Решительно осуждая всякие попытки борьбы с Советской властью и понимая полную абсурдность наших устремлений в этом направлении, торжественно обещаю по мере возможности осветить все звенья указанной организации и все те тяжкие силы, которые разными путями подготовляют поощренную борьбу с Советской Властью.-

Михаил ГРУШЕВСКИЙ.

ДОПРОСИЛ: [illegible]

Photographie 11 : Ordre d'arrestation de Gruševskij.

Photographie 12 : Aveux soutirés à Gruševskij, 28/3/1931.

que de faire accepter l'ensemble du schéma à Gruševskij, en s'assurant qu'il puisse le reconnaître publiquement. Les dépositions de Gruševskij sont conformes à cette attente. Y sont réinterprétés son activité en émigration, ses relations avec la Deuxième Internationale ; les séjours de ses proches à l'étranger deviennent autant d'envoi d'émissaires qui rapportent ensuite des instructions et des informations sur l'invasion prochaine de l'URSS ; ses relations avec d'autres inculpés dans le cadre d'autres affaires fondées sur la découverte d'autres partis, permettent de les relier entre eux ; la présence d'un groupe dirigeant, sous forme d'une troïka composée de ses proches (Hristûk, Čečel' et Šrag), l'existence de programmes d'un futur gouvernement, les ramifications, etc., constituent autant de relectures :

« Suivant vos ordres [Ordres de Âgoda à Agranov], je me suis à nouveau entretenu aujourd'hui avec le chef du "Centre national ukrainien" c.-r., l'académicien M. S. Gruševskij, amené à Moscou. La réponse de Gruševskij aux questions que je lui ai posées peut être ramenée à ce qui suit :

Gruševskij confirme l'existence d'une organisation ukrainienne nationaliste conspiratrice. Il définit son rôle dans l'organisation comme celui d'idéologue et de dirigeant et la couvre de son autorité morale, qu'il a utilisée parmi les cercles de gauche de l'intelligentsia ukrainienne, mais absolument pas ses capacités politiques. Il affirme qu'à partir de 1926, il n'est pas parti de Kiev pour Kharkov. C'est Čerkasskij qui servait de lien entre lui et le "centre de Kharkov". Lizanivskij, Čečel', Šrag, Žukovskij et d'autres faisaient partie du "centre de Kharkov".

Il faut dire que Gruševskij essaie d'arrondir les angles et de minimiser le rôle politique et l'importance de l'organisation dissoute.

[…]

Gruševskij a déclaré, qu'il fera tout ce qu'on exigera de lui, pour que la liquidation de l'organisation c.-r. en Ukraine ne puisse être utilisée par les ennemis de l'URSS et qu'il est prêt à résister à toute tentative de renaissance d'un mouvement nationaliste antisoviétique en Ukraine.

Gruševskij, après sa conversation avec le cam. Messing, a été libéré aujourd'hui à 4 heures de l'après-midi. » **[279]**

Les allers-retours entre interrogateurs et inculpés sont fortement orientés par Moscou, qui donne des directives précisant, comme pour l'affaire précédente, certains éléments de la scénographie. En avril 1931, dans une lettre d'instruction, le vice-président de l'OGPU d'URSS, Genrih Âgoda, souligne que « le défi essentiel devant lequel est placé tout l'appareil du département politique secret, est de découvrir tous les centres qui organisent la contre-révolution et de les liquider dès leur création. Cela signifie qu'il ne faut pas attendre qu'un

groupe ou une organisation contre-révolutionnaire ait déjà réussi à fonctionner et à frapper la vie politique et économique du pays d'une manière ou d'une autre, mais dès sa création, c'est-à-dire qu'il faut la révéler à temps et la liquider au moment opportun[45] ». Les clés de la construction de la culpabilité sont toutes là : centre, organisation, groupe. S'il ne faut pas attendre qu'un groupe ait commencé à fonctionner pour le démanteler, c'est bien qu'il doive être « révélé » avant qu'il n'existe…

Vsevolod Balickij, évoquant cette lettre, ordonne alors de « fournir immédiatement la liste des membres de l'organisation de "l'UNC" avec le nombre de personnes arrêtées… Trouver membres de l'organisation parmi les personnes non arrêtées, qui sont derrière cette affaire[46] ».

Dernière étape, la préparation d'une mise en scène publique de l'affaire. Il ne reste alors que peu de chose du long processus d'interrogatoires, mais simplement les éléments entièrement inventés par la GPU. La dissociation entre enquête, interrogatoires et conclusion est presque totale, comme si le long processus destiné à produire l'aveu n'était d'aucune utilité. Le rapport de 300 pages, *Conclusion de l'accusation dans l'affaire du « Centre national ukrainien »*, clos le 21 octobre 1931[47], s'achève par ces mots : « La GPU d'Ukraine a découvert et liquidé une organisation contre-révolutionnaire d'Ukraine, nommée "Centre national", ayant pour but de préparer une révolte armée de la koulakerie (kulačestvo), au moment de l'intervention des pays capitalistes en URSS, de renverser le pouvoir soviétique en Ukraine, d'arracher l'Ukraine à l'Union soviétique et d'installer en Ukraine un système capitaliste sous la forme d'une "république populaire ukrainienne" bourgeoise et démocratique…

45. *Ibidem*, p. 75.

46. *Ibidem*.

47. Le rapport est signé par le chef du département secret politique par intérim de la GPU d'Ukraine, Boris Kozel'skij et le chef du 2e bureau de ce département, Semen Dolinskij-Glazberg.

Ainsi, en 1924-1927, le "Centre national ukrainien" effectua un grand travail organisationnel pour consolider toutes les forces ukrainiennes antisoviétiques, pour s'insérer dans l'appareil soviétique, pour prendre des positions de commandement dans les appareils des coopératives et les appareils économiques, les institutions de l'État, scientifiques et sociales et créer une organisation ramifiée ayant son centre à Kharkov ».

Cette organisation agissait « sous les directives des cercles gouvernementaux des États capitalistes, qui dirigent la préparation d'une intervention (la France et la Pologne) et les forces dirigeantes de la Deuxième Internationale ; elle entretenait ainsi une relation avec d'autres organisations contre-révolutionnaires (dont le « parti ouvrier paysan », le « partis industriel » « le bureau de l'union du RSDRP », « l'organisation des officiers de Russie », etc[48].) ».

Toutes les obsessions et les composantes de l'imaginaire conspiratif du début de ces années 1930 sont rassemblées en deux paragraphes : l'ennemi de classe, l'infiltration, l'intervention étrangère, le capitalisme, d'un côté ; de l'autre, le schéma du complot transforme les groupes en partis, tous liés les uns aux autres. Quelques éléments factuels sont brutalement rapprochés et synthétisés dans ce cadre conspiratif. Une fois décrite cette configuration qui donne aux réseaux de proches, de collègues ou d'amis une expression bien caractérisée, celle d'un parti contre-révolutionnaire, l'interprétation de son action peut être déroulée sous la thèse du complot.

Ces conclusions laissent imaginer ce qu'aurait été un procès public, qui n'a finalement pas lieu, pour des raisons que nous ignorons, mais qui tenaient probablement à un changement dans la stratégie de violence de Staline, une fois la collectivisation passée. Les peines furent prononcées par décision du collège de l'OGPU d'URSS, le 7 février

48. GA SBU, Dossier N° 59881 f, t. II, f. 2-7, 279-306, reproduit dans V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 198-225.

1932[49]. Cinquante personnes furent condamnées dans l'affaire de « l'UNC » (avec une durée de privation de liberté allant de trois à six ans). Entre 1934 et 1941, trente-trois d'entre elles furent à nouveau condamnées pour « activité antisoviétique » et « espionnage ». Vingt et une d'entre elles furent fusillées, la plupart en 1937 ; douze reçurent une peine supplémentaire[50]. La plupart d'entre elles moururent dans les camps. L'année 1937, la plus tragique de la répression stalinienne, puisa dans ce nouveau réservoir de coupables, qui s'ajouta donc à celui de la SVU, pour répondre aux demandes quantifiées de répression, les fameux quotas[51].

Acharnement et inertie

Une fois impliqué dans une construction imaginaire, il n'est pas facile d'en sortir. Cela paraît même impossible entre 1929 et 1939. Le dossier du prévenu libéré reste à la GPU puis au NKVD et est réutilisé dès qu'une nouvelle affaire prend forme,

49. Volodimir Pristajko et Ûrij Šapoval, *op. cit.*, 1999, document n° 27, « Витяг із протоколу засідания Колегії ОГПУ СРСР, 7 лютого 1932 р. » [« extrait du procès-verbal de la réunion du collège de l'OGPU d'URSS, 7 février 1932 »], p. 228-232 (GA SBU, dossier 5988, t. II, f. 31-312). Les organes répressifs, Tchéka, puis OGPU, ont toujours disposé de pouvoirs extrajudiciaires, dont celle de condamner à mort dans certains cas. Les pouvoirs extrajudiciaires de la GPU puis OGPU s'élargiront tout au long des années 1920. Durant les années 1920, ont pouvoir de condamner le collège de l'OGPU (Коллегия ОГПУ) et, à partir de 1924, la conférence spéciale auprès du Collège de l'OGPU (Особое совещание (ОСО) при Коллегии ОГПУ). À partir de 1930, des troïkas créées auprès des représentations locales de l'OGPU ont droit de condamner. Voir *http://www.memo.ru/memory/preface/Martyr.htm* et A.L. Plehanov, *ВЧК-ОГПУ в годы новой экономической политики. 1921-1928.* [*La VČK-OGPU durant les années de la NEP. 1921-1928*], Kučkovo pole, Moscou, 2006, p. 134-137.

50. Détermination du destin de chacun faite à partir de [317].

51. Voir par exemple Blum Alain et Werth Nicolas (dir.), « *La grande terreur en URSS* », *XXe siècle*, 107, 2010.

fondée sur un réseau de personnes qui ont croisé la personne inculpée dans le passé. Ainsi, même après être sorti des cellules de la GPU et après la « liquidation » du Centre national ukrainien en 1931, Gruševskij se retrouve à nouveau au cœur d'une nouvelle construction. À Moscou, il rencontre régulièrement l'académicien Speranskij, les professeurs Nikolaj Durnovo, Grigorij Il'niskij et d'autres, qui, pour la plupart, appartiennent au milieu académique. À travers eux, Gruševskij devient, par la grâce des tchékistes, membre d'une nouvelle organisation contre-révolutionnaire « le parti national de Russie » (RNP) :

> « En 1924, à son retour en Union soviétique, il a continué à mener un travail c.[ontre]-r.[évolutionnaire] actif, a organisé et dirigé le bloc des partis contre-révolutionnaires ukrainiens. Il a été l'idéologue et le responsable de l'organisation insurrectionnelle c[ontre].-r[évolutionnaire], le "Centre national ukrainien" (UNC), liquidé en 1931. Il était lié étroitement avec "l'Organisation militaire ukrainienne" (UVO), aujourd'hui liquidée. Bien qu'ayant déclaré qu'il interrompait sa lutte contre le pouvoir soviétique, il est entré au cœur du bloc contre-révolutionnaire des nationalistes russes et ukrainiens, nommé "parti national de Russie", tourné vers le fascisme allemand et se donnant pour but de renverser le pouvoir soviétique. Il a été actif dans cette organisation, a été lié avec des cercles contre-révolutionnaires en particulier avec le professeur-slaviste français Mazon[52] ».

Mazon, acteur très important des relations scientifiques entre l'URSS et la France, fut l'un des fondateurs et secrétaire du comité français des relations scientifiques avec la Russie. Gruševskij avait longuement correspondu avec lui, à la fin de l'année 1927, afin qu'il soutienne la venue en France de sa femme et de sa fille [113]. André Mazon avait déjà été évoqué en 1930 dans « l'affaire de l'Académie », impliquant en particulier les académiciens Platonov et Tarle. Gruševskij était

52. *Rapport du Département politique secret de l'OGPU d'URSS sur M. Gruševskij*, mars 1934, GS SBU, dossier n° 11371, f. 323-328, reproduit dans V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 241-247.

d'ailleurs évoqué dans les dépositions de ces derniers, le premier affirmant qu'il n'était pas membre de l'organisation – inventée par la GPU pour cette affaire – « Union populaire de lutte pour la renaissance de la Russie libre », alors que Tarle l'y impliquait[53].

Le mécanisme de constitution de ce parti est identique aux précédents, agrégeant tout un ensemble de personnes proches, qui se connaissaient et se rencontraient. Vladimir Peretc, académicien de Leningrad, avait ainsi logé chez M. S. Speranskij lorsqu'il était venu à Moscou. Nombre d'entre eux furent arrêtés à la fin de l'année 1933. Dans les procès-verbaux de leurs interrogatoires, le nom de Gruševskij est mentionné. Boris Križanovskij, directeur du département ukrainien du musée russe à Leningrad, témoigna le 25 décembre 1933 qu'« outre ces personnes, l'académicien Gruševskij, ancien chef de la Rada centrale, a joué un rôle primordial dans l'organisation. Il a des relations étendues dans le milieu des nationalistes ukrainiens, en particulier parmi les SR ukrainiens. Gruševskij était lié, par l'intermédiaire de l'organisation, à Peretc, et, avec ce dernier et Deržavin, il entretenait pour l'organisation des liens avec l'étranger, où sont allés Peretc et Deržavin à l'occasion d'un congrès[54] ».

Le 1er novembre 1933, Fedeor Êrnst, critique d'art renommé, fournit un témoignage dans lequel il nomme aussi Gruševskij :

> « À partir de la fin de l'année 1930, le centre avec à sa tête Gruševskij s'est écroulé, et, suite à cet écroulement il fut détruit. Gruševskij partit alors à Moscou. En 1930-1931, la direction principale était exercée essentiellement de Moscou, où Gruševskij menait un travail contre-révolutionnaire, en liaison avec Šumskij et les *borot'bisty*, membre d'une organisation contre-

53. V. P Leonov, Ž. I. Alferov, B. V. Anan'ič et al., *op.cit*., 1993-1998.

54. *Rapport du Département politique secret de l'OGPU d'URSS sur M. Gruševskij*, mars 1934, GS SBU, dossier n° 11371, f. 323-328, reproduit dans V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 246.

> révolutionnaire, qui menait un travail contre-révolutionnaire, couvert par la carte du parti. Le travail contre-révolutionnaire ne s'interrompit pas en 1933, après l'arrestation des Galiciens, de Šumskij et d'autres. Suivant la ligne de l'organisation c.-r. ukrainienne il y avait, à Moscou, Gruševskij, qui s'appuyait sur une organisation contre-révolutionnaire, qui recrutait ses membres parmi les cercles d'éléments contre-révolutionnaires et nationalistes de la colonie ukrainienne de Moscou[55] ».

Dans ces affirmations de culpabilité, deux aspects sont nouveaux : le réseau est élargi à toute l'URSS, d'une part ; aux premiers cercles communistes d'autre part, hauts dirigeants déjà disgraciés, mais en liberté et disposant encore d'une position à l'écart des conflits. Cela permet ainsi de toucher l'élite communiste, en l'attachant aux spécialistes incriminés, préparant ainsi les grandes purges politiques qui débuteront en 1936. Ils ne sont pas encore au cœur mais à la marge des nœuds de culpabilité.

Dans une longue note que Âgoda transmet à Staline le 26 février 1934, Agranov décrit un réseau complet d'académiciens au cœur d'une organisation nationale de Russie, dépassant ainsi le cadre nationaliste pour relier Russes et Ukrainiens :

> « À Moscou, Leningrad, en Ukraine, dans le district d'Azov-Mer noir et dans la région de l'Ouest nous avons arrêté les membres d'une grande organisation ramifiée fasciste, nommée "parti national de Russie".
>
> L'organisation s'était donné pour but ultime un renversement armé du pouvoir soviétique et l'installation dans le pays d'une dictature fasciste. Elle avait rassemblé sur cette base plusieurs éléments nationalistes.
>
> Cette organisation portait une attention particulière à la question de l'Ukraine. Les tentatives autonomes des nationalistes ukrainiens de renverser le pouvoir soviétique en Ukraine ayant échoué et l'importance que leur accordaient les cercles inter-

55. V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 104.

> ventionnistes étrangers, a servi de fondement à la création d'un bloc rassemblant les nationalistes ukrainiens et les nationalistes russes. » [291].

S'y retrouvent mêlés du côté ukrainien Peretc, Gruševskij ou Vernadskij (académicien, ancien membre du parti KD, géochimiste de renom) ; du côté russe Kurnakov ou Deržavin ; Speranskij, l'un des plus étroits contacts de Gruševskij à Moscou, établissait un des liens entre ces deux milieux académiques[56]. L'affaire académique de 1929-1931, au cours de laquelle était cité Gruševskij, aurait déjà pu conduire à une telle configuration, mais les réseaux décrits n'étaient probablement pas assez denses et l'entrée choisie n'avait pas permis d'élargir ainsi le cadre des inculpés. Il est aussi vraisemblable que la volonté de concentrer l'attaque en Ukraine sur les cercles nationaux ait conduit à préférer, dans un premier temps, de circonscrire les mises en scènes à ces cercles-là.

Les informations antérieures à l'invention de ce nouveau parti contre-révolutionnaire s'ajoutaient à de nouvelles informations, les réseaux de connaissance se superposaient. On utilisait les quelques affaires les plus en vue, telle l'affaire Šumskij, car Gruševskij le connaissait. Tout était interprété : la relation entre Gruševskij et André Mazon, déjà évoquée, est désormais considérée comme la preuve d'un vaste complot international.

Le cadre d'interprétation idéologique a cependant évolué, l'intervention polonaise ou française étant désormais remplacée par une menace alors omniprésente dans la presse sovié-

---

56. APRF, fd 3, inv. 58, d. 201, l. 1-6, « Спецсообщени Г.Г. Ягоды И.В. Сталину о "Контрреволюценной" организации в научных институтах и академии наук СССР » [« Communication de G. G. Âgoda à I. V. Staline sur une organisation "contre-révolutionnaire" dans des Instituts scientifiques et l'Académie des sciences d'URSS »], reproduit in V. N. Haustov, V. P. Naumov et N. S. Plotnikova, *Любянка, Сталин и ВЧК-ГПУ-ОГПУ-НКВД. Январь 1922-декабрь 1936 [La Lûbânka, Staline et la VČK-GPU-OGPU-NKVD. Janvier 1922-décembre 1936], Rossiâ XX vek – Dokumenty*, Materik, Moscou, 2003, p. 489-492, document n° 417.

tique : la menace fasciste. Il n'est plus question d'autre chose. Ainsi, plusieurs couches se superposent dans la construction de ces affaires : les relations personnelles forment la trame d'un réseau et d'une stigmatisation assez générale ; les relations avec l'étranger sont toujours stigmatisées et interprétées à partir des menaces extérieures mises en avant à un moment donné (la France ou la Pologne, puis l'Allemagne, par exemple).

Le statut de la preuve

L'instruction d'une affaire n'est pas fondée sur la recherche de preuves matérielles ou de preuves hypothétiques. La preuve ne vient que de l'aveu, et d'une « logique » de culpabilité *a priori*, fondée à partir du moment où un dossier est conservé à la GPU. Elle vient aussi d'une logique d'accumulation de noms de personnes, qui sont évoqués tout au long des interrogatoires, et constituent le fondement de cette construction imaginaire. Les preuves ne sont pas des recoupements, mais simplement des confirmations, des répétitions à l'envi des dépositions précédentes, reprises par les enquêteurs dès qu'un nom apparaît pour l'insérer dans le même schéma qui devient ainsi démontré.

Le travail graphique à l'appui des accusations, représentation sous forme d'organigrammes ou de graphes des réseaux de relations (photographie 13 et figure 4 pour le procès de la SVU), montre à quel point ce sont bien les relations, par leur existence même, qui fournissent la preuve de la culpabilité, et beaucoup moins les activités. Rien n'est présenté, dans les divers interrogatoires, qui permettent de démontrer l'activité contre-révolutionnaire en elle-même, mais les instructeurs sont entièrement orientés par l'obsession de dessiner, au sens figuré et au sens propre, la configuration relationnelle de la conspiration qu'ils imaginent.

Ainsi, lors de l'instruction de l'affaire de la SVU, les instructeurs créent un grand panneau sur lequel sont placées les photographies des membres de cette organisation, avec, au centre, les sept photographies des membres du présidium[57]. Tout autour sont disposées les diverses « sections » (de la section de l'Académie à la section pédagogique ou à celle des coopérateurs), les partis impliqués (le SUM) et, en bas de ce tableau, les filiales de la périphérie, qualifiées par la région où elles sont situées. Les liens dessinés reflètent des relations réelles, rencontres professionnelles ou amicales, appartenance à des cercles de proches, mais la nature de ces liens n'a rien à voir avec ce qui en est affirmé dans le schéma ainsi proposé. De plus, en regroupant « thématiquement » les personnes, ce schéma donne plus de cohérence à la criminalisation de l'affaire.

Les instructeurs du procès du Centre national ukrainien tracent une figure analogue, sous forme d'organigramme et de réseau (photographie 14 et figure 5). Autour de Gruševskij, sont rattachés des groupes régionaux caractérisés par un certain nombre de personnes, connaissances locales de Gruševskij, ainsi que la section d'histoire, au sein de la chaire d'histoire de l'Ukraine de l'Académie des sciences, subdivisée à son tour en divers groupes, régionaux ou fonctionnels.

Ce type de figure en réseau est alors largement utilisé et se retrouve dans d'autres affaires. Des schémas identiques, nommés de la même manière, font partie du dossier d'instruction du procès du parti industriel, qui dessine les multiples « organisations » impliquées, tel celui d'un centre de sabotage unifié de toute l'URSS, concernant aussi l'industrie pétrolière[58].

57. Efremov, Čehovskij, Durdukovskij, Germajze, Nikovskij, Starika-Černâhovskaâ, Grebeneckij.

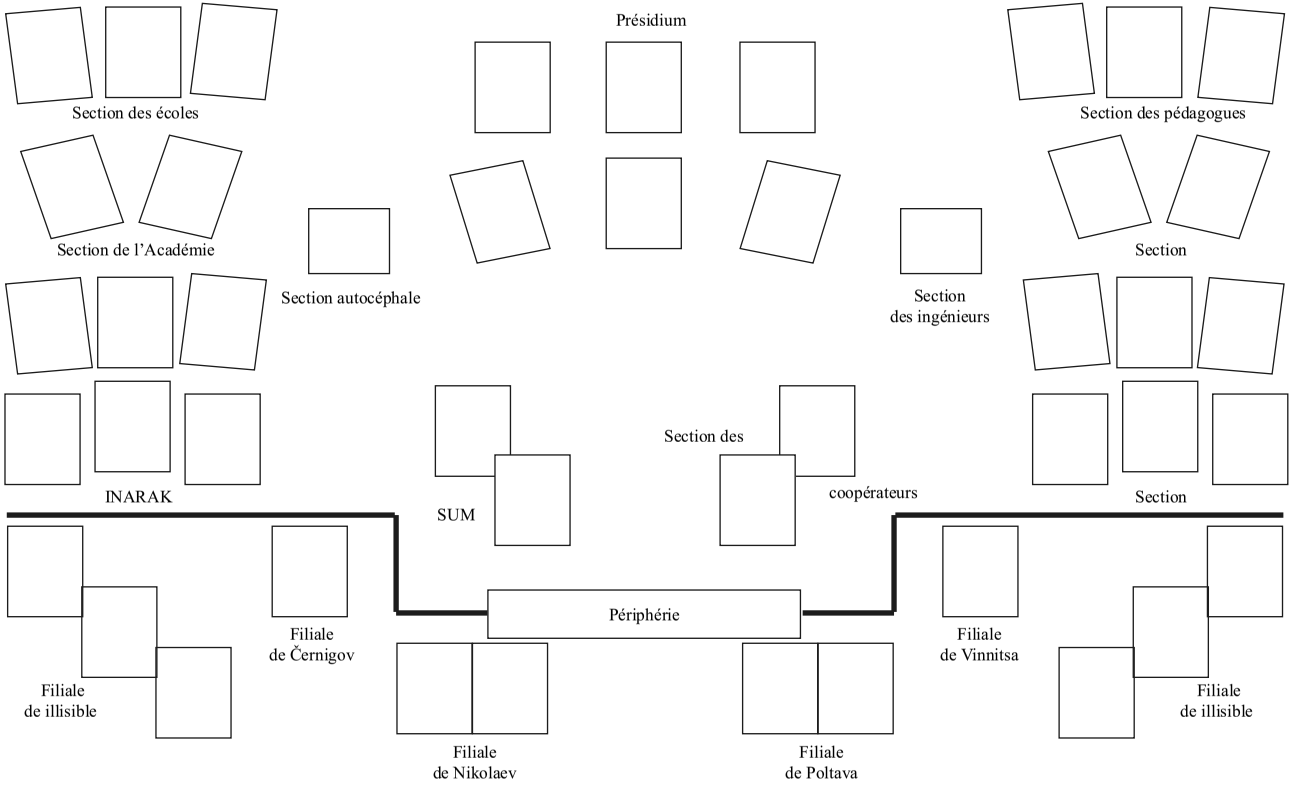
58. Federal'naâ arhivnaâ služba Rossii, RGAÊ, *Нефть и Газ в России, историко-документальная выставка* [*Le pétrole et le gaz en Russie, exposition historique et documentaire*], Moscou, 18/11/2003-11/1/2004, catalogue de l'exposition, Moscou, 2003.

En dehors de cela, aucune preuve n'est recherchée pour asseoir les interprétations qui sont données de ces cercles de relations. Ainsi, Efremov « avoue » avoir reçu une lettre d'un proche, Čikalenko, en 1926, ce dernier lui proposant de créer une organisation contre-révolutionnaire. Lors du procès, Čikalenko réfugié à Varsovie, ne reconnaît avoir écrit à Efremov qu'en 1922 pour des questions scientifiques. Les instructeurs se contentent d'affirmer qu'une correspondance a bien existé, sans même rechercher la lettre.

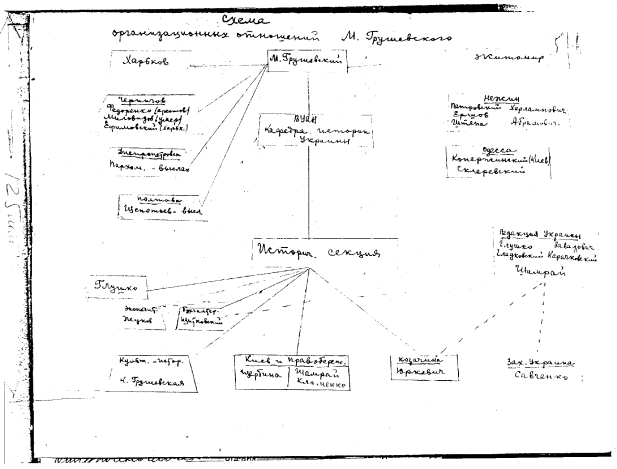
L'aveu combiné au réseau de relations dessiné devient la seule preuve, et comme le souligne un ancien instructeur en 1956, « on ne pratiquait pas d'interrogatoire de témoins, de confrontations, de rassemblements de quelques preuves que ce soit. Les dépositions d'aveu du prévenu suffisaient[59] ». Mais de quels aveux s'agit-il ? Si l'aveu est preuve, et si l'obtention de toute autre forme de preuve n'est pas nécessaire, pourquoi les instructeurs passaient-ils des jours, voire des mois, à interroger les détenus pour leur extorquer de tels aveux ? Quelle était alors la fonction de l'interrogatoire et la forme de l'aveu ?

59. *1937-1938, Операции НКВД. Из хроники « большого террора » на томский земле* [*1937-1938, les opérations du NKVD. Chroniques « de la grande terreur » sur la terre de Tomsk*], Vodolej publishers, Tomsk/Moscou, 2006, document 140, p. 359.

Figure 4 : Organisation de la SVU selon la GPU

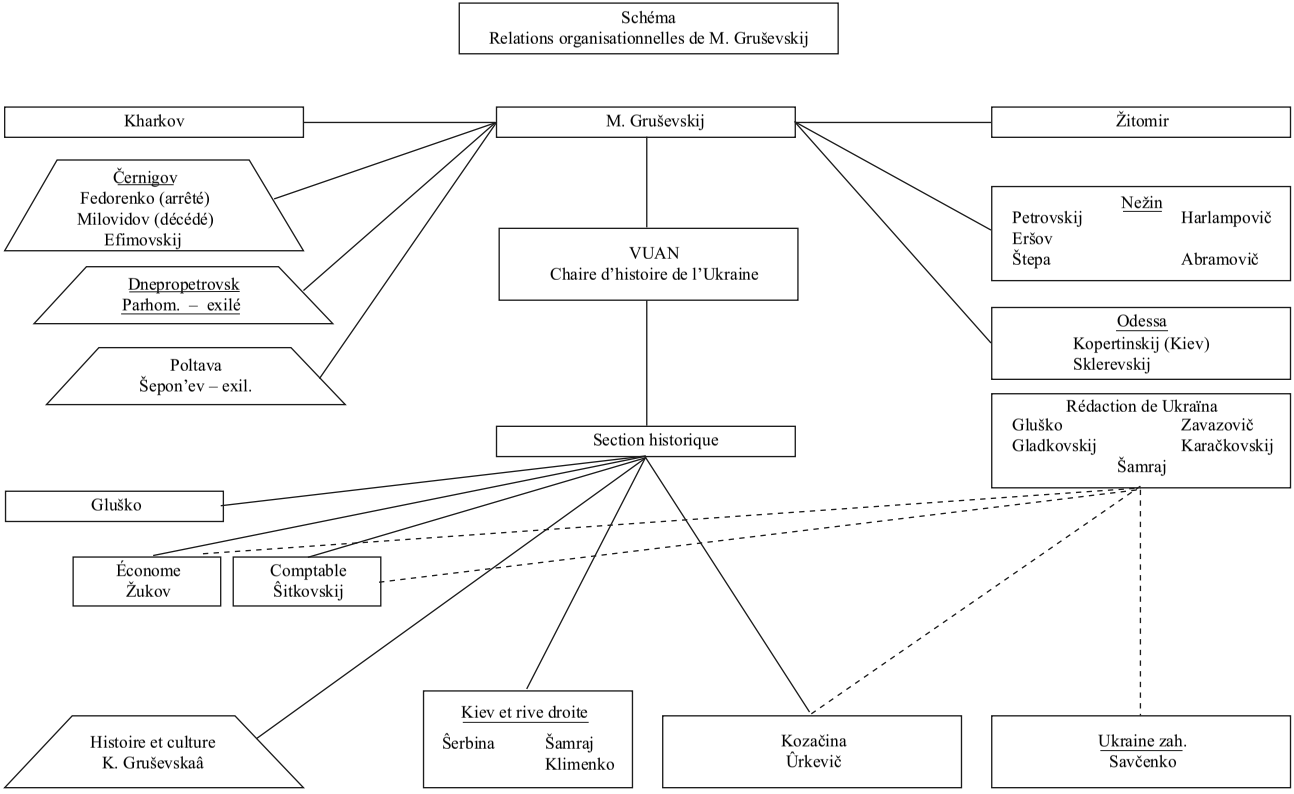


Photographie 13 : L'organisation de la SVU, imaginée par la GPU.



Photographie 14 : Le schéma des relations organisationnelles de Gruševskij dessiné par la GPU.

Figure 5 : Représentation par la GPU les relations de Gruševskij



L'aveu de l'imaginaire

Le Zéro et l'infini[60] ou *L'aveu*[61] furent longtemps les ouvrages de référence pour comprendre les mécanismes de l'aveu, qui auraient été fondés sur l'impossibilité pour un bolchevik militant, engagé dans un long combat, de renoncer à sa croyance. L'aveu des plus hauts responsables bolcheviques, Kamenev, Zinoviev et Boukharine, durant les trois grands procès de Moscou de 1936, 1937 et 1938, ont longtemps été au cœur des interrogations, mais aussi des interprétations de l'aveu durant le stalinisme et plus généralement dans le système communiste européen. Ils ont donné naissance à une vaste littérature, particulièrement abondante au moment même de ces procès et à la fin des années 1960, en liaison évidente avec le Printemps de Prague[62]. Le livre d'Annie Kriegel, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*[63], marqua l'un de ces moments forts, et il reste aujourd'hui encore d'une grande pertinence.

Désormais, les sources sont nombreuses, permettant de s'éloigner du schéma si brillamment mis en scène par Alfred Koestler ou du témoignage d'Artur London, qui prêtait surtout attention à une forme de conviction interne et un engagement total conduisant à se penser coupable. Les éléments dont nous disposons permettent de mieux comprendre ce qui conduisait chacun à signer de longues dépositions, aveux de culpabilité dénonçant nombre de proches, ou au contraire, ce qui conduisait d'autres à refuser jusqu'au bout de reconnaître leur culpabilité et d'admettre la construction imaginaire et incroyable

60. Arthur Koestler, *Le Zéro et l'infini.* Première édition anglaise (*Darkness at noon*) parue en 1941.

61. Artur London, *L'aveu. Dans l'engrenage du procès de Prague,* Paris, Gallimard, collections *Témoins*, 1968.

62. Nicolas Werth, « L'aveu dans les procès staliniens », *La terreur et le désarroi. Staline et son système,* chapitre 14, p. 330-350.

63. Annie Kriegel, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972.

fournie par la GPU, puis le NKVD. La lecture de ces sources permet aussi de mieux distinguer les aveux selon les personnes incarcérées, de comprendre ce qui tenait de la manipulation, du faux, de la pression physique et psychologique. Les procès de la SVU et de l'UNC, les interrogatoires de Gruševskij et de ses proches, mais aussi les dépositions faites lors du dégel khrouchtchévien et de la déstalinisation, fournissent ainsi de nouveaux matériaux pour approcher les mécanismes de l'aveu de l'imaginaire, sans se limiter à celui décrit par Koestler[64]. Enfin, un large champ de recherche est désormais ouvert autour des grands procès qui se déroulèrent en Europe centrale et orientale après la Seconde Guerre mondiale, où les archives sont plus facilement accessibles qu'en Russie et en Ukraine, où il reste difficile d'obtenir l'ensemble des matériaux d'instruction et des procès eux-mêmes.

Nicolas Werth réinsère l'aveu de Boukharine dans « un cheminement intérieur qui a conduit certains dirigeants communistes à l'aveu public de crimes imaginaires et extraordinaires, ultime étape d'un long rituel politique, scandé par les principaux rites de passage communistes : l'autobiographie, l'examen au moment des différentes "vérifications" et "purges" du Parti, la pratique de la critique et de l'autocritique[65] ». Il évoque aussi, bien entendu, les pressions morales et physiques, allant de la prise en otage de la famille aux nuits sans sommeil, et même aux simulations d'exécutions. Il souligne les pressions psychologiques qui précèdent, parfois plusieurs années durant, l'arrestation. De son côté, Pavel Chinsky s'intéresse à une personne plus « ordinaire » qui,

64. À cet égard, l'ouvrage de Pavel Chinsky est un bon exemple d'analyse, sur un cas précis, du mécanisme de l'aveu : Pavel Chinsky, *Microhistoire de la Grande terreur. La fabrication de la culpabilité à l'ère stalinienne,* Paris, Denoël, coll. « Médiations », 2005, 146 p. Soulignons aussi qu'Annie Kriegel était bien consciente des limites d'une analyse portant surtout sur les communistes. Elle fait ainsi référence au procès du parti industriel pour souligner qu'on ne peut limiter l'interprétation de l'aveu à la conviction des membres du Parti.

65. Nicolas Werth, *op. cit.,* p. 331.

même si elle fut membre du parti, n'en fut pas un responsable, l'un de ces ingénieurs qui souffrit de la répression dans la suite de l'affaire des mines de Šahty et de l'attaque touchant les spécialistes[66]. Il analyse dans son ouvrage le non-aveu, le refus d'avouer, l'interprétant malgré tout partiellement dans le prolongement de l'engagement communiste, en soulignant, à la suite d'Annie Kriegel, que ce refus relevait d'une identité personnelle qui n'était pas exclusivement rattachée à l'appartenance au Parti communiste. Selon Chinsky, ne résistaient finalement que ceux qui disposaient d'une identité complexe, d'une « hétérogénéité essentielle de [leur] structure mentale ». Il aurait fallu, au-delà de l'appartenance au parti communiste, disposer d'un substrat intellectuel étendu qui, seul, donnait la force de ne pas passer aux aveux. Ainsi, le personnage qu'il étudie réussit à ne pas avouer, à résister à toutes les pressions, psychologiques ou physiques, grâce à la combinaison d'une identité juive et d'une identité communiste, à son attachement à ces formes de cultures multiples.

Les dépositions et aveux aux procès de la SVU et durant les interrogatoires menés dans le cadre de l'affaire de l'UNC permettent de compléter et de préciser ces analyses, parfois de les nuancer. Le procès de la SVU est précoce. Au début des années 1930, peu de procès publics ont encore eu lieu. Les procès du début des années 1920, en particulier celui des SR qui avait eu une large publicité et auquel avaient même participé des avocats étrangers, étaient d'une autre nature. Ils touchaient des personnes effectivement engagées dans la lutte contre les bolcheviks. Le procès des ingénieurs des mines de Šahty, dont l'affaire débute en 1928, peut en revanche être considéré comme le premier et seul précédent direct du procès de la SVU. L'ensemble de ces affaires de la fin des années 1920 sont entourées d'une large publicité et concernent désormais des acteurs très peu engagés dans la vie politique, ou qui s'en sont éloignés et ont surtout participé à la vie

66. Pavel Chinsky, *op. cit.*

intellectuelle ou scientifique du pays. Les affaires qui nous intéressent ici concernent enfin l'Ukraine, loin de Moscou et de la lutte qui se développe alors au centre. Or, les matériaux fournis sont d'une grande richesse et permettent de bien dégager les logiques à l'œuvre. On retrouve une série de facteurs qui recoupent en partie ceux qui ont déjà été mis en lumière, et conditionnent les divers aveux ou reniements d'aveux observés.

Le premier facteur est celui de l'épuisement, de la souffrance et de la torture psychologique et physique, déjà soulignés par tous ceux qui ont travaillé sur ces questions. Tous les acteurs de ces divers procès, lorsqu'ils ont survécu, le répètent. M. Vasil'kivskij, enseignant à l'Académie industrielle d'Ukraine[67], écrit dans les plaintes qu'il dépose en 1954 et 1957 : « Les dépositions, que j'ai données en 1931, sont mensongères. Elles ont été obtenues par l'enquêteur par la contrainte physique et psychologique… Il n'y a pas eu de confrontations, pas la moindre accusation concrète de personnes sous une forme écrite n'a été présentée. Dans de telles conditions, les procédures de 1931 révèlent des contradictions ; il est alors aisé de voir que toute l'accusation est inventée » [317].

Gruševskij, dans sa lettre à Staline écrite en septembre 1931 pour expliquer les raisons qui l'avaient conduit à reconnaître ses fautes et à revenir ensuite sur ses aveux, raconte dans le détail les formes d'extorsion qu'il a subies : « L'enquêteur a refusé ma déposition, il ne m'a pas permis de l'écrire, m'a arraché le papier des mains, a froissé les feuilles quand je n'écrivais pas ce qu'il voulait. Utilisant des formules brusques, des menaces et d'autres moyens d'influence psychique, il a insisté pour que je m'accuse de tout ce qu'auraient démasqué les dépositions des autres accusés, tout un tas qui m'ont désigné unanimement comme le chef » **[284]**. Plus loin, Gruševskij dit qu'il était certain que ses dépositions erronées

67. Промакадемия.

ne seront d'aucune utilité, « mais l'enquêteur a accueilli mes déclarations avec railleries et moqueries, comme des subterfuges et des mensonges » **[284]**.

Les cris sont particulièrement pénibles, comme le dit encore Šrag, qui survit aux purges : « Durant l'enquête en 1931 j'ai été soumis à des méthodes d'enquête interdites. Des interrogatoires de nuit, rester debout durant les interrogatoires, les cris et des injures de l'instructeur Pustovojtov, et parfois de Kogan m'ont torturé physiquement et moralement et m'ont démoralisé […]. J'ai donc écrit tout ce qu'ils exigeaient de moi, pourvu qu'ils ne me convoquent pas la nuit et ne crient pas sur moi » [317].

Les nuits d'interrogatoire sans sommeil sont de fait une technique bien connue, que Pavel Chinsky a même quantifiée précisément[68]. Gruševskij le rappelle dans sa lettre à Staline, en indiquant que l'interrogatoire dura de 19 heures à 4 heures du matin, et qu'il ne résista pas, compte tenu de sa mauvaise condition physique. Il signa donc, à la suite de cet interrogatoire nocturne, le « modèle » composé par l'instructeur : « J'ai longtemps insisté sur le fait qu'il ne m'était pas possible de présenter ce qui n'avait pas existé, mais l'instructeur arriva à ses fins, je me suis senti complètement impuissant devant les perspectives qu'il me présentait au cas où je persisterais dans mon insoumission. J'étais à ce point exténué que mes mains refusaient de me servir et, finalement, j'ai signé la déclaration et fus renvoyé dans ma cellule » **[284]**.

Cependant, à la fin de l'année 1929 et au début de l'année 1930, ces formes de torture ne semblent pas avoir été systématiquement utilisées, comme si elles n'étaient pas nécessaires face à d'autres techniques. Réagissant à la déposition d'un proche, Efremov rapporte ainsi qu'il « ne comprend absolument plus rien : alors qu'on ne te bat pas et qu'on n'utilise aucune torture durant les interrogatoires, et que dans l'ensemble la

68. Pavel Chinsky, *op. cit.*

GPU s'adresse à toi de façon supportable, comment de telles personnes, d'honneur, ont-elles pu raconter sur elles-mêmes et sur d'autres des balivernes et des histoires qui peuvent avoir des conséquences politiques colossales en général et sur eux en particulier » **[225]**.

L'attente qui précède l'arrestation fait-elle partie de cette torture psychologique ? S'inscrit-elle au cœur de la stratégie policière ? Pour Annie Kriegel, le climat d'insécurité ainsi créé est une forme de « mise en condition qui vise à la dissolution préalable des formes de sociabilité » et conduit à un « soulagement » quand on est arrêté[69], ce soulagement dont parle Soljenitsyne dans *L'Archipel du Goulag.* On l'a vu, Efremov, usé par la violence des attaques dirigées contre lui, appelle de ses vœux son arrestation, tout au moins l'écrit-il dans son journal, le 8 juin 1929 :

« Les nouvelles de Nikolaj [Pavluškov[70]] sont très mauvaises. C'est tellement inattendu pour moi que ce soit devenu aussi sérieux pour lui. Les camarades le donnent. On les a tous impliqués. Nikolaj parle même d'être fusillé ou au moins d'être emprisonné pour de longues années. Je ne comprends pas ce qui s'est passé. Il écrit[71] que les instructeurs essaient de m'impliquer dans une affaire qui m'est inconnue, et semble-t-il "m'ont déjà impliqué". On parle devant lui de quelques-unes de mes "dépositions". Menteurs ! Mais, il ressort qu'il me faut attendre des hôtes et tout cela aura des conséquences. Et voilà tes vacances d'été ! À l'évidence, les congés seront longs… Mais peut-être mieux encore : j'en ai tellement marre de cette vie d'esclave, que je ne lui donne déjà plus aucune valeur. » [217].

Gruševskij, de son côté, est conscient de ce qui se trame et attend de longs mois avant d'être arrêté, attente ponctuée par les arrestations de ses proches.

---

69. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 87.

70. Rappelons qu'il s'agit du neveu d'Efremov, arrêté quelques jours auparavant, le 18 mai 1929. Il sera la personne qui servira de point de départ à l'affaire de la SVU.

71. Dans une lettre reçue par Efremov.

Les « prises en otage » des familiers sont aussi monnaie courante. Elles sont évoquées dans la lettre précédente de Gruševskij à Staline, mais aussi dans les déclarations faites par certains survivants, lors de la révision de leur procès pour réhabilitation. Dans sa lettre à Staline, Gruševskij écrit que l'instructeur lui indiquait que : « si je les soutenais et exprimais un repentir sincère, cela allégerait la participation de tous les accusés et la mienne et, dans le cas contraire, on arrêtera toutes les personnes qui me sont proches, on réalisera des dizaines de perquisitions, on dévastera des dizaines d'appartements, on fera éclater planchers et murs, les personnes qui me sont proches seront déportées dans des camps de concentration, où elles seront fusillées » **[284]**.

Gruševskij affirme alors avoir écrit sous la dictée de l'instructeur pour éviter aux autres d'être impliqués : « Rapprochant tout ce qui s'était passé avec moi ces derniers temps avec ce que j'avais eu l'occasion d'entendre auparavant, au moment du procès de la SVU, que m'attendait le sort d'Efremov si je ne me soumettais pas complètement ("mettre Gruševskij à genoux", comme cela était alors formulé), je pensais qu'il était nécessaire que je prenne sur moi la faute d'activités c.-r. On avait pour cela rassemblé des dépositions contre moi et après mes aveux cela ne serait déjà plus nécessaire et les personnes jugées seraient libérées » **[284]**. S'y adjoint la présentation de dépositions ou d'aveux d'autres protagonistes qu'elles existassent ou qu'elles fussent imaginaires. Ainsi Germajze nie durant deux mois sa culpabilité, pour ensuite souligner qu'il reconnaît sa participation une fois qu'on lui a « présenté un large éventail de témoignages sur la "SVU" […], en particulier ceux d'Efremov, Durdukovskij, Čehivskij et Grebeneckij… » [318]. Efremov, dans sa cellule, rapporte qu'il n'a « rien cru, avant qu'ils ne m'aient montré leurs dépositions écrites de leurs mains. Je pense qu'ils ont dû aussi agir comme moi. Mais je n'avais alors encore rien écrit » **[225]**.

On retrouve ce type de pratiques dans tous les interrogatoires. La présentation de dépositions de proches, réelles ou inventées, fait donc partie de l'arsenal de l'instructeur, pour

affaiblir celui qui est interrogé. La confrontation, très souvent demandée par l'inculpé, est presque toujours refusée. Ainsi, lors d'un interrogatoire de Nikolaj Čečel', le 4 mars 1931, l'instructeur eut recours au chantage, se référant à des dépositions de Gruševskij, alors que l'académicien n'était pas encore arrêté. Čečel' résista et dit : « lorsque l'on me montrera les dépositions manuscrites de Gruševskij, de Lizanivskij et de Golubovič, évoquant mon appartenance à l'organisation, j'y apposerai ma signature » [269]. Cependant, dès le jour suivant, après avoir été « travaillé », Čečel' reconnaît « avoir appartenu à une organisation contre-révolutionnaire qui avait pour but de renverser le régime soviétique et qui comptait comme membres : Hristûk, Golubovič, Evgenij Filippovič, Lizanivskij et Gruševskij » [270].

Pavel Chinsky distingue les dépositions « mortes » et vivantes[72]. Étudiant le cas particulier de l'arrestation et de l'interrogatoire d'Israël Vizelsky, il constate que certaines dépositions de détenus furent des « dépositions conditionnelles » : l'instructeur persuadait le détenu que ses dépositions ne seraient pas utilisées contre lui, mais étaient simplement destinées à aider le pouvoir soviétique. Le détenu était ensuite fusillé, et ne pouvait donc revenir sur ses dires. Ces dépositions étaient alors utilisées, sans réserve, pour convaincre de nouveaux détenus.

La quatrième forme de l'aveu, fondamentale, est l'aveu-dénégation. Il s'agit d'un aveu qui, dans son expression même, signifie qu'il est aussitôt nié, ou présenté de façon à dire qu'il n'en est pas un. Les observateurs des procès de Moscou, puis les historiens, ont lu entre les lignes les dialogues, parfois étonnants, entre le procureur et le prévenu, les exemples les plus emblématiques étant ceux que Boukharine et Piatakov engagent avec le procureur Vyšinskij. Mais les dénis d'aveu sont souvent encore plus explicites, lorsque la formulation même de l'aveu contient déjà sa propre négation. Le procès de la SVU fourmille

72. Pavel Chinsky, *op. cit.* p. 60.

de ces exemples. Cette forme d'aveu paraît très générale en ce début des années 1930, et est peut-être destinée, dans la tête de ceux qui l'expriment ainsi, à pouvoir, par la suite, montrer le sens réel de cet aveu, et revenir en arrière lors du procès ou en réclamant sa révision, à moins que ce ne soit l'expression d'une volonté désespérée de conserver une part de vérité sous la terrible pression des interrogateurs.

Germajze, l'un des proches de Gruševskij, arrêté dans le cadre de l'affaire de la SVU, indique par exemple dans une de ses dépositions que, face aux témoignages de proches, il lui reste deux solutions : « soit qu'ils se trompent tous ensemble, soit que je me trompe moi-même et ne peux me souvenir de ce qui est pour eux une réalité incontestable. Après y avoir longtemps réfléchi je reconnais la véracité de la seconde proposition : c'est moi qui me trompe » [318]. C'est encore un autre prévenu, Doga, dans l'affaire de la SVU, qui indique qu'il ne savait rien de la « SVU », qu'il ne pouvait pas rattacher son travail à la « SVU » et que, pour cette raison, il a nié son appartenance à cette organisation. Mais il venait juste de comprendre que, travaillant dans une association scientifique et pédagogique légale, il était de ce fait « membre de cette organisation » [318].

L'aveu-dénégation est parfois la conséquence de la présentation à l'inculpé de déposition d'autres inculpés. Il devient la suite logique de cette présentation, comme le souligne N. M Čehivskij, qui « indiqua que, parlant avec son frère et son entourage, il ne s'était pas aperçu de leur appartenance à la "SVU", ni de la sienne propre. Il avait reconnu son appartenance à la "SVU" après qu'on lui eut présenté les dépositions de V. M. Čehivskij [son frère] selon lesquelles la direction de l'organisation avait validé la candidature de N. M. Čehivskij ; il en avait conclu qu'il était membre de la "SVU". Selon ses dépositions il n'avait eu aucune activité au sein de l'organisation » [318]. Il avait donc été, sans le savoir, candidat à une organisation qu'il ne connaissait pas, puis retenu comme membre, sans le savoir davantage…

Il précise d'ailleurs que N. M. Čehivskij indiqua que ses dépositions étaient le fruit de ses « observations, conclusions logiques et conjectures » [318]. C'est bien dans ces « observations, conclusions logiques et conjectures » que réside le cœur de l'aveu-dénégation.

Les aveux-dénégations sont particulièrement répandus durant cette affaire. Ils préparent, d'une certaine manière, les reniements d'aveux explicites qui suivent parfois la condamnation, sous forme de lettres à Staline, à Molotov ou au procureur général d'URSS, et les demandes en révision.

Gruševskij va plus loin. Il est très vite libéré, sans doute à la suite d'une intervention directe auprès de Staline de Lomov, son parent, membre du Comité central. Dans l'attente d'une décision, il décide de renier ses aveux. Il est assez rare qu'une telle démarche soit ainsi effectuée, en situation de liberté, mais on connaît de nombreux exemples de lettres envoyées aux organes judiciaires ou à Staline lui-même par des prévenus incarcérés ou déportés, réclamant justice et revenant sur leurs aveux, extorqués sous la pression.

Gruševskij s'adresse tout autant à un haut responsable de l'OGPU, Agranov, lors d'un entretien, qu'à Staline lui-même, quelques mois après sa libération. Il a probablement compris, après avoir rencontré Agranov une première fois, que le pouvoir veut à nouveau utiliser son nom, son autorité, et pour cette raison joue avec lui, n'allant pas jusqu'à une pression directe, comme cela avait eu lieu à la GPU d'Ukraine, à Kharkov. L'OGPU, centrale, dispose de marges de manœuvre et peut-être d'une « intelligence » tactique plus importante que la GPU d'Ukraine, exécutante de la première.

Agranov convoque Gruševskij le 15 avril 1931. Mais, loin de répondre aux attentes du premier, le « coupable » nie sa culpabilité, expliquant qu'il a avoué à la suite des pressions exercées sur lui :

> « Il m'est difficile de parler de cela. Je n'appartiens pas à la race des héros et je n'ai pas résisté à neuf heures d'interrogatoires nocturnes. Je suis un vieillard, les forces m'ont depuis

> longtemps abandonné. J'étais emprisonné dans un état grippal. Je n'ai pas résisté aux pressions de l'instructeur. Aucune pression physique n'a été utilisée contre moi, mais on m'a mis sous mes yeux tout un tas de volumes où mon nom figurait quasiment à chaque page. On m'a convaincu qu'en tant qu'inspirateur du mouvement, je devais porter l'entière responsabilité de l'action contre-révolutionnaire menée par l'organisation et des actes de ses différents responsables et que je devais donc confirmer leurs déclarations ; de cette façon, le sort de toutes les personnes impliquées dans cette affaire s'en trouverait amélioré. Me sentant dans l'impasse et dans le désespoir total, j'ai accepté de confirmer les déclarations faites par Mazurenko, Čečel', le citoyen Kossak et les autres. On m'a exhibé tout un tas de procès-verbaux et donné à en lire des extraits » [281].

Quelques mois après, il va plus loin dans sa démarche, écrivant la très longue lettre à Staline que nous avons déjà évoquée, dans laquelle il explique la manière dont on lui avait extorqué des aveux.

Au cœur de l'aveu : la criminalisation du quotidien et l'élargissement de l'espace politique

La longue préparation qui conduit des communistes à avouer, soumis en permanence durant leur carrière à désaveu, reconnaissance de faute, soumission, autocritique, qu'évoquent Annie Kriegel et Nicolas Werth, n'est pas, en revanche, présente ici ; sans doute, l'épuisement face aux pressions et aux violences qui ont précédé l'arrestation, les « aboiements » qu'évoquent Efremov ou encore le souhait désespéré, pour y échapper, d'être incarcéré, ont-ils fragilisé ceux qui sont arrêtés. Mais certains n'avaient pas été au centre de ces attaques, et, quoi qu'il en soit, aucun n'a subi une dénégation de ses positions dans son propre milieu. Aucun n'est dans la situation de Boukharine, qui mêle conviction, devoir de loyauté et

tentative désespérée de sauver ce qui peut l'être de ses engagements.

Le machiavélisme du mécanisme de l'aveu, tel qu'il est mis en avant, tient aux réinterprétations des faits réels par les instructeurs. Ces derniers offrent ainsi aux prévenus cette issue dramatique qu'est l'aveu-dénégation. En relisant un passé qu'ils ont vécu, en faisant référence à des groupes de proches qui ont existé, ils n'introduisent jamais le doute dans les esprits, mais réécrivent à leur manière ce passé. L'aveu-dénégation consiste donc à répéter, dans les termes de la GPU, ce qui a eu lieu, en des termes complètement différents. Šrag, arrêté en mars 1931, puis exilé, explique en 1965, de façon très claire, ce procédé consistant à réinterpréter l'existant : « Je ne connaissais aucune organisation, je n'avais aucune occupation parasite et ne préparais pas de révolte. Les instructeurs ont exigé de moi que je nomme les participants à l'organisation c[ontre]-r[évolutionnaire] des anciens membres de l'UPSR, mes amis… J'ai dit que les visites et rencontres à domicile pour diverses fêtes familiales avec mes camarades Mazurenko, Čečel', Filippovič et d'autres étaient des réunions de membres de l'organisation contre-révolutionnaire » [317].

Il est intéressant ici de revenir sur la forme des aveux de Boukharine. Lorsqu'il est mis en accusation lors des plénums du Comité central en 1933, 1936 et février-mars 1937, il rejette les accusations de participation à un groupe terroriste, et ses collègues lui reprochent de ne pas reconnaître sa culpabilité politique et de se limiter aux arguments juridiques[73]. Or, c'est bien dans ce passage entre des faits établis et reconnus par le prévenu et une interprétation imaginaire, traduite ici par « culpabilité politique », que réside alors le fond de l'aveu. La culpabilité politique consiste à plaquer une grille de lecture dont les termes sont exclusivement politiques, inscrits dans le champ du complot et du terrorisme, sur des réalités qui n'ont rien à voir avec ces éléments. Des qualificatifs politiques, qui

73. Nicolas Werth, *op. cit.,* p. 340-341.

suffisent à fournir la preuve de la culpabilité, sont apposés sur une géométrie de relations et d'actions passées. Ce qui relève du politique est élargi à des champs entiers de la sphère professionnelle et privée.

Cette tactique était déjà présente dans le procès des ingénieurs des mines de Šahty, mais de façon moins élaborée. On peut évoquer un parallèle entre les procès du début des années 1920 qui mettaient en cause l'appartenance à des partis politiques, et ceux qui ont eu lieu à la fin de la décennie. Ce parallèle n'est cependant fondé que sur la forme que donne l'accusation, qui réunit dans un schéma particulièrement mensonger toute forme d'organisation ou de groupe. C'est ainsi que l'aveu d'un membre du présidium de la section médicale de l'Académie des sciences d'Ukraine, inculpé dans le cadre de l'affaire de la SVU, s'exprime sous une forme d'aveu-dénégation, fondé sur une mise en relation d'un groupe constitué et d'une interprétation imaginaire : « si, comme je l'ai appris de l'instructeur, un lien est établi entre ne serait-ce qu'une partie du présidium et une organisation politique contre-révolutionnaire, qui a pu influer sur le présidium, alors l'activité du dernier aurait pu prendre un caractère antisoviétique, ne serait-ce que subjectivement, sans que cela n'apparaisse comme tel » [318]. Un certain Holodyny, ou encore un autre, Šilo « avouent » de manière analogue :

« G. G. Holodnyj a déclaré qu'il était tombé sous l'influence des nationalistes efremoviens, avait fait des erreurs politiques, avait plongé dans le marais de l'illégalisme ».

Durant l'interrogatoire du 20 septembre 1929, il donne des éclaircissements : « Après tout ce que j'ai appris de l'instructeur Ûžnyj, et après avoir réfléchi durant le mois que j'ai passé ici, je suis obligé de reconnaître que, tant par mes idées que par les orientations de mon activité clandestine, j'ai appartenu à l'organisation contre-révolutionnaire « Union pour la libération de l'Ukraine ».

Plus tard, durant l'instruction préliminaire, Holodnyj a donné une déposition selon laquelle il doutait de l'existence de la « SVU ».

Dans sa déposition du 12 octobre 1929 K. S. Šilo a présenté comme suit sa participation à la « SVU » : « … Durant mes dépositions précédentes, j'ai affirmé que je n'ai pas participé directement à l'organisation "Union pour la libération de l'Ukraine". Mais je me rends compte maintenant que, à partir du moment où je parlais avec Efremov, Nikovskij, Durdukovskij et d'autres, que je sympathisais idéologiquement avec eux et avec d'autres acteurs politiques et sociaux importants, qui m'imposaient leur autorité, j'ai agis, à l'évidence, comme membre de l'organisation contre-révolutionnaire "Union pour la libération de l'Ukraine", bien que le cercle dirigeant de cette organisation n'ait pas exigé de moi un tel travail. Maintenant je comprends que tout le travail, soviétique et social, que j'ai mené, était contre-révolutionnaire et que je l'ai mené comme membre de cette grande organisation, dispersée dans tous les coins de l'Ukraine, qui sans statut précis et sans organe dirigeant précis, a directement dans la personne de l'intelligentsia ukrainienne, nombreuse, mené un travail hostile au pouvoir soviétique… Mais je n'ai pas porté préjudice au pouvoir soviétique… J'essaie de me souvenir du travail de l'organisation en tant que telle et de ma participation personnelle à celle-ci, mais je n'y arrive pas… » [318].

Conclusion

Dans un ouvrage récent, Marc Ferro distingue plusieurs types de personnes qui ont fait face aux grandes crises du XXe siècle[1]. Il décrit ainsi l'un d'entre eux, Maurice Halbwachs, universitaire renommé, dont la grande préoccupation, durant les premières années de la Seconde Guerre mondiale, est son élection au Collège de France, alors qu'un de ses proches, Marcel Mauss, a été contraint de quitter cet établissement en vertu des lois antijuives. Maurice Halbwachs meurt à Buchenwald après que son fils a été arrêté pour faits de résistance. Il en décrit aussi un autre, anonyme, qui pense échapper aux violences dans un village près du Vercors où il séjourne, alors que les troupes allemandes s'apprêtent à lancer l'offensive. Il ne voit pas ce qu'il aurait à se reprocher. Il disparaîtra cependant, après avoir été fait prisonnier dès l'arrivée des Allemands. Les personnages de notre histoire posent les mêmes questions. Leur individualité, leur parcours permettent de saisir l'imbrication entre sphère politique, sphère policière et espace individuel, professionnel ou privé.

Les relations entre ces diverses sphères se développent selon plusieurs logiques. On se sait surveillé au milieu des années 1920, mais on ne modifie pas en profondeur son comportement. La surveillance est là, présente, mais n'est pas encore trop menaçante. À la fin des années 1920, les choses ont profondément changé, les comportements sont souvent

1. Marc Ferro, *Les individus face aux crises du XXe siècle,* Odile Jacob, Paris, 2005.

marqués par l'inquiétude et les simulations : Gruševskij lui-même, après l'arrestation d'Efremov, affirme qu'il travaille désormais de façon marxiste **[265]**…

Nous avons vu que la surveillance n'est pas tant orientée vers une analyse approfondie de l'action scientifique ou politique de chacun, d'ailleurs le plus souvent inexistante, que vers l'observation et la transcription d'une vie au jour le jour, faite de relations et de rencontres, de collaborations ou de conflits. Sous le regard de la GPU, l'insertion de ces personnages dans l'histoire politique ne fait donc pas d'eux des héros qui lutteraient frontalement contre le stalinisme grandissant. Elle se fait sous la forme d'un quotidien qui donne à ces personnages une réelle dimension humaine, sans pour autant leur retirer leur dimension historique. L'alliance entre ces deux dimensions souligne toute la complexité mais aussi toute la richesse de l'histoire de ces années.

Déception, découragement, épuisement

L'usure et l'épuisement ne peuvent être exclus du cadre d'explication des formes d'action, d'opposition ou de soumission de ceux qui traversent ces années. Sans doute, nous l'avons souligné, sont-ils passés, que ce soient Gruševskij et, peut-être dans une moindre mesure, Efremov, à côté de l'histoire qui se déroulait sous leurs yeux. Sans doute n'ont-ils pas compris qu'une alliance au sein de l'Académie aurait donné moins de prise aux attaques frontales qui vont les frapper à la fin des années 1920. Sans doute n'ont-ils pas interprété de façon correcte l'éviction de Šumskij ou d'autres acteurs politiques, n'y voyant que des épisodes de conflits politiques au sommet qui ne les concernaient pas. Ils prenaient même parfois plaisir à constater ces violences, n'en discernant pas les véritables enjeux. Enfin, les ambitions personnelles les ont parfois aveuglés, le désir presque obsessionnel de Gruševskij de deve-

nir président de l'Académie des sciences, et ce jusqu'en 1928, ne lui permettant pas d'élaborer d'autres stratégies, plus adéquates. Il n'y a là, d'ailleurs, rien d'exceptionnel, et Gruševskij autant qu'Efremov partagent ainsi avec la plupart des membres de l'élite, y compris politique, des années 1920, un manque de lucidité ou plutôt une incapacité à comprendre un devenir construit sur l'inattendu.

En juin 1930, les signes d'allégeance aux nouveaux puissants (en apparence au moins) se multiplient, au détriment de la fidélité à Gruševskij. L'académicien Bagalej prend l'avantage [240] et ceux qui ne veulent pas se retrouver définitivement exclus du jeu institutionnel se tournent vers lui. Ils pensent éviter de cette façon la répression et la violence dont ils sentent la proximité. Il devient alors difficile d'opérer une distinction entre stratégies institutionnelles et simples stratégies de survie. Ces comportements sont la conséquence directe des arrestations, même si le vieillissement évident de Gruševskij en constitue aussi un déterminant. Il est délicat de distinguer ce qui tient à une logique, somme toute classique, de renouvellement des élites, et ce qui tient aux conséquences d'une intimidation particulièrement explicite. Sans doute, le glissement de l'un à l'autre est désormais réalisé, et l'arrestation d'Efremov en a été l'une des causes.

Cependant les changements d'attitude, les formes de plus en plus atténuées de résistance, la résignation naissante, conduisent à une véritable soumission à partir de 1929. Celle-ci est aussi l'expression d'un épuisement, dû au caractère très illusoire des combats menés, qui aboutissent à partir de la fin des années 1920 à un échec manifeste et à un sentiment d'impuissance totale.

Dès le début de l'année 1928, Gruševskij a probablement souhaité partir à l'étranger, sans doute fatigué de se heurter à une réalité qui l'écrasait. Si l'on en croit Vladimir Vinničenko, ce désir était même antérieur, et se serait manifesté à plusieurs reprises depuis. Vinnicenko note dans son journal en date du 19 août 1924 : « Gruševskij lui-même ne passe pas la nuit chez lui, il craint d'être arrêté. Il voudrait repartir à l'étranger, mais

il n'est pas sûr qu'on l'autorise à partir. À ce qu'il dit, il est revenu en Ukraine prêt à toutes les situations difficiles, mais ce qu'il a trouvé dépasse toutes ses craintes… C'est pitoyable pour le vieux[2] ». Les opposants à Gruševskij eux-mêmes, le cercle de Krymskij, ont souvent fait courir de tels bruits. La GPU en a été le témoin et s'en est inquiétée.

Quelles qu'aient été ses motivations exactes, il est certain qu'il souhaite voyager : « Cela fait quatre ans que je ne suis pas allé à l'étranger et je ressens le besoin de renouer des contacts et de me mettre au courant des dernières publications » [138]. Il effectue une demande au début de l'année 1928, sans succès.

La soumission totale, l'abaissement devant les plus hauts responsables de l'État stalinien, vient cependant après la plus dure des épreuves, l'arrestation, la menace, la découverte des méthodes de répression les plus brutales et de l'impossibilité de faire parler la raison face à des interrogateurs dont la logique est définitivement étrangère aux logiques rationnelles d'un Gruševskij ou d'un Efremov. Efremov ne cédera rien de ses positions avant son arrestation et son procès. Gruševskij, de son côté, tente de développer de nouveaux travaux, de nouvelles institutions, jusqu'en 1930, après même qu'a été annoncée l'affaire du SVU. En revanche, son arrestation va en faire un autre homme, brisé et malade.

Cette soumission repose aussi sur la crainte, qui s'installe définitivement après la vague d'arrestations de 1930 et 1931. L'attitude de Gruševskij change vis-à-vis de la GPU puis du NKVD. Si, auparavant, il ne se faisait pas d'illusion et savait bien qu'il était surveillé, il était d'une prudente retenue, mais cela ne l'empêchait pas de dire assez souvent ce qu'il pensait, et d'espérer développer ses projets. Après 1931, en exil à Moscou, son attitude est profondément modifiée. En 1934, un indicateur du NKVD envoyé à Kiev rapporte une conversation qu'il a eue avec Šamraj : « Lorsque j'ai commencé à tâter le terrain

2. Volodomir Vinničenko, *Journal, 1921-1925*, Edmonton-New York, Institut canadien d'études ukrainiennes, 1983, p. 663.

au sujet des jeunes générations et des générations intermédiaires, Šamraj a répondu que tous les héritiers de Gruševskij ont été définitivement anéantis. Ils sont en exil, etc. Elle a évoqué la réponse sage et courageuse de son fils Šamraj (que Gruševskij, lors de son départ à Moscou, a fait nommer à un poste de responsabilité aux Archives historiques), lorsqu'on lui a demandé pourquoi l'académicien ukrainien Gruševskij ne publiait pas ses travaux historiques en ukrainien et préférait les envoyer en russe à Leningrad pour les faire publier là-bas. "Vous savez, mon fils a répondu la chose suivante : il serait étonnant que M. S. agisse autrement, après tout ce qu'il a subi en Ukraine" » [300].

Les lettres de Gruševskij à Staline **[284]**, Molotov **[302]** et Agranov [303] expriment sans doute avec le plus de violence la dégradation d'un homme épuisé. On ne peut affirmer avec certitude que la première arriva à son destinataire, mais il est très probable que Staline l'ait lue, puisque le dictateur s'intéressait personnellement au destin du savant. Quoi qu'il en soit un haut responsable examina attentivement cette lettre : trois pages écrites à la machine sont conservées avec des notes marginales et l'exigence d'obtenir de l'académicien des éclaircissements sur ce qu'il voulait précisément dire lorsqu'il évoquait les circonstances de son arrestation. Sur les trois pages, dix points sont soulignés, associés à des exigences. Au point huit, il est question du rappel du procès de la SVU par le savant : « Dactylographiez ces déclarations, car Gruševskij doute de l'activité des organes de la GPU et en particulier considère que le procès de la SVU fut une provocation[3] ».

Le régime n'oublia pas la question de la lettre que Gruševskij s'était promis d'envoyer à divers acteurs politiques actifs d'Ukraine, appelant à interrompre la lutte contre le régime bolchevique. Le 21 avril 1931, Âkov Agranov écrit aussi à Âgoda : « L'académicien M. S. Gruševskij m'a donné un projet de lettre à envoyer à l'étranger et des adresses aux-

3. V. Pristajko et Û. Šapoval, *op. cit.*, 1999, p. 101-102.

quelles il souhaite les envoyer. La lettre, on le comprend, est écrite en ukrainien. Gruševskij veut aussi écrire des lettres analogues à quelques savants français. Il est prêt à inclure dans ces lettres les corrections que nous lui indiquerons. Je vous demande vos instructions[4] ».

Un ensemble de feuilles subsistent sur lesquelles sont indiquées les adresses des personnes auxquelles devaient être envoyées les lettres de Gruševskij. Ces adresses sont divisées en deux parties : la Galicie et la Tchécoslovaquie, où se trouvaient beaucoup de militants ukrainiens. La France n'y figure pas. Parmi les personnes citées, Kirill Studinskij, Vladimir Dorošenko, Miron Korduba, Denis Luk'ânovič, Âroslav Bidlo, Stepan Smal'-Stockij, Vasilij Simovič, Aleksandr Micûk.

Deux variantes en langue russe de la lettre sont conservées, écrites de la main de Gruševskij, ainsi que deux variantes dactylographiées[5]. Leur auteur y formule une évaluation positive de la politique du régime bolchevique, en particulier de la collectivisation, du procès du SVU, d'autres drames encore qui ont le plus attiré l'attention des Européens. L'une des variantes se termine ainsi : « L'intelligentsia ukrainienne a été convaincue que le gouvernement soviétique domine la situation et réalisera son programme de construction socio-économique et culturelle nationale de façon forte et indéfectible.

J'estime nécessaire de vous faire prendre connaissance de la situation en raison des communiqués qui paraissent dans la presse étrangère, sur les difficultés que traverserait la construction soviétique, sur les tentatives de s'y opposer et sur ses échecs. Il ne faut pas attacher d'importance à ces communiqués[6] ».

4. *Ibidem*, p. 98.
5. *Ibidem*.
6. *Ibidem*.

Sciences, polémiques, conflits et ambitions

Que ce soit en URSS ou ailleurs, dans les années 1920 ou aujourd'hui, le monde scientifique n'a jamais été un lieu de sérénité, exclusivement consacré à la science, faisant fi des conflits personnels et ne vivant que de polémiques argumentées et passionnées car touchant au cœur de l'activité de connaissance. Les considérations personnelles, les rivalités et hostilités s'expriment à l'intérieur du laboratoire ou du centre de recherche, sous couvert d'une argumentation qui se veut extérieure à la versatilité de chacun. Le quotidien du chercheur, aujourd'hui comme par le passé, est parfois fait de sentiments bien personnels, peu compatibles avec l'image que la communauté des savants veut donner d'elle-même. Le scientifique n'est pas extérieur au monde politique, bien qu'il le considère souvent avec méfiance ou mépris, parce que ce monde est partisan et souvent incapable de reconnaître le besoin de connaissance. Il en fait cependant usage, s'y inscrit, pour trouver support et soutien dans le jeu des rivalités internes à son propre monde. L'engagement de conviction est une composante de cette insertion et le souci d'acquérir une place de choix dans la rude compétition d'accès aux moyens et aux positions en est une autre. Les croisements sont donc nombreux entre le monde politique et le monde savant. Les acteurs scientifiques jouent de leurs amitiés ou de leur proximité avec les acteurs politiques, tout en affirmant leur autonomie scientifique. Les expressions de cette intrication sont diverses.

Ces éléments constitutifs du monde savant sont universels. Ils surgissent là où on ne les attend pas, y compris dans des contextes extrêmes de violence politique. Sans doute apparaissent-ils même mieux dans ce type de contexte, tant sont alors révélées les tensions et les complicités entre les deux mondes. La violence politique, pour extrême qu'elle soit, dans l'URSS des années 1920 et 1930, la relation conflictuelle entre les élites scientifiques et les élites politiques, n'éliminent pas les fortes

tensions qui agitent les premières. Elles peuvent même les renforcer. Ni les multiples tentatives de contrôler ces élites, menées par les autorités politiques, ni les pressions que ces élites subissent, ni l'arrivée de nouveaux venus moins légitimes aux yeux de celles qui sont en place, ne conduisent celles-ci à s'unir pour faire front. Elles continuent à se déchirer pour des enjeux dont on observe, *a posteriori*, le caractère dérisoire.

Ce quotidien du monde savant ne présente pas un intérêt marginal, réservé aux curieux de l'arrière-cour du travail scientifique. Il est en effet au cœur de la relation qui s'établit entre ce monde et celui des politiques. Il exprime souvent le décalage entre, d'une part, le monde politique ou l'opinion publique, tous deux porteurs d'une représentation dogmatique et absolue de la science, qui serait pourvoyeuse de la vérité seule et unique, et, d'autre part, ce monde savant secoué par de nombreux conflits. Ces relations passent cependant souvent par des formes de compromis ou d'accords implicites.

Participation, malentendu, inattendu

La participation de ces élites à l'administration mise en place par le gouvernement bolchevique peut surprendre. Comment ces élites, le plus souvent libérales, parfois issues de milieux révolutionnaires, toutes se réclamant de la raison et du progrès, ont-elles pu ainsi contribuer à la montée du stalinisme et participer à des institutions qui offraient à Staline un pouvoir sans partage et lui permettaient de mener une répression féroce ? Comment, de leur côté, les bolcheviks ont-ils accepté de laisser la science aux mains peu loyales de femmes et d'hommes tout droit sortis d'un passé qu'ils veulent révolu ? Pour les premiers, en effet, la science est sur un piédestal, à partir duquel une gestion rationnelle de tous les domaines, de la vie sociale au progrès technique, devient possible. Mais ils se méfient aussi d'une science qu'ils qualifient de bourgeoise,

espèrent pouvoir la renouveler et la transformer au service d'un monde nouveau. Quelles raisons ont poussé, de leur côté, les générations nées autour des années 1870-1880 à participer activement à la formation d'un État dont l'action s'est très tôt opposée à celle qu'ils appelaient de leurs vœux ? Leur conception de l'État moderne tel qu'il se dessinait à la fin du XIXe siècle était en effet celle d'un État éclairé où la démarche scientifique devait orienter sa gestion et les décisions politiques. Scientifiques, ils se plaçaient alors au-dessus des politiques.

Cette participation était construite sur un malentendu. Les statisticiens moscovites, que nous avons étudiés par ailleurs[7], étaient porteurs d'un projet de modernisation, et ont adhéré à certains aspects des discours bolcheviks et de leurs projets, qui émanaient d'une même conception de la modernisation et de la place de la science dans l'action de l'État. Le présent livre permet de mieux comprendre la nature du malentendu, d'autant plus qu'il n'est plus question ici de l'État moderne mais de l'État-nation. Nous y avons mis l'accent sur une biographie particulière, observée au prisme de la surveillance ordinaire d'un homme peu ordinaire, Mihail Gruševskij, personnage complexe à deux facettes, visage scientifique et visage politique : historien renommé, chef de file de l'élaboration d'une histoire de l'Ukraine, il ne s'est pas situé pour autant dans une opposition frontale au pouvoir soviétique. Pour comprendre les actions qu'il engage et les doutes qu'il exprime après 1919 et l'échec du gouvernement indépendant en Ukraine, puis l'action qu'il mène et les positions qu'il prend après 1924, durant la montée du pouvoir stalinien, un éclairage biographique était indispensable.

L'attendu et l'inattendu font partie de cette histoire. L'inattendu est marqué par les inflexions et les brusques retour-

7. Nous avions déjà posé ces questions en étudiant la participation des statisticiens, membres d'une administration centrale, la direction de la statistique, aux transformations politiques : Alain Blum et Martine Mespoulet, Paris, La Découverte, 2003, *op. cit.*

nements des politiques nationales, la brutale mise en œuvre de nouvelles orientations, opposées à celles que d'autres responsables très en vue avaient défendues. L'inattendu tient à l'hétérogénéité des positions, au sein même des cercles dirigeants, qui font croire jusqu'à la fin des années 1920 à des ouvertures et à des orientations diverses, et rendent la brutalité de la position stalinienne improbable avant qu'elle ne devienne évidente.

L'inattendu aussi tient au décalage dans les stratégies que suivent les acteurs de cette histoire : les bolcheviks d'une part, Gruševskij ou Efremov de l'autre. Ces derniers se sont appuyés avant la Révolution et durant les quelques années qui l'ont suivie, sur une représentation particulière des bouleversements en cours, de la place de l'individu dans l'histoire, du fonctionnement des réseaux de relations. La stratégie de Gruševskij ne se modifie que très tardivement, au tout début des années 1930. Elle se heurte à des pratiques bolcheviques nouvelles, des intentions, des manœuvres menées par les forces policières et politiques, que Gruševskij intègre très, trop, lentement dans sa conduite. Elle se heurte aussi à l'hétérogénéité évidente des cercles dirigeants, à laquelle il ne prête pas une attention suffisante. Efremov, lui, n'aura pas le temps de changer ses pratiques, car il a été arrêté à l'aube de ces bouleversements. Aveuglément ou contingence, l'opacité du jeu politique est l'un des éléments qui expliquent ces décalages.

Table des documents publiés sur le site http://cercec.ehess.fr/fauxcoupables

Avertissement : les documents également publiés dans ce livre sont indiqués en caractères gras.

[1] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U : souhait de M. Gruševskij de rentrer en Ukraine, 25 janvier 1921.

[2] Extrait d'une lettre de Vladimir Vinničenko à Evgenij Čikalenko, 2 mars 1921.

[3] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U : venue en Ukraine de M. Gruševskij et d'autres socialistes-révolutionnaires ukrainiens, 26 avril 1921.

[4] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U : « L'intelligentsia ukrainienne », 4 juin 1921.

[5] Lettre de Mihail Gruševskij à Hristân Rakovskij, président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, concernant la situation politique en Ukraine, Le 15 novembre 1921.

[6] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U concernant le groupe de M. Gruševskij, 30 janvier 1922.

[7] Extrait du rapport du directeur de l'Agitation et de la propagande (Agitprop) du CC PC(b)U, Nikolaj Popov lors de la réunion des agitateurs-propagandistes de toute l'Ukraine, consacrée à la lutte contre les partis petits-bourgeois, 3 février 1922.

[8] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U sur la légalisation d'anciens membres du parti des socialistes-révolutionnaires d'Ukraine (UPSR) – les membres du groupe de Mihail Gruševskij, 23 mai 1923.

[9] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U sur la question de M. Gruševskij, 2 novembre 1923.

[10] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PCR(b) sur l'arrivée de M. Gruševskij en URSS, 10 novembre 1923.

[11] Télégramme d'Aleksandr Šlihter, plénipotentiaire du Commissariat du peuple aux affaires étrangères de l'URSS en Ukraine à M. Levickij, représentant permanent de l'Ukraine en Autriche, à propos du retour de M. Gruševskij en Ukraine, 21 novembre 1923.

[12] Extrait d'une lettre de M. Lûbčenko, rédacteur du plénipotentiaire du Commissariat du peuple aux affaires étrangères de l'URSS en Ukraine à M. Levickij, représentant permanent d'Ukraine en Autriche, 22 novembre 1923.

[13] Extrait du procès-verbal de la séance du Petit présidium du comité exécutif central d'Ukraine sur l'autorisation d'entrée de M. Gruševskij en Ukraine, 28 novembre 1923.

[14] Sauf-conduit délivré par le Comité exécutif central d'Ukraine à Mihail Gruševskij, 28 novembre 1923.

[15] Extrait du journal de Sergej Efremov, 31 décembre 1923.

[16] Extrait du journal de Sergej Efremov, 5 janvier 1924.

[17] Lettre sur les garanties données à M. S. Gruševskij, adressées au département de la province de Kiev de la GPU d'Ukraine et au président du comité exécutif de la province de Kiev, 14 février 1924.

[18] Extrait du journal de Sergej Efremov, 7 mars 1924.

[19] Lettre du chef du département de la GPU de la province de Kiev, du chef du secteur opérationnel secret, du chef du département du contre-espionnage, à V. Ivanov, chef du département du contre-espionnage de la GPU d'Ukraine, 15 mars 1924.

[20] Communication sur M. Gruševskij, 18 mars 1924.

[21] Arrêté concernant le dossier n° 1023, 20 mars 1924.

[22] Note opérationnelle à propos du dossier n° 1023, 20 mars 1924.

[23] Lettre du chef du secteur opérationnel secret de la GPU d'Ukraine, du chef du département de contre-espionnage de la GPU d'Ukraine et du chargé de mission du 5e groupe du département de la GPU de la province de Kiev, 26 mars 1924.

[24] Renseignements fournis par le Département de la GPU de la circonscription de Kiev à la GPU d'Ukraine concernant l'affaire de « La Victime », 19 avril 1924.

[25] Extrait d'une lettre du département du contre-espionnage de la GPU d'Ukraine au département de la GPU de la province de Kiev, 21 avril 1924.

[26] Extrait du procès-verbal du Petit présidium du comité exécutif central d'Ukraine sur la restitution à Mihail Gruševskij de sa maison, 1er juillet 1924.

[27] Extrait du journal de Vladimir Vinničenko, 19 août 1924.

[28] Télégramme de M. Gruševskij au Comité exécutif central d'Ukraine concernant la libération de l'académicien Nikolaj Vasilenko, 5 novembre 1924.

[29] Extrait du journal de Sergej Efremov, 15 novembre 1924.

[30] Lettre de Matvej Âvorskij, vice-président de la Direction des sciences d'Ukraine à l'Académie des sciences d'Ukraine, 8 décembre 1924.

[31] Lettre de Mihail Gruševskij à Aleksandr Šumskij, commissaire à l'éducation d'Ukraine, concernant le personnel de l'Académie des sciences d'Ukraine et de la chaire d'histoire de l'Ukraine, janvier 1925.

[32] Déclaration d'un indicateur sur M. S. Gruševskij, 6 mars 1925.

[33] Extrait du journal de Sergej Efremov, 19 juin 1925.

[34] Extrait du journal de Sergej Efremov, 25 juin 1925.

[35] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U concernant l'entretien entre Lazar Kaganovič et Agatangel Krymskij, Mihail Gruševskij, Aleksandr Doroškevič, 26 juin 1925.

[36] Circulaire de la GPU d'Ukraine concernant le livre de Mihail Gruševskij, *Histoire de l'Ukraine et de la Russie*, août 1925.

[37] Extrait du rapport de l'indicateur « Le Blanc », 1er septembre 1925.

[38] Lettre du chef de la Direction opérationnelle secrète de la GPU au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 2 octobre 1925.

[39] Extrait du journal de Sergej Efremov, 16 octobre 1925.

[40] Extrait de la communication de l'indicateur « L'homme de la steppe », 16 novembre 1925.

[41] Extrait de la communication d'un indicateur sur M. S. Gruševskij, 8 décembre, 1925.

[42] Mémorandum concernant le dossier M. Gruševskij, 15 décembre, 1925.

[43] Extrait du journal de Vladimir Vinničenko, 17 décembre.

[44] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U concernant la communication de la GPU sur la situation politique de la république, 8 janvier 1926.

[45] Extrait du journal de Sergej Efremov, 28 janvier 1926.

[46] Lettre du chef de la Direction opérationnelle secrète de la GPU d'Ukraine, de l'assistant du chef du Département secret et du chargé de mission du Département secret au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 5 avril 1926.

[47] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U : « Sur l'Académie des sciences d'Ukraine », 14 avril 1926.

[48] Extrait des informations fournies par l'indicateur « Om », 6 mai 1926.

[49] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U concernant le récit de Mihail Mogilânskij paru dans la revue Červonij Šljah, 22 mai 1926.

[50] Lettre du chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev et du chef du Département secret au président de la GPU d'Ukraine V. A. Balickij, 25 mai 1926.

[51] Extrait du journal de Sergej Efremov, 31 mai 1926.

[52] Extrait du journal de Sergej Efremov, 5 juin 1926.

[53] Extrait de la note du Département de la presse du CC PC(b)U au sujet de la presse et de la nécessité de riposter à M. Gruševskij, juillet 1926.

[54] Extrait du journal de Sergej Efremov, 29 août 1926.

[55] Extrait de la circulaire secrète de la GPU d'Ukraine « À propos du séparatisme ukrainien », 4 septembre 1926.

[56] Arrêté du Bureau politique du CC PC(b)U « À propos de l'anniversaire de Gruševskij », 7 septembre 1926.

[57] Instruction de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 10 septembre 1926.

[58] Circulaire de la GPU d'Ukraine « À propos de l'anniversaire de l'académicien Gruševskij », 11 septembre 1926.

[59] Lettre du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, 11 septembre 1926.

[60] Lettre d'explication du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au président par intérim de la GPU d'Ukraine, K. Karlson, concernant l'anniversaire de M. Gruševskij, 13 septembre 1926.

[61] Lettre du chef de la Direction opérationnelle secrète de la GPU d'Ukraine, de l'assistant du chef du Département secret et du chef par intérim du Bureau N° 1 du Département secret à Terentij Deribas, chef du Département secret de l'OGPU d'URSS, 15 septembre 1926.

[62] Extrait du journal de Sergej Efremov, 15 septembre 1926.

[63] Extrait du journal de Sergej Efremov, vice-président de l'Académie des sciences d'Ukraine, 15 septembre 1926.

[64] Instruction de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev concernant l'anniversaire de Gruševskij, 18 septembre 1926.

[65] Extrait de la communication d'un indicateur sur M. S. Gruševskij, 19 septembre 1926.

[66] Réponse de Karl Karlson, président par intérim de la GPU d'Ukraine, à la lettre d'explications du Département de la GPU de la circonscription de Kiev sur l'anniversaire de Mihail Gruševskij, 21 septembre 1926.

[67] Informations fournies par le Département de la GPU de la circonscription de Kiev à V. Gorožanin, chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, concernant l'anniversaire de Gruševskij, 22 septembre 1926.

[68] Lettre de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 24 septembre 1926.

[69] Extrait d'une note opérationnelle sur l'anniversaire de M. Gruševskij, 27 septembre 1926.

[70] Note d'information établie à partir des renseignements fournis par un indicateur sur l'anniversaire de M. Gruševskij 27 septembre 1926.

[71] Lettre du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, V. Gorožanin, 28 septembre 1926.

[72] Renseignements du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, V. Gorožanin, concernant l'anniversaire de M. Gruševskij, 30 septembre 1926.

[73] Extrait du journal de Sergej Efremov, 30 septembre 1926.

[74] Discours de Mihail Gruševskij lors de la séance solennelle consacrée à son 60e anniversaire, 3 octobre 1926.

[75] Intervention du président du Comité exécutif de l'arrondissement de Kiev, Afanasij Lûbčenko, à l'occasion de la célébration du soixantième anniversaire de Mihail Gruševskij, 3 octobre 1926.

[76] Note du chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, V. Gorožanin, concernant la préparation de la publication de la biographie de M. Gruševskij, 4 octobre 1926.

[77] Extrait d'une lettre du professeur Alexandr Ogloblin à l'académicien Mihail Slabčenko, ouverte par les services de renseignement, 5 octobre 1926.

[78] Extrait du journal de Sergej Efremov, 9 octobre 1926.

[79] Lettre de la GPU d'Ukraine au chef du Département secret de l'OGPU, T. Deribas, 10 octobre 1926 au plus tard.

[80] Rapport spécial de la GPU d'Ukraine envoyé à l'OGPU d'URSS sur l'anniversaire de M. Gruševskij, 10 octobre 1926 au plus tard.

[81] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U concernant l'anniversaire de Gruševskij, 29 octobre 1926.

[82] Note de synthèse spéciale du Département de la GPU de la circonscription de Kiev relative à l'anniversaire de Gruševskij adressée à la GPU d'Ukraine, octobre 1926.

[83] Lettre du Département secret de la GPU d'Ukraine au chargé du renseignement, demandant la mise en place d'une surveillance de M. Gruševskij, 6 novembre 1926.

[84] Copie d'une lettre d'Ivan Feŝenko-Čopivskij à Mihail Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 10 novembre 1926.

[85] Renseignements fournis par l'indicateur « Jean », 21 novembre 1926.

[86] Lettre du Département de la GPU de la circonscription de Kiev à la GPU d'Ukraine concernant une lettre destinée à M. Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 23 novembre 1926.

[87] Déclaration sur Mihail Gruševskij, adressée à la Direction des sciences d'Ukraine et transmise par le commissariat à l'Éducation d'Ukraine à la GPU d'Ukraine, 27 novembre 1926.

[88] Réponse de la GPU d'Ukraine à la GPU de la circonscription de Kiev concernant la demande d'information sur Ivan Feŝenko-Čopivskij, 4 décembre 1926.

[89] Extrait du journal de Sergej Efremov, 5 décembre 1926.

[90] Lettre de M. Levickij sur sa rencontre avec M. Gruševskij, adressée aux membres du Bureau politique du CC PC(b)U et transmise par le CC PC(b)U au président de la GPU d'Ukraine, V. Balickij, 1926 (sans date).

[91] Déclaration faite à la GPU d'Ukraine sur Gruševskij, 3 janvier 1927.

[92] Lettre du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au président de la GPU d'Ukraine, V. Balickij, 6 janvier 1927.

[93] Copie d'une lettre adressée à M. Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 9 janvier 1927.

[94] Lettre du chef par intérim du Département de la GPU de la circonscription de Kiev et du chef du Département secret au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, 12 janvier 1927.

[95] Lettre de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev concernant la lettre anonyme adressée à Mihail Gruševskij, 19 janvier 1927.

[96] Lettre d'information du chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au président de la GPU d'Ukraine, V. Balickij, concernant l'académicien Gruševskij, 24 janvier 1927.

[97] Extrait d'une communication d'un indicateur sur Mihail Gruševskij, 2 février 1927.

[98] Note de V. Balickij, président de la GPU d'Ukraine, adressée au CC PC(b)U, à L. Kaganovič et à V. Zatonskij, concernant l'académicien M. S. Gruševskij, 8 février 1927.

[99] Extrait du discours de L. Kaganovič au plénum du Comité central du PC(b)U, 1927.

[100] Arrêté du Bureau politique du Comité central du KP(b)U, relatif à l'« Académie des sciences », 24 mars 1927.

[101] Extrait du journal de Sergej Efremov, 31 mars 1927.

[102] Extrait du journal de Sergej Efremov, 6 juin 1927.

[103] Extrait du journal de Sergej Efremov, 8 juin 1927.

[104] Communication du chef du Département de contre-espionnage et du chef du Département étranger de la GPU d'Ukraine au représentant permanent de l'OGPU d'URSS en Ukraine, 8 juin 1927.

[105] Extrait du procès-verbal du Bureau politique du CC PC(b)U concernant la perquisition effectuée chez M. Gruševskij, 17 juin 1927.

[106] Instruction de V. Balickij, président de la GPU d'Ukraine, au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 17 juin 1927.

[107] Lettre du chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine relative à la perquisition de l'appartement de M. Gruševskij, 18 juin 1927.

[108] Extrait d'un rapport de l'indicateur « Les Fleurs », 18 juin 1927.

[109] Communication du chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev à V. Balickij, président de la GPU d'Ukraine, concernant l'enquête sur la perquisition de l'appartement de M. Gruševskij, 24 juin 1927.

[110] Copie d'une lettre ouverte par les services de renseignement, expédiée de Genève et destinée à M. S. Gruševskij, 25 juillet 1927.

[111] Copie d'une requête de M. S. Gruševskij en faveur de l'académicien K. Harlampovič, 1er août 1927.

[112] Copie d'une lettre de Mihail Gruševskij à l'académicien Konstantin Harlampovič, ouverte par les services de renseignement, 24 août 1927.

[113] Lettre de M. Gruševskij à André Mazon, 12 septembre 1927.

[114] Communication du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, relative à M. Gruševskij, 24 septembre 1927.

[115] Extrait d'une lettre de V. Ûrkevič à M. Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 5 octobre 1927.

[116] Extrait du journal de Sergej Efremov, 6 octobre 1927.

[117] Lettre du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de l'OGPU de l'URSS, 10 octobre 1927.

[118] Lettre d'André Mazon à M. Gruševskij, 13 octobre 1927.

[119] Lettre d'André Mazon à l'Ambassadeur de France en URSS, 13 octobre 1927.

[120] Télégramme de Gruševskij à André Mazon, 17 octobre 1927.

[121] Lettre de l'Ambassadeur de France en URSS à André Mazon, 2 novembre 1927.

[122] Note de travail, établie à partir d'une communication du Département de contrôle politique de la GPU d'Ukraine, 11 novembre 1927.

[123] Lettre de Mihail Gruševskij à Nikolaj Skrypnik, commissaire à l'éducation d'Ukraine, 11 novembre 1927.

[124] Extrait du journal de Sergej Efremov, 17 novembre 1927.

[125] Lettre de M. Gruševskij à André Mazon, 19 novembre 1927.

[126] Extrait du journal de Sergej Efremov, 5 décembre 1927.

[127] Lettre du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, 6 décembre 1927.

[128] Extrait du procès-verbal de la séance Bureau politique du CC PC(b)U concernant la situation à l'Académie des sciences d'Ukraine, 13 décembre 1927.

[129] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U concernant la question de l'« Académie des sciences d'Ukraine », 31 décembre 1927.

[130] Extrait du journal de Sergej Efremov, 2 janvier 1928.

[131] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 2 janvier 1928.

[132] Note du Département secret du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, établie à partir des informations fournies par l'indicateur « l'Européen », 2 janvier 1928.

[133] Communication du Département de la GPU de la circonscription de Kiev au chef du Département secret de la GPU d'Ukraine, relative à l'Académie des sciences d'Ukraine, 3 janvier 1928.

[134] Lettre du directeur de la Direction des sciences d'Ukraine Ûrij Ozerskij au secrétariat du CC PC(b)U concernant la situation à l'Académie des sciences d'Ukraine, 4 janvier 1928.

[135] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 5 janvier 1928.

[136] Note de synthèse spéciale du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, relative à l'Académie des sciences d'Ukraine, 5 janvier 1928.

[137] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 10 janvier 1928.

[138] Déclaration de Mihail Gruševskij au sujet d'une mission scientifique à l'étranger, adressée au département d'histoire et de lettres de l'Académie des sciences d'Ukraine et à la Direction des sciences d'Ukraine, 10 janvier 1928.

[139] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 16 janvier 1928.

[140] Extrait d'une note de synthèse de l'indicateur « Le Blanc », 20 janvier 1928.

[141] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 20 janvier 1928.

[142] Lettre de l'académicien Agatangel Krymskij à la Direction des sciences d'Ukraine au sujet de la demande de mission à l'étranger de Mihail Gruševskij, 21 janvier 1928.

[143] Extrait d'une lettre de l'académicien Peretc à sa femme, ouverte par les services de renseignement, 23 janvier 1928.

[144] Copie d'une lettre adressée à Nikolaj Čečel', ouverte par les services de renseignement, 25 janvier 1928.

[145] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev établie à partir des renseignements fournis par l'indicateur « L'Européen », 27 janvier 1928.

[146] Lettre du Département secret de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 30 janvier 1928.

[147] Note du chef du 2e bureau du département secret de la GPU d'Ukraine au chef du département opérationnel-secret de la GPU

d'Ukraine sur les intentions de Gruševskij de partir à l'étranger, 14 février 1928.

[148] Extrait du rapport d'inspection de l'Académie des sciences d'Ukraine par la commission du commissariat à l'Éducation d'Ukraine sur l'inspection, 16 février 1928.

[149] Extrait du journal de Sergej Efremov, 29 février 1928.

[150] Extrait du journal de Sergej Efremov, 1er mars 1928.

[151] Télégramme de Mihail Gruševskij à Fedor Savčenko, ouvert par les services de renseignement, 7 mars 1928.

[152] Lettre de M. Levčenko, ouverte par les services de renseignement, 14 mars 1928.

[153] Copie du compte-rendu d'un indicateur sur l'Académie des sciences, adressée par la GPU d'Ukraine au Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 14 mars 1928.

[154] Lettre de Sergej Efremov à l'académicien Vladimir Peretc, ouverte par les services de renseignement, 18 mars 1928.

[155] Copie d'une lettre de Konstantin Antipovič, adressée à Mihail Slabčenko ouverte par les services de renseignement et transmise par le Département de la circonscription d'Odessa de la GPU à la GPU d'Ukraine et au Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 30 mars 1928.

[156] Copie d'une lettre de Konstantin Antipovič adressée à l'académicien Mihail Slabčenko, ouverte par les services de renseignements, 26 mars 1928.

[157] Extrait des informations fournies par un indicateur, envoyées par la GPU d'Ukraine au département de la circonscription de Kiev de la GPU, 11 avril 1928.

[158] Extrait du procès-verbal de la séance du secrétariat du CC PC(b)U concernant l'Académie des sciences d'Ukraine, 18 avril 1928.

[159] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev à partir des informations fournies par l'indicateur « L'Européen », 20 avril 1928.

[160] Extrait du procès-verbal de la séance du Bureau politique du CC PC(b)U tenue à huis clos concernant le télégramme du CC PCU(b) faisant état de son avis sur les candidatures aux élections de l'Académie des sciences d'URSS, 21 avril 1928.

[161] Extrait du journal de Sergej Efremov, 3 mai 1928.

[162] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 3 mai 1928.

[163] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev établi à partir des renseignements fournis par l'indicateur « l'Heureux », 4 mai 1928.

[164] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev établie à partir des renseignements fournis par l'indicateur « Le Blanc », 4 mai 1928.

[165] Note d'information du département de la GPU de la circonscription de Kiev établie à partir des renseignements fournis par l'indicateur « L'académicien », 5 mai 1928.

[166] Lettre d'André Mazon au Consul Général de la république d'Autriche à Paris, 20 mai 1928.

[167] Extrait du journal de Sergej Efremov, 23 mai 1928.

[168] Extrait du mémorandum du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 23 mai 1928.

[169] Conclusions du Département secret de la GPU d'Ukraine relative à la mission de M. Gruševskij à l'étranger, 7 juin 1928.

[170] Note opérationnelle du Département secret de la GPU d'Ukraine, 13 juin 1928.

[171] Autorisation accordée par le Département étranger de l'OGPU de l'URSS à M. Gruševskij pour un séjour à l'étranger, 15 juin 1928.

[172] Lettre de Nikolaj Skrypnik, commissaire à l'éducation d'Ukraine, au CC PC(b)U, 16 juin 1928.

[173] Extrait du procès-verbal de la séance du secrétariat du CC PC(b)U sur la question des candidatures à l'Académie des sciences d'URSS, 19 juin 1928.

[174] Extrait d'un rapport d'informations spécial du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 27 juin 1928.

[175] Extrait du journal de Sergej Efremov, 6 juillet 1928.

[176] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev établie à partir des renseignements fournis par l'indicateur « Le travailleur de la culture », 12 juillet 1928.

[177] Lettre d'Osip Germajze à Mihail Gruševskij ouverte par les services de renseignement, 18 juillet 1928.

[178] Lettre de l'éditeur Â. Orenštejn à l'académicien Sergej Efremov, ouverte par les services de renseignement, 10 septembre 1928.

[179] Lettre de A. Krinickij, directeur du Département de l'agitation et de la propagande du Comité Central du PCU(b), au Comité central du PC(b)U, 29 septembre 1928.

[180] Communiqué d'un indicateur, 5 octobre 1928.

[181] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev établie à partir des renseignements fournis par l'indicateur « L'Européen », 8 octobre 1928.

[182] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 9 octobre 1928.

[183] Extrait d'une note de synthèse spéciale du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 10 octobre 1928.

[184] Extrait de renseignements d'Ozerskij, directeur de la Direction des sciences d'Ukraine, au CC PC(b)U et au commissariat à l'Éducation d'Ukraine concernant les élections à l'Académie des sciences d'URSS, 11 octobre 1928.

[185] Note d'information du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 16 octobre 1928.

[186] Communiqué d'un indicateur sur la réaction au nouveau système d'élection des académiciens, 20 octobre 1928.

[187] Lettre de Vladimir Vinničenko à Mihail Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 6 novembre 1928.

[188] Copie d'une lettre de Mihail Gruševskij à Vladimir Vinničenko, ouverte par les services de renseignement, 11 novembre 1928.

[189] Lettre du chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev à Nikolaj Demčenko, secrétaire du comité de l'arrondissement de Kiev du KP(b)U, concernant Mihail Gruševskij, 17 novembre 1928.

[190] Communiqué d'un indicateur, 17 novembre 1928.

[191] Copie d'une lettre de Vladimir Vinničenko à Mihail Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 23 novembre 1928.

[192] Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov, 22-28 novembre 1928.

[193] Communiqué d'un indicateur, 28 novembre 1928.

[194] Demande d'information du chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev d'Ukraine au chargé de mission de l'OGPU d'URSS au sein du district militaire de Leningrad concernant Mihail Gruševskij, 29 novembre 1928.

[195] Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov, 29 novembre-1er décembre 1928.

[196] Communiqué d'un indicateur sur Mihail Gruševskij, 1er décembre 1928.

[197] Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov, 2 décembre 1928.

[198] Extrait d'un communiqué d'un indicateur, 3 décembre 1928.

[199] Communication du Département de la GPU de la circonscription de Kiev concernant la situation de l'Académie des sciences d'Ukraine, 3 décembre 1928.

[200] Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov, 5-7 décembre 1928.

[201] Communiqué d'un indicateur, 7 décembre 1928.

[202] Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov, 8-15 décembre 1928.

[203] Extrait d'une communication de l'indicateur « Le travailleur de la culture », 15 décembre 1928.

[204] Extrait du journal de Sergej Efremov, 31 décembre 1928.

[205] Communiqué d'un indicateur, 3 janvier 1929.

[206] Communiqué au journal Pravda sur le travail de la section d'histoire des peuples de l'URSS, 4 janvier 1929.

[207] Note de Semen Semko, membre du Collège du commissariat à l'Éducation d'Ukraine, adressée au CC PC(b)U concernant la conférence pan-soviétique des historiens marxistes, 6 janvier 1929.

[208] Arrêté du Bureau politique du CC PC(b)U « Sur l'Académie des sciences », 9 janvier 1929.

[209] Communiqué d'un indicateur, 10 janvier 1929.

[210] Copie d'une lettre de S. Ol'denburg, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'URSS, à M. Gruševskij, ouverte par les services de renseignement, 12 janvier 1929.

[211] Communiqué d'un indicateur, 6 mars 1929.

[212] Copie de la déclaration de Mihail Mogilânskij à la rédaction de la revue *Červonij Šlâh*, 9 mars 1929.

[213] Communiqué d'un indicateur, 16 mars 1929.

[214] Extrait du journal de Sergej Efremov, 12 avril 1929.

[215] Communication du département de la circonscription de Belaâ Cercov' de la GPU, adressée au Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 11 mai 1929.

[216] Lettre de Valerij Gorožanin, chef du Département secret de la GPU d'Ukraine et de Boris Kozel'skij, chef du 2e bureau, à Vassilij Ivanov, chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 22 mai 1929.

[217] Extrait du journal de Sergej Efremov, 8 juin-20 juillet 1929.

[218] Communiqué d'un informateur, 16 août 1929.

[219] Communiqué d'un indicateur, 28 août 1929.

[220] Extrait d'un communiqué d'un indicateur relatif à M. Gruševskij, 18 septembre 1929.

[221] Note d'un agent à partir des témoignages d'un indicateur, 18 septembre 1929 г.

[222] Extrait d'une communication d'un indicateur, relative à M. Gruševskij, 11 octobre 1929.

[223] Communiqué d'un indicateur, 11 octobre 1929.

[224] Communiqué d'un indicateur, 13 novembre 1929.

[225] Notes de l'indicateur, enfermé dans une cellule en compagnie de l'académicien Sergej Efremov, arrêté pour l'affaire de « L'union de libération de l'Ukraine », 19 novembre 1929.

[226] Communiqué d'un indicateur, 12 décembre 1929.

[227] Aveux manuscrits d'Efremov et copie dactylographiée, adressés à la procurature d'Ukraine, 11 janvier 1930.

[228] Télégramme chiffré d'I. V. Staline à S.V. Kosior et V. A. Čubar', 2 janvier 1930.

[229] Extrait du témoignage d'un indicateur, 30 janvier 1930.

[230] Extrait d'un communiqué d'un indicateur, 12 février 1930.

[231] Communiqué d'un indicateur, 14 février 1930.

[232] Extrait du communiqué d'un indicateur, 16 février 1930.

[233] Rapport d'agents, 17 février 1930.

[234] Communiqué d'un indicateur, 19 février 1930.

[235] Communiqué d'un indicateur, 2 mars 1930.

[236] Communiqué d'un indicateur, 14 mars 1930.

[237] Lettre du chef du département secret de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev sur la position de M. Gruševskij vis-à-vis du procès de « L'Union de libération de l'Ukraine » (SVU), 2 avril 1930.

[238] Extrait de la plaidoirie de l'avocat S. B. Ratner au procès de la SVU, 12 avril 1930.

[239] Extrait de la plaidoirie de l'avocat N. D. Puhtinskij au procès de la « SVU », 12 avril 1930.

[240] Extrait d'une note d'information du département secret de l'OGPU d'URSS, adressé par la GPU d'Ukraine au département de la GPU de la circonscription de Kiev, 12 mai 1930.

[241] Communiqué d'un indicateur, 5 juin 1930.

[242] Communication de l'indicateur « Medvedev » sur la position de M. Gruševskij vis-à-vis de l'épuration de l'Académie des sciences d'Ukraine, 25 juin 1930.

[243] Extrait des renseignements spéciaux du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, juin-juillet 1930.

[244] Lettre du Département secret de la GPU d'Ukraine au chef du Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 1er juillet 1930.

[245] Communiqué d'un indicateur, 2 juillet 1930.

[246] Communiqué d'un indicateur, 2 juillet 1930.

[247] Communiqué d'un indicateur, 12 juillet 1930.

[248] Communiqué d'un indicateur, 16 juillet 1930.

[249] Renseignement spécial sur l'éloignement de certains des partisans de M. Gruševskij, adressé à la GPU d'Ukraine par le Département de la GPU de la circonscription de Kiev, 18 juillet 1930.

[250] Communiqué d'un indicateur sur M. Gruševskij, 20 juillet 1930.

[251] Communiqué d'un indicateur sur les liens de parenté au sein de l'Académie des sciences d'Ukraine, 23 juillet 1930.

[252] Communiqué d'un indicateur, 25 juillet 1930.

[253] Rapport d'agent, 30 juillet 1930.

[254] Communiqué d'un indicateur, 12 août 1930.

[255] Lettre du chargé d'affaire de la direction de la science au commissariat à l'Éducation d'Ukraine à propos de la chaire d'histoire de l'Ukraine, 5 septembre 1930.

[256] Lettre interceptée envoyée à Mihail Gruševskij, 6 septembre 1930.

[257] Communiqué d'un indicateur, 10 octobre 1930.

[258] Extrait du communiqué d'un indicateur sur la position de M. Gruševskij vis-à-vis de la purge à l'Académie des sciences d'Ukraine, 2 novembre 1930.

[259] Communiqué d'un indicateur., 11 novembre 1930.

[260] Communiqué d'un indicateur, 23 septembre 1930.

[261] Extrait du procès-verbal de la séance du groupe communiste de l'Académie des sciences d'Ukraine, consacrée à la situation de l'Académie des sciences, 11 décembre 1930.

[262] Extrait du communiqué d'un indicateur sur la réaction de Mihail Gruševskij aux procès de « l'Union de libération de l'Ukraine » et du « Parti industriel », 12 décembre 1930.

[263] Extrait de la note de Mark Volin, chercheur à l'Institut d'histoire du parti et de la révolution d'Octobre en Ukraine auprès du CC PC(b)U, au CC PC(b)U, 16 décembre 1930.

[264] Déclaration adressée au département de la GPU de la circonscription de Kiev concernant Mihail Gruševskij, 27 décembre 1930.

[265] Note d'un indicateur sur les activités de M. Gruševskij, début 1931.

[266] Extrait d'un rapport sur les activités de M. GruŠevskij, préparé par les collaborateurs du département du district de Kiev de la GPU, pour la GPU d'Ukraine, début 1931.

[267] Note d'Izrail'Leplevskij, chef de la direction opérationnelle secrète, et de Genrih Lûškov, chef du département secret de la GPU d'Ukraine, sur l'affaire du « Centre national ukrainien », au plus tard le 20 février 1931.

[268] Note d'Isaac Sokolov, chargé de mission du département secret de la GPU d'Ukraine, à propos de Mihail Gruševskij, 21 février 1931.

[269] Extrait du procès-verbal de l'interrogatoire de Nikolaj Čecel', 4 mars 1931.

[270] Extrait du procès-verbal de l'interrogatoire de Nikolaj Čečel', 5 mars 1931.

[271] Arrêté du Bureau politique du CC PC(b)U sur « l'affaire du "Centre national" » (sur Gruševskij), 22 mars 1931.

[272] Ordre d'arrestation de l'OGPU d'URSS de M. Gruševskij, 23 mars 1931.

[273] Rapport de Solov'ev, chargé de mission de l'OGPU de l'URSS, à Stanislav Messing, vice-président de l'OGPU de l'URSS sur l'arrestation de Mihail Gruševskij, 25 mars 1931.

[274] Lettre d'accompagnement sur M. Gruševskij de l'OGPU d'URSS à la GPU d'Ukraine, 26 mars 1931.

[275] Procès-verbal de l'interrogatoire de M. Gruševskij, 28 mars 1931.

[276] Lettre de l'OGPU d'URSS à la GPU d'Ukraine, 31 mars 1931.

[277] Déposition de Mihail Gruševskij, 31 mars 1931.

[278] Procès-verbal de l'interrogatoire de Mihail Gruševskij par Vsevolod Balickij, président de la GPU, 3 avril 1931.

[279] Rapport de Âkov Agranov, chef du département politique secret de l'OGPU d'URSS, à Genrih Âgoda, vice-président de l'OGPU d'URSS, 4 avril 1931.

[280] Lettre de Vsevolod Balickij, président de la GPU d'Ukraine, à Vlas Čubar', président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, 7 avril 1931.

[281] Transcription de la conversation entre Âkov Agranov, chef du département politique secret de l'OGPU d'URSS, et Mihail Gruševskij, 15 avril 1931.

[282] Lettre de Genrih Âgoda, vice-président de l'OGPU d'URSS, à Iosif Staline, 16 avril 1931.

[283] Note de service d'Efim Evdokimov, chef de la direction opérationnelle secrète de l'OGPU d'URSS, à Vsevolod Balickij, président de la GPU d'Ukraine, 19 avril 1931.

[284] Lettre de Mihail Gruševskij à Iosif Staline, pas avant le 1er septembre 1931.

[285] Lettre du responsable du département politique secret de la GPU d'Ukraine au chef du SPO de l'OGPU, Molčanov sur les tentatives de communiquer avec M. Gruševskij sur la famine, 10 septembre 1932.

[286] Extrait de l'article de Nikolaj Rubač « l'idéologie nationaliste bourgeoise et koulak, masquée par la démocratie du "peuple laborieux" (les idées sociales et politiques de M. S. Gruševskij) », publié dans la revue *Červonij Šlâh*, novembre-décembre 1932.

[287] Lettre du chef du département de la GPU d'Ukraine de la région de Kiev et de l'assistant du chef du département politique secret au chef du département politique secret de l'OGPU d'URSS, 11 septembre 1933.

[288] Extrait d'un projet d'arrêté du Conseil des commissaires du peuple et du CC PC(b)U concernant la situation et les activités de l'Académie des sciences d'Ukraine, septembre 1933.

[289] Extrait du rapport de Stanislav Kosior, secrétaire général du CC PC(b)U, lors du plénum unifié du CC et de la commission centrale de contrôle du PC(b)U, 20 novembre 1933.

[290] Extrait de l'exposé de Vladimir Zatonskij, commissaire à l'Éducation d'Ukraine, devant la session de l'Académie des sciences d'Ukraine, janvier 1934.

[291] Communication spéciale de G. G. Âgoda à I. V. Staline sur une organisation « contre-révolutionnaire » au sein d'instituts scientifiques et de l'académie des sciences d'URSS, 26 février 1934.

[292] Communication de la GPU d'Ukraine au cam. Molčanov, chef du département politique secret de l'OGPU d'URSS, sur la possibilité d'une fuite de Mihail Gruševskij à l'étranger, pas plus tard que le 18 mai 1934.

[293] Lettre du département politique secret de l'OGPU d'URSS à la GPU d'Ukraine suite à l'information sur la possibilité de fuite de Mihail Gruševskij à l'étranger, 19 mai 1934.

[294] Lettre de Vladimir Zatonskij, commissaire du peuple à l'Éducation d'Ukraine, aux secrétaires du CC PC(b)U, Stanislav Kosior et

Pavel Postyšev, sur l'attitude vis-à-vis de Mihail Gruševskij, avant le 25 mai 1934.

[295] Lettre de l'OGPU d'URSS à la GPU d'Ukraine sur la fille de Mihail Gruševskij, 5 juin 1934.

[296] Lettre du département politique secret de l'OGPU d'URSS à la GPU d'Ukraine sur l'éventualité d'une fuite de Mihail Gruševskij à l'étranger, 14 juin 1934.

[297] Lettre de la GPU d'Ukraine au département de la GPU d'Ukraine de la région de Kharkov en rapport avec les informations sur l'éventualité d'une fuite de Mihail Gruševskij à l'étranger, 22 juin 1934.

[298] Lettre de la GPU d'Ukraine au département politique secret de l'OGPU d'URSS en rapport avec les informations sur l'éventualité d'une fuite de Mihail Gruševskij à l'étranger, 22 juin 1934.

[299] Extrait d'une communication du collaborateur secret « Conscient » à propos de la rencontre avec parents et amis de Mihail Gruševskij, 22 juillet 1934.

[300] Extrait d'un communiqué de l'indicateur « Conscient » sur sa rencontre avec la famille de Mihail Gruševskij, 23 juillet 1934.

[301] Lettre du NKVD d'URSS au NKVD d'Ukraine sur les informations dont Mihail Gruševskij dispose sur les Ukrainiens arrêtés, 31 juillet 1934.

[302] Lettre de Mihail Gruševskij au président du conseil des commissaires du peuple de l'URSS Vâčeslav Molotov, 4 septembre 1934.

[303] Lettre de Mihail Gruševskij au chef du département politique secret de l'OGPU d'URSS, Âkov Agranov, 14 septembre 1934.

[304] Communication de la Direction du NKVD d'URSS de la région du Nord-Caucase au département politique secret de la Direction principale de la sécurité nationale du NKVD d'URSS sur M. Gruševskij, 16 octobre 1934.

[305] Histoire de la maladie de Mihail Gruševskij.

[306] Extrait du procès-verbal de la 35e séance extraordinaire du présidium de l'Académie des sciences portant sur l'attribution de la maison de Mihail Gruševskij à sa famille, 26 novembre 1934.

[307] Nécrologie de Mihail Gruševskij, publiée dans La Pravda, 27 novembre 1934.

[308] Rapport d'information spécial de la GPU d'Ukraine sur les réactions au décès de Mihail Gruševskij, 29 novembre 1934.

[309] Rapport d'information spécial de la GPU d'Ukraine sur les réactions au décès de Mihail Gruševskij, 1er décembre 1934.

[310] Arrêté à propos du dossier de Mihail Gruševskij, 15 avril 1936.

[311] Arrêté à propos du dossier de Mihail Gruševskij, 5 août 1936.

[312] Demande de renseignement sur Efremov du NKVD d'Ukraine, à l'adjoint du chef du département spécial du NKVD d'URSS, le Capitaine Kuznecov, 9 janvier 1940.

[313] Réponse à la demande de renseignement sur Efremov, du NKVD d'URSS à l'adjoint du chef du 1er département du NKVD d'Ukraine, le lieutenant de sécurité d'État BUH, 24 janvier 1940.

[314] Transfert des matériaux du procès de la SVU au chef du département des archives du KGB auprès du Conseil des ministres d'Ukraine, le major Gur'ânov, 16 août 1956.

[315] Note récapitulative établie à partir du dossier d'accusation de M. Gruševskij n° 27031 (34404), 10-11 septembre 1958.

[316] Note récapitulative établie à partir du dossier d'accusation n° 47525 d'Akeksandr Gruševskij, 27 décembre 1958.

[317] Note sur les résultats de la vérification complémentaire concernant l'affaire criminelle archivée n° 51692 rapport aux participants de l'organisation « Centre national ukrainien » (UNC), 15 décembre 1988.

[318] Note sur les résultats de la vérification complémentaire concernant l'affaire criminelle archivée n° 47757 se rapportant aux participants de l'organisation « Union pour la libération de l'Ukraine » (SVU), 24 mars 1989.

[319] Résolution concernant la clôture du dossier pénal de M. Gruševskij, 5 avril 1991.

Documents

(extraits du site http://cercec-chess.fr/fauxcoupables.
La numérotation indiquée est celle du site)

Documents traduits du russe vers le français par Emilia Koustova et Olga Pichon-Bobrinskoy. Les documents originaux en ukrainien ont été traduits de l'ukrainien vers le russe par Yuri Shapoval, puis traduits en français à partir du russe.

Document 32

Déclaration d'un indicateur sur M. S. Gruševskij

Le 6 mars 1925

M. S. Gruševskij est un académicien de renommée européenne. C'est une personne qui aime les intrigues. Il a été président de la Rada Centrale. Doué d'un grand sens de l'organisation, il a la folie des grandeurs. Il aime l'argent et il a beaucoup d'amour-propre. Il reste discret et il s'entoure de gens à lui. L'organe de presse *Ukraïna*, les réunions, la rédaction (rarement) et son appartement de la rue Pan'kovskaâ lui servent de laboratoire et de centre opérationnel. Il reste fidèle à ses opinions politiques et il conserve l'ancienne orthographe. Il se courbe mais il ne se brise pas. À l'Académie des sciences, Gruševskij est perçu avec méfiance. On ne va chez lui que sur « invitation ».
À diverses reprises, au cours de la famine de 1922, il a fait parvenir, de l'étranger, sous la forme de colis, de l'argent à son frère A. Gruševskij ainsi qu'à Nat[al'iâ] Den[isovna] Romanovič-Tkačenko pour qu'ils le distribuent à ses proches. L'an dernier, dans un journal étranger, il me semble que c'était[1]…, il a appelé les émigrés à aider financièrement l'Académie des sciences sans passer par Krymskij et Efremov. Selon lui, on ne peut pas leur faire confiance.

Certifié conforme
Le chargé de mission du 4e groupe du SO Takke

GA SBU, dossier M. Gruševskij, n° 7537, t. I, f. 72.
Dactylographié. Copie.

1. Il manque le nom.

Document 37

Extrait du rapport de l'indicateur « Le Blanc »

Le 1er septembre 1925

Copie

L'académicien Mihail Sergeevič Gruševskij est une personnalité exceptionnelle à tous égards. Il a un grand talent d'organisateur. Il est fidèle à ses engagements, même lorsque les circonstances lui permettent de ne pas les tenir. Le cas échéant, il est capable d'oublier, temporairement, ses différends personnels et de parler à un ennemi comme à un ami. C'est un flatteur qui aime intriguer par-derrière. C'est une personnalité de grande envergure. D'un point de vue politique, il reste attaché à son passé.

Certifié conforme
Pour le chargé de mission Takke

GA SBU (Kiev), dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. IV, f. 8-9. Dactylographié. Original.

. . . . . .

Document 41

Extrait de la communication d'un indicateur sur M. S. Gruševskij

Le 8 décembre 1925

Gruševskij n'a toujours pas été pardonné d'avoir fait un compromis et d'être revenu de l'étranger, alors que, *de facto*, il avait été l'ancien président de l'Ukraine.
Par l'intermédiaire de son collègue S. V. Gluško, il faut essayer de savoir si Gruševskij entretient des relations avec les masses. Gluško est un ami proche de Sabaldyr', qui est responsable de l'ukrainisation des chemins de fer du sud-ouest. Par le biais des

ukrainisateurs ce dernier est, à son tour, étroitement lié aux régions périphériques ainsi qu'aux masses ouvrières.

Certifié conforme :
Le chargé de mission du SO Gražul'

GA SBU (Kiev), dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. I, f. 133. Dactylographié. Copie.

. . . . . .

Document 42

Mémorandum concernant le dossier M. Gruševskij

Le 15 décembre 1925

Mihail Sergeevič Gruševskij est historien, professeur, membre de l'académie des sciences d'Ukraine. Il s'agit d'une personnalité ukrainienne renommée. Il est l'ancien président de la Rada centrale d'Ukraine. Après l'expulsion d'Ukraine du Directoire de la République populaire d'Ukraine, il a émigré à l'étranger où il a vécu jusqu'en 1923. En 1923, invité par l'Académie des sciences d'Ukraine, il a demandé à retourner en Ukraine pour poursuivre ses activités scientifiques. Ce sont Krymskij et Efremov qui ont fait les démarches pour lui obtenir l'autorisation de retour. Après son arrivée en Ukraine, Gruševskij a travaillé à l'Académie des sciences, où il a été élu membre puis président de la section d'histoire du département d'histoire et de lettres.
Il est entré alors en conflit avec le groupe de Krymskij et d'Efremov. Dans le passé, il s'était déjà opposé à Efremov en raison de son appartenance au parti Social-démocrate ouvrier d'Ukraine ; Efremov étant, quant à lui, un socialiste-fédéraliste ukrainien renommé. Gruševskij s'oppose également à Krymskij, car il cherche à prendre le contrôle des postes de direction et à asseoir son influence au sein de l'Académie. Gruševskij ne recule devant aucun moyen pour se battre. Il accuse Krymskij et Efremov d'opportunisme et de loyauté envers le pouvoir soviétique. Lors d'une assemblée générale des académiciens, il a protesté contre

l'ajout au procès-verbal de la phrase insérée par Krymskij, « je suis communiste ». Gruševskij obtient des appuis et assoit son autorité en s'entourant de jeunes scientifiques ukrainiens. Il bénéficie d'une popularité et d'une autorité immenses dans les cercles ukrainiens de l'étranger. Il est porté aux nues comme un héros national. À l'Académie, en revanche, il jouit de peu de considération, sauf au sein de son groupe. On le considère comme une personne intrigante, hypocrite et vindicative. Le professeur Korčak-Čepurkovskij figure parmi les membres les plus connus du groupe de Gruševskij à l'Académie des sciences.

Selon nos sources, Gruševskij est un indépendantiste convaincu. Il attend le meilleur moment pour se manifester. Il rêve d'occuper un rôle dirigeant au présidium de l'Académie, qui doit être réélu prochainement. Aussi, prépare-t-il, le terrain. Extérieurement, il se tient à distance de toute activité politique. Il correspond avec des organisations sociales et scientifiques ukrainiennes d'Amérique et de Galicie.

L'assistant du chargé de mission [du SO] Takke

GA SBU (Kiev), dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. I, f. 136-137. Dactylographié. Copie.

Document 82

Note de synthèse spéciale du département de la GPU de la circonscription de Kiev relative à l'anniversaire de Gruševskij adressée à la GPU d'Ukraine

Octobre 1926

N.I 3 ex
Département secret. Groupe n° 4
Série « K »
Au chef du département secret de la GPU d'Ukraine
Le camarade Gorožanin
Kharkov

Note spéciale
À propos de l'anniversaire de Gruševskij

Ce rapport sur le déroulement des festivités de l'anniversaire a été réalisé à partir des informations fournies par les agents « Le Diplomate » et ~~« Frant[2] »~~. Comme leurs rapports se recoupent sur plusieurs points, nous les citerons sans indiquer le nom des auteurs. Nous citerons les sources seulement lorsque les textes comportent des divergences.
D'après « Le Diplomate », l'anniversaire s'est bien passé dans l'ensemble. Certains moments de l'anniversaire étaient tout à fait réussis. Toutefois, il y a eu aussi des moments moins positifs. Les milieux gouvernementaux n'ont pas complètement compris où on voulait en venir avec cet anniversaire. Le caractère solennel de l'événement en a pâti. Cela s'est vu, en premier lieu, par l'absence des représentants des organisations publiques qui avaient leurs places réservées au premier rang. Ces places sont restées vides. En second lieu, le représentant du Comité exécutif n'est pas venu, alors même que son discours figurait en tête du programme. Certes, il a fait une apparition à la fin de la séance, mais cela a été interprété comme une manœuvre. En se présentant à la fin, il savait déjà que l'anniversaire avait pris une

2. Barré dans le document. Il s'agit en fait de « Le Blanc ».

tournure inoffensive et qu'il pouvait sans risque venir saluer le jubilaire. Des propos indélicats utilisés par certains communistes ont quelque peu gâché la fête. Par exemple, on sait que SEMKO (le recteur de l'Institut d'éducation populaire d'Ukraine) a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de prononcer de discours. Lui aussi est intervenu à la fin de la séance, probablement sur instruction. L'informateur « Le Blanc » est du même avis en ce qui concerne l'intervention de LÛBČENKO. Il ajoute juste que les personnes hostiles à GRUŠEVSKIJ considèrent que l'anniversaire n'a en rien rehaussé son prestige et qu'il n'arrivera pas à occuper le fauteuil de président. Les deux informateurs évoquent la violence du discours de LÛBČENKO, notamment, lorsqu'il a interpellé GRUŠEVSKIJ en lui demandant de présenter ses positions. LÛBČENKO a déclaré que le pouvoir soviétique ne pouvait accepter que des hommes comme GRUŠEVSKIJ mènent une carrière purement scientifique. Leur travail a également une résonance dans la société. C'est pourquoi, ils doivent se conformer au pouvoir soviétique. LEVICKIJ et (indéchiffrable) sont intervenus dans le même sens. Parmi les discours prononcés lors de la réunion, il faut citer les discours des Galiciens, STUDINSKIJ et SVENCICKIJ. Ils ont déclaré qu'ils aimeraient voir une Ukraine libre qui offre aux études ukrainiennes les mêmes possibilités de développement que chez nous. Les autres discours étaient presque tous consacrés à la carrière scientifique de GRUŠEVSKIJ, et il n'y a rien à en dire de particulier. Parmi les messages de félicitations lus au cours de la réunion, « Le Diplomate » a relevé celui de BAGALEJ qui s'est exprimé au nom de la Direction des sciences.

GRUŠEVSKIJ a parlé à deux reprises. Son premier discours était purement scientifique. Selon lui, ses mérites ont été surestimés. Ce n'est pas à lui, mais à la science ukrainienne qu'il aurait fallu les attribuer. À propos des sciences historiques, il s'est présenté comme un adepte et comme le continuateur d'une école prônant l'édification de l'histoire à partir de l'économie. D'après ce que nous a rapporté « Le Diplomate », GRUŠEVSKIJ a souligné qu'une partie du testament des vieux militants ukrainiens n'avait pas encore été réalisée, à savoir que l'Ukraine n'avait pas été réunifiée. Il a dit aussi que le pouvoir tsariste ne lui avait pas permis d'enseigner dans cette Université et que la célébration de son anniversaire symbolisait la victoire de l'intelligentsia sur le

tsarisme. Selon « Le Blanc » et « Le Diplomate », GRUŠEVSKIJ n'a quasiment rien répondu à LÛBČENKO.
Voici donc comment s'est déroulée cette séance solennelle. Celle-ci s'est achevée à (indéchiffrable) heures.
Après la réunion, « Le Diplomate » a invité ČEČEL' à venir dîner chez lui. À propos, ČEČEL' n'a rien dit à la réunion. Lors du dîner, « Le Diplomate » s'est plaint de sa solitude et de ce qu'il ne voyait personne à Kiev. ČEČEL' lui a répondu qu'il faudrait se mettre à plusieurs pour lancer une activité culturelle et qu'il faudrait que lui « Le Diplomate » prenne le contrôle de la revue *Žittâ revolûcìï*. À propos, ČEČEL' a montré au « Diplomate » une déclaration des SR de Kharkov, en disant qu'il ne serait pas surpris si ce dernier l'approuvait. En revanche, ce qui l'a étonné, c'est que lorsqu'il a montré cette déclaration à Kharkov, LIZANIVSKIJ l'a également approuvée. « Le Diplomate » a souligné qu'encore récemment, LIZANIVSKIJ était hostile à Gruševskij et qu'il était opposé à son retour en Ukraine.
Le banquet a débuté au « Continental » à 19 heures 30. Selon l'avis de tous, le public était très disparate. Il n'y avait pas que des personnalités du monde des sciences et de la société mais aussi des « petites dames ». Apparemment, des personnes inscrites au banquet avaient remis leurs invitations à des connaissances. Malgré la présence de communistes, de communisants[3] ou tout simplement d'opposants à GRUŠEVSKIJ comme IVANEC et LOZIEV, les orateurs se sont exprimés plus ou moins librement. C'est pourquoi, les discours présentent, ici, un grand intérêt. Le premier toast a été prononcé par GLADKIJ. Il a présenté la carrière de GRUŠEVSKIJ sous une forme dialectique « thèse, antithèse, synthèse ». Selon lui, les premières années de sa carrière, jusqu'aux années 1900, constituent la thèse, son activité au sein de la Rada centrale, l'antithèse, et son activité actuelle, la synthèse. (D'après les informations fournies par « Le Diplomate »).
Apparemment, « Le Blanc » n'a pas prêté attention à ce discours. Selon lui, GLADKIJ n'a rien dit d'intéressant. STUDINCKIJ et SVENCICKIJ sont également intervenus au banquet. D'après « Le Diplomate », leur discours était favorable aux autorités soviétiques

3. Коммунистующие.

et très hostile à la Pologne. « Le Blanc » rapporte que le discours de STUDINCKIJ était plus réservé et plus académique. SVENCICKIJ a prononcé un discours remarquable. Il a dit qu'aucun autre pays n'offrait de conditions aussi favorables au développement des sciences, autant de liberté aux minorités nationales et autant de possibilités d'essor culturel que le nôtre. Il a dit ensuite : « vous avez les yeux rivés sur l'Occident mais, moi, je vous dis qu'il n'y a pas cette liberté en Occident. » Il a souligné que, malgré les lourdes difficultés matérielles rencontrées par la République soviétique, les libertés étaient respectées et que, pour lui, c'était déjà une grande réussite. Les personnes présentes ont dit, en riant, qu'après de tels propos, SVENCICKIJ serait obligé de s'exiler de Pologne vers l'Ukraine. En un mot, son discours a produit une énorme impression sur le public.

KASAK [KOSSAK], le représentant de Kharkov, a pris la parole sur le même thème. Dans sa réponse aux invités de Galicie, il a déclaré que, par ses aspirations petites-bourgeoises, l'intelligentsia galicienne était responsable des grandes difficultés rencontrées par la Galicie. ČEČEL' a parlé de façon plus réservée. C'était une simple répétition de l'argumentaire que vous nous avez envoyé, dans lequel il portait GRUŠEVSKIJ aux nues en tant qu'héritier et continuateur des idées de Dragomanov et de ŠEVČENKO. V. M. ČEHIVSKIJ a également félicité GRUŠEVSKIJ. Tout le monde s'est accordé pour dire que son discours sonnait comme un véritable sermon d'église. D'une voix retentissante, il a appelé GRUŠEVSKIJ à continuer à faire le bien, à s'occuper des pauvres, etc. « Le Diplomate » a compris ce discours comme étant celui d'un socialiste chrétien. SAVČENKO, quant à lui, n'a rien dit d'intéressant. Il s'est contenté d'évoquer ses rencontres avec GRUŠEVSKIJ et leur collaboration à (indéchiffrable). D'après « Le Blanc » et les communistes, c'est LÛBINSKIJ qui a prononcé le discours le plus brillant. « Le Blanc » affirme que ce discours était une réponse à celui de LÛBČENKO. Il a dit ne pas avoir remarqué qu'il y ait eu des taches sombres et des erreurs dans le passé de GRUŠEVSKIJ. Voici ce que rapporte « Le Diplomate » à propos de ce discours : contrairement aux reproches faits à Gruševskij d'être retourné en Russie, en 1914, à la veille de la guerre, LÛBINSKIJ, lui, considère qu'il a eu raison de le faire. Selon lui, il est venu pour combattre le tsarisme.

Encore maintenant, il se trouve des gens qui lui reprochent d'être revenu en Ukraine. En fait, nous comprenons pourquoi il est revenu.

Le représentant de l'Université de Lituanie, IONINAS, a également pris la parole au banquet. Nous vous avons déjà fait parvenir sa correspondance avec GRUŠEVSKIJ. Réservé, son discours n'a évoqué que sa carrière scientifique.

Il n'y a rien à retenir des autres discours qui étaient stéréotypés et tout à fait inoffensifs.

GRUŠEVSKIJ s'est exprimé à son tour. Il a répondu qu'il avait reçu beaucoup de messages de félicitations et de vœux. En dépit de son âge, il pense être un élève suffisamment doué pour réaliser tous ces vœux. Il a rappelé aussi que cet anniversaire coïncidait avec la fête de son saint patron Mihail de Černigov, une personnalité très dynamique qui a cherché, alternativement, à occuper le trône de Galicie et de Kiev. Il a ajouté qu'il comptait suivre son exemple et se mettre au travail. Il a dit ensuite aux invités de Galicie qu'il espérait, qu'à court terme, les Galiciens ne seraient plus reçus comme des visiteurs. Selon « Le Blanc », GRUŠEVSKIJ a réagi à ce qu'on a dit sur ses erreurs et aussi au fait que l'on ait cherché à montrer qui avait tort et qui avait raison. En ce qui le concerne, il ne veut pas se mêler de tout cela, car il ne se considère pas comme un spécialiste d'histoire contemporaine.

Notons encore, qu'après la fin des discours, IONINAS est allé voir « Le Diplomate ». Il s'est assis auprès de lui et il s'est mis à défendre l'idée de l'entrée de l'URSS à la Société des Nations. Il est certain que l'URSS aura une influence sur la Société des Nations et que, de toute façon, l'Union finira par y entrer tôt ou tard. À quoi, « Le Diplomate » a répondu qu'il faudra, pour y entrer, que notre part d'influence, au sein de la Société, atteigne au moins 50 %.

Parmi la délégation de province, on a noté la présence des représentants de Černigov – ČERKASSKIJ, d'Odessa – BONDARENKO, de Kamenec-Podolsk – GERINOVIČ et encore d'une personne de Dnepropetrovsk.

Selon « Le Diplomate », ce qui a été mal perçu, c'est qu'il y ait eu plus de télégrammes de félicitations de l'étranger que d'Ukraine. Cela a été interprété comme la conséquence d'une

directive du parti ordonnant de minimiser l'importance de l'anniversaire.
À propos, SADOVSKIJ a également assisté au banquet mais il n'est pas intervenu.
Parmi les académiciens, on a noté la présence de GRAVE, TUTKOVSKIJ, PLOTNIKOV, VOTČAL et de SEMINSKIJ. PTUHA s'est inscrit, semble-t-il, dans un premier temps au banquet, puis il a retiré son inscription. Il a demandé à ce qu'on réponde qu'il était parti en voyage, si on cherchait à le joindre. LIPSKIJ et PERETC ont assisté à la réunion mais ils sont partis avant la fin. Ils ne sont pas venus au banquet. PERETC a dit à « Le Blanc », qu'à la place de GRUŠEVSKIJ, il n'aurait pas organisé d'anniversaire. Il s'est conduit comme un nègre d'Europe occidentale qui, sur le boulevard, donne 5 kopecks à un passant pour qu'il le gifle. Il s'agit d'une allusion au fait que GRUŠEVSKIJ a acheté cet anniversaire au prix d'une humiliation auprès des communistes.
(Indéchiffrable) nous donne l'information suivante : KRYMSKIJ a envoyé un télégramme ayant la teneur suivante : « Je vous félicite pour votre anniversaire d'hier. » Ce télégramme provient de Bahčisaraj, mais il faut encore que nous le vérifiions auprès du Contrôle postal (PK).
D'après « Le Blanc », tout le monde s'accorde pour dire que l'anniversaire a définitivement porté un coup au prestige de GRUŠEVSKIJ. Il ne saurait plus être question pour lui de se présenter à la présidence. À ce propos, « Le Blanc » nous a dit la chose suivante : lorsqu'il était assis à table, au banquet, il a demandé à son voisin, PLOTNIKOV s'il avait l'intention de mettre une boule noire. À quoi PLOTNIKOV lui aurait répondu oui, si le vote était secret, mais dans le cas où un représentant des autorités viendrait et proposerait de procéder à un vote à main levée et de répondre à la question « qui est contre ? », il est évident que personne ne lèverait la main. Qui oserait voter contre la volonté des autorités ?
Voici nos premières conclusions : l'anniversaire a été un événement sans relief. Il ne nous a pas éclairés sur nos relations avec GRUŠEVSKIJ. Nous sommes encore moins sûrs de ce qu'il faut faire avec cet anniversaire, et nos réticences à publier l'autobiographie de GRUŠEVSKIJ demeurent toujours aussi

fortes. Il faudra, probablement, chercher encore un nouveau prétexte pour que GRUŠEVSKIJ se montre enfin au grand jour. Nous vous enverrons, par la suite, des informations supplémentaires ainsi que les copies des derniers télégrammes.
Pièce jointe : copie des télégrammes

Le chef du KOO de la GPU Zapadnyj
Le chef du SO Gražul'

GA SBU (Kiev), dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. IV, f. 195-197. Dactylographié. Original.

Document 91

Déclaration faite à la GPU d'Ukraine sur Gruševskij

Le 3 janvier 1927

Je considère que la Direction politique doit être informée des faits suivants :
En tant que doctorant à la chaire de recherche scientifique à Kharkov, il m'arrive d'être en contact avec des personnes travaillant à l'Académie des sciences d'Ukraine et d'être ainsi mis au courant des activités des différentes sections de l'Académie, en particulier, de la section d'histoire dirigée par M. Gruševskij. Le choix des membres, ainsi que l'organisation des activités dans les régions, ont éveillé en moi des soupçons sur l'existence d'une organisation politique ennemie qui serait couverte par la section d'histoire. Ces soupçons se sont encore renforcés après mon entretien (ceci est strictement entre nous) avec le responsable du département des éditions à l'Académie, le camarade M. Z. Levčenko. Proche du groupe de Krymskij, il n'est naturellement pas favorable à Gruševskij, mais il n'aime pas non plus les racontars. En tout cas, on peut lui faire confiance comme à une personne qui connaît bien les activités des collègues de l'académie des sciences et l'état d'esprit qui règne parmi eux.

Il est clair que depuis qu'il est arrivé à Kiev, Gruševskij s'est entouré de « gars » actifs qui font partie des milieux contre-révolutionnaires ukrainiens. Parmi ses préférés, on trouve les SR, Ivanec, Gluško, Savčenko, et parfois même des monarchistes, proches des KD, comme l'académicien Vasilenko. Je ne cite ici que les personnes dont je connais le dynamisme. Si le Département politique procédait à des vérifications pour tous les autres, on disposerait d'informations encore plus intéressantes. Ce groupe n'a pas voulu modifier ses opinions ni se rallier au pouvoir soviétique ; l'attitude de Gruševskij l'atteste (à ce jour, il n'a toujours pas rendu publique sa position envers le pouvoir soviétique) mais aussi le ton de la revue *Ukraïna*. Dans cette revue, les Soviétiques font l'objet d'accusations et l'Ukraine soviétique n'est pas mentionnée, même lorsqu'elle commémore Ševčenko.

C'est ce qu'on appelle la « tête » de ce mouvement. Le centre est à Kiev. Sont-ils en contact ? D'après Levčenko, tout ce groupe (il y a encore six autres personnes qui n'ont pas été citées par Levčenko) se réunit deux fois par mois pour « boire » dans les locaux de l'Académie, au bureau de rédaction de la revue *Ukraïna*. Ce sont toujours les mêmes personnes, soigneusement choisies, qui viennent. Il est probable qu'il s'agit du « plénum » du groupe.

On peut juger de l'ambiance de ces « dîners » par l'épisode suivant. Un partisan assez peu actif de Krymskij a été invité à l'une de ces soirées. Celle-ci a commencé par des toasts : « Buvons au glorieux passé et à un avenir meilleur. Buvons aussi à nos frères qui souffrent et à nos ennemis ». Lorsque cet homme, qui avait déjà un peu bu, a porté un toast à Rykov, personne n'a levé son verre. Au bout d'une demi-heure, le groupe s'est dispersé et les discussions sérieuses, qui suivent d'ordinaire les toasts, n'ont pas eu lieu. Dans le corridor, il y avait un concierge (je ne sais pas de qui il s'agit). Tout ceci ressemble à une conspiration. S'il le faut, je retrouverai l'identité de la personne invitée. Voilà comment fonctionne le centre.

En ce qui concerne la périphérie, Gruševskij a mis en place un système d'étude de l'Ukraine « par région » : La Rive droite, la Rive gauche, l'Ukraine occidentale, la Volhynie, l'Ukraine des steppes et la région de Černigov. La plupart des comités régionaux sont présidés par Gruševskij lui-même, mais il y a

également des responsables qui sont, pour la plupart, « des gens à lui » (L'Ukraine occidentale – Savčenko, collecte des sources – Ivanec (le secrétaire), le Vieux Kiev – Ŝerbin, etc.). La commission la plus influente est la commission de l'Ukraine occidentale. C'est là que se trouve le bureau qui gère les relations avec l'étranger. Il est dirigé par deux mastodontes F. Savčenko (le bras droit de Gruševskij) et S. Gluško (apparemment son bras gauche).

Toutes ces commissions disposent, dans leurs zones respectives, de correspondants. Seuls deux de ces correspondants sont connus à l'Académie : V. G. Kravčenko (Žitomir) et V. K. Lugovskij (Černigov). Ces deux personnes peuvent être encore considérées comme respectables. Pour les autres correspondants, ce sont les commissions qui les connaissent et qui leur donnent directement leurs instructions. Quand on voit les responsables, on peut imaginer le recrutement.

La commission de l'Ukraine occidentale nourrit des liens étroits avec l'étranger. Elle verse tous les mois à Studinskij entre 200 et 400 roubles. On ne sait pas vraiment pourquoi.

Ce groupe a été particulièrement actif au moment de l'intervention de l'opposition. Savčenko s'est rendu à Odessa pour mener des pourparlers avec M. Slabčenko. C'est Slabčenko qui a rapporté cette conversation qui s'est tenue, à Kiev, en présence des professeurs Ogloblin, Levčenko et Bovanenko. « Vous voyez bien ce qui se passe chez nous. On a lu, dans les journaux étrangers, comment ils se préparent. Nous aussi nous devons nous réveiller et nous préparer. C'est pourquoi, nous vous invitons à venir collaborer avec nous. » Slabčenko a répondu : « Mais je travaille déjà avec l'Académie. – Non, nous, nous vous proposons un poste important. » Slabčenko a dit lui avoir raconté l'anecdote sur l'empereur de Chine, à la suite de quoi, ils se sont séparés.

Le recrutement des doctorants dans la section de Gruševskij est tout aussi digne d'intérêt. Cette année, un certain Mandzûk a posé sa candidature (c'est un indépendantiste et un partisan de Petlûra que j'ai connu encore à l'Institut). Gruševskij a essayé de le faire passer par tous les moyens. Seules les protestations du groupe des doctorants soviétiques, dirigé par un membre du parti, Kaminskij, et leurs menaces de se plaindre auprès de la Direction des sciences ont, provisoirement, refroidi l'ardeur de Gruševskij.

Néanmoins, il reste toujours dans les parages et il trouvera certainement une place dans l'une des commissions.
Les faits répertoriés témoignent, incontestablement, de l'existence d'une organisation, placée sous la protection de Gruševskij, et qui nous est hostile. Cette organisation n'est pas très active mais elle serait tout à fait capable, au moment venu, de former un « cabinet de ministres » comme l'a déjà fait l'Académie dans le passé.
C'est pourquoi, il faut que nous soyons particulièrement attentifs à démasquer ce groupe.

Certifié conforme
[L'assistant du chargé de mission du 4e groupe du SO] [Takke]

GA SBU (Kiev), dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. II, f. 312-313. Dactylographié. Copie.

. . . . . .

Document 181

Note d'information du département de la GPU de la circonscription de Kiev établie à partir des renseignements fournis par l'indicateur « L'Européen »

Le 8 octobre 1928

7 ex.
A. K du Département secret
Entrevue avec l'indicateur « L'EUROPÉEN ».
La société civile ukrainienne.
8/10/28

La publication des articles de HVILÂ, tout inconsistants qu'ils sont, a suscité un très grand intérêt dans l'entourage de GRUŠEVSKIJ. Ce n'est pas tant le contenu des articles ni même leur parution qui explique cet intérêt, que la vigueur de l'exposé ainsi que les conséquences qui peuvent résulter de leur publication.

Le Vieux lui-même et ses partisans estiment que le lancement d'une campagne contre EFREMOV a environ deux ans de retard ; en second lieu, le fait même d'écrire contre lui des articles prétendant être de haut niveau n'entame en rien le crédit d'EFREMOV au sein des institutions centrales. Au contraire, cela fait de lui un héros, unique représentant du peuple ukrainien. C'est une politique qui n'est pas raisonnable car elle n'atteint pas sa cible. Si, à la place de ces articles, on publiait des feuilletons tournant EFREMOV en dérision, le présentant comme un héros, tout en le ridiculisant, le résultat serait bien plus probant. De ce point de vue, le principe même de traiter cette question dans les grandes institutions, dans des réunions, ne tient pas la route. Dans ce cas précis, il faudrait s'en tenir au sage adage – « ne sois pas sérieux avec tes ennemis, de peur qu'ils se prennent eux-mêmes trop au sérieux ». Par ailleurs, ces milieux sont inquiets du soutien que HVILÂ apporte à STUDINSKIJ dans ses accusations. En agissant ainsi, ce n'est pas tant aux attaques des Polonais qu'il l'expose qu'à celles de ses propres compatriotes ukrainiens. « L'EUROPÉEN » considère comme symptomatique le fait que *Dìlo* ait refusé de publier les articles de STUDINSKIJ écrits en réponse à la philippique d'EFREMOV. Cela signifie que là-bas, l'opinion publique ukrainienne considère que STUDINSKIJ a tort. Ceci ne pourra pas ne pas avoir d'influence sur les prochaines élections à la Société Ševčenko. La campagne contre STUDINSKIJ y a déjà commencé. Participent à cette campagne, non seulement les éléments hostiles à STUDINSKIJ, mais aussi des carriéristes qui, maintenant que les affaires de la société ont été définitivement réglées et que les dettes ont été acquittées, cherchent à y occuper les premières places. Tout ceci ne peut pas ne pas inquiéter ses partisans. C'est la raison pour laquelle, GRUŠEVSKIJ a envoyé SAVČENKO à Kharkov, afin qu'il expose son point de vue aux institutions centrales. Sa mission a échoué car SKRIPNIK[4] n'était pas à Kharkov à ce moment-là. Au Comité central, on lui a proposé de rester quelques jours mais il ne pouvait pas le faire. Aussi, il est rentré sans rien. De toute façon, il est extrêmement difficile

4. Sic. Il s'agit de Skrypnik.

d'entreprendre quoi que ce soit, vu que le train est déjà en marche. À Kharkov, il a rencontré un certain OZERSKIJ qui ne brille pas par son intelligence et qui ne dispose pas vraiment d'influence. Il n'était pas non plus nécessaire de parler à LEVICKIJ. D'après eux, c'est un fonctionnaire qui a peur d'agir de par sa propre initiative et qui, de surcroît, ne fait pas autorité. D'une façon générale, dans ces milieux, le moral n'est pas bon. On insiste beaucoup sur les persécutions d'Ukrainiens, vues comme étant en rapport avec la campagne contre EFREMOV, avec la dispersion de la chaire scientifique d'économie agraire ainsi qu'avec la parution d'un article contre LEVICKIJ dans la *Pravda*. La dispersion de la chaire de VESKLOVSKIJ, en particulier, fait scandale. Selon eux, la destitution soudaine de sept personnes qui, durant les trois dernières années, avaient bénéficié d'un appui, ne semble pas être motivée par des raisons d'ordre purement professionnel. Elle témoigne de l'existence de dessous politiques dans cette affaire.

Le chef du SO Gražul'

GA SBU (Kiev), dossier M. Gruševskij, n° 7537, t. III, f. 328. Dactylographié. Copie.

Document 192

Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov

Le 21 novembre 1928

À nouveau des aboiements, « condamnation et honte » sur moi de l'université technique (*teknikum*) pédagogique Grìnčenko. Dommage qu'on ait oublié de retirer auparavant à ce courageux *teknikum* le nom de Grìnčenko.

Le 22 novembre 1928

À nouveau des aboiements : le correspondant des *Izvestiâ* de Moscou à Kharkov sous le titre « Les porteurs de l'idée de la

petlûrovŝina[5] à l'Académie des sciences d'Ukraine ». Calomnies et fausses accusations tombent comme une avalanche qui descend, enfle, agrège. Le correspondant évoque l'article de Taran étonnement mensonger, et y ajoute d'autres calomnies. Une avalanche ! « La patrie est en danger ».

Le 23 novembre 1928

Nouveaux aboiements : hier à la réunion à l'Institut de l'art. Vrona « en profitant de cette occasion » a rappelé sont ancien grief, selon lequel « j'avais mangé à son râtelier » en signant à un moment donné une note sur l'ordre au sein de l'Institut.
Encore un aboiement, sur les pages de la *Proletarskaâ pravda* – à la réunion des syndicats. Un nouveau terme, « Efremovšina[6] ».

Le 24 novembre 1928

Des paquets et des paquets d'aboiements : on a publié dans la *Proletarskaâ pravda* la résolution de l'institut de l'art. Le torrent de mensonges a encore cru. Fait caractéristique, dans les derniers anathèmes on oublie complètement Studinskij. La popularité de ce laquais que j'ai « outragé » a été très courte. Il n'est plus nécessaire. Ils ont un appétit encore plus grand et désormais me traite de : « criminel », « traître », « immigré de l'intérieur ». Le plan est à l'évidence celui-ci ! Terroriser par ces persécutions tous et tout, puis me faire chasser de toutes les institutions par les mains d'une société terrorisée et ensuite, enfin, m'éliminer physiquement. Pour l'instant l'élimination de la société (comme disaient alors les Galiciens) va comme il faut : l'élimination de Franko, Pavlik[7] et d'autres n'ont été que des enfantillages, comparés à aujourd'hui.
Je me sens étonnamment calme. J'ai juste un infini rejet de ceux qui me harcèlent et je plains infiniment leurs victimes, toute cette société arrivée à un tel degré d'humiliation. Je me sens énervé

5. Mot construit à partir du nom de Petlûra (le leader ukrainien, assassiné à Paris en 1926), signifiant complot, monté par Petlûra et ses partisans.

6. Cf. note précédente : ce mot est construit de la même manière sur le nom d'Efremov.

7. Ivano-Franko et Pavlik sont deux acteurs politiques de la Galicie, à la fin du XIXe siècle et début XXe siècle.

contre tous ceux qui viennent exprimer leur compassion, souvent en cachette, pour me détendre et me donner des conseils.
Avec la peur dans les yeux, complètement perdus, avec leurs propos affolés, ce sont ces bonnes gens qui me fatiguent le plus par leur compassion et leur émotion, et je suis obligé de me retenir pour ne pas leur parler brutalement.

Le 25 novembre 1928

Encore et encore des aboiements. Dans la *Krasnaâ gazeta* de Pétersbourg repris des journaux de Moscou.

Le 26 novembre 1928

Encore un aboiement à l'assemblée de l'Institut des coopératives. Je m'étonne du silence de la coopérative des volailles (*Kooptica*). La section des travailleurs scientifique a reçu un communiqué indiquant qu'à la réunion de son bureau le samedi 1er décembre, sera « mis à l'ordre du jour la question de votre article et de quelques publications post-révolutionnaires qui ont subi une sévère critique de la part de la presse soviétique et des organisations sociales soviétiques ». On m'a conseillé de ne pas aller à la réunion et de me limiter à un éclaircissement écrit. Je verrai.

Le 27 novembre 1928

En serrant les dents et rassemblant, tout ce que je pouvais de retenue, j'ai écrit à la section [des travailleurs scientifiques de Kiev] la lettre suivante : […]

Le 28 novembre 1928

Hier fut le seul jour durant lequel je n'ai entendu aucun aboiement ; *lucidum intervallum* ! Aujourd'hui on a à nouveau aboyé à l'institut polytechnique (*Polyteknikum*). À l'évidence la chronique des aboiements va encore s'allonger dans le futur. Ce n'est pas un paroxysme qui passe aussitôt atteint mais un *delirium tremens* chronique.

Sergij Êfremov, *Ŝodenniki, 1923-1929*
[*Journal, 1923-1929*], Kiev, Gazeta Rada, 1997, p. 693-702.
Original en ukrainien.

Document 199

Communication du département de la GPU de la circonscription de Kiev concernant la situation de l'Académie des sciences d'Ukraine

Le 3 décembre 1928

La campagne qui est menée contre Efremov suscite un tollé au sein de l'Académie. En dehors de la persécution même d'Efremov, cette indignation est provoquée par le fait que certaines déclarations et résolutions disent qu'Efremov aurait envoyé un article à *Dilo* bien après les événements de Lvov. Efremov lui-même fait mine d'ignorer ces accusations. À la question posée par l'académicien Vasilenko, à savoir s'il lit la presse, il aurait répondu que cela ne l'intéresse pas et qu'il ne la lit pas. Malgré tout, on voit bien qu'Efremov est bouleversé par ces accusations. Il a même maigri, il a les traits tirés et il fuit les discussions.

C'est l'affaire Efremov qui occupe le plus les collaborateurs de l'Académie en ce moment. On assiste même à des réactions très vives aux accusations contre Efremov. Par exemple, Demânčuk à moins que ce ne soit Loziev, a raconté que Zabolotnyj aurait déclaré qu'il démissionnerait de la présidence de l'académie des sciences d'Ukraine si Efremov faisait l'objet de mesures répressives. Demânčuk dit que Gruševskij raconte autour de lui qu'il s'est rendu chez Levickij pour protester contre le caractère odieux de la campagne contre Efremov. Il lui a dit que l'opinion est très hostile à cette campagne et qu'il considère qu'il est nécessaire de s'y opposer collectivement et qu'il sera le premier à signer. Connaissant Gruševskij, notre informateur suggère qu'il ne faut pas croire cette version des choses. Il suppose qu'il a dit exactement le contraire à Levickij toute en faisant croire à l'Académie qu'il a pris la défense d'Efremov.

Efremov a écrit une lettre à la section des collaborateurs scientifiques indiquant que ses articles contre Studinskij et Livobičnij[8] ne visaient ni le commissariat à l'Éducation, ni d'une façon plus générale, les autorités soviétiques. Il n'a fait que

8. Pseudonyme.

s'attaquer à Studinskij qui a calomnié l'Académie. Efremov dit ensuite qu'il est opposé à une intervention [des forces occidentales en Ukraine]. L'informateur dit qu'il ne s'attendait pas à une telle manifestation de loyauté à l'égard des autorités soviétiques.

L'assistant du chargé de mission
du 4e groupe [du SO] Fil'štinskij

GA SBU (Kiev), dossier sur M. Gruševskij, N° 7537, t. V, f. 55. Dactylographié. Copie.

. . . . . .

Document 200

Extrait du journal de l'académicien Sergej Efremov

Le 5 décembre 1928

On aboie. Par paquets. Un ouragan de feu. L'Institut technique de pharmacie (*farmatehnikum*), et celui de zoologie (*zootehnikum*) ont aboyé ; même les peuples de l'Orient ont aboyé. Seule la coopérative des oiseaux s'est tue (*Kooptica*). Probablement va-t-elle aboyer.

Avant-hier le président m'a posé par écrit des questions :

1) Considérez-vous que la polémique est un moyen qui permet de résoudre les problèmes ?

2) Aviez-vous prévu le résultat de votre polémique avec Studinskij ?

3) Continuerez-vous à intervenir dans la presse étrangère ?

4) Comment êtes-vous disposé vis-à-vis du pouvoir soviétique ? Quel travail faites-vous et avez-vous fait dans l'Académie ?

Je lui ai répondu :

1) La polémique est en général un moyen de résoudre les questions, mais pas dans le cas présent ;

2) je ne m'attendais pas et ne pouvais pas m'attendre à l'usage qui en a été fait par la presse étrangère ;

3) je ne m'y apprête pas ;

4) je suis loyal vis-à-vis du pouvoir soviétique et comme citoyen soviétique j'accomplis toutes les obligations qu'il me donne. J'ai fait cela et cela à l'Académie et j'ai écrit des choses.

Le 6 décembre 1928

La GPU a convoqué un collaborateur de l'Académie pour lui demander comment celle-ci considère « l'affaire Efremov ». Il aurait répondu que tous sont très émus car ils pensent que toute cette campagne n'est que calomnie, plus encore après les explications qu'Efremov a données à la section et au présidium. Ainsi, cette affaire monte jusqu'aux instances élevées. […]
Aujourd'hui, Demčenko m'accuse de chauvinisme et de fascisme. Studinskij est accusé par le même de moscophilie. Doncov, dans une résolution indignée, de Polonophilie, et Demčenko, de chauvinisme ukrainien et fascisme au côté de Doncov ! Dieu immortel, où est donc la limite de la bêtise et de l'insolence […]

Le 7 décembre 1928

On aboie. Par paquets.
Ozerskij est revenu de l'étranger en passant par Kiev. Il a fait une conférence à l'Académie sur son voyage (Berlin, Lvov). Hlestakov[9] . Il a parlé avec aplomb de choses bien connues, et ce qui n'est pas connu, ce n'est « que de lui », qui ne sont que stupidités dites avec vantardises. On a juste perdu une journée entière par sa faute.

Sergij Êfremov, *Ŝodenniki, 1923-1929* [*Journal, 1923-1929*], Kiev, Gazeta Rada, 1997, p. 706-707.
Original en ukrainien.

9. Héros du *Revizor* de Gogol, qui est pris pour le revizor, et qui en profite pleinement. Symbole de l'imposture.

Document 207

Note de Semen Semko, membre du Collège du commissariat à l'Éducation d'Ukraine, adressée au CC PC(b)U concernant la conférence pan-soviétique des historiens marxistes

Le 6 janvier 1929

La conférence pan-soviétique des historiens marxistes s'est tenue du 28 décembre 1928 au 4 janvier 1929 à Moscou. Elle a été organisée à l'initiative de la Société des historiens marxistes.
L'Ukraine n'y était que partiellement représentée et de façon désorganisée. Ceci étant, les principaux centres académiques ukrainiens étaient représentés.
La délégation ukrainienne n'était pas organisée. D'où les divergences et l'absence d'une pensée cohérente de la délégation concernant les questions politiques abordées (par exemple sur la structure de la société – fédération ou association). Malgré tout, la délégation a émis des avis convergents sur nombre de questions, mais sans que cela ne résulte d'une préparation préalable. Ayant pris sur lui la direction de la délégation ukrainienne, le camarade Âvorskij s'est senti désorienté au cours de la conférence. Ceci l'a empêché de jouer le rôle organisationnel auquel on s'attendait.
Au cours de la conférence, l'intervention du camarade M. N. Pokrovskij, en particulier, a contribué à mettre la délégation ukrainienne dans une situation défavorable. L'intervention du camarade Pokrovskij a donné le ton et elle a servi de prétexte à des manifestations d'hostilité à l'égard des sciences historiques et des délégués ukrainiens. D'une façon générale, les sciences historiques ukrainiennes ont été qualifiées de science nationaliste et ses représentants (sans exception), de nationalistes et chauvins, y compris les membres du PC(b)U et ceux de la Société des historiens marxistes. Je ne veux pas me poser comme le défenseur des sciences historiques ukrainiennes et de ses représentants. Je connais parfaitement les erreurs qui ont été tolérées dans la structuration de la pensée historique marxiste et non marxiste en Ukraine. Je connais parfaitement le sens de la

conception de Gruševskij. J'ai déclaré à diverses reprises oralement et par écrit qu'il était indispensable de créer un organe solide qui fasse contrepoids à *Ukraïna,* de Gruševskij. J'ai évoqué la nécessité de renforcer la chaire de marxisme-léninisme à Kiev, etc. Néanmoins, le tableau que les camarades Pokrovskij, Gorin et autres, ont dressé des sciences historiques en Ukraine, ne correspond pas du tout à la réalité. En outre, le camarade Pokrovskij et d'autres encore, ont exprimé des avis tendancieux sur la question nationale, en général, et plus particulièrement sur le cas ukrainien. Ils ont clairement montré qu'ils ne voulaient pas comprendre la réalité ukrainienne et, notamment, la question nationale. Ils se sont conduits en impérialistes chauvins. C'est ce que j'ai l'intention de montrer au camarade Pokrovskij lors du débat. Pour cela, je prendrai appui sur la science léniniste ainsi que sur les décisions adoptées lors de la conférence ainsi que des conférences du PCU(b) et du PC(b)U. Dans la mesure où le camarade Pokrovskij jouit d'une incontestable autorité scientifique au sein de l'Union, la majorité des participants prend tout ce qu'il dit pour des ordres. Pour prouver la véracité de mes propos, je vais relater plusieurs faits : le camarade Gurevič a réagi à la conférence du camarade Âvorskij en disant que certains historiens marxistes se permettaient d'exprimer dans leurs travaux des positions impérialistes chauvines. Il a fait, ainsi, référence à l'ouvrage de Nečkina (La Société des Slaves unis) qui a omis de mentionner l'influence ukrainienne sur la « société », ainsi qu'aux travaux de plusieurs historiens marxistes où l'on voit apparaître le terme de « Russie du sud » au lieu du terme « Ukraine ». Ce à quoi, le camarade Pokrovskij a répondu : « Sur ce point, je le répète, un terme aussi fort que celui d'impérialisme n'a pas lieu d'être utilisé. Il s'agit d'une négligence bien connue qui, historiquement, résulte de l'impérialisme lui-même ». Puis, afin de renforcer encore ses propos et afin de prouver que le camarade Gurevič est dans l'erreur, le camarade Pokrovskij a cité les exemples suivants : « Il faut, entre autres, que je dise que cela perdure en Biélorussie (les tendances impérialistes. S[emen] S[emko]). En effet, certains professeurs sont exclus de leurs chaires, car leurs cours restent fidèles à la tradition russophile. Heureusement, nous n'avons pas cela » (le texte ne dit pas clairement ce que signifie l'expression « nous n'avons pas cela ». S'agit-il des traditions impérialistes russes ou bien de

l'exclusion des professeurs ? La majorité a compris que l'on « n'exclue pas » pour des positions impérialistes russes). Puis le camarade Pokrovskij pousse plus loin son argumentation en faisant l'analogie suivante :

« Je dois dire que dans les autres pays (pas en Union soviétique), on n'aurait même pas prêté attention à de telles vétilles (les erreurs de Nečkina et des autres. S[emen] S[emko]). Par exemple, à Oslo, les professeurs continuent à faire cours en danois, à l'exception du professeur Koht[10] . Koht fait cours en norvégien et les autres en danois et cela, bien que la Norvège ne soit plus sous autorité danoise depuis plus de cent ans. En outre, la presse paraît en danois à Oslo. Bien entendu, il y a des journaux qui sont publiés en norvégien, mais les plus importants d'entre eux ("La Grande Presse") le sont en danois. Et personne n'ira accuser de trahison les professeurs qui font cours en danois, langue des vieux danois et des anciens maîtres de la Norvège. La Norvège était sous domination danoise durant plus de trois cents ans. » Plus loin, le camarade Pokrovskij a dit que le fait d'enseigner en norvégien, n'empêchait pas le professeur Koht de jouir d'une grande autorité. Il termine ensuite son paragraphe en disant : « je cite simplement cet exemple pour montrer que ce (la question nationale. S.S.) n'est pas si important ». Il s'agit ici d'un véritable programme sur la question nationale qui n'a rien de commun avec les enseignements de Lénine. Le camarade Pokrovskij répond à l'intervention de Gurevič de la façon suivante : « le camarade Gurevič qui essaye d'être un grand matérialiste dit que la Société des Slaves réunis s'est formée en territoire ukrainien, mais cela lui donne plus qu'il n'en faut car "toute la société du sud" s'est formée en Ukraine. Pourquoi ne voulez-vous pas prendre S. I. Murav'ev-Apostol et ne prenez-vous que la société des Slaves réunis ? Où est la différence ? Pourquoi ?… » « Aussi, lorsque le camarade Gurevič a évoqué avec autant d'aplomb l'impérialisme de M. V. Nečkina, il est allé trop loin, beaucoup trop loin. Le fait qu'il soit possible

10. Haldvan Koht (1873-1965), historien norvégien, professeur à l'université d'OSlo, acteur important d'une controverse sur la langue norvégienne. Ministre des Affaires étrangères de 1935 à 1941.

d'aller aussi loin explique qu'aujourd'hui encore, Gruševskij conserve son influence (rires, applaudissements). Nous sommes obligés de prévenir, le plus fermement possible, nos camarades ukrainiens de ce danger. En effet, nous devons former un front marxiste uni car nos ennemis ont déjà formé, de leur côté, un front uni ».

Une telle intervention a entraîné une réaction hostile, aussi bien à l'égard de la science marxiste ukrainienne qu'à l'égard de la délégation ukrainienne. Et, lorsqu'on a proposé à la conférence de rédiger une résolution, tout le point qui concernait le nationalisme dans les sciences historiques (marxistes) a été dirigé de fait contre l'Ukraine, même si formellement cela (le terme Ukraine) n'a pas été mentionné. Mais, tous ont compris que les piques concernaient exclusivement l'Ukraine. L'un des délégués à la Conférence, un Serbe ou un Polonais (je ne peux pas dire exactement), a proposé que le chauvinisme impérialiste et le nationalisme local soient explicitement mentionnés dans la résolution, mais sous l'influence du camarade Pokrovskij et en partie aussi du camarade Gorin, la conférence a adopté, à la grande majorité des voix, la seconde partie de la résolution, rejetant la première partie qui était consacrée à l'impérialisme chauvin.

Durant la conférence, le camarade Pokrovskij a réagi à l'intervention du camarade Âvorskij en mettant Gruševskij et Šul'gin sur le même plan. Je ne veux pas me faire le défenseur de Gruševskij, mais je pense qu'il ne fallait pas comparer Gruševskij à Šul'gin, car c'est politiquement inacceptable.

Lors de la dernière session de la conférence, le camarade Rubač a fait une intervention au nom de la délégation ukrainienne. Il a dénoncé le comportement tendancieux de la conférence à l'égard de la délégation ukrainienne, de la science marxiste en Ukraine, ainsi qu'à l'égard de certains camarades ukrainiens. Il a dénoncé aussi le fait que des quotidiens de Moscou, tels que *Večernaâ Moskva* ou la *Pravda* aient fait paraître des informations inacceptables. Le camarade Pokrovskij a répondu qu'à aucun moment, il n'a vu la conférence adopter une attitude tendancieuse à l'égard de l'Ukraine et qu'il n'était pas responsable de ce qu'écrivaient les journaux. Je dois dire qu'en ma présence (ma présence était due au hasard), le camarade Gorin a fourni des instructions aux représentants de la presse concernant les

informations à transmettre. C'est bien le présidium de la conférence qui a donné le ton à ces informations…

[Un membre du collège du commissariat à l'Éducation d'Ukraine] S. Semko

CGVAOU, fonds 1, inv. 20, d. 2924, f. 1-4.
Dactylographié. Original.

. . . . . .

Document 225

Notes de l'indicateur, enfermé dans une cellule en compagnie de l'académicien Sergej Efremov, arrêté pour l'affaire de « L'Union de libération de l'Ukraine »

19 novembre 1929

SVU
19/11/29

16/11/29 EFREMOV a continué à écrire, comme il l'a lui-même dit, ses « aveux contraints » de ce qui n'a pas eu lieu. Il était nerveux et soufflait en permanence, répétant « odieuse existence ». À ma question de savoir s'il avait encore beaucoup à écrire, il m'a répondu qu'il ne lui restait que peu à écrire, mais qu'il ne barbouillera pas comme les autres, et de toute façon il n'y avait rien à écrire, qu'il espérait finir déjà bientôt et qu'il tendait entièrement vers cet objectif, car ces tracas l'ennuyaient terriblement, qu'il ne voulait qu'une chose, qu'on le laisse tranquille et qu'ils résolvent l'affaire comme ils le voulaient ; tout lui était égal. 17/11 Dès que nous avons parlé des premiers jours de la Révolution et du caractère que le mouvement ukrainien avait alors, jusqu'au tournant d'octobre, EFREMOV a critiqué et condamné la tactique suivie à cette époque par les SR ukrainiens et a dit que leur travail politique ressemblait plus à des tours de cirque car n'était fondé sur rien de sérieux et que l'arrogance et les racontars politique du mouvement ukrainien d'alors était loin

de correspondre aux ressources réelles, misérables, des forces dont ils disposaient. Ils avaient égrené les figures politiques – Petlûra, Vinničenko, Gruševskij et d'autres. EFREMOV a dit de Petlûra qu'il était borné et ambitieux mais fidèle à la parole donnée et à la direction prise. Vinničenko était nerveux, inconstant et un rêveur excentrique, et ne correspondait en rien à un politique. PORŠ, DIDUŠOK, SEVRÛK et SUPRUN étaient des misérables, qui avaient ensuite volé l'argent gouvernemental à l'étranger et s'étaient mis au service du pouvoir soviétique. Il a dit de GRUŠEVSKIJ qu'autant il était une très grande figure dans la société, autant il était mesquin de caractère, intrigant, se mettant toujours du côté des puissants (il était entré au parti SR l'été 1917 car ce parti était dominant), envieux, ambitieux, et surtout un grand cupide et grippe-sous. Dans le temps, il avait beaucoup fait de mal en politique par ses intrigues, et avait provoqué désorganisation et discorde, et c'était désormais la même chose à l'Académie : il y avait introduit des parents, des proches, bien qu'ils n'étaient en rien des chercheurs. Il avait introduit sa sœur, au grade de chercheur, alors qu'elle n'avait rien fait que recevoir de l'argent. Je [Efremov] m'étais toujours élevé contre de telles histoires malhonnêtes, et ai protesté officiellement et souvent nous mettions en échec ses fourberies, mais il allait ensuite par une entrée détournée au commissariat à l'Éducation et chez le cam. SKRYPNIK et obtenait ce qu'il voulait, et la lutte que je menais contre lui, avec pour seules armes mes principes d'honnêteté et pour le bien de l'Académie, était interprétée comme une lutte politique, comme une tentative de discréditer un savant debout sur la plate-forme soviétique. Cette lutte arrangeait ceux qui pensaient régler leurs comptes avec moi et d'autres éléments indésirables de l'Académie. Élégamment exagérée et poursuivie, (elle) la lutte arriva à ce résultat, cette affaire grandiose et insensée et le désastre de l'Académie. J'ai dit à GRUŠEVSKIJ, quand cette bouillie a fini par être cuite, que je ne serai pas le seul à souffrir, mais l'Académie et lui-même, car, finalement, ils s'attaqueront aussi à lui. Il était déjà blessé par ce qui arrivait et se justifiait impuissant, en disant qu'il ne s'attendait pas que tout cela pouvait en sortir. 18/11 EFREMOV est revenu de son interrogatoire complètement bouleversé, et à ma question : « et alors, c'était comment là-bas ? » il m'a répondu : « Je n'ai jamais été dans une situation aussi

odieuse, déplorable et stupide. Je préférerais qu'ils me prennent et en terminent avec moi tout de suite, plutôt que subir ce tourment, ces interrogatoires journaliers. » C'était bien dans les années 1919 et 1920, quand on en finissait immédiatement, comme par exemple avec le professeur Naumenko[11] : on l'a pris un jour, on l'a fusillé le lendemain. Si on faisait cela tout de suite pour moi, ce serait bien mieux, alors que maintenant je m'accuse à tort de ce qui n'a pas été, cela n'est d'aucune utilité et je n'en vois pas la fin. Situation odieuse et lâche. Je serais si heureux s'il y avait eu réellement une organisation, avec toutes les personnes et les détails que je leur raconte. Je leur dirai alors tout, et l'affaire jusqu'au bout. Je raconterai tout dans le détail car je le connaîtrais moi-même. Or je raconte en fait en détail ce que je ne connais pas et je n'arrive pas à l'imaginer, car si j'imagine ce qui ne correspond pas aux dépositions des autres, alors ils vont à nouveau chicaner, parler de mon manque de sincérité, de mes mensonges, et cela m'est tellement hostile et difficile. Comment peuvent vraiment me comprendre ceux pour lesquels les mots de « principe », « honneur », « tradition » sont vides de sens ; ils ont été instruits et ont grandi durant notre époque, quand ces mots ne sont plus d'usage. Ils croient qu'il m'est aussi facile de mentir qu'il leur est facile de me questionner. En plus, l'instruction n'est menée que dans un sens et ils ne sont pas intéressés à éclaircir et circonscrire la réalité authentique mais seulement à confirmer l'existence d'une organisation et si je dis des choses qui sont utiles à cela, si j'exprime mon accord avec tel ou tel événement ou personne, alors je dis pour eux la « vérité », alors que si je nie quelque chose ou la participation de quelque personne, ou si je ne peux éclairer quelque détail que je ne connais pas et ne peux inventer, cela signifie selon « ceuses », que je ne dis pas la vérité, que je dissimule, que je m'obstine à nier, ou autre chose du même genre. L'instructeur me dit qu'il attend plus de moi. Il veut que j'écrive 500 pages, comme les autres, et peut-être encore plus, parce qu'on considère que je suis le chef. Et qu'écrire ? Si on me donnait à

11. Vladimir Pavlovič Naumenko, philologue et critique littéraire renommé, né en 1852, aurait été arrêté le 8 juillet 1919 par les bolcheviks et fusillé dès le lendemain (il n'y a pas de sources précises le montrant, mais de nombreux témoignages, rumeurs et journaux intimes).

lire les dépositions de ceux qui ont créé cette organisation mythique, je confirmerai simplement tout cela, et c'en serait fait. D'autres, à côté du seul mot « et sur le fond », se sont lancés dans tout un lyrisme, mais moi, je ne peux pas faire cela, je n'écris que des choses générales qui portent sur le fond, et l'instructeur ne veut pas l'accepter. Il cherche à obtenir des détails que je ne connais pas. Aujourd'hui, on m'a évoqué de nouveaux noms, certains FOMIČEVSKIJ, HIMULÂ et d'autres, que je ne connais pas, KULÂBKO, dont je n'ai qu'entendu parlé, et d'autres, pour lesquels j'ai nié la possibilité qu'ils aient participé ; on dit alors que je dissimule. Quand je parle de quelques personnes, de gens quelconques, que je n'ai pas de raison de considérer comme inappropriés, s'il y avait vraiment une organisation, on me rétorque : « et vous pourriez imaginer, que ces gens nous seront utiles ? » Totalement absurde. D'un côté, quand cela est nécessaire pour l'affaire, on considère que je suis excessivement prudent et un puissant conspirateur, et d'un autre côté, quand c'est aussi utile pour l'affaire, on considère que je suis godiche et tellement imprudent que j'aurais pu entraîner n'importe quelle personne banale dans une organisation d'une telle importance politique. En plus, n'importe quelle chose quotidienne, à laquelle je n'aurai jamais même pu penser en son temps, est désormais considérée comme un acte relié aux activités de l'organisation. Un fait aussi innocent qu'une excursion à pied dans le Caucase de mon neveu avec un groupe d'étudiant est transformé en une faute, celle de l'envoi d'un membre de l'organisation dans un aoul des montagnes, destiné à mettre en place des liens avec les organisations contre-révolutionnaires du Caucase. Qu'est ce que c'est que ce primitivisme ? Est-ce ainsi qu'aujourd'hui on établit des liens ?
Qu'est-ce que cette organisation des communications à notre époque [passage illisible], et en plus avec des peuples dont les langues ne sont pas connues des propagandistes. Chaque jour ressortent de nouvelles et encore de nouvelles broutilles, auxquelles je ne peux donner de réponses. Tout le problème c'est que, manifestement, les autres sont dans cette situation. À grands traits, ils ont à l'évidence reconnu tout, ils ont cuisiné la bouillie, baratinés des histoires et quand l'affaire en venait aux faits concrets, à de tels détails pernicieux, ils n'avaient pas plus que moi la possibilité de les donner et rejetaient tout sur moi pour s'en dépêtrer. Il est à la tête de tout, demandez-lui donc. Bien

sûr, le mieux aurait été de raconter tout sur soi, sur mes relations avec le pouvoir soviétique, et de refuser de donner toute déposition concernant l'organisation. Je ferai certainement cela désormais, je refuserai de parler et allez qu'ils me laissent en paix. Il n'y a pas d'autre issue.
J'ai [l'indicateur] objecté à cela que désormais il n'était pas possible de refuser de donner des dépositions, après qu'il eut avoué, car cela le mettrait sous une lumière encore moins belle. « Oui, je vois bien moi-même, que je suis allé déjà si loin que je ne peux plus battre en retraite. Tout est désormais trop embrouillé et surembrouillé, à se suicider ».
Il faut remarquer qu'au moment où j'ai eu cette conversation, Efremov était extrêmement agité et épuisé et parlait avec des larmes dans la voix et dans les yeux.
19/11 EFREMOV s'est mis à écrire des réponses aux questions écrites hier par l'instructeur et s'est remis à s'inquiéter et à s'émouvoir de sa situation désastreuse : « Écrire, et quoi écrire ? L'instructeur dit que je n'écris que ce qui lui est connu et que je m'efforce de ne pas écrire ce qui, selon moi, lui est inconnu et qu'il ne peut ainsi comprendre ma situation désastreuse selon laquelle rien ne m'est connu.
Il fait comme s'il était un homme sympathique, qui participerait déjà à mon destin et me considérerait avec sympathie, mais ne me comprends en rien. Il croit aussi profondément que je louvoie et s'étonne sincèrement de ma tactique, comme il dit. Voici une situation stupide. Il n'y a rien de pire que d'être dans une situation mensongère ; ayant déjà reconnu quelques faits je ne peux dire à aucune figure officielle que ce n'était pas ainsi, mais je peux lui [l'instructeur] dire à lui seulement que, en toute conscience, je reconnais des histoires qui n'ont pas eu lieu, mais malgré tout il ne me croit pas, il dit que moi et lui savons que cela a été. Au moins s'"ils" pouvaient me dire concrètement ce que je devais écrire, j'aurai déjà fait ce qu'ils veulent de moi, pourvu qu'ils me laissent en paix. J'ai dit à l'instructeur que s'il veut se dépêtrer de tout le tissu de mensonges qui couvre cette affaire, il doit brûler ces dizaines de tomes de "divagations" et recommencer à zéro par d'autres méthodes. On pourrait alors seulement établir toute la vérité, mais, telle que l'affaire est aujourd'hui posée, jamais il ne se dépêtrera de ce labyrinthe de bobards dans lequel s'est échouée cette affaire ».

Là, j'ai à nouveau exprimé ma perplexité et mon étonnement : comment des personnes auraient pu écrire à leur compte des histoires et s'impliquer dans quelque chose qui n'a pas existé ; je lui ai demandé : « on vous a présenté des dépositions écrites de la main de ceux que vous connaissez. Et voilà qui est intéressant : qu'a écrit DURDUKOVSKIJ ? C'est un homme solide et déjà âgé, en rien un jeunot. A-t-il déjà reconnu l'existence réelle de l'organisation ? »

« Oui, DURDUKOVSKIJ semble-t-il, fut l'un des premiers à avoir tout reconnu et m'avoir impliqué. Je ne peux comprendre cela. Pourquoi a-t-il fait cela ? Ne fait-il pas parti de mes plus proches ? Je ne comprends absolument plus rien : alors qu'on ne te bat pas et qu'on n'utilise aucune torture durant les interrogatoires, et que dans l'ensemble la GPU s'adresse à toi de façon supportable, comment de telles personnes, d'honneur, ont-elles pu raconter sur elles-mêmes et sur d'autres des balivernes et des histoires qui peuvent avoir des conséquences politiques colossales en général et sur eux en particulier ».

« Peut-être y avait-il une organisation derrière votre dos, et vous auriez pu ne pas le savoir ? »

« Non, cela ne pouvait être. J'aurais tout su. Ils ne me l'auraient pas caché ».

« Peut-être la situation était-elle la suivante : il y avait une organisation, ils agissaient effectivement en secret de vous, pour ne pas vous faire prendre de risque et vous laisser votre intégrité, pour que vous restiez un personnage solide et indispensable comme future personnalité politique ».

« Cela est possible, mais alors pourquoi m'impliqueraient-ils dans cette histoire avec la GPU ».

« Je pense que ce n'est pas ainsi. Peut-être, comme ils vous l'ont dit, ils leur ont dit que vous étiez impliqué dans tout, que vous reconnaissez votre participation, etc. et ne voyant pas d'autres issues ont confirmé ce qu'on leur a lu et ensuite on vous a pris sur la base de leurs dépositions. »

« Non, cela ne peut pas être. Seraient-ils si bêtes, qu'ils croiraient l'instructeur au mot, ne regardant pas l'original de ma déposition ? Je n'ai rien cru, avant qu'ils ne m'aient montré leurs dépositions écrites de leurs mains. Je pense qu'ils ont dû aussi agir ainsi. Mais je n'avais alors encore rien écrit.

C'est vrai, il y a un fait que je ne comprends pas du tout : Alors que je n'étais pas encore arrêté, j'ai reçu de là-bas, d'un neveu qui avait été arrêté[12], un mot dans lequel il écrivait que des camarades l'avaient donné et qu'il était contraint de tout confirmer ; il avait ajouté qu'il semblait "qu'on avait déjà compromis son oncle [Efremov]" et demandait avec insistance d'obtenir une confrontation, avec qui et sur quoi, je ne sais pas. Une telle remarque m'avait étonné. Une telle idée, alors, ne m'effleurait pas. Peut-être, lui avait-on en effet raconté en mon nom quelques histoires fantastiques et cela explique qu'il ait demandé une confrontation avec moi. On m'a bien attribué la direction de l'organisation étudiante "SUM" dont je n'ai connu l'existence qu'à la GPU, durant mon interrogatoire ».

Certifié conforme

GA SBU (Kiev), dossier de M. Gruševskij, N° 7537, t. V, f. 314-315 (verso).
Dactylographié. Copie.

. . . . . .

Document 243

Extrait des renseignements spéciaux du Département de la GPU de la circonscription de Kiev

Juin-juillet 1930

La contre-révolution ukrainienne
L'état d'esprit dans les cercles de Gruševskij

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de la réaction de Gruševskij face à la réorganisation de sa section et à la suppression de plusieurs commissions en son sein.

12. Il s'agit de Pavluškov.

Lors de l'une des dernières réunions du présidium de l'Académie des sciences d'Ukraine, où il a été question des sections d'histoire, Bagalej a souligné – bien que de façon très prudente et tout en reconnaissant les mérites de Gruševskij – la nécessité de réorganiser la chaire d'histoire de l'Ukraine. Son intervention a provoqué une forte émotion chez Gruševskij : celui-ci a dit, en s'adressant à Bagalej : « je peux attendre de vous des fleurs sur ma tombe » [*]. Cet incident a eu un grand effet sur l'assistance. Fedor Savčenko a ainsi rapporté cette histoire à Studinskij : « De longues minutes difficiles se sont écoulées durant la discussion entre Mikhail Sergeevič et Bagalej. À un moment donné, M. S. ne pouvait plus parler et s'est trouvé au bord de larmes. Bagalej a commencé ses manœuvres et M. S. lui a dit qu'il pouvait attendre de lui des fleurs sur sa tombe… » [*]

Nos agents rapportent que, depuis, Gruševskij est d'humeur maussade, d'un certain laisser-aller et d'une indifférence qui le conduisent à peu réagir à ce qui se passe autour de lui. Dans certains cas, on peut même parler d'un état d'impuissance et de complète perdition. Par exemple, lors de la réunion du présidium évoquée ci-dessus, Gruševskij a lu un rapport dans lequel il développait des arguments contre plusieurs mesures de réorganisation de sa section. Défendant ces mesures, Kamyšan et Bagalej ont prouvé que les objections présentées par Gruševskij n'étaient pas fondées et lui ont demandé directement s'il retirait son rapport ou continuait à défendre sa position. Gruševskij s'est alors levé pour demander conseil et est allé voir Ekaterina Mihajlovna [Gruševskaâ] pour en discuter avec elle devant tout le monde. Cela a duré deux ou trois minutes, et même les partisans de Gruševskij ont trouvé cette scène ridicule.

Notre indicateur « Le Dur » note une accalmie au sein du camp des « gruševiens » et l'absence d'une quelconque activité au sein des commissions de la section d'histoire. Il rapporte par ailleurs un autre fait intéressant qui mérite une attention particulière. Fedor Savčenko est allé voir Bagalej et, au cours d'une longue conversation portant sur la section d'histoire, il a beaucoup insisté sur le besoin qu'il ressent d'adopter « une méthode marxiste dans la façon de penser et de travailler ». Il a demandé avec insistance à Bagalej de lui apprendre cette méthode.

Cette histoire a beaucoup surpris Bagalej. Cherchant à comprendre les véritables raisons de la visite de Fedor Savčenko,

il en a parlé au professeur Ogloblin. Au début, ils (Ogloblin et Bagalej) y ont vu une manœuvre tactique de Savčenko agissant, peut être même sur instructions de Gruševskij. Mais, en analysant la situation des « gruševiens » et en prenant en compte le fait que Baranovič est aussi venu faire des courbettes devant Bagalej, ils sont arrivés à la conclusion suivante : Savčenko a sans doute bien examiné la situation, il a compris que s'appuyer sur Gruševskij n'était d'aucune perspective (celui-ci, d'ailleurs, n'en a pas pour longtemps à vivre), et évalué les risques pour lui-même, qui n'a pas de travaux scientifiques, à rester sans rien ; il a donc décidé de changer de camp.
Bagalej n'exclut pas que Fedor Savčenko ait informé Gruševskij de sa visite, tout en lui cachant, bien sûr, les vraies circonstances et les véritables objectifs de celle-ci.
Il importe de noter que, selon nos agents, Fedor Savčenko a en effet été présent aux réunions des commissions de Bagalej et y a participé activement.
Il est encore trop tôt pour dire si Savčenko a définitivement changé de camp, mais, en tout cas, cette histoire caractérise bien la situation à l'intérieur du camp de Gruševskij.

Sur M. S. Gruševskij

Le professeur de l'Institut d'éducation populaire Štepa a présenté à la session fermée de la commission d'histoire culturelle une communication intitulée « La sociologie des religions de Durkheim », dans laquelle il se montrait critique sur la base du matérialisme historique.
Štepa avait auparavant pris conseil auprès de Gruševskij sur le contenu de cette communication et sur son point de vue. Ce dernier s'était montré favorable à l'idée de présenter cette communication à une session de la commission, mais avait souligné qu'il était indispensable de laisser cette session fermée. Après avoir écouté la communication, Gruševskij a proposé à Štepa de la publier dans la revue *Ukraïna*, bien qu'il ne fût pas tout à fait d'accord, comme il le souligna, avec les conclusions de Štepa. Gruševskij estime que Durkheim est proche du socialisme et que son idéalisme n'est dans l'ensemble qu'une couverture extérieure, et que toute sa sympathie, c'est-à-dire celle de Durkheim, va au matérialisme.

L'indicateur « Lohvickij », plus tard « Medved'ev » remarque qu'ici (lors de la présentation de la communication) Gruševskij essaie de souligner que, d'un côté, il n'est pas entièrement d'accord avec Durkheim, et que d'un autre côté Durkheim est plus proche du matérialisme.
Notons que Gruševskij a demandé avec insistance à Štepa de présenter sa communication dans la revue, souhaitant ainsi montrer qu'il y a aussi place pour une pensée marxiste.

La section d'histoire à propos de l'épuration à l'Académie des sciences d'Ukraine

Après l'assemblée générale de l'Académie des sciences consacrée à l'épuration, une réunion privée s'est tenue le soir même à la section d'histoire à ce propos, pour s'entendre sur la manière d'y répondre et de s'y préparer. Gruševskij a assisté à cette réunion. Il a été indiqué que l'ensemble du collectif de la chaire devait assister à l'examen de chaque commission, et qu'il fallait que tous se soutiennent. La question du travail des commissions n'inquiète personne et chacun pense que la section a déjà mené le travail nécessaire et qu'elle peut le montrer.
Žukovskaâ a dit en privé à Šamraj que l'épuration devait vraisemblablement toucher jusqu'à 30 % des membres de l'Académie.
La brigade est venue le 5/7 à la section historique et sa première question a porté sur l'orientation idéologique du travail de la chaire. Gruševskij, d'une voix convaincue, a répondu : « Nous travaillons sur la base du matérialisme dialectique »*.
À une question portant sur le travail de la chaire sur le contemporain, GRUŠEVSKIJ a répondu : « Tout notre travail historique démontre que la révolution socialiste et la construction socialiste constituent l'achèvement de nos efforts passés et sont inéluctables » *
Lorsqu'un membre de la brigade a émis un doute, GRUŠEVSKIJ a répondu tranquillement : « Nous travaillons comme nous savons le faire ; nous apprenons, peut-être avons-nous encore des défauts » *.
GRUŠEVSKIJ a évoqué l'inaccessibilité des archives pour expliquer pourquoi la chaire n'étudie pas l'histoire de la Révolution.

Suivant l'exemple de GRUŠEVSKIJ tous les collaborateurs ont souligné qu'ils travaillaient selon la méthode du matérialisme dialectique.
Selon l'indicateur « DEH » les collaborateurs de GRUŠEVSKIJ estiment que tout le matériel concernant la chaire d'histoire est déjà prêt et que l'épuration sera sévère. Quelques collaborateurs s'inquiètent de la présence parmi les membres de la commission d'enquête, du prof Klimenko, ennemi de GRUŠEVSKIJ (Ekaterina GRUŠEVSKAÂ, KARAČKOVSKIJ, et GRUŠEVSKIJ lui-même). Ils disent à ce propos que KLIMENKO est dans cette commission sur recommandation de BARANOVIČ).
E. M. GRUŠEVSKAÂ voit le travail actuel de vérification de l'administration de l'Académie comme le prélude à une épuration du personnel. Elle s'inquiète de l'issue de cette dernière. Elle souligne que les membres de la commission de vérification se sont conduits très habilement et avec retenue, en particulier les travailleurs. Ils exprimaient méfiance et critique, mais sans chicanerie. On voyait qu'ils manquaient d'expérience.
Ekaterina GRUŠEVSKAÂ a dit qu'en soi la vérification était positive, car elle avait conduit à revoir avec attention leur propre travail, mais qu'il était regrettable qu'elle ait été mal préparée ; il manquait, selon elle une approche systématique et précise. En même temps la vraie purge est menée « en coulisse », alors qu'ici ce n'est qu'une mise en scène. Les autres collaborateurs de la chaire ont parlé dans le même esprit. Dans l'ensemble l'attitude est plutôt attentiste. Il n'y a pas actuellement selon l'indicateur, de nervosité ou d'irritation particulière.

Le rapport entre « les anciens » et les nouvelles influences au sein de l'Académie

Nous avons souligné ci-dessus que les académiciens n'ont pas, dans leur majorité, participé à l'assemblée générale des collaborateurs de l'Académie consacrée à l'épuration. L'attitude précise de l'assemblée et des autres réunions exprime une opposition passive des « anciens » aux nouvelles méthodes et nouvelles influences au sein de l'Académie.
À la réunion de la commission des concours du 1er département, les responsables des institutions et les académiciens de toutes les chaires (Gruševskij, Peretc, Novickij, Krymskij, Sinâvskij) étaient absents. La commission, avec à sa tête Kamyšan, a

poursuivi l'analyse des questions et a souligné, par arrêté spécial, que l'absence des responsables à la réunion signifiait leur accord total avec les arrêtés de la « commission – promotion » et qu'ils (les responsables) montraient par leur absence leur désintérêt vis-à-vis des recrutements dans leur institution.

L'éloignement de Savčenko de Gruševskij

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer les signes d'un probable éloignement vis-à-vis de Gruševskij, au profit de Bagalej. Les informations dont nous disposons à ce jour le confirment.

Chaque jour, cela devient de plus en plus évident pour tous les chercheurs de la section historique. Gluško, Šamraj et Karačkovskij racontent que lors de son récent voyage à Kharkov, Savčenko a présenté une communication à la chaire de Bagalej. Les mêmes personnes expliquent l'absence de Savčenko au début de l'épuration par son intention de rentrer de Kharkov en compagnie de l'académicien Bagalej. Ceci s'est avéré exact. Au dire de Koperžinskij, Savčenko était de très bonne humeur durant cette visite.

Lors de l'enquête sur les activités de la commission d'Ukraine occidentale, dirigée par Savčenko, Karačkovskij a déclaré que les recherches y étaient menées suivant les méthodes du matérialisme dialectique. En réponse à KOKOŠKO qui a remarqué que ceci n'était guère visible à en juger par la composition de la commission, Savčenko a souligné qu'elle était dirigée par BAGALEJ et KAMYŠAN.

On trouve confirmation du rapprochement entre SAVČENKO et BAGALEJ dans une autre réponse de SAVČENKO à KOKOŠKO. Il a ainsi déclaré avoir présenté à BAGALEJ plusieurs rapports sur le travail de la commission, ce dernier l'encourageant à continuer à fournir de telles informations.

Le fait que cette commission soit présidée par l'académicien GRUŠEVSKIJ n'a été évoqué que par incidence. Tous les collaborateurs de GRUŠEVSKIJ en ont conclu que SAVČENKO suivait désormais BAGALEJ.

Très mécontent de ne pas avoir été invité par SAVČENKO à la réunion d'enquête sur la commission, GRUŠEVSKIJ a remarqué : « JE VOIS QUE FEDOR ÂKOVLEVIČ (SAVČENKO) VEUT SE DÉTACHER COMPLÈTEMENT DE LA COMMISSION » [*].

Cette histoire a immédiatement suscité beaucoup de conversations. Quelques-uns, tels KARAČKOVSKIJ ou ŽUKOVSKAÂ, pensent que SAVČENKO cherche à gagner les bonnes grâces de BAGALEJ, sans vouloir pour autant rompre définitivement avec GRUŠEVSKIJ. Aussi vient-il tous les jours à la section d'histoire.

Attitude de Gruševskij à la commission des concours.

Dans la dernière note de synthèse (N° 10), nous avons évoqué le « boycott » par les académiciens des réunions des commissions, en premier lieu celle des concours.

Il importe de noter que GRUŠEVSKIJ, dont on connaît bien la capacité à placer ses parents dans les départements de l'Académie les plus variés, n'a pas manqué l'occasion de venir cette fois-ci à la réunion de la commission des concours pour y soutenir la candidature de ŠAMRAJ au poste de président de la commission de collecte des sources. Une fois celui-ci récusé, GRUŠEVSKIJ s'est fâché et a quitté la réunion en claquant la porte.

En voyant la tournure que prenait la discussion sur cette candidature, le camarade KAMYŠAN, président de la commission des concours, a décidé de laisser la question ouverte. Deux jours plus tard, après consultation du comité du parti, il a organisé la nomination de ŠAMRAJ au poste d'assistant [du président de la commission de collecte des sources].

GRUŠEVSKIJ a été content de cette solution et dans une conversation avec notre indicateur « ANTONENKO », il a même déclaré : « ON PEUT TRAVAILLER AVEC LES BOLCHEVIKS, ILS SE MONTRENT OBJECTIFS À MON ÉGARD » [*].

Le chef par intérim du KOO de la GPU Leâ
Le chef du SO Zagorskij

[*] En ukrainien dans le texte.

GA SBU (Kiev), Dossier de M. Gruševskij, N° 7537, t. IV, f. 501-509.

Dactylographié. Original.

Document 249

Renseignement spécial sur l'éloignement de certains des partisans de M. Gruševskij, adressé au GPU d'Ukraine par le Département de la GPU de la circonscription de Kiev

18 juillet 1930

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer les signes d'un probable éloignement de Savčenko vis-à-vis de Gruševskij, au profit de Bagalej. Les informations dont nous disposons à ce jour, confirment ces premières suppositions.

Chaque jour, cela devient de plus en plus évident pour tous les chercheurs de la section historique. Gluško, Šamraj et Karačkovskij racontent que lors de son récent voyage à Kharkov, Savčenko a présenté une communication à la chaire de Bagalej.

Les mêmes personnes expliquent l'absence de Savčenko au début de la purge par son intention de rentrer de Kharkov en compagnie de l'académicien Bagalej. Ceci s'est avéré exact. Au dire de Koperžinskij, Savčenko était de très bonne humeur durant cette visite.

Lors de l'enquête sur les activités de la commission de l'Ukraine occidentale, dirigée par Savčenko, Karačkovskij a déclaré que les recherches y étaient menées suivant les méthodes du matérialisme dialectique. En réponse à Kokoško qui a remarqué que ceci n'était guère visible à en juger par la composition de la commission, Savčenko a souligné qu'elle était dirigée par Bagalej et Kamyšan.

On trouve confirmation du rapprochement entre Savčenko et Bagalej dans une autre réponse de Savčenko à Kokoško. Il a ainsi déclaré avoir présenté à Bagalej plusieurs rapports sur le travail de la commission, ce dernier l'encourageant à continuer à fournir de telles informations.

Le fait que cette commission soit présidée par l'académicien Gruševskij n'a été évoqué que par incidence. Tous les collaborateurs de Gruševskij en ont conclu que Savčenko suivait désormais Bagalej.

Très mécontent de ne pas avoir été invité par Savčenko à la réunion d'enquête sur la commission, Gruševskij a remarqué :

« Je vois que FEDOR ÂKOVLEVIČ (SAVČENKO) veut se détacher complètement de la commission ».
Cette histoire a immédiatement suscité beaucoup de conversations. Quelques-uns, tels Karačkovskij ou Žukovskaâ, pensent que Savčenko cherche à gagner les bonnes grâces de Bagalej, sans vouloir pour autant rompre définitivement avec Gruševskij. Aussi vient-il tous les jours à la section d'histoire.
Dans la dernière note de synthèse (N°10), nous avons évoqué le « boycott » par les académiciens des réunions des commissions, en premier lieu celle des concours.
Il importe de noter que Gruševskij, dont on connaît bien la capacité à placer ses parents dans les départements de l'Académie les plus variés, n'a pas manqué l'occasion de venir cette fois-ci à la réunion de la commission des concours pour y soutenir la candidature de Šamraj au poste de président de la commission de collecte des sources. Une fois celui-ci récusé, Gruševskij s'est fâché et a quitté la réunion en claquant la porte. En voyant la tournure que prenait la discussion sur cette candidature, le camarade Kamyšan, président de la commission des concours, a décidé de laisser la question ouverte. Deux jours plus tard, après consultations du comité du parti, il a organisé la nomination de Šamraj au poste d'assistant [du président de la commission de collecte des sources].
Gruševskij a été content de cette solution et dans une conversation avec notre informateur, il a même déclaré : « on peut travailler avec les bolcheviks, ceux-ci se montrent objectifs à mon égard ».

Le chef par intérim de KOO de la GPU Leâ
Le chef du SO Sokolov

GA SBU (Kiev), Dossier de M. Gruševskij, N° 7537, t. IV, f. 510-512. Dactylographié. Exemplaire original.

Documents 265 et 266

{Note d'un indicateur sur les activités de M. Gruševskij}

[Extrait d'un rapport sur les activités de M. Gruševskij, préparé par les collaborateurs du département du district de Kiev de la GPU, pour la GPU d'Ukraine[13]]

Début 1931

{o.b.}
Sur les activités de {M. S.} Gruševskij

[Le comportement de GRUŠEVSKIJ ces derniers temps conduit à analyser toute son activité depuis son arrivée en Ukraine].
{~~Je pourrais diviser les activités de M.S. GRUŠEVSKIJ~~} [*Les activités de M. S. GRUŠEVSKIJ peuvent être divisées*] en quelques périodes : 1) de son retour en Ukraine et jusqu'à l'inspection[14] de l'Académie des sciences d'Ukraine par le cam. Ozerskij** – une période {~~d'intense développement, de fondation~~} [*de travail intense*] ; 2) Entre l'inspection et l'affaire de la SVU – une interruption de ses activités, 3) Cette dernière année – une réduction, une transition vers de nouvelles positions. Dans chaque période {~~on pourrait décrire~~} [*nous décrivons*] son travail {~~1)~~} selon les institutions scientifiques {~~correspondantes~~} qui l'entourent, {~~2)~~} selon le choix des collaborateurs [*qui lui sont*] indispensables,

13. La première partie du rapport de la GPU est ici comparée à un rapport d'indicateur recopié presque mot pour mot, à quelques différences importantes près. Nous avons indiqué en italique et entre [ ] ce qui est présent dans le rapport de la GPU mais ne l'est pas dans le rapport de l'indicateur, et barré et entre {} ce qui est dans le rapport de l'indicateur mais pas dans le rapport de la GPU. Nous n'avons pas indiqué des modifications qui nous ont semblé mineures.

14. Ревизия.

** En caractères majuscules dans la version de la GPU.

{~~3)~~} selon les relations noués en région [*et finalement, très important*], {~~4)~~ selon} l'information.
Au cours de la première période GRUŠEVSKIJ s'est donné comme but de rassembler autour de lui toute la vie scientifique de l'Ukraine, d'attirer auprès de lui les meilleurs scientifiques, de créer son propre centre, scientifique et idéologique, et peut-être, dans les conditions que l'on connaît, politique, pour s'opposer tant à l'Académie qu'au pouvoir soviétique dans son ensemble. Durant cette période des dizaines de commissions ont été créées, avec des membres soigneusement choisis. On crée des commissions, n{~~ommées~~} « Étude de l'Ukraine par district[15] », pour développer les relations avec les régions, avec la périphérie, dans lesquelles rentrent des travailleurs locaux ; les commissions sur la culture et l'histoire nommées « littérature historique[16] », qui, expédiant des enquêtes et montant un réseau de correspondants locaux, devaient permettre de mettre en place des relations étendues. Dans la tête de Gruševskij naissent les projets les plus grandioses : la création d'un Institut Ukrainien d'Histoire (à partir de la section historique), d'un Institut de la culture primitive (spécialement pour sa fille, à partir du cabinet du même nom), etc., des institutions qui auraient laissé le reste de l'Académie inutile sur le fond, et auraient mis toute la science ukrainienne sous le monopole féodal[17] de GRUŠEVSKIJ.
GRUŠEVSKIJ sait trouver les gens qui lui sont utiles, les cherchant partout. Ils sont attirés par le charme de son nom, l'ample organisation du travail scientifique, la participation à ses publications, la promesse de protection, etc. Mais, en même temps, il repousse les gens par son despotisme, son impatience contre toute pensée différente, les relations d'exploitation qu'il développe avec ses subordonnés, {~~son népotisme (~~}ses relations {~~partiales~~} [*particulières*] avec les personnes apparentées{~~)~~}.
Finalement, il se brouille avec presque tous les académiciens (surtout Krymskij, Efremov, Peretc**), il s'entoure de parents proches (Al[*exandr*] Gruševskij, son épouse, [*E*]Katerina

15. En ukrainien dans le texte : « Порайонного дослідження України » – « Порайонного исследования Украины ».

16. En ukrainien dans le texte « Історичної письменності » – « Исторической письменности ».

17. В вотчинно-монопольное владение.

Gruševskaâ, Šamraj**, mère et fils, etc.) et de personnes qui lui sont dépendantes, soumises aveuglement et sans limite ([*Fedor*] Savčenko, Gluško, [*Lûdmila*] Ševčenko, Karačkovskij, Glâdkovskij, Ŝitkovskij**). Un groupe assez étroit de « gruševiens » se crée à Kiev, qui s'oppose au groupe des « krymskiens » plus nombreux mais manquant de cohésion[18]. Les gruševiens créent [*ainsi*] une « [*A*]{~~a~~}cadémie dans l'[*A*]{~~a~~}cadémie ».

Ce groupe des gruševiens est fort par sa cohésion interne et ses relations vers l'extérieur. L'influence de Gruševskij** commence à s'étendre peu à peu à toute l'Ukraine. Dans diverses villes, en particulier dans les centres académiques, GRUŠEVSKIJ** voit apparaître « les siens », dépendant de lui de telle ou telle autre manière : [*à Kharkov, KOVALEVSKJ, LEVICKIJ, SULIMA, BUZESKUL, ŠAMRAJ, etc.,*] à Nežin, PETROVSKIJ, ERŠOV, ŠTEPA, de jeunes chercheurs prometteurs, à Černigov, FEDORENKO, EFIMOVSKIJ, MILOVIDOV, à Dnepropetrovsk, PARHOMENKO, à Poltava, ŜEPOT'EV, à Odessa KOPERŽINSKIJ, RÂBININ-CKL{E}[*Â*]ROVSKIJ. GRUŠEVSKIJ les attire à lui en leur promettant des positions dans ses commissions, la publication de leurs travaux dans ses éditions (alors rémunérée, alors que les autres éditions académiques publient sans honoraire), une carrière scientifique.

GRUŠEVSKIJ élargit aussi ses relations à l'Ukraine occidentale, et {~~attire des chercheurs de là-bas pour collaborer avec lui~~} [*se lie avec tout un tas d'acteurs ukrainiens pour collaborer, tels*] : {~~F.~~} KOLESA, {~~K.~~} STUDINSKIJ, etc.

Cependant, il détériore lui-même ses relations par son despotisme exceptionnel et ses tendances à exploiter, ainsi que son népotisme ouvert : ceux qui travaillent avec lui commencent à avoir l'impression que toutes ces institutions scientifiques n'existent que pour « les siens[19] », et que ceux-ci ne sont que des parents, les autres ne sont pas plus que du bétail laborieux. Cela explique qu'il n'y a pas de véritable cohésion dans ses rangs, se détachent un jour l'un, un jour l'autre (OKINEVIČ, BARANOVIČ, TKAČENKO, KLIMENKO). Ils s'en séparent {~~selon moi,~~} non pour des divergences de fond, mais plutôt car ils ne

18. Ukrainisme.
19. Cf. note 31, chapitre 1.

désirent pas soumettre leur volonté au [«]pouvoir du {~~«~~}vieux ». En même temps sont particulièrement fidèles : F[*edor*] {Â.}[*Nikolaevič*] SAVČENKO, connu de Gruševskij de l'étranger, [*Sil'vestr*] GLUŠKO particulièrement dévoué, GERMAJZE que Gruševskij** a rapproché de lui pour des raisons tactiques, pour, à travers lui, JETER UN PONT vers le marxisme et surtout maintenir un lien avec la société soviétique, recevoir les informations indispensables, etc. GERMAJZE a été « la personne adéquate » et Gruševskij** attire toujours de telles personnes vers lui, pour les utiliser d'une façon ou d'une autre.

Durant cette période, GRUŠEVSKIJ, attendant beaucoup du pouvoir {~~soviétique~~} pour réaliser ses projets, est resté indépendant, a suivi sa propre ligne, ne cache pas ou n'essaie pas particulièrement de cacher son opposition[20] .

L'inspection menée par OZERSKIJ[21] a conduit à un tournant très brutal dans les activités et dans l'humeur de {M.} GRUŠEVSKIJ. Elle a mis fin à ses plans[22] et ses projets. Ne furent pas seulement rejetés les projets d'Institut d'histoire ou d'Institut de la culture primitive, mais tout un tas de commissions. Le refus de créer la commission d'« études par district* » l'a tout particulièrement atteint car c'était un moyen très commode pour avoir des relations [ET DE L'INFORMATION].

Le vieux n'a pas encore démêlé d'où venait le coup, et a été incliné à penser, pendant un certain temps, qu'OZERSKIJ avait agi à sa propre initiative, « recherchant les faveurs », et il a alors essayé de prospecter dans cette direction [*utilisant les relations personnelles que son collaborateur ŠTEPA entretient avec OZERSKIJ]*. {~~En particulier, connaissant les bonnes relations personnelles entre ŠTEPA et OZERSKIJ, il a demandé à ŠTEPA de s'informer d'une manière ou d'une autre auprès d'OZERSKIJ lui-même, sous prétexte d'inquiétudes pour l'Institut de la culture matér[ielle] où il avait promis de placer ŠTEPA (d'ailleurs, seulement après avoir d'abord nommé là-bas KOLESA, puis MARKOVSKIJ, KOPERŽINSKIJ et donc lui en quatrième position~~

20. Оппозиционность.

21. Il s'agit de la commission de vérification des activités de l'Académie des sciences d'Ukraine, sous la direction de Ûrij Ozerskij.

22. ремесло (dans ce contexte, ukrainisme).

~~seulement). À propos, GRUŠEVSKIJ pratique le népotisme non pas seulement au sens de la protection de ses parents, mais de celle de vieilles connaissances ou d'anciens acteurs publics ukrainiens, indépendamment des services qu'ils ont rendus à la science ou de leurs aptitudes.~~}

ÂVORSKIJ nommé, a poursuivi l'action d'OZERSKIJ. Les commissions ont été fermées les unes après les autres. {~~Le vieux~~} [GRUŠEVSKIJ] s'est plaint, a essayé de lutter, s'est estimé profondément offensé. Il continue [encore] à EN rendre coupable Ârovskij personnellement. Cependant, il n'a pas {~~encore~~} réduit son activité organisationnelle, il ne l'a qu'interrompue, il est dans l'expectative. C'est la période de l'expectative.

Durant cette période survient le procès de la SVU, que GRUŠEVSKIJ suit avec une attente et une attention très soutenues. C'est alors que survient, en relation avec la réorganisation des institutions de recherche scientifiques, la dissolution de sa chaire d'histoire de l'Ukraine. Survient aussi la réorganisation de la chaire de l'Académie. La sphère des activités de GRUŠEVSKIJ se réduit beaucoup. Il cède au défaitisme et commence à penser à renoncer au travail d'organisation : Il vit sa plus grande dépression durant le printemps et l'été 1930 au moment de l'épuration. Il voit la purge, comme tout ce qui vient du pouvoir soviétique, {~~comme négatif~~} [*de façon hostile*], il y voit un moyen de se défaire {~~des mauvaises habitudes ou des gens convenables~~} [*des gens nuisibles ou indésirables*]. [*Il commence alors à répandre des rumeurs sur l'impossibilité de « travailler dans de telles conditions ». Il exprime son souhait de partir à Leningrad, soulignant dans ses cercles qu'il ne peut plus continuer à travailler car les communistes ont commencé à régner.*]

[La tactique de Gruševskij]

Cependant, au moment de l'épuration et surtout en automne GR{~~UŠEVSK~~}[-]IJ bouge un peu (c'est la troisième période), mouvement qui a peut-être été provoqué par l'évaluation relativement bonne de la commission (après une intervention qui ne fut d'aucun succès de KOKOŠKO, qui a beaucoup offensé Gruševskij**, NEVOLOVSKIJ a fortement atténué son impression) ; par le nombre peu important de personnes exclues parmi les collaborateurs de Gr{~~uševsk~~}[-]ij ({~~tout à fait indiscutables tel~~} ŽUKOVSKAÂ{~~ou~~}[,] ŜITKOVSKIJ, quand on

s'attendait à une épuration massive). GRUŠEVSKIJ a alors décidé{~~, autant que possible,~~} de s'accommoder des exigences du moment, non par conscience, bien sûr, mais par crainte. Cette accommodation [TACTIQUE] {~~devait passer par~~} [est passée par] « la coiffure des plans de travail, des thématiques, des méthodologies, à la marxisto-soviétique », par la voie de l'établissement de brochures de vulgarisation, de présentation de conférences de vulgarisation, de conférences aux travailleurs, etc. Les plans de toutes les commissions ont été radicalement revus, les thématiques renommées, et diverses communications de méthodes au contenu marxiste prévues. GR{~~UŠEVSK~~}[-]IJ essaie d'utiliser {~~par tous les moyens ŠTEPA, comme marxiste, lui commandant diverses communications sur des thèmes définis, prenant conseil auprès de lui sur diverses questions~~} [presque tous ses collaborateurs, les chargeant de diverses communications sur des thèmes appropriés, dans les entreprises ouvrières, à la radio, sur des thèmes appropriés [*sic*]]. En un mot, GR{~~UŠEVSKIJ~~}[.] tente avec zèle « d'ériger le château de cartes » de sa collaboration avec le pouv[oir] {~~soviétique~~}, de son rapprochement avec la méthodologie marxiste.

Durant cette période, GR{~~UŠEVSK~~}[-]IJ s'intéresse intensément à tous les événements, recueille avec zèle des informations. Il {~~faut~~} [convient], dans l'ensemble, de remarquer que GRUŠEVSKIJ essaie toujours d'être au courant des événements qui arrivent et est dans l'ensemble bien informé. Il {~~s'est vivement intéressé~~} [*s'intéresse vivement*] au procès du parti industriel, aux dernières arrestations. Il reçoit des informations de ses connaissances, et le fait très habilement, entre deux conversations professionnelles, essayant de ne pas attirer l'attention.

[*Nous avons aussi remarqué que SAVČENKO et GLUŠKO et, de Žitomir, ŽUKOVSKAÂ ont informé GR-SKIJ des affaires courantes de la section d'histoire à Kharkov*].

{~~Bien entendu,~~} [*on doit remarquer que*] le changement dont j'ai parlé, est toujours purement extérieur, et, comme {~~il~~} [GR-SKIJ] le dit lui-même « [*il est en fait*] pour la galerie* ». Il est sceptique vis-à-vis de toutes les entreprises du Parti et du Pouvoir [soviétique], il exprime par exemple des doutes sur l'authenticité du procès du parti industriel. Il est aussi sceptique vis-à-vis de

la méthodologie marxiste, restant un éclectique convaincu, et, du point de vue de son regard politique, un nationaliste populiste.

[L'entourage de Gruševskij]

Parmi ceux qui entourent GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ et qui sont proches de lui {~~(par ordre de proximité)~~} : ŠAMRAJ (je ne parle pas de sa fille et de son frère), {~~SAVČENKO~~,} ŽUKOVSKAÂ [*épouse de l'ancien ministre de la guerre de GR-SKIJ*[23]*, SAVČENKO*]{~~(ou p.ê. ŽUKOVSKAÂ puis SAVČENKO)~~}, (GLUŠKO, ŜITKOVSKIJ, ÛRKEVIČ) très peu sont des gens capables, valables scientifiquement ou énergiques. La majorité d'entre eux sont des gens sans couleur {~~et incapables~~}. L'un d'entre eux, GLUŠKO, a au moins du tempérament, [*et des opinions de droite*]. {~~Je ne connais pas non plus, à la périphérie, de personnes qui lui seraient entièrement dévouées, même si elles lui sont liées d'une manière ou d'une autre. En revanche GRUŠEVSKIJ a beaucoup d'ennemis, à Kiev, le groupe d'OKINŠEVIČ, BARANOVIČ, M. TKAČENKO, KLIMENKO, etc.~~}.

[*Comme nous l'avions remarqué dans des rapports précédents, GR-SKIJ, pour ne pas rester tout seul, commence*] avec quelques-uns de ces anciens ennemis, {~~GRUŠEVSKIJ commence,~~} ces derniers temps, à faire la paix. Particulièrement remarquable {~~à mes yeux~~}, son rapprochement avec [*l'académicien*] PERETC. PERETC participe aux réunions de la commission de GRUŠEVSKIJ et souligne {~~dans l'ensemble~~} les bonnes relations qu'il entretient avec lui, ce qui est nouveau. [*Le vice-président*] VOBLYJ commence à soutenir GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ [*et VOBLYJ est, cela est connu, le représentant de la partie des constitutionnels démocrates droitiers de l'Académie*]. Les relations avec {~~KRYMSKIJ et surtout~~} BAGALEJ ne sont en revanche pas apaisées. GRUŠEVSKIJ ne [le] supporte pas {~~ce dernier~~}. [*Concernant l'académicien KRYMSKIJ, selon des données qui n'ont pas été complètement vérifiées, on commence à remarquer quelques tendances au rapprochement*].

23. Il s'agit d'Aleksandr Žukovskij, qui fut ministre des Affaires militaires au sein de l'UNR, avant qu'il n'émigre. Il restera ensuite en émigration.

GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ continue à chercher à l'occasion de nouvelles personnes [*qui soient des siens*] : lorsque le prof[*esseur*]. KONSTANTINOPOL'SKIJ est venu à Kiev, il a essayé de toutes ses forces de l'attirer à lui. Il a aussi attiré à lui [*professeur*] BERKUTA, avant qu'il ne découvre qu'on ne le considère pas comme marxiste [*(il ne peut donc l'utiliser à ses fins)*].
Les relations de GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ avec la périphérie ne se renouvellent pas [*ces derniers temps, selon nos informations*], et les anciennes se perdent. Le principal organe de GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ, *Ukraïna*, commence clairement à dépérir, à s'affaiblir.

[L'éloignement de Gruševskij]
Peu à peu plusieurs collaborateurs de GR{UŠEV}[-]SKIJ s'en éloignent. Le plus valable de ceux-ci est KOPERŽINSKIJ [*qui est parti travailler à l'Institut Ševčenko chez Doroškevič*]. [La raison de son départ : sa relation avec l'autorité de GRUŠEVSKIJ, le caractère de GRUŠEVSKIJ lui-même (ses tendances à exploiter, etc. cf. ci-dessus)]. EFIMOVSKIJ, un archiviste de grande valeur, est parti il y a peu ; GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ lui menait la vie dure au sens littéral du terme. PETROVSKIJ de Nežin est prêt à partir {~~(un travailleur des plus solides, très capable, énergique)~~}. Il ne reste actuellement aucun travailleur prééminent [*dans la section d'histoire. Nous vous avons écrit auparavant sur le refroidissement des relations entre GR-SKIJ et SAVČENKO*]. {~~Ses relations avec SAVČENKO se sont aussi visiblement refroidies~~}. GAVRILENKO est le plus capable et actif parmi ceux qui restent, le seul qui s'y retrouve dans les questions de marxisme. [*Sur GAVRILENKO et ses relations avec GR-SKIJ, cf. ci-dessous*]. Le vide qui s'est fait autour de GRUŠEVSKIJ s'explique par le fait que, dans sa position actuelle, il [*ne*] peut [*que*] prendre mais ne peut rien donner : ni une position (être en relation avec lui ne peut que nuire), ni des honoraires (il paie [*maintenant*] moins que les Éditions d'État d'Ukraine), ni la méthodologie scientifique (son inconsistance est désormais évidente pour tout le monde).
Bien entendu, {~~je ne suis pas incliné à~~} [*il ne faut pas*] sous-estimer l'importance de GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ y compris actuellement, comme organisateur (en particulier comme organisateur potentiel d'un centre). Selon {~~mes observations~~} [*les observations d'agents*], GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ a développé en son temps un large

travail d'organisation scientifique, pour le transformer en travail d'organisation politique. {~~Toutes ses relations, [bien établies], pourraient à l'occasion se transformer en relations politiques, et les collaborateurs scientifiques proches qui l'entourent, en des collaborateurs politiques : le charme de GRUŠEVSKIJ est trop fort, son autorité trop importante, ses talents d'organisateurs ne font aucun doute, son tact vis-à-vis des gens est étonnant~~}. [*TOUTES SES RELATIONS, [BIEN ÉTABLIES], POURRAIENT À L'OCCASION SE TRANSFORMER EN RELATIONS POLITIQUES, ET SES COLLABORATEURS SCIENTIFIQUES PROCHES QUI L'ENTOURENT, EN DES COLLABORATEURS POLITIQUES : LE CHARME DE GRUŠEVSKIJ EST TROP FORT, SON AUTORITÉ TROP IMPORTANTE.*]
Sa relation despotique, son attitude exploiteuse avec son entourage, son caractère asocial, son obstination, parfois son incompréhension et sa myopie de la situation, lui sont [*fréquemment*] dommageables. Il gâche parfois toutes ses machinations compliquées par une attitude maladroite. Le dernier épisode avec TOMAŠEVSKIJ[24] l'illustre. TOMAŠEVSKIJ est un fasciste catholique qui est son ancien étudiant. Ils entretiennent ces dernières années de mauvais rapports. Selon des témoignages, TOMAŠEVSKIJ a été le bras droit de Šeptickij, le métropolite uniate, dont GR{~~UŠEV~~}[-]SKIJ a proposé de célébrer la mémoire lors d'une réunion de la commission de collecte des sources. [*Il est difficile d'admettre que GR-SKIJ n'a*] {~~Peut-être même n'a-t-il~~} pas pris en compte [*ici*] la signification politique de cette action, qui était contraire avec la ligne qu'il avait prise concernant son attitude extérieure vis-à-vis du pouvoir soviétique.
[25] [Cherchant à se peindre en façade, GR-SKIJ n'est en rien gêné non seulement de poursuivre ses relations, mais d'aider matériellement son ancien collaborateur exilé à Nežin, HARLAMPOVIČ. Dans son centre, il ne supporte pas par principe les chefs soviétiques, et dans ses publications, il évite l'expression

24. Il s'agit de l'historien Stepan Tomaševskij (1875-1930), décédé le 21 décembre 1930. M. Gruševskij a proposé de célébrer sa mémoire en se levant lors d'une réunion de la commission.

25. Tout ce qui suit n'est présent que dans le rapport de la GPU.

« LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE » la remplaçant systématiquement par « LA GRANDE RÉVOLUTION* ».
Malgré l'opposition constante et évidente de la partie communiste de l'Académie contre GR-SKIJ, le vieux conserve toujours toute son indépendance, fermement, ne faisant aucune concession, à moins qu'elle ne soit tactique. Il s'entoure de personnes fidèles et à droite, comme GLUŠKO, ŽUKOVSKAÂ, et son collaborateur GAVRILENKO, bien que ce dernier commence à évoquer de s'éloigner de GR-SKIJ, mais il souligne ces derniers temps de plus en plus, lors de conversations avec les siens, l'idée des « Gruševiens » de la construction d'une « UKRAINE UNIE[26] ».
Ainsi, toute l'activité de GR-SKIJ, son comportement, son entourage, parlent d'eux-mêmes : GR-SKIJ n'a pas déposé les armes, sous son activité scientifique se cache, sans aucun doute, un travail politique.
Cela est le sujet de l'étude qui suit.

Le comportement de Gavrilenko

Rentrant d'un congrès d'ethnographie qui s'est tenu à Moscou, en route pour Tiraspol', Û.T. SERBUL s'est arrêté à Kiev chez GAVRILENKO. Lors d'une conversation avec lui et GAVRILENKO, ce dernier a invité chez lui n[otre] indic « Le Maillon ».
Dans la conversation ils ont regretté que l'ethnographie ukrainienne soit en déclin et vive ses derniers jours. Ils ont conclu qu'il fallait la soutenir et la développer par tous les moyens.
SERBUL a raconté, entre autre, qu'il avait discuté de cette question à Kharkov avec KUŠNIRČUK, un communiste, un impétrant de l'Institut d'éducation populaire à Kiev, en 1929. Ce dernier a rapporté que le pouvoir soviétique avait fermé et pesé sur l'association à Kiev parce qu'il n'y avait personne pour la diriger, qu'il n'y avait pas de personne sûre. Il n'y a personne parmi les scientifiques à Kiev à qui donner la charge de cette affaire. Par-dessus tout, selon KORINJČUK[27], on n'a pas confiance en GR-SKIJ, car toutes ses institutions ont subi une débâcle, et les « gruševiens » eux-mêmes ont subi des persécutions.

26. Соборная Украина.
27. Faute de frappe : Kušnirčuka.

Entendant cela, GAVRILENKO a souligné à SERBUL qu'il fallait mener très vite des travaux scientifiques pour renouveler et faire revivre l'ethnographie. Tu seras, a dit GAVRILENKO à SERBUL, un dirigeant du parti, et sous ton étendard nous ferons avancer le travail. Ainsi on cherchera dans nos travaux des gruševismes et autres « ismes », alors que, si un membre du parti est à sa tête, tous ces « ismes » tomberont. L'ethnographie est, de fait, une science nécessaire et utile.

SERBUL approuva l'opinion de GAVRILENKO mais remarqua que pour que l'affaire réussisse il fallait changer les méthodes et les formes des travaux. Il dit qu'il fallait ne pas s'éloigner de la vie et donner aux travaux une forme contemporaine et marxiste. Le pouvoir et la société supportera clairement un tel travail.

Il y a eu durant cette réunion de nombreuses discussions sur un travail au profit de l'Ukraine. Ils ont finalement fait le vœu de ne pas délaisser et abandonner l'ethnographie. Chacun doit faire son chemin, faire une carrière universitaire et dans deux ans arriver à Kiev et recommencer un travail d'ethnographie de l'Ukraine. Durant ce temps-là, SERBUL doit devenir un travailleur scientifique, et ainsi, sous son label de membre du parti, recommencer le travail scientifique à Kiev et rassembler les forces ethnographiques dispersées.

Travailler aujourd'hui sous la marque de GR-SKIJ est une affaire morte, car on n'a plus du tout confiance dans le vieux, et parce qu'il ne restait qu'une telle issue aux gruševiens. Il faut travailler, en marchant main dans la main avec le pouvoir soviétique, mais de façon à ce que cela serve les intérêts de la science ukrainienne, la « cause ukrainienne »*, ayant comme fin ultime « L'UKRAINE UNIE[28] ».

GAVRILENKO a proposé cette formulation et tous furent d'accord. GAVRILENKO a terminé la réunion par ces mots : « si le pouvoir soviétique ne constitue pas une "Ukraine unie", personne ne la constituera ».

La fois suivante, GAVRILENKO, sous le sceau du plus grand secret, a raconté au même agent sa conversation avec L. M. LEVICKIJ à propos de GRUŠEVSKIJ. Dans la conversation entre GAVRILENKO et LEVICKIJ, ce dernier aurait souligné que

28. Соборная Украина.

les « gruševiens » s'attendraient à de grands désagréments. GAVRILENKO a compris ainsi LEVICKIJ : on peut arrêter toute l'école de GRUŠEVSKIJ avec toutes les conséquences qui en découleraient. Selon GAVRILENKO, on ne touchera pas à GR-SKIJ. C'est, à ce qu'il dit, une sommité, mais, selon Levickij, chargé de mission à la direction des sciences, GAVRILENKO n'aurait pas compris que GR-SKIJ et les « gruševiens » peuvent avoir le même sort que EFREMOV.

GAVRILENKO a d'abord pensé en parler à GRUŠEVSKIJ, mais a estimé qu'il ne fallait pas inquiéter le vieux : « il se tourmente tellement et souffre à la pensée des arrestations et répressions qui touchent les Ukrainiens, ici et en Ukraine occidentale, qu'il va parfois se coucher de chagrin, et cela le jetterait encore plus dans la méditation et la douleur. Je plains le vieux. On lui fait tant de désagréments ces derniers temps. On lui retire toutes les possibilités de travailler. Le vieux ne pensait-il pas auparavant que c'était avec les bolcheviks que les Ukrainiens pouvaient le mieux travailler. C'est sous cet angle qu'il a pris le cap, est revenu de l'étranger, il y a brûlé ses vaisseaux, ET MAINTENANT IL EN VIENT A SE CONVAINCRE QU'IL S'EST TROMPÉ, AVEC UNE TELLE EXPÉRIENCE, UNE TELLE CLAIRVOYANCE, UNE TELLE PERSPICACITÉ, ET POURTANT IL S'EST BIEN TROMPÉ. Avouez que reconnaître cela pour un homme comme M. S. est difficile ».

GAVRILENKO a alors émis l'idée que la « chasse » à GR-SKIJ cessera bientôt et qu'il n'a sa place qu'en Ukraine soviétique. Il ne va quand même pas aller servir la Pologne ou la Tchécoslovaquie, ET AVEC EUX CONSTRUIRE L'UKRAINE. Je crois encore que nous ne construirons « l'UKRAINE UNIE » qu'avec les bolcheviks. Ce régime brutal vis-à-vis de nous passera. Il me semble parfois qu'il n'est par nature pas naturel, mais inspiré de quelques causes venues de l'extérieur. Sûrement de l'étranger. Nous avons peur d'y croire, mais plus ils étudieront l'ainsi nommée contre-révolution, plus ils seront convaincus que nous n'y sommes pas mêlés et la confiance en nous croîtra.

GAVRILENKO, faisant ensuit l'éloge de GRUŠEVSKIJ, a souligné qu'actuellement on découvre ici ou là des crimes et des organisations, que les idoles s'effondrent de toute leur hauteur, mais que GR-SKIJ se dresse sans aucune tache vis-à-vis des travailleurs, sans avoir commis de faute, et fait son travail

modeste mais utile. On ne doit donc pas le décourager mais le laisser poursuivre son affaire. Il est vrai, dit-il, que c'est difficile, dans l'étau du plan quinquennal, mais il faut espérer que le temps guérira des écarts staliniens et trotskistes et autres et que triomphera à la direction un principe raisonnable.
Les écarts, les difficultés, etc. vont disparaître. Les bolcheviks deviendront plus raisonnables, et une fois cela arrivé, on sera mieux. Quoi qu'il en soit, dit-il, nous ne sommes pas des ennemis de toutes leurs entreprises raisonnables et sensées.
Nous estimons que, dans ce cas, GAVRILENKO n'est sans aucun doute pas sincère, et que dans ses conversations qui ont le caractère de changement de jalons[29], il mène le jeu, ayant pour objectif de redresser sa situation. Sur le fond, il reste un partisan de GR-SKIJ. Il est toujours prêt à l'aider, il est sans aucun doute au courant de l'activité antisoviétique de GR-SKIJ et de son entourage.
À la remarque de l'indic sur la nécessité de quitter l'Ukraine en raison de la répression, GAVRILENKO souligne : « maintenant il nous faut être à Kiev, en Ukraine ».
{Conforme :}
[GA SBU, Kiev, dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. V, f. 555-568. Dactylographié. Copie.]
{GA SBU, Kiev, dossier M. Gruševskij, N° 7537, t. V, f. 520-523. Dactylographié. Copie non certifiée.}

29. Sur le mouvement de changement de jalons, voir note 10, chapitre 1.

Document 279

Rapport de Âkov Agranov, chef du département politique secret de l'OGPU d'URSS, à Genrih Âgoda, vice-président de l'OGPU d'URSS

Le 4 avril 1931

Strictement confidentiel

Suivant vos ordres, je me suis à nouveau entretenu aujourd'hui avec le chef du « Centre national ukrainien » c.-r., l'académicien M. S. Gruševskij, amené à Moscou. La réponse de Gruševskij aux questions que je lui ai posées peut être ramenée à ce qui suit : Gruševskij confirme l'existence d'une organisation ukrainienne nationaliste conspiratrice. Il définit son rôle dans l'organisation comme celui d'idéologue et de dirigeant et la couvre de son autorité morale, qu'il a utilisée parmi les cercles de gauche de l'intelligentsia ukrainienne, mais absolument pas ses capacités politiques. Il affirme qu'à partir de 1926 il n'est pas parti de Kiev pour Kharkov. C'est Čerkasskij qui servait de lien entre lui et le « centre de Kharkov ». Lizanivskij, Čečel', Šrag, Žukovskij et d'autres faisaient partie du « centre de Kharkov ».
Il faut dire que Gruševskij essaie d'arrondir les angles et de minimiser le rôle politique et l'importance de l'organisation dissoute. Il a confirmé l'existence à Kharkov d'une troïka insurrectionnelle, et précise à ce propos que, en 1926, Čečel', Šrag et Hristûk se sont proposés pour constituer cette troïka, mais, selon ses propres mots, ces candidatures n'ont pas été considérées comme définitives, et il n'est pas au courant des activités militaires de l'organisation. Le noyau principal de cadres militaires était constitué par l'organisation militaire galicienne[30] , formée d'anciens membres de l'armée galicienne s'étant tournés en 1920 du côté du pouvoir soviétique et étant des émigrés politiques. Selon les mots de Gruševskij, lui et les partisans de ses idées voyaient en l'organisation militaire galicienne la garde future du gouvernement de l'« Ukraine unie[31] ». Mais une partie

30. Référence à l'affaire Vesna.
31. Соборная Украина.

importante des Galiciens entrés dans l'organisation ne connaissait pas le rôle contre-révolutionnaire que devait jouer cette organisation dans la lutte des nationalistes ukrainiens contre le pouvoir soviétique pour l'indépendance de l'Ukraine. De nombreux Galiciens voyaient en cette organisation une association d'aide mutuelle aux émigrés politiques. Ceux-là même estimaient qu'ils allaient affronter les Polonais sous l'étendard soviétique.

Gruševskij a indiqué qu'il y avait en Ukraine des communistes qui fournissaient à l'organisation nationaliste ukrainienne illégale divers services, tels des propositions de postes de responsabilité, des appartements, etc., mais qu'ils n'étaient cependant pas au courant de l'existence d'un centre nationaliste conspirateur. Selon ses mots, il ne connaissait aucun communiste engagé dans l'organisation, à l'exception de Âvorskij, ancien membre de l'Académie des sciences d'Ukraine et exclu du PC(b)U.

Gruševskij a dit que toute l'activité du centre était consacrée à la consolidation de l'intelligentsia nationaliste (agronomes, ingénieurs, coopérateurs, enseignants, etc.), à la préparation de cadres et de forces pour l'organisation, qui seraient capable, dans le cas d'une attaque militaire contre l'Union soviétique de la part des gouvernements occidentaux ou de la chute du pouvoir soviétique en Ukraine suite à une large insurrection populaire, de sauvegarder l'indépendance de l'Ukraine et de créer un pouvoir national fort.

En 1922-1927, les nationalistes ukrainiens mettaient leurs espoirs dans l'éventualité d'une évolution du pouvoir soviétique vers le capitalisme et sa renaissance définitive. Mais avec le tournant du pouvoir soviétique vers l'offensive socialiste à grande échelle, avec le début de la liquidation des koulaks en tant que classe, les nationalistes ukrainiens se sont trouvés devant la question de la nécessité de prendre quelques mesures décisives. En 1929, le centre a envoyé à l'étranger Mazurenko pour savoir, en discutant avec les cercles ukrainiens étrangers de gauche, si on pouvait attendre dans un futur proche une intervention active des États capitalistes dans les affaires intérieures soviétiques. Mazurenko, rentrant de l'étranger, a informé le centre de ses conversations avec Vinničenko, qui lui avait parlé de la préparation en 1930 d'une intervention militaire contre l'URSS sous la direction de la France. (Par ailleurs, Mazurenko lors de

son séjour à Berlin en 1927 avait eu des conversations avec Mazepa et Fedenko, entrés à la 2e internationale après avoir quitté les SD ukrainiens).

La liquidation de « l'Union pour l'indépendance de l'Ukraine », celle de l'organisation de Gruševskij, dont il est question ici, centre des éléments réactionnaires de l'intelligentsia ukrainienne, l'élimination réussie par le pouvoir soviétique de toutes les manifestations c.-r. de la koulakerie contre la collectivisation totale, les succès en matière de réalisation du plan quinquennal, ont contraint le centre « de gauche » ukrainien à compter ses forces et à s'orienter de façon plus réfléchie dans la situation politique qui se créait en Ukraine. Dans ce but, en mai 1930, des membres du centre vinrent sur place. L'information qu'ils reçurent présentait, selon les mots de Gruševskij, une image d'une extrême tristesse. Les couches économiques fortes de la paysannerie, que le centre considérait comme sa base sociale principale, se révélèrent brisées, démoralisées et sans aucun doute incapables d'une quelconque opposition contre l'offensive socialiste du pouvoir soviétique. Les éléments inférieurs de l'intelligentsia ukrainienne, considérés comme la base des nationalistes ukrainiens dans les villages, se révélèrent aussi démoralisés. L'organisation illégale continua cependant à exister, « par inertie », n'ayant plus les forces pour prendre une décision ou entrer sur la voie d'une lutte définitive rapide.

La liquidation de cette organisation illégale, la capitulation de ses responsables et, en particulier, de lui, Gruševskij, furent, selon les mots de ce dernier, le résultat de la défaite de toutes les forces c.-r. luttant contre le pouvoir soviétique en Ukraine. Gruševskij a assuré que la leçon sévère qu'il a reçue est suffisamment convaincante pour que, ni lui ni ceux qui partagent ses opinions, n'essaient d'être une seconde fois déloyaux et de s'engager dans une telle aventure.

Gruševskij a déclaré qu'en outre le but principal de sa vie fut la lutte pour une Ukraine indépendante et libre, qu'il a toujours pensé que l'ennemi principal et de tout temps de l'Ukraine était la Pologne, et qu'il voulait pour cette raison que les ennemis étrangers de l'Union soviétique, et en particulier la Pologne, ne puissent pas utiliser à leurs propres fins une organisation antisoviétique illégale réunissant de larges cercles de gauche de l'intelligentsia ukrainienne. L'organisation a été liquidée, ses

membres ont subi une défaite méritée, et cela doit rester « une affaire de famille ». La découverte et la liquidation de cette organisation ne doivent pas, pour cette raison, donner lieu à une large publicité internationale. Gruševskij estime que la meilleure issue serait qu'il s'adresse personnellement à une série d'acteurs ukrainiens à l'étranger, en écrivant une lettre personnelle, soutenu par ceux qui partagent ses idées et sont arrêtés. Il donnerait dans cette lettre, évoquant les motifs de l'intelligentsia ukrainienne dans sa lutte contre le pouvoir soviétique avant 1930, une analyse des causes qui ont conduit aujourd'hui à refuser catégoriquement de continuer cette lutte et à rompre avec les éléments qui insistent avec opiniâtreté pour poursuivre la lutte. Dans cette lettre, Gruševskij indiquerait que la collectivisation de l'agriculture et la liquidation de la koulakerie ne signifient pas la destruction de la culture ukrainienne mais, au contraire, conduisent et conduiront au fleurissement merveilleux de cette culture, au développement du bien-être des masses populaires les plus larges, que les succès obtenus dans la réalisation du plan quinquennal transforment complètement le pays, le menant à un niveau de développement économique inédit, etc.

Gruševskij a déclaré qu'il fera tout ce qu'on exigera de lui, pour que la liquidation de l'organisation c.-r. en Ukraine ne puisse être utilisée par les ennemis de l'URSS et qu'il est prêt à résister à toute tentative de renaissance d'un mouvement nationaliste antisoviétique en Ukraine.

Gruševskij, après sa conversation avec le cam. Messing, a été libéré aujourd'hui à 4 heures de l'après-midi.

Le chef du département politique secret
de l'OGPU Agranov
Certifié conforme
[Signature]

GA SBU (Kiev), d. 67842 fp, f. 310-314.
Dactylographié. Copie certifiée conforme.

Document 284

Lettre de Mihail Gruševskij à Iosif Staline

Pas avant le 1er septembre 1931

Mes dépositions, données à l'OGPU devant I. A. Akulov et Â.S. Agranov, n'ayant pas été fixées par écrit et, compte tenu de la brièveté du temps écoulé, n'ayant pas pu être exhaustives, j'estime de mon devoir de les formuler de façon plus substantielle ainsi :

Lorsque l'enquêteur de la GPU de Kharkov m'a convoqué pour interrogatoire et m'a indiqué que j'étais coupable d'avoir dirigé une organisation contre-révolutionnaire, à laquelle avaient participé N. Čečel', Iv. Lyzanivskij, V. Golubovič et d'autres personnes, que j'avais été le dirigeant de l'Organisation militaire ukrainienne, etc., j'ai déclaré conformément à la réalité, que j'avais des relations amicales avec quelques-unes des personnes nommées par l'enquêteur et que, lors de nos rencontres, nous échangions nos points de vue sur la situation politique et économique contemporaine mais que nous ne formions pas une organisation et que je n'avais mené aucune activité contre-révolutionnaire, que, au contraire, j'avais la conviction que mon travail dans la sphère culturelle nationale était utile à la construction socialiste de l'URSS et que j'étais entièrement convaincu que les personnes évoquées étaient totalement loyales vis-à-vis de l'URSS. Je n'ai aucune idée sur l'UVO bien que je connaisse le citoyen Kossak qui m'a été cité comme l'un de ses membres et que j'entretenais des relations amicales avec feu son frère Ivan, mais je n'ai jamais rien entendu d'eux à propos de l'UVO.

L'enquêteur a refusé ma déposition, il ne m'a pas permis de l'écrire, m'a arraché le papier des mains, a froissé les feuilles quand je n'écrivais pas ce qu'il voulait. Utilisant des formules brusques, des menaces et d'autres moyens d'influence psychique, il a insisté pour que je m'accuse de tout ce qu'auraient démasqué les dépositions des autres accusés, tout un tas qui m'ont désigné unanimement comme le chef. Si je les soutenais et exprimais un repenti sincère, cela allégerait la participation de tous les accusés et la mienne et, dans le cas contraire, on arrêtera toutes les personnes qui me sont proches, on réalisera des dizaines de

perquisitions, on dévastera des dizaines d'appartements, on fera éclater planchers et murs, les personnes qui me sont proches seront déportées dans des camps de concentration, où elles seront fusillées dès le premier trouble dans le pays et je serai l'objet de la malédiction de tous mes proches et des autres, et qu'il n'y a rien d'humiliant à se reconnaître coupable et à capituler devant le pouvoir ouvrier et paysan, etc. J'ai longtemps résisté, j'ai démontré que des dépositions mensongères de ma part ne seraient d'aucune utilité, j'ai souligné que, avant mon retour en Union soviétique j'ai soigneusement évalué la situation, j'ai interrompu tout travail politique, toute relation avec la seconde Internationale de laquelle j'étais sorti avec mes camarades d'alors de l'organisation, j'ai rompu mes liens avec les groupes d'émigrants ennemis de l'URSS et depuis ce moment-là j'ai mené des travaux exclusivement scientifiques dans le domaine culturel et social, m'orientant vers l'installation de la construction socialiste en URSS et essayant d'entraîner les forces scientifiques tant à l'étranger qu'en Ukraine occidentale dans cette direction, de les attirer vers le travail scientifique se développant dans cette direction dans les institutions soviétiques.

Mais l'enquêteur a accueilli mes déclarations avec railleries et moqueries, comme des subterfuges et des mensonges, en disant en riant que si telle était mon activité j'aurai mérité une décoration et non une arrestation ; il m'a lu des extraits des dépositions de mes connaissances, qui, soi-disant, m'accusaient toutes et livraient ma tête.

Quand j'ai essayé de remarquer que les dépositions qu'il me citait ne correspondaient pas à la réalité, il a éclaté en cris et menaces ; je lui ai demandé une confrontation et l'enquêteur m'a répondu : « nous n'organisons pas de confrontation ». Finalement j'ai compris qu'on avait demandé à l'enquêteur de recevoir de moi des aveux qui me discréditeraient politiquement et moralement et qu'il ne s'arrêterait devant rien pour les obtenir de moi et que je ne résisterai pas aux pressions dont j'avais si souvent entendu parler avant et que je commençais maintenant à voir de mes propres yeux. Je me suis senti complètement cassé physiquement et moralement. J'avais déjà vécu, avant mon arrestation, des chocs difficiles quand j'avais vu comment, durant le déroulement de ce qu'on appelle une autocritique, on portait des coups absolument infondés à mon activité scientifique et comment des

moments les plus élémentaires de mon activité scientifique, comme d'avoir rappelé la mort du paléographe galicien Tomaševskij lors d'une intervention à une réunion de la commission de collecte des sources de Kiev[32], étaient interprétés comme un discours politique, dans une direction qui ne m'était absolument pas personnelle de complaisance pour les Polonais, alors que je me considérais déjà comme un homme condamné en voyant à quel point mon activité était comprise à contresens. Et, physiquement, j'étais complètement malade : on m'a arrêté à Kharkov alors que j'avais la grippe suite à un bain chaud et une promenade sous la neige, une nuit dans la cellule d'instruction etc., j'ai été encore plus malade, j'ai eu une inflammation des cordes vocales, de la gorge, des poumons. Ainsi, je n'ai pas réussi effectivement, après un interrogatoire qui a duré de 7 heures du soir à 4 heures du matin, à résister aux pressions psychologiques. L'instructeur m'a montré les dépositions manuscrites de mes connaissances, étant à moitié aveugle je n'ai pu me convaincre ni de leur authenticité, ni nier l'authenticité de leurs écrits qui m'étaient montrés de loin, en petit. Il écrivit sous mes yeux une demande d'arrestation de mes proches, etc. Après de longs et inutiles efforts et demandes pour qu'il me donne la possibilité d'écrire une déposition correspondant à la réalité, il a été d'accord, ainsi que l'instructeur me l'a d'abord présenté, pour « me joindre » aux dépositions de certaines personnes, telles Lizanivskij, Čečel' et Kossak, avec lesquelles j'entretenais des relations amicales. Mais l'instructeur s'est mis alors à changer ses exigences, il a refusé de recueillir une telle déclaration, et m'a écrit un modèle et a exigé que j'écrive mon aveu selon ce modèle, selon lequel j'avais participé à une organisation c.-r. avec ces personnes et que je promettais de présenter en détail cette activité. J'ai longtemps insisté sur le fait qu'il ne m'était pas possible de présenter ce qui n'avait pas existé, mais l'instructeur arriva à ses fins, je me suis senti complètement impuissant devant les perspectives qu'il me dessinait au cas où je persisterai dans mon insoumission. J'étais à tel point exténué que mes mains refusaient de me servir et, finalement, j'ai signé la déclaration et fus renvoyé dans ma cellule.

32. Voir [265] et [266].

Mais ce ne fut pas la fin de ma souffrance. L'instructeur n'était pas satisfait de mes aveux, qu'il avait recueillis, selon lesquels j'avais participé à une organisation c.-r., il exigeait de moi que je décrive de façon très détaillée les plans, les activités, l'organisation qui n'existait pas, comme j'en étais convaincu, il insistait sur le fait que, comme dirigeant, je devais en savoir plus et je devais compléter ma déposition à partir de celles des autres participants mais quand je lui ai demandé qu'il me donne au moins connaissance de ces dépositions, il me le refusa me renvoyant dans ma cellule, il me donna du papier et m'ordonna d'écrire d'une manière la plus détaillée tout ce qui lui était nécessaire. Mais ce que j'écrivis ne le satisfit pas, il le déchira et le jeta à la poubelle[33], me menaça de m'envoyer de la Kommendature en prison et de m'y laisser sans interrogatoire et sans que les choses n'avancent. Je lui ai finalement demandé de le faire et de me laisser tranquille, ne me demandant pas d'imaginer ce qui n'avait pas été, il me fit alors de nouvelles menaces du genre déjà évoqué. Il essaya de me laisser pour une nuit dans la cellule d'instruction, y déposant une pendule, pour que j'y écrive ma déposition, mais puisque, à la suite de cela, je m'enrhumais définitivement et perdit ma voix, il m'envoya dans une cellule et y enferma avec moi une personne arrêtée dans le cadre d'une autre affaire qui me démontra, à la lumière des autres procès, qu'il était indispensable de répondre sans condition aux exigences de l'instructeur, de faire les dépositions qu'il exigeait, me soufflant de son côté ce que je devais écrire, me rappelant en permanence que je ne devais pas perdre de temps et écrire ma déposition[34]. Ses histoires confirmèrent l'impression que j'avais déjà avant mon arrestation : si on exige des dépositions précises, cela ne sert à rien de refuser, cela ne peut que faire empirer l'affaire. Finalement, à la place de ce que j'avais écrit et de ce que l'instructeur avait mis au rebut, il me dicta ma déposition à propos de l'organisation, de son programme qui n'avait jamais existé, mais que j'écrivis sous sa dictée, etc.

33. Il a aussi déchiré et jeté une lettre que je lui ai demandé d'envoyer au président du Conseil des commissaires du peuple, le cam. Čubar', demande de rendez-vous pour que je puisse lui expliquer ma situation.

34. Il s'agit certainement d'un indicateur, comme ce fut le cas avec Efremov [225].

Il était surtout intéressé par les statuts et par le plan d'une « grande Ukraine jusqu'à l'océan Pacifique », par l'organisation des forces armées, l'organisation de soulèvements, les ramifications en filiales de l'organisation et de leur activité dans les sphères économiques, politiques et culturelles, les relations avec les États étrangers, et il exigeait que je lui apporte plus d'indications, répétant ses menaces. Il donnait l'exemple de la SVU (Efremov et les autres) et insistait pour que je lui transmette procès-verbaux, statuts, correspondances, menaçant d'effectuer dans le cas contraire des perquisitions, effractions, exils, etc. La semaine s'est passée ainsi, puis le cam. Balickij, après m'avoir fait subir un nouvel interrogatoire, m'envoya à Moscou. Lors de ces nouveaux interrogatoires devant le cam. Balickij et à Moscou devant les cam. Agranov et Messing, je ne me suis pas résolu à m'écarter de ce qu'avait indiqué l'instructeur et j'ai répondu dans cet esprit, parce que j'ai supposé que l'instructeur avait agi en suivant des instructions et que si je m'écartais de ce que j'avais signé, on m'enverrait pour une nouvelle instruction et l'histoire recommencerait. Rapprochant tout ce qui s'était passé avec moi ces derniers temps avec ce que j'avais eu l'occasion d'entendre auparavant, au moment du procès de la SVU, que m'attendait le sort d'Efremov si je ne me soumettais pas complètement (« mettre Gruševskij à genoux », comme cela était alors formulé), je pensais qu'il était nécessaire que je prenne sur moi la faute d'activités c.-r. On avait pour cela rassemblé des dépositions contre moi et après mes aveux cela ne serait déjà plus nécessaire et les personnes jugées seraient libérées.

Mais, après ce que j'ai entendu après ma libération (très peu, d'ailleurs, car j'ai été le plus souvent étendu et malade), j'en ai conclu que beaucoup de choses que m'avait dites l'instructeur ne correspondaient pas à la réalité, que ma déposition de Kharkov n'avait, à l'évidence, pas allégé la situation des personnes arrêtées, que l'instruction se poursuivait, et que le cam. Agranov, s'adressant à moi de façon très correcte et ne me soumettant pas à des pressions psychiques, prit mes dépositions de Kharkov au sérieux, j'en fus très effrayé et devins convaincu que j'avais suivi en vain le chemin que m'avait indiqué l'instructeur de Kharkov. Deux semaines après ma libération, je me décidais à dire au cam. Agranov que mes dépositions de Kharkov avaient été contraintes et ne correspondaient pas à la réalité. J'ai aussi

essayé de voir le cam. Menžinskij et de lui présenter cela, mais je n'ai pas réussi. Ce n'est que le 1er septembre que j'ai eu la possibilité de raconter la teneur de l'affaire au cam. Akulov en présence du cam. Agranov, pour autant que le temps le permettait. En complément et en soutien à ce que j'ai dit oralement et précisément je déclare avec une entière sincérité que :

Je n'ai pris part à aucune organisation c.-r., en particulier depuis mon retour en Ukraine (en 1924) et je ne pense pas que, parmi les êtres qui me sont proches, une quelconque organisation c.-r. ait existé. Il n'y a eu, en ma présence et la leur, aucune réunion contre l'Union soviétique, visant son affaiblissement ou son discrédit. J'ai été tout le temps un opposant décidé contre l'intervention ou une pression étrangère contre l'URSS qu'elle qu'en soit la forme, et les personnes avec qui j'entretenais des liens personnels d'amitié, l'étaient aussi. Depuis mon retour je n'ai eu aucune relation politique avec l'étranger, je n'ai fait de demande politique à personne (en particulier sur les voyages de V. Mazurenko, je n'ai été mis au courant des personnes qu'il avait rencontré là-bas, avec qui il avait parlé, etc., qu'à partir des dépositions de M-ko que l'instructeur m'a lues, parce que mes relations avec M-ko étaient purement personnelles et non pas politiques).

Je n'ai jamais eu de conversation sur l'organisation d'un soulèvement ou sur l'organisation des forces armées, je n'en ai jamais eu sur de quelconques actions ou discours contre le pouvoir soviétique. Si parfois quelque chose me troublait ou m'affligeait dans sa pratique, je n'ai jamais eu l'idée de m'y opposer ou de m'y confronter, compte tenu de l'immense importance de ses objectifs, et je suis convaincu de la même chose pour ceux qui me sont proches, avec qui j'entretenais des relations personnelles d'amitié.

Mes relations avec diverses personnes en URSS et à l'étranger n'avaient aucun but hostile à l'URSS, mais se rapportaient simplement à mes intérêts dans le domaine de la science et de la culture nationale (recherches scientifiques et éditions, développement de la culture ukrainienne), qui, selon ma conviction, correspondaient au programme national et à la construction socialiste de l'URSS.

Je n'ai eu et n'ai jusqu'à aujourd'hui aucune idée d'une organisation militaire ukrainienne dans les frontières de l'URSS, et, lorsque j'étais encore à l'étranger, je m'étais intéressé à la

mise au service de l'URSS du cam. Kossak comme celle d'un spécialiste de valeur, dévoué à l'URSS, et j'ai entretenu plus tard des relations personnelles avec lui, mais je n'ai jamais entendu de lui quoi que ce soit d'hostile à l'URSS.
Tout ce que j'ai dit sur de quelconques tentatives d'un travail personnel ou collectif orienté vers l'indépendance politique ou culturelle de l'Ukraine, je l'ai dit contraint et de façon inexacte, car j'étais convaincu, comme je le dis plus haut, qu'on exigeait de moi une déposition sur mon activité c.[ontre]-r.[évolutionnaire] que j'en ai eue ou non, et ce fut la raison de mon arrestation ainsi que de celle de mes connaissances. Je vous demande de les considérer comme nulles et non avenues pour que le pouvoir soviétique ne soit pas dans l'erreur relativement à l'état d'esprit réel des travailleurs de la culture ukrainienne : cela ne supposait ni trahison ni malveillance là où il n'y en avait pas, et on souhaitait au contraire servir avec ardeur la construction socialiste en URSS, en particulier dans le domaine de la culture nationale.

GA SBU, Kiev, d. 11371, f. 102-109.
Dactylographié. Copie.

Document 302

Lettre de Mihail Gruševskij au président du conseil des commissaires du peuple de l'URSS Vâčeslav Molotov

Le 4 septembre 1934

Moscou, Pogodinka, 2/3,
appt. 102

Très respecté Vâčeslav Mihajlovič !
Je suis contraint de vivre à Moscou depuis quatre ans et je suis coupé de Kiev où se concentrent toutes mes activités scientifiques. Subissant de nombreuses difficultés et privations d'ordre moral et même d'ordre matériel, je me trouve ici dans l'incapacité de

poursuivre mes travaux. Mon salaire de l'Académie de Kiev est entièrement absorbé par les impôts et par la réhabilitation de notre maisonnette à Kiev (il s'agit des ruines de ma maison de famille qui a été brûlée lors de l'offensive de Murav'ev[35]). Cette maison m'a été restituée par le Comité exécutif central pan-soviétique, lors de mon retour de l'étranger, en récompense de mes mérites scientifiques. Aujourd'hui, cette ruine est devenue un grand poids pour moi. Tout mon salaire y passe et elle me cause beaucoup de soucis en raison de la « densification » de la nouvelle capitale. Au prix de grands sacrifices, j'ai pu arranger dans cette maison un appartement à peu près habitable ainsi qu'une petite bibliothèque (qui représente environ un tiers de mes collections, car ce qui se trouve à Lvov ne m'est pas accessible et le reste a disparu dans l'incendie de ma maison à Kiev avant la Révolution). Et maintenant, alors que je dépense tous mes revenus pour cette maison, je suis obligé de loger à Moscou avec ma femme, ma fille et un chercheur senior de l'Académie des sciences d'Ukraine. Tous trois m'aident dans ma vie quotidienne en raison de la baisse de ma vue. Nous logeons dans deux petites pièces humides, malsaines, bruyantes et qui ne sont absolument pas faites pour travailler car il n'y a ni meubles ni livres. Mon état de disgrâce fait que je n'ai plus de relations avec l'Académie, bien que je garde le statut d'académicien. L'Académie ukrainienne et les Éditions ukrainiennes d'État ont cessé de publier mes travaux ; les travaux prêts à être publiés n'ont pas vu le jour et ils ont été retirés de la circulation ; la publication de ceux qui étaient sous presse a été interrompue bien que toutes les instances dirigeantes aient donné leur feu vert. Pis que cela, ma fille et moi-même ne recevons plus les honoraires pour les livres que nous avons déjà publiés. Cela fait quatre ans que la maison d'édition *Proletariâ* (une maison d'édition d'État) me doit de l'argent. Selon mes calculs, cette dette s'élève à 9 000 roubles. Avant, on me payait irrégulièrement des petites sommes, mais depuis l'année dernière (on m'a réglé pour la dernière fois en septembre 1933), on refuse de me payer. Ceci me met dans une situation pour le moins difficile !

35. Attaque de l'armée rouge contre la Rada centrale en février-mars 1918.

Je doute que ce genre de persécution et de privation fasse partie des plans du gouvernement. Je vois mal l'arrêt des activités scientifiques correspondre aux objectifs du régime socialiste. J'ai travaillé toute ma vie sur l'histoire de l'Ukraine, à laquelle j'ai consacré un cours fondamental. La publication de celui-ci s'arrête en 1657. Le tome IX est sorti avant mon arrestation durant l'hiver 1930-1931, alors que je préparais le tome X, consacré à la période passionnante des années 1657-1665, période de différentiation sociale. Marx a pris des notes sur cette période à partir de la vieille monographie de Kostomarov (N. I. Kostomarov, *La révolte de Sten'ka Razin*, Saint-Pétersbourg, 1859[36]).
L'histoire de la littérature ukrainienne et sa relation avec l'histoire sociale et culturelle, s'interrompent dans le tome VI à la première moitié du XVIIIe siècle. Dans les conditions actuelles, je ne peux pas mener une recherche approfondie. D'une façon générale, ces dernières années, la recherche en histoire se trouve quasiment au point mort. Je veux parler ici de l'histoire de l'Ukraine qui est explorée de façon très insatisfaisante. La seconde moitié du XVIIe, le XVIIIe et XIXe siècles, en particulier, sont si mal étudiés que l'on pourrait y consacrer un manuel entier. Les enseignants et les étudiants manquent de faits pouvant être vérifiés scientifiquement. Le président de l'Académie des sciences m'a dit que le présidium a lu une lettre d'un chef d'une unité de l'Armée rouge se trouvant en garnison en Ukraine, dans laquelle il se plaignait de l'impossibilité qu'avaient les soldats de connaître les différentes périodes de l'histoire de l'Ukraine. Pour que les vulgarisateurs du parti puissent rédiger des ouvrages destinés à un large public, il faut qu'ils puissent disposer de faits qui soient vérifiés de façon critique. Aujourd'hui, on attache beaucoup d'importance à l'étude des faits historiques ainsi qu'à l'étude de l'histoire de la littérature. Tôt ou tard, on ressentira l'absolue nécessité de disposer d'une documentation scientifique mais celle-ci ne sera pas immédiatement disponible. Elle doit être préparée à l'avance, or la recherche s'est arrêtée. Je vais sur mes 69 ans. Je ne pense pas en avoir pour longtemps à travailler, encore faut-il que je reste en vie. Cela n'a pas de sens de m'éloigner ainsi de la recherche. Pour le moment, je peux encore m'y consacrer et il

36. Nikolaj Ivanovič Kostomarov, *op.cit*, 1859.

sera difficile de me remplacer. J'ai publié sous ma direction plus de 300 volumes et tomes d'ouvrages scientifiques dans le domaine des sciences ukrainiennes. J'ai retourné des tonnes d'archives. J'étais considéré comme le meilleur spécialiste de l'histoire ukrainienne. Le défunt Pokrovskij a soutenu ma candidature à cette spécialité, aussi bien à l'Académie des sciences d'URSS qu'au Comité international des sciences historiques. Aujourd'hui, l'historiographie ukrainienne n'est pas représentée dans cette organisation, mes contacts avec les milieux scientifiques sont détruits. Tout ceci alimente de façon inutile les rumeurs indésirables.

Je ne peux me résoudre à prendre votre temps avec cette longue lettre. Si cela vous intéresse, mon cousin germain Georgij Ippolitovič Lomov peut vous informer des conclusions auxquelles je suis arrivé ainsi que de mon travail et de ma situation. J'ai également transmis par son intermédiaire une note au camarade Staline. La disgrâce qui m'est tombée dessus résulte soit d'une erreur soit « d'une mesure préventive » dont l'objectif est, à mon sens, douteux. Lorsque je suis revenu de l'étranger en 1924, sur invitation de l'académie des sciences d'Ukraine, j'ai adopté le programme national de Lénine. Dans la presse ukrainienne de l'étranger, j'ai justifié mon retour par la conviction que l'adoption de ce programme a permis à la culture ukrainienne de connaître en Ukraine soviétique un véritable élan. J'y ai présenté mon programme de recherche. J'ai été l'objet de condamnations et d'attaques de la part des milieux nationalistes ukrainiens, mais je suis resté fidèle à mon programme. On m'a toujours connu comme étant un opposant aux politiques propolonaise et proallemande et cela m'a causé de nombreux ennuis dans le passé. J'ai refusé avec fermeté toute compromission avec les occupants allemands en 1918. J'ai même refusé, durant cette période, d'entrer à l'Académie d'Ukraine car, à l'époque, elle était dominée par les partisans de l'hetman qui était placé sous protection allemande. Je suis toujours resté opposé à la Pologne et à l'Allemagne et je suis resté fidèle jusqu'aujourd'hui à l'Union soviétique socialiste. Après mon retour en Ukraine soviétique, en 1924, je me suis beaucoup occupé de ses aspects culturels et ce travail a favorisé l'émergence d'un sentiment d'attachement envers l'Ukraine soviétique. L'intelligentsia ukrainienne de l'étranger l'a remarqué, à la fin des années 1920, jusqu'au changement de cap de la

politique ukrainienne en Ukraine en 1929 (l'affaire de l'Union de libération de l'Ukraine). Au cours des années 1924-1930, j'ai publié sous ma direction plus de 80 ouvrages en histoire, histoire de la littérature, histoire du folklore et de la culture ukrainienne – parmi lesquels plusieurs tomes de mon *Histoire de l'Ukraine* et de mon *Histoire de la littérature ukrainienne*. Ces publications furent considérées comme l'expression des succès de la nouvelle construction soviétique. En 1928/1929, sur recommandation de plusieurs organisations sociales d'Ukraine, j'ai été élu membre de l'Académie des sciences d'URSS. L'édification du socialisme en Union soviétique a constitué l'axe principal de mon activité et je suis connu pour cela. Les injures exprimées par les « critiques » ne changeront pas cette réputation et ce en dépit du changement de la politique menée par les cercles dirigeants et malgré la nouvelle tactique adoptée dans la question ukrainienne (phénomène inévitable dans une dialectique de développement). Mais il ne faut pas que les personnes qui défendent en toute conscience les intérêts de la construction socialiste en souffrent.

Le fait que le gouvernement soviétique fasse de moi, aux yeux des nationalistes, un martyr de la cause ukrainienne, en raison de mon engagement durable dans le mouvement de libération de l'Ukraine, est non seulement regrettable et absurde mais, je le pense aussi, n'est pas bon pour l'édification de la construction soviétique.

J'ose espérer, très respecté Vâčeslav Mihajlovič, qu'en tant que chef du gouvernement soviétique, vous ne refuserez pas de prêter attention à ma requête, que vous ne m'en voudrez pas si j'ai dit quelque chose de maladroit, que vous serez convaincu de l'importance que représente pour moi la reprise de mes activités scientifiques, que vous comprendrez que je perds mon temps et mes forces inutilement et que je subis avec ma famille des souffrances inutiles qui m'empêchent d'être productif. C'est pourquoi, au nom des « fruits produits dans le passé », je fais appel à vous avec le profond respect que je vous dois.

L'académicien Mihail Gruševskij

Publié d'après : *Zerkalo nedeli*, 26 février 2000, 8, p. 11

Document 309

Rapport d'information spécial de la GPU d'Ukraine sur les réactions au décès de Mihail Gruševskij

Le 1er décembre 1934

Au chef du SPO GUGB de l'URSS
Le cam. Molčanov
Ville de Moscou

Au sein de larges cercles de la société ukrainienne d'état d'esprit soviétique, de la masse des chercheurs de la ville de Kiev, le décès de l'académicien Gruševskij n'a pas fait grande impression. La partie soviétique de l'intelligentsia ukrainienne estime que l'arrêté du SNK est un pas politique sage. Quelques-uns estiment que le conseil des commissaires du peuple « en a fait trop », rendant trop d'honneurs aux « services » de Gruševskij.

« … Bien que je comprenne très bien qu'il fallait le faire, que le gouvernement a agi sagement en perpétuant la mémoire de Gruševskij, cela me révolte intérieurement et m'indigne. Cette canaille est restée là, dans les rangs de la Rada centrale et a signé la condamnation à mort des bolcheviks et maintenant on va l'enterrer comme un héros, comme serviteur de la science soviétique. Quelle saloperie… » (Semivolos, travailleur littéraire)

« … D'après moi, le gouvernement parle quand même trop des services rendus par Gruševskij. On lui fait trop d'honneur. Alors que tout le monde sait que ce n'est pas sincère, que c'est de l'hypocrisie… » (Smelânskij, travailleur littéraire)

« … Gruševskij est resté comme il était, sur des positions non soviétiques, nationalistes. Et voilà que le pouvoir soviétique lui fait des funérailles d'une somptuosité… » (Bondarenko – travailleur scientifique)

Dans les cercles nationalistes antisoviétiques le décès de Gruševskij a provoqué plus d'effets.

On a surtout souligné la mort du « guide, représentant de la nation » et qu'il était « irremplaçable ».

L'arrêté de la commission gouvernementale est considéré comme une manœuvre mensongère, orientée vers l'opinion publique

mondiale et en même temps destinée à limiter l'influence de Gruševskij aux forces nationalistes. Ils expriment l'idée qu'on comprendra cette manœuvre à l'étranger et qu'ils en tireront les conséquences politiques.

« … On écrit sur les services rendus par Gruševskij à l'Ukraine et en même temps on l'a exilé à Moscou pour ces services, on a retiré à tous ses travaux scientifiques le droit d'être communiqués, on l'a pourchassé par tous les moyens… On sait bien sûr pourquoi ils écrivent tout cela, car il faut faire un geste vis-à-vis de l'étranger, montrant que, voilà, à ce qu'on dit, comme nous apprécions nos scientifiques… »

« … Je suis sûr qu'à l'étranger nos organisations ont découvert la nouvelle de la mort de Gruševskij avec grande tristesse et ont encore plus resserré leurs rangs et agiront pour qu'on nous délivre vite de ces occupants… » (Ivasûk – artiste, nationaliste)

« … Des saloperies. On a raccourci la vie de Gruševskij en le réprimant et ensuite on fait tous ces beaux gestes. Seuls les bolcheviks sont capables de cela. Cela est effrayant. Comme ils sont jésuites ! Désormais tout est fini pour nous : celui qui représentait notre nation est décédé. Nous ressentions une grande force avec lui. » (Timčenko – professeur, ayant des liens avec la clandestinité ukrainienne)

« … Ils nous jettent seulement de la poudre aux yeux, mais à l'étranger ce ne sont pas des idiots, on ne les laissera pas comme cela. Dommage qu'il n'y ait personne qui puisse prendre la place de Gruševskij… » (Bedâk – homme de lettres)

« C'est d'une ineffable ironie. Tant que l'homme était vivant, on le retenait à Moscou derrière cinq cadenas, et une fois mort sa venue à Kiev est autorisée ; peut-être est-il mort languissant de sa patrie, de l'Ukraine, de Kiev… » (Volkovič, poète)

« … On a usé Gruševskij jusqu'à la corde puis, quand il a cessé d'être dangereux, on a fait un beau geste, de la poudre aux yeux… » (Reutova, travailleuse scientifique, nationaliste)

En même temps, les rangs nationalistes disent ouvertement qu'ils partagent et sont solidaires des tendances antisoviétiques de Gruševskij. On adjoint au nom de Gruševskij l'épithète « un grand homme, lucide, une personnalité épanouie, un homme au-dessus des autres, une tête bien faite, un organisateur talentueux ». Ainsi, par exemple :

« … Et voilà, le vieux n'est plus. Oui, c'est bien triste. Quoi que vous disiez, c'était une tête bien faite, pas tout à fait soviétique il est vrai ; il est mort pour cette raison dans un exil de marque. Il y a symboliquement dans cela même quelque chose de sinistre. Il a combattu pour l'Ukraine et est mort à l'étranger. Qu'il ait vécu ses derniers jours dans une station du Caucase n'est pas important, on l'a achevé à Moscou… » (Ryl'skij, poète, nationaliste)

« … Et voilà qu'on enterre Mihail Sergeevič et notre cœur a mal que nous n'ayons pu voir ne serait qu'une dernière fois son remarquable visage, mais on ne nous a pas laissé atteindre son cercueil, impossible d'y aller, de regarder, de pleurer, cela me fait mal pour le vieillard… » (Kričevskij V., professeur artiste).

« … Combien d'élèves, mis le dos au mur, se sont détournés de leur maître. Traîtres, fils de chienne, lâches ; j'estime que Gruševskij était un grand homme et est mort comme un martyr pour ses idées, dans sa cage dorée de Moscou… » (Mihajlûk, travailleur littéraire).

À côté de ces attachements ouverts, on remarque aussi de la crainte et de la peur. Dans ces sentiments, nombreux sont ceux qui évitent d'aller à la salle de conférence de l'Académie des sciences d'Ukraine.

« On va rendre à cet homme une dernière dette, et on se sent comme un criminel quelconque, et ce qu'on va dire, c'est mauvais… » (Voronoj Mark, écrivain).

Dans l'ensemble peu de personnes sont venues à l'Académie, car plusieurs de ceux qui appartiennent au camp nationaliste et une partie des académiciens, malgré leur désir d'y passer, ne s'y sont pas rendus, craignant la répression. En raison de l'absence de nombreux académiciens, le frère de Gruševskij, Aleksandr Gruševskij s'est inquiété que l'Académie « n'honore pas la mémoire de Gruševskij ».

Certains injurient de façon appuyée Gruševskij, pour vérifier l'effet que cela aura.

« … Il a crevé, le vieux salaud. De toute façon il vaut mieux ne rien dire du tout, sinon on risque de retrouver où est enfermé Kosynka… »

(Stolâr, homme de lettres, d'état d'esprit antisoviétique)

« … Allons, buvons à l'esprit du vieux, un grand homme est tombé, et sur ses succès, parlons-en ailleurs, quand il y aura moins de monde. » (Teneta, écrivain, nationaliste)

La fille et la femme de Gruševskij expriment leur insatisfaction vis-à-vis de la commission gouvernementale qui n'a pas demandé que soit élevé un mausolée.
Les rangs des travailleurs scientifiques d'état d'esprit nationaliste ont exprimé leur émotion, car l'accueil du corps de Gruševskij à la gare, bien que la commission gouvernementale ait été là, fut bien pâle. On a parlé d'un accueil « bien pauvre », de « plus de bruit que d'action », de « pour faire des éloges, ils en ont fait, mais l'accueil ne correspond pas au défunt », etc.
Quelques personnes, qui connaissaient bien Gruševskij et lui avaient été proches dans le passé (le prof. Timčenko, le prof Izûmov, le prof Sinâvskij et d'autres), se sont émues que les « représentants de la société » n'aient pas été autorisés à s'approcher du quai.
« … Et là ils ont repris l'initiative. On ne nous donne même pas la possibilité de le rencontrer et de présenter notre dernier devoir… » (Le professeur nationaliste Sinâvskij, Izûmov et d'autres)
Une fois le corps porté hors de l'Académie, la procession vers le cimetière et l'enterrement se sont déroulés calmement.
Six cents personnes ont suivi le cortège dans la ville, mais sur le chemin du cimetière, une partie d'entre elles se sont dispersées, et il en est resté environ quatre cents.

Le chef du SPO UGB NKVD d'Ukraine [Kozel'skij]
Le chef par intérim du 2e bureau du SPO [Šerstov]

GA SBU, Kiev, d. 11371, f. 318-322.
Dactylographié. Copie.

Sigles

À quelques exceptions près, nous avons traduit les sigles en mettant en clair leur signification. Nous n'avons conservé que les sigles soit les plus connus, soit les plus souvent utilisés. Seuls quelques sigles ont été conservés en russe, lorsqu'ils sont très connus (GPU, NKVD en particulier). En revanche, un sigle comme KP(b)U (Parti communiste(bolchevique) d'Ukraine) a été transformé en PC(b)U ; USSR (République socialiste soviétique d'Ukraine) a été traduit par RSS d'Ukraine ou simplement Ukraine, etc.

Nous n'avons pas conservé les sigles qui consistaient en une agglutination de titres et de sigles, tels NAČSO (Načal'nik Sektrenogo otdela pour Chef du département secret), ou NAČKOOGPU que nous avons retranscrit par Chef du KOO de la GPU (ou encore POM/UPOL. : assistant du plénipotentiaire).

PC(b)U est le Parti communiste(bolchevique) d'Ukraine et PCU(b) le VKP(b). (Parti communiste d'Union soviétique bolchevique)

AN SSSR [Академия Наук СССР] – Académie des sciences d'URSS

Agitprop [Агитпроп] – Agitation et propagande

CGAOOU [Центральный государственный архив общественных об'единений Украины] – Archives nationales centrales des associations d'Ukraine

CGAVOU [Центральный государственный архив высших органов власти и управления Украины] – Archives nationales centrales des organes supérieurs du pouvoir et des organes de l'administration nationale d'Ukraine

CGIAU [Центральный государственный исторический архив Украины] – Archives nationales centrales historiques d'Ukraine

CIK USSR [Центральный испольнителный комитет (Центральний виконавчий комітет УРСР)] – Comité exécutif central de la RSS d'Ukraine

CK ou CC [Центральный Комитет] – Comité central

DOPR (Допр – Дом принудительных работ) – Maison de travaux forcés

DVOU [Державне видавниче об'єднання України] – Éditions nationales d'Ukraine

DVU [Державне видавництво України (Государственное издательство Украины)] – Editions nationales d'Ukraine

Êsdêk [Эсдэк (Есдек)] – sociaux-démocrates

Êsêr [Эсер] – sociaux-révolutionnaires

Fr., fp. [Фонд прекащенных дел] – fond d'une affaire close (i. e. personne réhabilitée – archives de la SBU : fonds des réhabilités)

GA SBU [Государственный архив Службы безопасности Украины] – Archives nationales des services de la sécurité d'Ukraine.

GAIMK [Государственная Академия Истории Материальной Культуры] – Académie nationale de l'histoire de la culture matérielle.

Gorsovet [Горсовет] – Conseil municipal

Gosizdat [Госиздат] – Les éditions d'État

Gubkom KP(b)U [Губком КП(б)У] – Comité de province du PC(b)U

Gubispolkom [Губисполком] – Comité exécutif de province

Gubotdel [Губотдел] – Comité de province

GUGB [Главное управление государственной безопасности] – Direction principale de la sécurité nationale

INARAK [Інститутські наради редакційного активу (Институтские совещания редакционного актива)] – Comité d'initiative de l'Institut.

INO [Институт народного образования] – Institut d'éducation populaire (Université)

INO [Иностраный отдел] – Département étranger [de la GPU]
ITL [Исправительно-трудовой лагерь] – Camps de travail correctif
IUNM [Інститут української наукової мови (Институт научного украинского языка)] – Institut de la langue scientifique ukrainienne
KD [Конституционно-демократическая партия] – Parti constitutionnel démocrate
KMI [КМИ – Киевский медицинский институт] – Institut de médecine de Kiev
KP(b)U, PC(b)U [Коммунистическая Партия (б) Украины] – Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine
KPZU [Комуністична партія Західної України (Коммунистическая партия Западной Украины)] – PC d'Ukraine occidentale
KRO [Контрразведывательный отдел] – département du contre-espionnage
Malaâ Rada – [Мала Рада (Малая Рада)] le Petit Conseil
Mestkom [Местком] – Comité local du Parti
NK [наркомат, народный комиссариат] – Commissariat du peuple
NKID [Народный комисариат иностранных дел] – Commissariat du peuple aux affaires étrangères
OCR OGPU [Отдел центральной регистрации ОГПУ] – département de l'enregistrement central de l'OGPU
Otd SO [Отделение Секретного отдела] – bureau du département secret
Pb [Политбюро] – Bureau politique du parti
PSDOR – cf. USDRP
Prompartiâ [Промпартия] – Parti industriel
RATAU [Радио-телеграфное агентство Украины] – Agence radiotélégraphique d'Ukraine
RKP(b) [Российская коммунистическа партия (большевиков)] – PCR(b) – Parti communiste russe (bolchevique)
RSDRP [Российская социал-демократическая рабочая партия] – Parti social démocrate des ouvriers de Russie

RSDRP (b) [Российская социал-демократическая рабочая партия (большевиков)] – Parti social démocrate des ouvriers de Russie (bolcheviks)

RUP [Революційна партія України (Революционная партия Украины)] – Parti révolutionnaire ukrainien

SHNKU [Сельскохозяйственный научный комитет Украины] – Comité scientifique agricole d'Ukraine

SNK (Совет народных коммисаров) – Conseil des commissaires du peuple

SO GPU [Секретный отдел ГПУ] – Département secret de la GPU

SOU [Секретно-оперативное управление] – Direction opérationnelle secrète

SPO UGB NKVD SSSR [Секретно-политический отдел Управления государственной безопасности] – Département politique secret de la direction de la sécurité d'état du NKVD d'URSS

SUM [Спілка української молоді (Союз украинской молодежи)] – Union des jeunes d'Ukraine

SVU [Спілка визволення України (Союз освобождения Украины)] – Union pour la libération de l'Ukraine

SVU [Союз визволення України (Союз освобождения Украины)] – Union pour la libération de l'Ukraine (créée en 1914 à Lvov puis à Vienne]

TUP [Товариство українських поступовців (Товарищество украинских прогрессистов)] – Amicale des Ukrainiens progressistes

UCR – [Українська Центральна Рада] Rada centrale d'Ukraine

UGVK [Український ґенеральний військовий комітет] – Comité central militaire ukrainien.

UKP(b) [Українська комуністична партія (боротьбістів) (Украинская коммунистическая партия (боротьбистов)] – Parti communiste ukrainien (borot'bisti)

UNC [Украинский национальный центр] – Centre national ukrainien

UNKVD [Управление народного коммисарита внутренных дел] – Direction du commissariat du peuple aux Affaires intérieures

UNR [Українська Народна Республіка (Украинская Народная Республика)] République populaire d'Ukraine

UPSF [Українська партія соціалістів-федералістів (Украинская партия социалистов-федералистов)] – Parti ukrainien des socialistes-fédéralistes

UPSR [Українська партія соціалістів-революціонерів (Украинская партия социалистов-революционеров)] – Parti ukrainien des socialistes-révolutionnaires

USDRP [Українська соціал-демократична робітнича партія (Украинская социал-демократическая рабочая партия)] – Parti social-démocrate ouvrier ukrainien

UVO [Українська військова організація (Украинская военная организация)] – Organisation militaire ukrainienne

UVU [Український вільний університет (Украинский свободный университет)] – Université libre ukrainienne (Vienne et Prague)

VCIK – Comité exécutif central pan-soviétique

VKP(b) [Всесоюзная коммунистическая партия (большевиков)] – PCU(b)

VUAK [Всеукраїнський археологічний комітет] – Comité archéologique d'Ukraine

VUAN [Всеукраїнська академія наук (Всеукраинская академия наук)] – Académie des sciences d'Ukraine

VUCIK [Всеукраинский центральный исполнительный комитет] – Comité exécutif central d'Ukraine

VUFKU [Всеукраїнське фотокіноуправління (Всеукраинское фотокиноуправление)] – Direction cinématographique d'Ukraine

Revues et journaux cités

Діло (*Дело*), un des quotidiens les plus anciens en ukrainien. Il est publié en Ukraine occidentale, à Lvov, entre 1880 et 1939 (deux fois par semaines entre 1880 et 1882, trois fois par semaine entre 1883 et 1887, puis quotidiennement à partir de 1888). Il est fermé en 1939.

Дзеркало тижня (*Зеркало недели*) [*Le Miroir de la semaine*], hebdomadaire publié à Kiev à partir de 1994, en ukrainien et en russe.

Коммунист [*Le communiste*], revue du CC PCR(b)-PCU(b)-PCUS publiée en russe, créée par décision de l'Orgbûro du CC PCR(b), le 19 novembre 1923. Le premier numéro est sorti le 5 avril 1924. On l'appelait *Большевик* [*Le bolchevik*] avant novembre 1952.

[*Петербургская*] *Красная газета – Le journal rouge [de Pétersbourg]* [Efremov utilise ce nom-là pour désigner Leningrad], quotidien en russe, publié à Pétersbourg (Leningrad) entre janvier 1918 et février 1939. Il fut l'organe du Comité central de gouvernement de la ville, du PCU(b) et du Petrosovet (Lensovet). En 1918-1919 et 1932-1936, il s'agissait d'un journal du soir (se nommant *Вечерняя К. г.*). En mars 1939 *Красная газета* a fusionné avec le journal *Ленинградская правда* [*La Pravda de Leningrad*].

Правда [*La Pravda*], journal publié en russe, sous divers noms de 1912 à 1928. À partir de 1918, il devient le quotidien des organes du parti bolchevique, le plus important en URSS.

Пролетарская правда [*La Pravda prolétarienne*], nom sous lequel est publiée *La Pravda* en 1914.

Свитло (*Свет*) [*La Lumière*], journal de Lvov publié en ukrainien dans les années 1920.

Східна Европа (*Восточная Европа*) [*L'Europe orientale/Eastern Europe*], revue créée en 1920 à l'initiative de M. Gruševskij à Genève, comme organe du comité pour l'indépendance des nouvelles républiques de l'ancienne Russie (Europe orientale). Cette revue a été publiée en français et en anglais.

Україна (Украина) [*L'Ukraine*], revue scientifique d'études ukrainiennes, publiée en ukrainien à Kiev en 1914 puis de 1917 à 1918 sous la direction de M. Gruševskij. Elle est republiée en 1924 au retour de Gruševskij en Ukraine, comme organe de la section historique de l'Académie des sciences d'Ukraine. En 1930, elle ferme après que sont parus 43 numéros.

Червоний шлях (*Красный путь*) [*La Voie rouge*], mensuel scientifique, littéraire et politique, fondé en 1923 à Har'kov, publié jusqu'en février 1936 en ukrainien.

Affaires criminelles politiques citées

Affaire de l'Académie ou affaire de l'académicien Platonov, Union populaire de lutte pour la renaissance de la Russie (Академическое дело ou дело Академика Платонова, « Всенародный союз борьбы за возрождение России ») : première arrestation en octobre 1929. Condamnation par le collège de l'OGPU en août 1931. Parmi les acteurs principaux figurent les académiciens Tarle et Platonov. Cf. *Akademičeskoe Delo. 1929-1931 gg.*, *op.cit*.

Affaire des slavistes, parti national de Russie (Дело славистов, Российская национальная Партия: РНП) : débute à l'automne 1933 et conduit à la condamnation, au printemps 1934, de nombreux membres de l'intelligentsia scientifique de Moscou et Leningrad essentiellement, surtout philologues, critiques ou historiens de l'art, membres en particulier du Musée russe, de l'Ermitage ou encore de l'Institut d'études slaves.

Union pour sauver la Russie (Союз Спасения России), affaire montée en 1937 dans la région de Tomsk, prétendant à une organisation fondée sur d'anciens officiers blancs et koulaks s'apprêtant à se révolter contre le pouvoir soviétique.

UVO – organisation militaire ukrainienne (УВО – Українська військова організація [Украинская военная организация]) : l'affaire débute au début de l'année 1933 en Ukraine et conduit à un procès mené en mars 1934. Les inculpés sont accusés de tentative de meurtre de Postyšev (secrétaire du CC du PC(b)U),

Čubar' (président du SNK d'Ukraine) et Balickij (président de la GPU d'Ukraine). Plusieurs inculpés sont fusillés. L'affaire s'étend à Moscou en mars 1934 où plusieurs responsables économiques, ayant travaillé en Ukraine, sont arrêtés.

Affaire des blouses blanches (Дело врачей) : dernière grande affaire stalinienne, qui conduisit à l'arrestation de plusieurs médecins juifs du Kremlin accusés de tentative d'assassinat contre les plus hauts dirigeants soviétiques. Débute à la fin de l'année 1952, révélée en janvier 1953 au public, avec une forte orientation antisémite. Dès la mort de Staline, les médecins sont libérés.

Affaire Vesna (Весна) : a eu lieu à la suite de purges du commandement de l'Armée rouge en 1929. L'ordre correspondant de l'OGPU d'URSS prête une attention particulière au licenciement de l'armée des « éléments étrangers » (чуждие элементы). Les premières arrestations dans le cadre de l'affaire Vesna, qui ont surtout touché les militaires servant depuis 1917 dans l'Armée rouge, sont menées à l'automne et l'hiver 1930-1931 à Leningrad et Moscou. Parallèlement, on a commencé à arrêter, dans les périphéries en particulier, les professeurs militaires de Kiev, Kharkov, Poltava, Žitomir, Odessa et d'autres villes. En 1931, quelques responsables de l'OGPU de l'URSS critiquèrent l'opération Vesna (S. Messing, E. Evdokimov, etc.). Ils estimaient que cette affaire avait été inventée et exprimèrent leur manque de confiance dans les dépositions des militaires. Ils furent rétrogradés.

Affaire du Parti industriel ou Affaire de l'Union des organisations d'ingénieurs (Промпартия, Промышленная партия, Союз инженерных организаций) : nommé, avant 1928, le centre des ingénieurs (Инженерный центр). Il s'agit d'une des premières très grandes affaires impliquant les spécialistes. Les sténogrammes ont été publiés très vite : *Удар по контрреволюции. Обвинительное заключение по делу контрреволюционной организации Союза инженерных организаций («Промышленная партия»)* [*Un coup porté à la contre-révolution. Les conclusions de l'accusation dans l'affaire de l'organisation contre-révolutionnaires « Union*

des organisations d'ingénieurs »], Moscou-Léningrad, 1930 ; *Процесс Промпартии (25 ноября-7 декабря 1930). Стенограмма судебного процесса и материалы, приобщенные к делу* [*Le procès du Parti industriel (25 novembre – 7 décembre 1930). Sténogramme du procès et matériaux associés à l'affaire*], Moscou, 1931.

Affaire du Donbass ou procès de Šahty (Шахтинское дело), le premier « procès stalinien » d'importance, mettant en cause de nombreux ingénieurs accusés de sabotage. Il implique des Soviétiques mais aussi des ingénieurs allemands, travaillant dans les mines de la région du Donbass. Le procès, qui se tint en mai et juin 1928, fut très largement mis en scène et médiatisé. Plusieurs ingénieurs furent condamnés à mort, certains virent ensuite leurs peines commuées en peine de camp.

SVU (Union pour la libération de l'Ukraine) [Спілка визволення України (Союз освобождения Украины)] : affaire qui conduisit à un procès dont l'acteur principal fut S. Efremov. Ce procès se tint du 9 mars au 30 avril 1930. Cette affaire peut être perçue comme la première mettant en cause les acteurs nationaux ukrainiens.

UNC (Centre national ukrainien) [Украинский национальный центр] : cette affaire qui commence au début de l'année 1931 impliquera en particulier Gruševskij, mais aussi Hristûk et plusieurs autres. En février 1932, 50 inculpés sont jugés et condamnés. Gruševskij ne sera finalement pas jugé dans cette affaire, alors qu'il avait été pressenti par la GPU pour jouer le rôle de chef de cette organisation.

Procès des socialistes-révolutionnaires de droite (Дело правых Эсеров) : le procès des socialistes-révolutionnaires se tient à Moscou l'été 1922 (du 8 juin au 7 août) et est destiné à mettre un terme à toute activité d'opposition de celui-ci. 12 responsables de celui-ci sont condamnés à la peine de mort, peine commuée en 1924 en peine de prison et d'exil.

Procès des socialistes-révolutionnaires ukrainiens : se tient en mai 1921, contre plusieurs membres du CC du Parti socialiste-révolutionnaire d'Ukraine.

Partis politiques cités

RSDRP, RSDP(b), PCR(b), PCU(b), PCUS (РСДРП, РСДРП(б), РКП(б), ВКП(б), КПСС (en ukrainien – КПРС)) – Parti communiste de Russie/URSS :

RSDRP [Российская социал-демократическая рабочая партия (Російська соціал-демократична робітнича партія)] – Parti ouvrier social-démocrate de Russie

RSDP(b) [Российская социал-демократическая партия (большевиков) (Російська соціал-демократична робітнича партія (більшовиків)] – parti social-démocrate de Russie (bolcheviks)

PCR(b) [RKP(b)] [Российская коммунистическая партия (большевиков) (Російська комуністична партія (більшовиків)] – Parti communiste russe (bolchevique) – devient VKP(b) au XIVe congrès du parti

PCU(b) [VKP(b)] – parti communiste d'Union soviétique (bolcheviks) (Всесоюзная коммунистическая партия (большевиков) (Всесоюзна комуністична партія (більшовиків))

PCUS [KPSS] [Коммунистическая партия Советского Союза (Комуністична партія Радянського Союзу)] – Parti communiste d'Union soviétique.

PC(b)U [KP(b)U] [Коммунистическая партия(б) Украины (Комуністична партія (більшовиків) України] – Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine

UKP [Українська комуністична партія] – Parti communiste d'Ukraine

UNDO – Union nationale démocratique d'Ukraine

UPSR [Украинская партия социалистов-революционеров (Українська партія соціалістів-революціонерів)] – Parti des socialistes-révolutionnaires d'Ukraine

USDRP [Украинская социал-демократическая партия (Українська соціал-демократична робітнича партія)] – Parti social-démocrate ouvrier d'Ukraine

Borot'bisti [Боротьбисты, Боротьбісти] – Ceux qui luttent

TUP [Товарищество украинских прогрессистов (Товариство українських поступовців)] – Société des progressistes ukrainiens

UPSF [Украинская партия социалистов-федералистов (Українська партія соціалістів федералістів)] – Parti ukrainien des socialistes fédéralistes

UVO [Украинская военная организация (Українська військова організація)] – Organisation militaire ukrainienne. Organisation clandestine militaro-politique créée en 1920 à Lvov. Elle disposait de bases en Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne et Lituanie. Elle se donnait pour but de lutter pour l'indépendance de l'Ukraine, en Galicie comme en Ukraine soviétique. Elle fut dirigée par Evgenij Konovalec (Êvgen Konovalec'), assassiné par Pavel Sudoplatov à Rotterdam en mai 1938 sur ordre du NKVD d'URSS. En 1929, l'OUN fut créée à partir de l'UVO

OUN [Организация украинских националистов (Організація українських націоналістів)] – Organisation des nationalistes ukrainiens. Formée entre 1926 et 1929 à partir de l'UVO, mais officiellement créée en 1929, elle était en ses débuts une organisation de jeunes radicaux nationalistes ukrainiens. Elle utilise la terreur comme moyen de lutte pour l'indépendance de l'Ukraine, luttant à ses débuts contre la Pologne et contre l'URSS. Elle est alors dirigée par Evgen Konovalec, puis après son assassinat en 1938 par Andrii Mel'nik. En 1940, les plus radicaux créent sous la direction de Stepan Bandera, la « direction révolutionnaire de l'UVO ». Deux fractions existent alors : l'OUN(b) de Bandera et l'OUN(m) de Mel'nik

Index des noms

Remarque : les nom, prénom et patronyme sont d'abord écrits en caractères latins translitérés de la graphie russe, puis entre () en cyrillique dans cette dernière puis, le cas échéant, entre [ ], dans la graphie ukrainienne.

Nous appelons « Académie », l'Académie des sciences d'Ukraine ; lorsqu'il s'agit de l'Académie des sciences d'URSS, nous le précisons. Lorsque nous mentionnons sans autre précision « académicien », il s'agit d'un académicien de l'académie des sciences d'Ukraine.

Nous avons mentionné la présence des personnes évoquées sur les *stalinskie spiski*, liste de personnes condamnées à mort en 1937-38 et que Staline lui-même et quelques autres signaient pour approbation (http://www.memo.ru).

A

Âgoda, Genrih (Enoh) Grigor'evič (Geršenovič) (1891-1938) (Ягода, Генрих (Енох) Григорьевич (Гершенович)), membre du parti depuis 1907. Entre 1923 et 1929, 2e vice-président de l'OGPU auprès du SNK d'URSS ; Entre 1927 et 1929, chef de la direction opérationnelle secrète de l'OGPU auprès du SNK d'URSS ; entre 1929 et 1931, 1er vice-président de l'OGPU auprès du SNK d'URSS ; entre 1931 et 1934, vice-président de l'OGPU auprès du SNK d'URSS. Entre 1931 et 1936, vice-président du comité des réserves auprès du Conseil au travail et à la défense d'URSS (STO SSSR) ; de juillet 1934 à septembre 1936,

commissaire du peuple aux affaires intérieures de l'URSS. En 1936-1937, commissaire du peuple au transport d'URSS. Arrêté en mars 1937. Fusillé en mars 1938. *102*, *155*, *157*, *163-164*, *189*, *210-211*, *270*

Agranov, Âkov Saulovič (1893-1938) (Агранов, Яков Саулович), membre du Parti à partir de 1915. Chef du département politique secret de l'OGPU en 1931. À partir de février 1933, vice-président de l'OGPU de l'URSS ; à partir de juillet 1934, 1er vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'URSS ; à partir de décembre 1936, chef du GUGB NKVD de l'URSS ; à partir d'avril 1937, chef du 4e département (politique secret) du GUGB NKVD de l'URSS ; à partir de mai 1937, chef de l'UNKVD de la région de Saratov. Fusillé en août 1938. *57-58*, *88*, *155*, *157*, *163*, *180*, *189*, *210*, *212*, *270*, *273-274*, *278*

Ahmatov, Lev Salomonovič (1899-1937) (Ахматов, Лев Соломонович), membre du parti des borot'bisti (1917-1918), secrétaire du SNK d'Ukraine (1920-1922), procureur de la cour de gouvernement jusqu'en 1925, puis vice-procureur de la cour suprême d'Ukraine (1925-1933), en 1930, lors du procès de la SVU : représentant de l'accusation. Entre 1934 et 1935, procureur de la région de Dniepropetrovsk. À partir de 1935, chef d'un ITL auprès du NKVD d'Ukraine. Arrêté le 31 juillet 1936, condamné à mort le 8/3/1937 et fusillé. Présent sur les *stalinskie spiski*, en date du 27 février 1937 pour la ville de Kiev (1re catégorie). *140*

Âkimišin Il'â Petrovič (1891-1937) (Якимишин, Илья Петрович), procureur général du Commissariat à la Justice, membre du présidium du Soviet suprême d'Ukraine. En 1930, lors du procès de la SVU, il est représentant de l'accusation. Ancien officier au sein des *ukrainskie sičevyh strel'cy*, unité militaire ukrainienne formée au sein de l'armée austro-hongroise en 1914. Fusillé le 3 septembre 1937 à Kharkov. *140*

Ânata, Aleksandr Aloizovič (1888-1938) (Яната, Александр [Олександр] Алоизович [Алоїзович]), botaniste, académi-

cien. À partir de 1928, secrétaire scientifique du comité scientifique agricole d'Ukraine (SHNKU), responsable de sa section botanique. Arrêté le 4 mai 1933 pour participation au Centre national ukrainien (UNC) et à l'organisation militaire ukrainienne (UVO), condamné à cinq ans d'incarcération en septembre de cette même année et fusillé le 3 juin 1938, à la Kolyma. *95*

Antipovič, Konstantin [Konstântin] Erofeevič [Êrofijovič] (1899-1949?) (Антипович, Константин [Костянтин] Ерофеевич [Єрофійович]), termine ses études d'histoire et philologie en 1923 à l'INO ; historien, entre 1925 et 1934, doctorant au sein de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij, sans parti. À partir de 1928, dirige l'école du travail n° 74 à Kiev. En 1935, part dans la République des Allemands de la Volga. *108*, *114*, *115*, *119*, *204*

Antonenko-Davidovič, Boris Dmitrievič [Dmitrovič] (1899-1984) (Антоненко-Давидович, Борис Дмитриевич [Дмитрович]), poète, écrivain, spécialiste de littérature, participant actif au mouvement de défense des droits de l'homme. Emprisonné le 2 janvier 1935, condamné à dix ans de privation de liberté, il est libéré en 1947, et envoyé en exil en 1951.

Antonovič, Dmitro Vladimirovič (1900-1945) (Антонович, Дмитро Владимирович [Володомирович]), fils de Vladimir Antonovič. Historien et critique d'art, fondateur du parti révolutionnaire ukrainien en 1900. Membre de la Rada centrale d'Ukraine, ministre de la Mer, ministre de l'Art, puis, entre 1919 et 1920, représentant en Italie. Un des fondateurs, puis recteur de l'université libre Ukrainienne à Vienne et Prague (UVU). *66*

Âroslav, Ûrij Ûr'evič (1890-1938) (Ярослав, Юрий Юрьевич [Юрій Юрійович]), ancien membre du Comité central de l'UPSR, membre de la direction de Tekstil'centr à Kharkov. Condamné en 1932 dans le cadre de l'affaire de l'UNC (Centre national ukrainien) à 3 années d'exil, qu'il passe en Sibérie. Arrêté le 2 mars 1938, il est à nouveau condamné

par la troïka de l'UNKVD de la région de Moscou pour appartenance à l'organisation insurrectionnelle nationaliste des SR ukrainiens, et fusillé le 26 juillet 1938. *32*, *190*

Âsnopol'skij, Leonid Nikolaevič (1873-1957) (Яснопольский, Леонид Николаевич [Яснопольський Леонід Миколайович]), économiste, professeur, académicien à partir de 1925. À partir de 1910, il est professeur à l'université de Kiev et siège à la 1re duma en 1906, comme membre du parti KD. Entre 1926 et 1930, il préside la KEPS d'Ukraine (commission des forces productives). Part à Moscou à partir de 1931 puis à partir de 1943, chercheur à l'Institut d'économie de l'Académie. *149*

Âvorskij, Matvej Ivanovič (1885-1937) (Яворский, Матвей Иванович [Яворський, Матвій Іванович]), historien, membre du PCR(b) entre 1920 et 1930. Académicien (à partir de 1929), directeur de la « Direction des institutions scientifiques d'Ukraine » (« Ukrglavauka ») entre 1924 et 1929. Arrêté en 1931 dans le cadre de l'affaire de l'UNC (Centre national ukrainien), il est condamné le 7 février 1932 à six ans de réclusion. Condamné à mort le 9 octobre 1937 par la troïka de l'UNKVD et fusillé aux Solovki le 3 novembre 1937. *55-56*, *62*, *75-76*, *197*, *238-239*, *241*, *261*, *271*

B

Bagalej, Dmitrij Ivanovič (1857-1932) (Багалей, Дмитрий Иванович [Багалій, Дмитро Іванович]), historien, académicien, professeur et président de l'université de Kharkov(1906-1910). Après la Révolution, il crée à Kharkov la chaire de recherche scientifique en histoire de l'Ukraine ainsi que l'Institut d'histoire de la culture ukrainienne. Membre du collège de la direction centrale des archives auprès du VUCIK. Décède d'un infarctus, le 9 février 1932, à la veille d'une réunion publique où il devait se repentir. *50*, *53*, *64*, *187*, *222*, *249-250*, *253*, *256*, *263*

Balickij, Vsevolod Apollonovič (1892-1937) (Балицкий, Всеволод Аполлонович), membre du parti depuis 1915 ;

1923-1931, président de la GPU d'Ukraine, représentant plénipotentiaire de la GPU-OGPU d'URSS en Ukraine ; 1934-1937, commissaire aux affaires intérieures de l'Ukraine ; à partir de mai 1937, chef de l'UNKVD du district d'Extrême-Orient. Arrêté en juillet 1937. Fusillé en novembre 1937. *99-100*, *102*, *136*, *143*, *155*, *158*, *198*, *200-201*, *210-211*, *278*, *298*

Bazarov (Rudnev), Vladimir Aleksandrovič (1874-1939) (Базаров (Руднев), Владимир Александрович), philosophe et économiste. À partir de 1921, travaille au Gosplan et s'occupe de théorie économique. Arrêté en 1930, dans le cadre de l'affaire du « bureau soviétique du RSDRP (mencheviks) » avec Groman (l'affaire des mencheviks), après avoir été, tous deux, vivement attaqués par Staline dans son discours à la conférence des marxistes-agrariens, le 27 décembre 1929. Condamné à cinq ans d'exil. Décède à Moscou en 1939. *64*

Bidlo, Jaroslav (1868-1937) (Бидло, Ярослав), historien tchèque, professeur à l'université de Cracovie. *190*

Bilâšivskij, Nikolaj Fedotovič (1867-1926) (Биляшивский, Николай Федотович [Біляшівський, Микола Федотович]), ethnographe et critique d'art, membre de la Rada centrale d'Ukraine, membre de l'Académie, premier directeur du musée d'antiquité et d'art de la ville de Kiev (aujourd'hui musée national ukrainien d'art). *50*

Buharin (Boukharine), Nikolaj Ivanovič (1888-1938) (Бухарин Николай Иванович), économiste, entre au PSDOR en 1906, bolchevik, proche de Lénine ; coauteur de l'*ABC du communisme* (1919), allié de Staline dans sa lutte contre l'opposition de gauche trotskiste ; fervent partisan de la NEP, hostile à la campagne de collectivisation à partir de 1928. Accusé de déviation droitière, il est exclu du Bureau politique du CC en 1929. Rédacteur en chef des Izvestiâ à partir de 1934. Accusé principal du 3e procès de Moscou, en 1938 ; condamné à mort et exécuté le 15 mars 1938. *64*, *87-88*, *90*, *146*, *171-172*, *178*, *181-182*

Bystrûkov (Быстрюков), procureur du district de Kiev au procès de l'affaire de la SVU. *140*

C

Čečel', Nikolaj [Mikola] Florovič (1891-1937) (Чечель, Николай [Микола] Флорович), membre du CC de l'UPSR, travaille à la section de la construction au Gosplan d'Ukraine, dans la ville de Kharkov. Arrêté en 1931, dans le cadre de l'affaire de l'UNC (Centre national ukrainien), condamné en 1932 à six ans de privation de liberté. Le 9 janvier 1937, il est fusillé dans la région d'Ivanov. *29*, *37-39*, *150, 156-157*, *178*, *181-182*, *203*, *210*, *223-224*, *270*, *274*, *276*

Čehivskij, Nikolaj Moiseevič (1878-1938) (Чехивский, Николай Моисеевич [Чехівський, Микола Мусійович]), colonel de l'armée de l'UNR (1917-1919), prêtre de l'église autocéphale, frère de V. M. Čehivskij. Arrêté le 24 juillet 1929 et condamné en 1930 dans le cadre de l'affaire de la SVU à trois ans d'incarcération. Condamné à mort le 4 décembre 1937, par la troïka de l'UNKVD de la région de Kursk. Selon certains indices, la peine ne fut pas exécutée, et N. M. Čehovskij vécut ensuite à l'étranger. *177*, *179-180*

Čehivskij, Vladimir Moiseevič (1876-1937) (Чехивский, Владимир Моисеевич [Чехівський Володимир Мусійович]), acteur politique et social, membre en divers moments du RUP (parti révolutionnaire russe) et de l'USDRP ; dirige le gouvernement de l'UNR (président du Conseil des ministres). Dirige l'église autocéphale. Prêtre. Arrêté le 17 juillet 1929, il est condamné le 19 avril 1930, dans le cadre de l'affaire de la SVU, à la peine de mort, commuée à dix ans d'incarcération. Condamné à la peine capitale le 9 octobre 1937 et fusillé le 3 novembre 1937, avec un groupe de prisonniers des Solovki. *177*, *179, 224*

Čerkasskij, Irinarh Ûvelianovič (1869-1941) (Черкасский, Иринарх Ювелианович [Черкаський Іринарх Ювелianович]), historien du droit, travaille à l'Académie à partir de 1919. *157*, *225*, *270*

Čerkas'kij, Teofan Vasil'evič (1892-?) (Черкасский, Теофан Васильевич [Черкаський, Теофан [Теофіл] Васильович]),

membre du parti des SR. Ukrainiens, dont il fut membre du Comité central. Membre du gouvernement de B. Martos où il a dirigé le ministère de l'Économie, et du gouvernement d'I. Mazepa où il a dirigé le ministère de la Presse et de la Propagande. Après 1919, représentant des éditions Ruh à Kiev. Ami proche de Lizanivskij, le directeur de Ruh. Condamné à trois ans de privation de liberté dans le cadre de l'affaire de l'UNC (Centre national ukrainien). Arrêté à nouveau entre 1934 et 1941 pour activité antisoviétique et espionnage et exécuté. *134*, *167*, *195*

Čikalenko, Evgenij Harlampievič (1861-1929) (Чикаленко, Евгений [Євген] Харлампиевич [Харлампійович]), propriétaire terrien, acteur public, mécène et agronome. Subventionne entièremment la revue *Rada*, créée en 1906, et à laquelle participent en particulier Efremov et Gruševskij. Membre de la Rada centrale d'Ukraine en 1917, puis émigre à Prague en 1918 où il devient membre de l'Académie d'agriculture ukrainienne (Ukrainskaâ Sel'skohozâjstvennaâ akademiâ). *134*, *167*, *195*

Čubar', Vlas Âkovlevič (1891-1939) (Чубарь, Влас Яковлевич [Чубар, Влас Якович]), membre du parti à partir de 1907. Président du SNK d'Ukraine entre 1923 et 1934. Puis occupe des postes de responsabilité à Moscou dont la vice-présidence du SNK d'URSS et celle de commissaire du peuple aux finances d'URSS, et Solikamsk, où il est nommé responsable des constructions du NKVD. Arrêté le 4 juillet 1938, condamné à la peine capitale le 26 février 1939 et fusillé le même jour. *39, 208*, *211*, *277*, *298*

D

Demčenko, Nikolaj Nestorovič (1896-1937) (Демченко, Николай Несторович), membre du parti à partir de 1916. Entre 1928 et 1930, secrétaire responsable du comité du district de Kiev du PC(b)U. Entre 1932 et 1934, 1er secrétaire du comité de la région de Kiev du PC(b)U ; entre 1934 et 1936, 1er secrétaire du comité de la région de Kharkov

du PC(b)U ; en 1936 et 1937, 1er vice-commissaire du peuple à l'agriculture de l'URSS ; d'avril à juillet 1937, commissaire du peuple aux sovhozes céréaliers et de bétail d'URSS. Arrêté le 22 juillet 1937, condamné le 29 octobre 1937 à la peine capitale et fusillé le 30 octobre 1937. *131-132*, *206*, *237*

Denikin, Anton Ivanovič (1872-1947) (Деникин, Антон Иванович), militaire russe, général lieutenant. Durant la Première Guerre mondiale : commande un corps d'armée ; à partir d'avril 1918 : commandant, puis à partir d'octobre, commandant suprême de l'armé des volontaires ; à partir d'avril 1919, commandant suprême des « forces armées du sud de la Russie » (Armée des volontaires, armées des cosaques du Don et du Caucase ; armée du Turkestan ; flotte de la mer noire) ; en même temps, à partir de janvier 1920, « dirigeant suprême du gouvernement russe ». À partir d'avril 1920, part en émigration. *27*

Deržavin, Nikolaj Sevast'ânovič (1877-1953) (Державин, Николай Севастьянович), historien, philologue. Premier recteur de l'Université de Leningrad (1922-1925), académicien à l'Académie des sciences d'URSS (à partir de 1931). Délégué au congrès de littérature slave à Prague en 1929. Membre du PCUS à partir de 1945. Directeur de l'Institut d'études slaves à Leningrad (1931-1934), académicien à l'Académie des sciences d'URSS. Considéré comme étant à la tête du Parti national de Russie (affaire des slavistes qui débute en 1933). Ne sera pas condamné. *162*, *164*

Doga, Vasilij Mihajlovič (1886-?) (Дога, Василий Михайлович [Дога Василь Михайлович]), professeur à l'Académie. Ancien membre du parti des sociaux-démocrates ukrainiens. Arrêté le 25 septembre 1929 et condamné en 1930, dans le cadre de l'affaire de la SVU, à trois ans d'incarcération et d'exil en dehors de l'Ukraine. Son destin ultérieur est inconnu. *179*

Dolinskij (Glazberg) Semen Moiseevič (1896-1938) (Долинский (Глазберг) Семен Моисеевич), membre du PCU(b) à partir de 1927. Travaille à la Tchéka à partir de 1919. À partir de 1930, chef de bureau au département secret

de la GPU d'Ukraine. À partir de 1931, chef du 2e bureau (bureau ukrainien) du département politique secret de la GPU d'Ukraine. À ce titre il est responsable de l'enquête sur l'affaire de l'UNC. À partir de 1935, adjoint au chef du département politique secret de l'UGB NKVD d'Ukraine. À partir de 1936, adjoint du chef de l'UNKVD de la région de Dnepropetrovsk. Arrêté en 1937. Fusillé en 1938. Figure dans les *stalinskie spiski*, ville de Moscou, collaborateur du NKVD, le 3 février 1938, 1re catégorie. *158*

Doncov, Dmitrij Ivanovič (1883-1973) (Донцов, Дмитрий Иванович [Донцов, Дмитро Іванович]), spécialiste de littérature et publiciste, acteur politique, créateur de la théorie du nationalisme intégral. Selon cette théorie, la création d'un gouvernement ukrainien devait être le but le plus élevé de tout Ukrainien. Un des fondateurs en 1914 de la SVU à Lvov puis à Vienne. Entre 1919 et 1921 : chef du bureau de presse ukrainien à l'ambassade de l'UNR à Berne (Suisse). Émigre en 1939 (Bucarest, Prague, Allemagne, Paris, États-Unis, Canada). Entre 1947 et son décès, vit à Montréal (Canada), où il enseigne entre 1948 et 1953 la littérature ukrainienne. *21*, *132*, *237*

Dorošenko, Vladimir Viktorovič (1879-1963) (Дорошенко, Владимир Викторович [Дорошенко, Володимир Вікторович]), acteur politique ukrainien, à partir de 1900, membre du RUP (parti révolutionnaire ukrainien) puis de l'USDRP à partir de 1905 et membre du parti des socialistes-fédéralistes avec S. Efremov. Réside alors à Moscou, et part à Lvov en 1908, pour échapper à la surveillance de la police tsariste. Termine l'université de Lvov en 1913. Un des dirigeant de l'Union de libération de l'Ukraine entre 1914 et 1918. À partir de 1908, travaille à la bibliothèque scientifique T. Ševčenko, directeur de cette bibliothèque entre 1937 et 1944. *21*, *190*

Durnovo, Nikolaj Nikolaevič (1876-1937) (Дурново, Николай Николаевич), philologue, slaviste, membre correspondant de l'Académie des sciences d'URSS. Parent d'Ivan et Petr Nikolaevič. Membre effectif de l'Académie

des sciences de Biélorussie, professeur aux universités de Saratov, de Biélorussie et de Moscou. Vit entre 1924 et 1928 en Tchécoslovaquie. Arrêté le 28 décembre 1933 et condamné, dans de cadre de l'affaire des slavistes, le 29/3/1934, à dix ans de privations de liberté. Aux Solovki, il est à nouveau condamné le 9 octobre 1937 et fusillé le 27 octobre 1937. *161*

E

Efremov, Sergej Aleksandrovič (1876-1939) (Ефремов, Сергей Александрович [Єфремов Сергій Олександрович]), savant, spécialiste de littérature et publiciste. À la veille de la révolution de 1905, un des fondateurs du parti démocratique ukrainien, et membre de son aile gauche, de laquelle naquit le parti radical ukrainien (UPR : Ukrainskaâ radikal'naâ partiâ). En 1908, devient l'un des fondateurs de la société des ukrainiens progressistes (TUP). En 1917, en particulier grâce aux efforts de cette organisation, est créée la Rada centrale d'Ukraine (UCR). Le TUP est renommé « Union des autonomistes fédéralistes ukrainiens », puis Parti ukrainien des socialistes fédéralistes (UPSF). En 1917, membre de la Rada centrale d'Ukraine, entre 1922 et 1929 vice-président de l'Académie. Arrêté en 1929, accusé d'avoir créé et d'être le leader de l'organisation clandestine Union pour la libération de l'Ukraine (SVU). Condamné en 1930 dans le cadre du procès de la SVU à dix ans de privation de liberté. Décède en réclusion, selon les données officielles, en mars 1939.

Engels, Friedrich (1820-1895) (Енгельс, Фридрих), philosophe, théoricien socialiste allemand, très proche de Karl Marx. *64*

F

Filippovič, Pavel Petrovič (1891-1937) (Филиппович, Павел Петрович [Филипович, Павло Петрович]), écrivain et tra-

ducteur, collaborateur de la section d'histoire et de littérature de l'Académie, professeur à l'Institut d'éducation populaire de Kiev ; arrêté en 1935, condamné le 4 février 1936 à dix ans d'incarcération (ITL). À nouveau condamné le 9 ocotbre 1937 aux Solovki et fusillé le 3 novembre 1937. *178*, *182*

G

Germajze, Iosif Ûr'evič (1892-1958) (Гермайзе, Иосиф Юрьевич [Гермайзе, Йосип Юрійович]), chercheur à la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij, membre du RSDRP(b) et de l'USDRP. Arrêté le 27 juillet 1929, condamné à 5 années d'incarcération. Par décision du collège de l'OGPU d'URSS du 16 juin 1934, exilé dans la région de Saratov. En 1937, à nouveau arrêté et condamné à dix ans d'incarcération. Le 5 janvier 1944, par décision de la conférence spéciale du NKVD d'URSS, à nouveau condamné à dix ans de privation de liberté. *50*, *117*, *166*, *177*, *179*, *205*

Golubovič, Vsevolod Aleksandrovič (1885-1939) (Голубович, Всеволод Александрович [Олександрович]), socialiste révolutionnaire ukrainien, participe au mouvement révolutionnaire à partir de 1903. À partir de 1912, membre du groupe des SR ukrainiens de Kiev. Élu député à l'assemblée constituante de toute la Russie. En 1917, membre du secrétariat général de l'UNR, où il occupe le poste de secrétaire général aux voies de communication. En 1918, chef du Conseil des ministres de l'UNR, ministre des Affaires étrangères, chef de la délégation de l'UNR aux pourparlers de Brest-Litovsk. Travaille par la suite au Conseil de l'économie nationale d'Ukraine. Arrêté en 1931 et condamné en 1932 pour l'affaire de l'UNC à six ans d'incarcération. Son incarcération est prolongée en 1937. Il décède en prison. *32*, *150*, *153*, *178*, *274*

Gorin (Kolâda), Pavel Osipovič (1900-1938) (Горин (Коляда), Павел Осипович), historien, académicien de l'Académie des sciences de Biélorussie. Membre du PCU(b)

à partir de 1918. Membre actif de la société des historiens marxistes, dont il devient secrétaire scientifique, très proche de son directeur, Pokrovskij. Directeur de la chaire d'histoire de l'URSS à l'Université de Moscou. Arrêté le 23 août 1937 et condamné à mort le 25 avril 1938. Exécuté le même jour. *75*, *239*, *241*

Gražul' (Dorin), Veniamin Semenovič (Solomonovič) (1899-?) (Гражуль (Дорин), Вениамин Семенович (Соломонович)), membre du parti à partir de 1919. Entre à la Tchéka en 1920. À partir de 1926, chef du département secret du département de la circonscription de Kiev de la GPU d'Ukraine. À partir d'octobre 1928, chef du département secret du département de la circonscription de Dnepropetrovsk de la GPU d'Ukraine. À partir de 1930, dans la réserve de la GPU d'Ukraine. Dans les années 1930, travaille pour le département international de l'OGPU/GUGB du NKVD d'URSS, à l'étranger, en particulier à Paris. *102, 219, 227*, *232*

Grebeneckij, Aleksandr Zinov'evič (1874-1937) (Гребенецкий, Александр Зиновьевич [Гребенецький, Олександр Зиновійович]), instituteur dans la 1re école du travail de Kiev. Arrêté le 4 juillet 1929 et condamné en 1930 dans le cadre de l'affaire de la SVU à cinq ans d'incarcération. Fusillé le 8 décembre 1937 par décision de la troïka de l'UNKVD de la République autonome des Mari en date du 7/12/1937. *166*, *177*

Grodzinskij, Moris Markovič (1887-1962) (Гродзинский, Морис Маркович), termine en 1910 ses études de droit à Kharkov. Devient alors avocat. Travaille à la Cour de cassation en Ukraine soviétique et à la cour suprême du commissariat à la Justice. Enseigne d'autre part et devient professeur en 1938. Contribue à la rédaction du premier code pénal et du premier code de procédure pénale de RSFSR, puis, en particulier, du nouveau code de procédure pénale de l'Ukraine. Avocat durant le procès de la SVU. *140*

Gruševskaâ, Ekaterina Mihajlovna (1900-1943) (Грушевская, Екатерина Михайловна [Грушевська, Екатерина Михайловна]), fille de M. S. Gruševskij, chercheur au sein

de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij, sans parti. Arrêtée en 1938, elle est condamnée à huit ans d'incarcération en 1939. Décédée en détention. *249*, *251-252*, *259*

Gruševskaâ, Mariâ Sil'vestrovna (1860-1948) (Грушевская, Мария Сильвестровна [Грушевська, Марія Сильвестрівна]), épouse de M.S. Gruševskij.

Gruševskij, Aleksandr Sergeevič (1877-1942) (Грушевский, Александр Сергеевич [Грушевський, Олександр Сергійович], frère de M. S. Gruševskij, chercheur au sein de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij, membre de l'USDRP. Arrêté en août 1938, condamné à cinq ans d'incarcération. Il meurt en détention. *50*, *217*, *258*, *287*

Gruševskij, Mihail Sergeevič (1866-1934) (Грушевский, Михаил Сергеевич [Грушевський, Михайло Сергійович]), historien ; entre 1917 et 1918, président de la Rada centrale d'Ukraine ; à partir de 1924, membre de l'Académie et à partir de 1929, membre de l'Académie des sciences d'URSS. En 1924, responsable du secteur d'histoire de l'Ukraine de la section historique de l'Académie.

Gruševskij, Nikolaj Dmitrievič (1905-1937) (Грушевский, Николай Дмитриевич [Грушевський, Микола Дмитрович]), collaborateur de la GPU d'Ukraine. Figure sur les *stalinskie spiski* en 1re catégorie parmi les anciens collaborateurs du NKVD d'Ukraine, le 7/9/1937.

H

Holodnyj, Grigorij Grigor'evič (1886-1938) (Холодный, Григорий Григорьевич [Холодний, Григорій Григорович]), mathématicien, astronome, philologue ; frère d'Aleksej et de Nikolaj, il dirigea l'Institut de la langue scientifique ukrainienne (IUNM) de l'Académie. Arrêté le 23 août 1929, et condamné en 1930, dans le cadre de l'affaire de la SVU, à huit ans d'incarcération (isolement sévère). Le 23 juillet 1937, sa peine est prolongée pour cinq ans. Condamné pour

agitation contre-révolutionnaire parmi les détenus à la peine capitale le 14 février 1938 et fusillé le 17 février 1938 aux Solovki. *183*

Hristûk, Pavel Anikievič (1890-1941) (Христюк, Павел Аникиевич [Христюк, Павло Оникійович]), homme politique, spécialiste de littérature. En 1917, membre de la Rada centrale d'Ukraine, secrétaire général au secrétariat général. Très actif au sein de l'UPSR. À partir de 1919 en émigration, où il prépare les 4 tomes de *Zametki i materialy k istorii ukrainskoj revolûcii*, *1917-1920* (*Notes et matériaux pour l'histoire de la révolution ukrainienne*, *1917-1920*), qui sont publiés sous l'égide de l'Institut de sociologie ukrainien (USI). À l'automne 1923, il rentre d'émigration à Har'kov, où il travaille, jusqu'en 1925, comme inspecteur de la banque ukrainienne. Entre 1925 et 1928, membre de la direction des éditions d'État d'Ukraine (GIU : *Gosudarstvennoe izdatel'stvo Ukrainy*) ; entre 1928 et 1931, travaille au commissariat aux finances d'Ukraine et à l'Institut de littérature T. Ševčenko. En 1931, condamné pour participation à l'organisation clandestine « Le Centre national ukrainien » (UNC) à sept ans d'incarcération. Arrêté à nouveau le 3 novembre 1936, condamné à huit ans d'incarcération le 3 septembre 1937. Meurt en détention en septembre 1941. *29*, *39*, *150*, *156*, *178*, *270*, *299*

I

Idel'son (Идельсон), Avocat durant le procès de la SVU. *140*

K

Kaganovič, Lazar'Moiseevič (1893-1991) (Каганович, Лазарь Моисеевич), membre du parti à partir de 1911, membre du Bureau politique (puis du présidium) du CC du PCU(b) puis PCUS de 1930 à 1957. Entre 1925 et 1928, secrétaire général du CC du PC(b)U. Entre 1944 et 1947, vice-président du conseil des commissaires du peuple (Conseil des ministres)

d'URSS, ainsi que, entre 1946 et 1947, ministre de l'Industrie des matériaux de construction de l'URSS ; en 1947, premier secrétaire du CC PC(b)U ; entre 1947 et 1953, vice-président du Conseil des ministres d'URSS, ainsi que, entre 1948 et 1952, président du comité d'État auprès du Conseil des ministres d'URSS à l'approvisionnement matériel et technique de l'économie nationale ; entre mars 1953 et juin 1957, premier vice-président du conseil des ministres de l'URSS. *61*, *71*, *74*, *76*, *102*, *197*, *201*

Kistâkovskij, Lev Evgen'evič (1904-?) (Кистяковский, Лев Евгеньевич [Кістяківський, Лев Євгенович]), archéologue, chercheur au comité archéologique ukrainien (VUAK) entre 1925 et 1928. *69*

Kogan, Zel'man Mojseevič (-1937) (Коган, Зельман Мойсеевич), instructeur de la GPU d'Ukraine dans le cadre de l'affaire de l'UNC, condamné, pour participation à une organisation antisoviétique et pour falsification de documents d'enquêtes, à la peine de mort. Figure dans *les Stalinskie Spiski* du 25 août 1937, appareil central de l'UGB NKVD USSR, 1re catégorie. *175*

Kolčak (Koltchak), Aleksandr Vasil'evič (1874-1920) (Koncak, Arekcangp Bocunvebar), officier de la marine russe, explorateur polaire, membre de l'état-major général de la marine russe. Amiral au moment de la révolution de février 1917 ; soutient le gouvernement Kerenskij, puis, après octobre, devient ministre de la Guerre du gouvernement antibolcheviks d'Omsk, puis commandant suprême de la Russie. Arrêté par les bolcheviks en janvier 1920 il est fusillé à Irkutsk en Sibérie. *27*

Koliuh, Dmitrij Viktorovič (1880-?) (Колиух, Дмитрий Викторович [Коліух, Дмитро Вікторович]), ancien membre de l'USDRP, président du Dneprosoûz. « Arrêté en 1931 dans le cadre de l'affaire des coopératives ». Condamné en 1932 dans le cadre de l'affaire de l'UNC à trois ans d'exil. Après avoir accompli sa peine, reste à Alma-Ata. Arrêté à nouveau entre 1934 et 1941 pour activité antisoviétique et espionnage et exécuté. *150*

Konar (Polaŝuk), Fedor Mihajlovič (1895-1933) (Конар (Полащук), Федор Михайлович [Конар (Полащук), Федір Михайлович]), vice-commissaire du peuple à l'Agriculture d'URSS, membre du PCR(b) à partir de novembre 1919, membre du revkom de Galicie en 1920. Cité par des inculpés de l'affaire de l'UNC comme ayant participé à ses activités, inculpé dans le cadre d'autres affaires et arrêté le 9 janvier 1933, condamné le 11 mars 1933 et fusillé le 13 mars 1933. *118*

Korčak-Čepurkovskij, Avksentij Vasil'evič (1857-1947) (Корчак-Чепурковский, Авксентий Васильевич [Корчак-Чепурківський, Авксентій Васильович]), hygiéniste et épidémiologue, membre de l'Académie à partir de 1921, secrétaire perpétuel de l'Académie entre 1929 et 1934. Entre 1934 et 1938, directeur de département au sein de l'Institut de démographie et de statistique sanitaire de l'Académie. *68-70*, *83-84*, *88*, *220*

Korduba, Miron Mihajlovič (1876-1947) (Кордуба, Мирон Михайлович), historien et écrivain ukrainien, membre de la société Ševčenko à partir de 1903, professeur d'histoire de l'Ukraine à l'université de Varsovie puis de Lvov. Décède à Lvov. *190*

Korobenko, D. F. (Коробенко, Д.Ф.), Ouvrier à l'usine Arsenal, membre du tribunal ayant jugé l'affaire de la SVU en mars-avril 1930. *140*

Korženko (Корженко), membre suppléant du tribunal du procès de la SVU. *140*

Kosior (Kossior), Stanislav Vikent'evič (1889-1939) (Косиор (Коссиор), Станислав Викентьевич), membre du parti à partir de 1907, membre du Bureau politique du CC du PC(b)U entre 1919 et 1920 puis entre 1928 et 1938 ; à partir de 1927, candidat, puis entre 1930 et 1938 membre du Bureau politique du CC du PCU(b). Entre 1925 et 1928, secrétaire du CC du PCU(b) ; entre 1928 et 1938 premier secrétaire du CC du PC(b)U ; à partir de 1938, vice-président du conseil des commissaires du peuple d'URSS et président de la commission de contrôle soviétique (KSK). Arrêté le

3 mai 1938 et condamné à la peine capitale le 26 février 1939. Fusillé le même jour. *76*, *102*, *138*, *208*, *211*

Kossak[Kosak], Grigorij Iosifovič (1882-1939) (Коссак, Григорий Иосифович [Косак, Григорій Осипович]),), Ancien officier autrichien et commandant de l'armée de Galicie, arrive en Ukraine soviétique au début des années 1920. Arrêté dans le cadre de l'affaire Vesna le 15 janvier 1931 et condamné à la privation de liberté et l'exil, dans le cadre de l'affaire de l'UNC (Centre national ukrainien). À nouveau arrêté le 22/2/1938 à Moscou et condamné, le 2/3/1939, à la peine capitale et exécuté le 3/3/1939. Frère d'Ivan Kossak. *154*, *181*, *274*, *276*, *280*

Kostomarov, Nikolaj Ivanovič (1817-1885) (Костомаров, Николай Иванович [Костомаров, Микола Іванович]), historien, écrivain, membre correspondant de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg (1876). Tente non seulement de mettre à jour les conditions ayant conduit à la formation de l'état moscovite, mais aussi de définir de façon plus précise la nature de ce régime, sa relation avec la vie qui la précédé et son influence sur les masses populaires. Son œuvre principale est : *L'histoire de la Russie par la description de la vie de ces acteurs les plus importants (Russkaâ istoriâ v žizneopisaniâh ee glavnejših deâtelej)*. *20*, *91*, *282*

Kosynka (Strilec'), Grigorij Mihajlovič (1899-1934) (Косынка (Стрилець), Григорий Михайлович [Косинка (Стрілець) Григорій Михайлович]), écrivain, membre durant les années 1920 des rédactions de plusieurs journaux, directeur du comité de la Radio à Kharkov et Kiev. Arrêté le 4 novembre 1934 avec plusieurs écrivains, condamné à mort et fusillé le 15 décembre 1934. *117-118, 287*

Kovalevskaâ (Ковалевская), avocat durant le procès de la SVU. *140*

Kozel'skij, Boris Vladimirovič (Golovanevskij, Bernard Vul'fovič) (1902-1936) (Козельский, Борис Владимирович (Голованевский, Бернард Вульфович)), membre du parti dès 1931. Membre de la Tchéka à partir de 1921. À partir d'août 1926, chef du 2e bureau, à partir de mai 1930, assis-

tant du chef du SO GPU d'Ukraine. En avril 1931, assistant du chef du SPO GPU d'Ukraine. Responsable de l'enquête sur l'UNC. À partir de décembre 1933, chef par intérim du SPO GPU d'Ukraine. Puis, dès novembre 1934, chef du SPO UGB NKVD d'Ukraine. Se suicide le 2 janvier 1936. *158*, *207*, *288*

Kravčuk, Mihail Filippovič (1892-1942) (Кравчук, Михаил Филиппович [Кравчук, Михайло Пилипович]), mathématicien ukrainien, membre de l'Académie à partir de 1929. Appelé comme représentant de l'accusation en 1930 au jugement de l'affaire de la SVU, mais ne s'y présente pas. Arrêté et déporté à la Kolyma en 1937, où il meurt en 1942. *140*

Kričevskij, Fedor Grigor'evič (1879-1947) (Кричевский, Федор Григорьевич), artiste, professeur, premier recteur de l'Académie des arts d'Ukraine, chercheur à l'Institut de la langue scientifique ukrainienne auprès de l'Académie (1926). Reste dans les territoires occupés et tente d'émigrer durant la Seconde Guerre mondiale ; arrêté et exilé dans la ville d'Irpen'. Décède, probablement de faim. *287*

Krinickij, Aleksandr Ivanovič (1894-1937) (Криницкий, Александр Иванович), membre du parti à partir de 1915. En 1927 et 1928, directeur du département de l'agitation et de la propagande au CC du PCU(b) ; en 1928 et 1929, directeur du département de l'agitation, la propagande et la presse au CC du PCU(b). Arrêté le 20 juillet 1937 et condamné à la peine capitale le 29 octobre 1937. Fusillé le 30 octobre 1937. *64*, *205*

Krymskij, Agatangel Efimovič (1871-1942) (Крымский, Агатангел Ефимович [Кримський, Аґатангел Юхимович]), orientaliste, slaviste, poète, écrivain, membre de l'Académie à partir de 1918, secrétaire perpétuel de l'Académie entre 1918 et 1928. À partir de 1898, professeur à l'Institut des langues orientales à Moscou ; à partir de 1918, à l'université de Kiev, à partir de 1921, directeur de l'Institut de la terminologie scientifique ukrainienne, président de diverses commissions de l'Académie. En 1930 démis de ses

responsabilités suite à la purge qui suit le procès de la SVU. Le 20 juillet 1941, avant l'arrivée des Allemands, arrêté à Kiev par les organes du NKVD et déporté. Décède en prison à Kustanaj le 25 janvier 1942. *42*, *55-56*, *64*, *78*, *80-82*, *84*, *88*, *109*, *116*, *118*, *188*, *197*, *203*, *217*, *219*, *220, 226-228*, *252*, *258*

Kržižanovskij, Gleb Maksimilianovič (1872-1959) (Кржижановский, Глеб Максимилианович), membre du parti à partir de 1893, membre de l'Académie des sciences d'URSS à partir de 1929. Entre 1929 et 1939, vice-président de l'Académie des sciences d'URSS. *64*

Kudrickij, Nikolaj Antonovič (1883-?) (Кудрицкий, Николай Антонович [Кудрицький, Микола Антонович]), médecin, chercheur à l'Institut de la culture physique à partir de 1928, enseignant à l'Institut de médecine de Kiev. Ancien membre de l'USDRP. Arrêté le 15 septembre 1929, et condamné en 1930 dans le cadre de l'affaire de la SVU à trois ans de privation de liberté avec sursis. Son destin ultérieur n'est pas connu. *113*

Kulâbko (Кулябко), évoqué par un instructeur durant l'interrogatoire d'Efremov, mais ce dernier ne le connaît pas.

Kurnakov, Nikolaj Semenovič (1860-1941) (Курнаков, Николай Семенович), physicien et chimiste, crée en 1918 l'Institut d'analyse physico-chimique à Leningrad dont il reste le directeur jusqu'en 1934. Académicien de l'Académie des sciences d'URSS (de l'Académie des sciences de Petersbourg à partir de 1913). À cette date, l'Institut est transféré à Moscou, et il devient le directeur du nouvel insitut de chimie générale et organique de l'Académie des sciences d'URSS. Impliqué en 1934 dans l'affaire du Parti national russe (affaire des slavistes) avec un groupe de chimistes, figurant comme l'un des dirigeants de ce parti. Il ne fut cependant pas arrêté. Décède dans la région de Moscou le 19 mars 1941. *164*

Kvitka, Kliment Vasil'evič (1880-1953) (Квитка, Климент Васильевич [Квітка, Климент Васильович]), historien de la musique populaire et du folklore ukrainien, époux de la

poétesse ukrainienne Lesâ Ukrainka. Membre à partir de 1920 de la commission du folklore de l'Académie des sciences d'URSS et professeur à l'Institut de musique dramatique à Kiev. Entre 1922 et 1923 dirige le cabinet d'ethnographie musicale à l'Académie des sciences d'Ukraine. Crée et dirige à partir de 1937 le cabinet pour l'étude des œuvres musicales de peuples d'URSS. *90*

L

Lakiza, Ivan Nikiforovič (1895-1938) (Лакиза, Иван Никифорович [Лакиза, Іван Никифорович]), critique littéraire, communiste, à partir de 1925 directeur du département de la presse du comité du parti de la région de Kiev (gubkom partii), directeur de la filiale de Kiev de Gospečat' (les Presses nationales), rédacteur du journal *Proletarskaâ pravda*, directeur de l'agence radiotélégraphique d'Ukraine (RATAU). Arrêté en 1934, condamné comme membre d'une organisation terroriste à dix ans de prison, et condamné à la peine de mort en 1938 alors qu'il était dans le camp de Temirtau, au Kazakhstan. *62*

Lazarevskij, Alexandr Matveevič (1834-1902) (Лазаревский, Александр Матвеевич [Лазаревський, Олександр Матвійович]), historien ukrainien ; termine l'université de Saint-Pétersburg en 1858 et sert dans des institutions pénales d'Ukraine. Proche de T. G. Ševčenko. Historien de la propriété terrienne féodale et de la paysannerie. *66*

Lénine, Vladimir Il'ič (1870-1924) (Ленин, Владимир Ильич), membre du parti à partir de 1898. Entre 1917 et 1924, président du conseil des commissaires du peuple de la RSFSR. *8*, *26*, *31*, *48*, *240*, *283*

Lipinskij, Vâčeslav Kazimirovič (1882-1931) (Липинский, Вячеслав Казимирович [Липинський, В'ячеслав Казимирович]), politologue, philosophe, historien. Partisan de la théorie des élites et d'une conception du monarchisme ukrainien. Considère qu'il doit obligatoirement y avoir dans la société une couche sociale supérieure, qui créerait un État

national et le défendrait. Participe en 1914 à l'organisation du centre politique ukrainien, qui se transforme en Union de libération de l'Ukraine. Participe en 1917 à la création du parti des démocrates paysan de l'Ukraine. À l'époque de l'hetman Pavel Skoropadskij, il est ambassadeur d'Ukraine à Vienne. Reste ensuite en exil en Autriche et en Tchécoslovaquie. *75*

Litvinov, Maksim Maksimovič (Vallah, Mejer-Genoh Moisevič) (1876-1951) (Литвинов, Максим Максимович (Валлах, Мейер-Генох Моисевич)), membre du parti à partir de 1898. Entre 1921 et 1930, vice-commissaire aux Affaires étrangères de la RSFSR puis de l'URSS ; entre 1930 et 1939, commissaire du peuple puis ministre des Affaires étrangères de l'URSS. *39*

Lizano[i]vskij, Ivan Nikolaevič (1892-1937) (Лизано[и]вский, Иван Николаевич [Лизанівський Іван Миколайович]), membre du CC de l'UPSR, directeur des éditions Ruh à Kharkov. Condamné en 1932 dans le cadre de l'affaire de l'UNC à six ans d'incarcération. Purge sa peine à la prison de Suzdal. En juin 1937 est condamné, dans cette ville, à cinq ans d'incarcération. Fusillé en décembre 1937.

Loboda, Andrej Mitrofanovič (1871-1931) (Лобода, Андрей Митрофанович [Лобода, Андрій Митрофанович]), folkloriste, ethnographe, historien de la littérature ; organisateur du mouvement d'études locales (*kaevedevenie*) en Ukraine. Membre correspondant de l'Académie des sciences de Russie à partir de 1923, membre de l'Académie et entre 1923 et 1925 son vice-président. Professeur à l'université de Kiev. Selon certaines sources, arrêté au début des années 1920, puis en novembre 1928, quand il aurait été condamné à l'exil à Narym. *50*

Lomov (Oppokov), Georgij Ippolitovič (1888-1937) (Ломов (Оппоков), Георгий Ипполитович), membre du parti à partir de 1903, cousin germain de M.S. Gruševskij, ayant manifestement joué un rôle décisif dans la libération de Gruševskij en 1931. Entre 1929 et 1931, président de Soûzneft' (l'Union du pétrole). Entre 1931 et 1933, vice-président

de la commission d'État au plan. Entre 1934 et 1937, membre de la commission soviétique de contrôle auprès du conseil des commissaires du peuple. Arrêté le 28/8/1937. Figure dans la catégorie « à fusiller » des *stalinskie spiski* du 31 août 1937. Condamné à la peine capitale le 2 septembre 1937 et fusillé le même jour. *93*, *180*, *283*

Loziev Pavel Ničiporovič (1894-?) (Лозиев Павел Нечипорович [Лозієв, Павло Нечипорович]), collaborateur à la chancellerie scientifique du secrétaire perpétuel de l'Académie à partir de 1919, qu'il dirige à partir de 1921. Orientaliste, attaché à la chaire d'A. E. Krymskij. À partir de 1924, dirige le laboratoire photo de l'Académie, et devient secrétaire scientifique du musée d'art auprès de l'Académie. *109*, *119*, *235*

Lozman (Лозман), secrétaire du tribunal du procès de la SVU. *140*

Lûbčenko, Afanasij Petrovič (1897-1937) (Любченко, Афанасий Петрович [Любченко, Панас Петрович]), membre du parti à partir de 1918 ; entre 1927 et 1934, secrétaire du CC du KP(b)U ; entre 1934 et 1937, président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. En 1937, au moment du plénum d'août du CC du KP(b)U, accusé de « nationalisme », il se suicide. *140*, *196*, *199*, *222-224*

Lûbinskij, Nikolaj Mihajlovič (1891-1938) (Любинский, Николай Михайлович [Любинський Микола Михайлович]), socialiste révolutionnaire, ministre des Affaires étrangères de l'UNR en 1918, ayant participé aux négociations de paix de Brest. Ensuite, devient chercheur à l'Institut de la langue scientifique ukrainienne auprès de l'Académie, corédacteur du *Vestnik Instituta ukrainskogo naučnogo âzyka.* Condamné en 1930 à trois ans de privation de liberté et cinq ans d'exil. Il est à nouveau arrêté le 12 novembre 1937 alors qu'il était archiviste à la direction du canal de la mer blanche en Carélie et est condamné à la peine capitale le 15 février 1937. Il est exécuté le 8 janier 1938. *116, 224*

Luk'ânovič, Denis (Лукьянович, Денис). *190*

Lyzanivskij (Лызанивский), voir Lizanivskij. *32*, *274*

M

Mandzûk, Ivan Danilovič (1897-après 1940) (Мандзюк, Иван Данилович [Мандзюк, Іван Данилович]), doctorant au sein de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij, sans parti. Arrêté en septembre 1929 dans le cadre de l'affaire de la SVU. Libéré en mai 1930 avec interdiction de résidence en Ukraine et dans plusieurs villes de Russie pour une durée de trois ans. A vécu alors à Voronež. Arrêté en 1936, et condamné à cinq ans d'incarcération. Il purge sa peine à la Kolyma. Son destin ultérieur n'est pas connu. *137*, *229*

Manuil'skij, Dmitrij Zaharovič (1883-1959) (Мануильский, Дмитрий Захарович [Мануїльський, Дмитро Захарович]), membre du parti depuis 1903, secrétaire du CC PC(b)U en janvier 1922, membre du Bureau politique du CC PC(b)U entre 1944 et 1952, membre de l'Académie en 1945. Entre 1928 et 1943, secrétaire du Comité exécutif de Komintern, chef de la délégation du CC du PCU(b) au Komintern ; entre 1944 et 1953, vice-président du Conseil des commissaires du peuple (par la suite Conseil des ministres) d'Ukraine, ainsi que, entre 1944 et 1952, commissaire du peuple (ministre) aux Affaires étrangères d'Ukraine. *32*

Mazepa, Isaak Prohorovič (1884-1952) (Мазепа, Исаак Прохорович [Мазепа, Ісаак Прохорович]), membre de l'USDRP, proche de Petlûra et Porš, ministre de l'Intérieur de l'UNR (1919-1920) puis président du Conseil des ministres de l'UNR (1919-1920) et ministre des Questions agricoles de l'UNR (1920). Quitte en novembre 1920 l'Ukraine pour Lvov, puis pour Prague en 1923. Après la Seconde Guerre mondiale, part en Allemagne où il continue à avoir des activités politiques. Décéde à Augsbourg en mars 1952. *272*

Mazon, Andrè (1881-1967) (Мазон, Андрэ), slaviste français, professeur à l'université de Strasbourg puis au Collège de France (1924-1952). Fonde la bibliothèque de l'Institut d'études slaves en 1924, à partir des collections envoyées

par la Tchécoslovaquie et des échanges initiées dans le cadre du comité français des relations scientifiques avec la Russie dont il fut le secrétaire. Président de l'Institut d'études slaves entre 1937 et 1959. Il s'est hâté de lancer ces relations académiques dès la reconnaissance de l'Union soviétique par le gouvernement français en 1924. *161*, *164*, *202*, *205*

Mazurenko, Vasilij Petrovič (1877-1937) (Мазуренко, Василий Петрович [Мазуренко, Василь Петрович]), ancien membre du CC de l'UPSR, vice-directeur du pavillon des poids et mesures à Har'kov. Condamné en 1932 dans le cadre de l'affaire de l'UNC à six ans d'incarcération. Après avoir purgé sa peine, travaille comme directeur de la chaire de chimie à l'université du Kazakhstan. Arrêté le 29 octobre 1937, il est condamné à la peine capitale le 21 novembre 1937 et fusillé à Alma-Ata. *29*, *38*, *181-182*, *271*, *279*

Medvedev, Aleksej Vasil'evič (1884-1937) (Медведев, Алексей Васильевич), membre du RSDRP depuis 1904. En 1923 et 1924, président de la CKK PC(b)U et commissaire du peuple à la RKI d'Ukraine. Membre du CC du PC(b)U entre mai 1924 et juin 1930, membre du Politburo (1924-1925 puis 1926-1929) et de l'Orgburo (1924-1925 puis 1927-1929) du CC PC(b)U ainsi que membre du CC PCR(b) – PCU(b) jusqu'en 1930. 2e secrétaire du CC PC(b)U de mai 1924 à janvier 1925 et d'octobre 1927 à novembre 1929. Membre du présidium du CIK d'URSS entre 1930 et 1935, membre du Tribunal suprême d'URSS (1935-1937). Arrêté le 20/8/1937, il est condamné le 29 octobre 1937 à la peine capitale et fusillé le 30 octobre 1937. *110*, *208*

Menžinskij, Vâčeslav Rudol'fovič (1874-1934) (Менжинский, Вячеслав Рудольфович), d'une famille noble, a étudié la littérature et les langues. Avocat à Pétersbourg avant la Révolution. Rentre au PSDOR en 1902, et devient bolchevique. Nommé après la Révolution commissaire aux finances, puis consul général à Berlin. En 1919, se trouve à la Tchéka et en 1923 devient adjoint de F. È. Džeržinskij, puis en 1926,

dirige l'OGPU, avec pour adjoint G. G. Âgoda. Membre du CC à partir de 1927. Décède en 1934. *102-103*, *279*

Messing, Stanislav Adamovič (1890-1937) (Мессинг, Станислав Адамович), membre du parti à partir de 1918. Travaille à la Tchéka à partir de 1918. D'octobre 1929 au 31 juillet 1931, vice-président de l'OGPU d'URSS. À partir d'août 1931, divers travaux d'administration. Arrêté le 15 juin 1937 et condamné le 2 septembre 1937 pour « espionnage ». Fusillé le même jour. *155*, *157*, *210*, *273*, *278*, *298*

Micûk, Aleksandr (1883-1943) (Мицюк, Александр), un des destinataires prévus pour la lettre que Gruševskij devait envoyer après son arrestation, en Galicie et Tchécoslovaquie. Économiste, membre actif de la vie politique ukrainienne avant et pendant la Révolution. Membre du parti révolutionnaire ukrainien (RUP) avant la Première Guerre mondiale, puis du parti SR. Il devint ministre de l'Intérieur de l'UNR pendant moins de deux mois. Il part en émigration à Prague, professeur à l'Académie ukrainienne de l'économie, puis recteur de l'Université libre ukrainienne à Prague. *190*

Mihajlik, Mihail Mihajlovič (1889-1937) (Михайлик, Михаил Михайлович [Михайлик, Михайло Михайлович]), vice-commissaire du peuple à la justice et procureur générale d'Ukraine en 1926-1933, représentant de l'accusation au procès de la SVU. Réprimé. *140*, *143*

Mogilânskij, Mihail Mihajlovič (1873-1944) (Могилянский, Михаил Михайлович [Могилянський МихайлоМихайлович]), philologue, publicisite. Vit à Saint-Pétersbourg jusqu'en 1917, collaborateur du journal *Reč'*, membre du parti KD. À partir de 1918, dirige à Kiev la commission pour l'établissement d'un dictionnaire des personnalités de l'Ukraine, auprès de l'Académie. Auteur de nombreux travaux sur l'histoire de la littérature ukrainienne (à partir de 1926 publiés pour l'essentiel sous pseudonyme). En 1933, après l'arrestation de ses enfants (sa fille est fusillée, son fils exilé), il quitte Kiev, et abandonne toute activité scientifique. *58-60*, *87*, *198*, *207*

Molotov (Skrâbin), Vâčeslav Mihajlovič (1890-1986) (Молотов (Скрябин), Вячеслав Михайлович), membre du parti à partir de 1906, membre du Bureau politique (puis présidium) du CC du PCU(b) (puis PCUS) entre 1926 et 1957. Entre 1930 et 1941, président, en 1941 et 1942, vice-président, entre 1942 et 1946, premier vice-président du Conseil des commissaires du peuple. Entre 1946 et 1953, vice-président, puis entre mars 1953 et juin 1957, premier vice-président du Conseil des ministres d'URSS. Entre 1939 et 1949 puis entre mars 1953 et juin 1956, commissaire du peuple (puis ministre) aux Affaires étrangères d'URSS. *37*, *48*, *57-58*, *88*, *90-91*, *93*, *180*, *189*, *212*, *280*

Muha (Myxa), membre suppléant du tribunal du procès de la SVU. *140*

N

Nikovskij, Andrej Vasil'evič (1885-1942) (Никовский, Андрей Васильевич [Ніковський, Андрій Васильович]), écrivain, rédacteur du journal *Rada* (1915). Membre du CC du parti urkainien des socialistes-fédéralistes. Après février 1917, secrétaire du Comité exécutif de Kiev, vice-président de l'Union des autonomistes fédéralistes ukrainiens. Membre de la Rada centrale d'Ukraine. En 1918, président et membre du présidium de l'Union nationale ukrainienne. Ministre des Affaires étrangères de l'UNR (en émigration). Rentre en Ukraine en 1924, chercheur à l'Académie. Arrêté le 23 juillet 1929, et condamné en 1930, dans le cadre de l'affaire de la SVU, à dix ans d'incarcération. Libéré en avril 1940. Décède à Leningrad. *29*, *134*, *166*, *184*

Novickij, Aleksej Petrovič (1862-1934) (Новицкий, Алексей Петрович [Новицький, Олексій Петрович]), historien de l'art, académicien à la chaire d'histoire de l'art ukrainien de la section d'histoire et de littérature de l'Académie (à partir de 1922). Président du comité d'archéologie d'Ukraine (à partir de 1919). *50*, *252*

O

Obuhovskij (Обуховский), avocat durant le procès de la SVU. *140*

Odinec, G. M. (Одинец, Г.М.), membre du tribunal jugeant l'affaire de la SVU. *140*

Ogloblin (Mez'ko), Aleksandr Petrovič (1899-1992) (Оглоблин (Мезько), Александр Петрович [Оглоблин (Мезько), Олександр Петрович]), historien, enseigne à partir de 1920 à l'université ouvrière et paysanne de Kiev. Reçoit le titre de professeur le 3 avril 1922, puis, après quatre ans, soutient sa thèse de doctorat en histoire (le premier en Ukraine) et commence alors à collaborer avec l'Académie. Crée la « nouvelle école révolutionnaire en Ukraine », qui s'oppose à l'école de M. S. Gruševskij. Plus d'une fois critiqué, arrêté à la fin de l'année 1930, puis rapidement libéré. Enseigne ensuite à nouveau dans les universités de Kiev et d'Odessa. Entre 1939 et 1941, la commission de qualification (VAK : Vyššaâ attetacionnaâ komissiâ) envisage de retirer le titre de docteur d'État en histoire, compte tenu de sa « position douteuse ». Il est finalement maintenu. Il devient responsable en chef de l'administration de la ville de Kiev le 21 septembre 1941, durant l'occupation allemande. Il s'occupe de la gestion courante de la ville. Tente alors de défendre les juifs. À partir de 1944, il part en émigration, vit et enseigne à partir de 1951 aux États-Unis. Entre 1968 et 1970, professeur d'histoire invité à l'université de Harvard. *122*, *149*, *199*, *229*, *250*

Ol'denburg, Sergej Fedorovič (1863-1934) (Ольденбург, Сергей Федорович), orientaliste, académicien à l'Académie des sciences de Russie (à partir de 1900). Il en est secrétaire perpétuel entre 1904 et 1929. Directeur de l'Institut d'orientalisme (1930-1934). *37*, *207*, *341*

Ozerskij, Ûrij Ivanovič (1896-1937) (Озерский, Юрий Иванович [Озерський, Юрій Іванович]), membre du PC(b)U à partir de 1920. Dirige dans les années 1920 les éditions d'État d'Ukraine, et Ukrnauka. Il est arrêté dans le

cadre de l'affaire de l'Organisation militaire ukrainienne (UVO) et condamné, le 26 févier 1934 à dix ans de privation de liberté. Exilé aux Solovki, et condamné à la peine capitale le 9 octobre 1937. Fusillé le 3 novembre 1937. *55-56*, *203*, *206*, *232-237*, *257*, *260-261*

P

Pavluškov, Nikolaj Petrovič (1904-1937) (Павлушков, Николай Петрович [Павлушков, Микола Петрович]), étudiant à l'Institut d'Éducation nationale de Kiev, collaborateur de l'Académie à partir de 1923, sans parti, neveu de S. A. Efremov. Arrêté le 18 mai 1929, indiqua aux tchékistes la cache où S. A. Efremov conservait son journal personnel, seule « preuve » dans l'affaire de la SVU. Est reconnu leader de l'Union de la jeunesse ukrainienne (SUM). Condamné en 1930 dans le cadre de l'affaire de la SVU à dix ans d'incarcération. Condamné à la peine capitale le 9 octobre 1937 aux Solovki et fusillé le 3 novembre 1937. *69*, *78*, *133*, *137*, *176*, *248*

Peretc, Vladimir Nikolaevič (1870-1935) (Перетц, Владимир Николаевич [Перетць, Володимир Миколайович]), philologue, historien de la littérature, académicien à partir de 1914. Entre 1903 et 1914 professeur à l'Université de Kiev. Directeur adjoint de l'Institut d'études slaves de Leningrad. Arrêté le 11 avril 1934 à Leningrad, dans le cadre de l'affaire du Parti national de Russie (Rossijskaâ Nacional'naâ Partiâ), il est condamné le 16 juin 1934 à trois ans d'exil à Saratov, où il décède le 23 septembre 1935. *50*, *162*, *164*, *203-204*, *226*, *252*, *258*, *263*

Petlûra, Simon Vasil'evič (1869-1926) (Петлюра, Симон Васильевич [Петлюра, Симон Васильович]), rédacteur du journal *Slovo* publié à Kiev ; à partir de 1912, de *Ukrainskaâ žizn'* la revue publiée à Moscou. En 1917, membre de la Rada centrale d'Ukraine, secrétaire général aux questions militaires ; à partir d'octobre 1918, membre, puis à partir de février 1919 président du directoire de la République popu-

laire d'Ukraine (UNR : Ukrainskaâ Narodnaâ Respublika), hataman général de l'armée de l'UNR. En émigration à partir de 1920, assassiné à Paris en 1926, où il est enterré. *22*, *26*, *31*, *69*, *120*, *229*, *233*, *243*

Petrenko, Nazar Antonovič (1891-1938) (Петренко, Назар Антонович), ancien président du CC de l'UPSR, secrétaire scientifique du Commissariat du peuple à l'agriculture à Har'kov. Condamné en 1932 pour l'affaire de l'UNC à cinq ans d'incarcération. Arrêté à nouveau le 22 décembre 1937 et condamné le 30 décembre 1937. Il est fusillé le 6 janvier 1938. *32*, *150*

Platonov, Sergej Fedorovič (1860-1933) (Платонов, Сергей Федорович), historien académicien, directeur de la Maison Pouchkine à Leningrad. Arrêté le 12 janvier 1930 et condamné, le 8 août 1931 à cinq ans d'exil, dans le cadre de l'affaire de l'organisation monarchiste « Union de tout le peuple pour la lutte pour la renaissance de la Russie libre » (*Vsenarodnyj soûz bor'by za vozroždenie vobodnoj Rossii*) (« Affaire de l'académicien Platonov »). Décède en exil à Samara en 1933. *161*, *297*

Pokrovskij, Mihail Nikolaevič (1868-1932) (Покровский, Михаил Николаевич), membre du parti à partir de 1905, membre de l'Académie des sciences d'URSS à partir de 1929. Entre 1918 et 1932, vice-commissaire du peuple à l'Éducation de la RSFSR, directeur de l'Académie socialiste communiste auprès du Comité exécutif central (VCIK) ; entre 1921 et 1932, directeur de l'Institut des professeurs rouges ; entre 1922 et 1932, directeur des Archives centrales (Centroarhiv) ; entre 1925 et 1932, directeur de la Société des historiens marxistes. *34*, *58*, *64*, *74-76*, *92*, *238-241*, *283*

Polonskaâ-Vasilenko, Nataliâ (1884-1973) (Полонская-Василенко, Наталья [Полонська-Василенко, Наталя]), archéologue et historienne. Entre 1916 et 1920, doyenne à l'université de Kiev, puis entre 1924 et 1941, travaille à l'Académie. Épouse de Nikolaj Vasilenko, arrêté en 1924 dans le cadre de l'affaire du centre régional d'action (oblastnyj centr dejstvij). En septembre 1943, quitte avec les

Allemands l'Ukraine pour l'Europe occidentale. Décède en Allemagne. *147-148*

Prihod'ko, Anton Terent'evič (1891 ou 1892-1938) (Приходько, Антон Терентьевич [Приходько, Антін Терентійович]), juriste ; entre 1918 et 1920, membre de l'UKP (borot'bisti), puis du parti bolchevique. D'abord dans la diplomatie, représentant notamment l'Ukraine auprès du gouvernement de l'URSS entre 1922 et 1924, puis, à partir de juin 1930, vice-commissaire du peuple à la Justice et procureur général d'Ukraine. Président de la commission d'arbitrage auprès du SNK d'Ukraine. Président du tribunal lors de la session spéciale du tribunal suprême d'Ukraine qui a jugé l'affaire de la SVU. Arrêté peu après, le 31 décembre 1933, et condamné le 4 juin 1934, par une troïka à dix ans de camps. Condamné à mort le 21 décembre 1937 et fusillé le 29 janvier 1938. *140*

Pristajko, Vladimir Il'ič (1941-2008) (Пристайко, Владимир Ильич [Пристайко, Володимир Ілліч]), général de justice, ancien vice-président des services de sécurité nationale d'Ukraine (SBU : Služby bezpeky Ukrainy). En 1989, a préparé les matériaux pour le dossier en réhabilitation des inculpés dans le cadre de l'affaire de la SVU. Il était alors vice-responsable du département d'instruction du KGB d'Ukraine. En 1991, directeur du département de la surveillance du KGB d'Ukraine. A préparé les matériaux pour la réhabilitation de M. S. Gruševskij. *12*, *60*, *109*, *118*, *134*, *138-139*, *150*, *153*, *159-163*, *189*

Prohorova, M. I. (Прохорова, М.И.), réprimée en 1930, pour sa participation au « cercle des instituteurs de la SVU ». Elle entame, le 7 janvier 1930, une grève de la faim pour protester contre refus d'organiser une confrontation. *69*

Puhtinskij (Пухтинский), Avocat durant le procès de la SVU. *140*, *144*, *208*

Pustovojtov, Sergej (?-1937) (Пустовойтов, Сергей), instructeur de la GPU d'Ukraine dans le cadre de l'affaire de l'UNC, chef par intérim du 2e bureau du département politique secret de la GPU d'Ukraine en septembre 1932. Arrêté le 23 juillet 1937 et fusillé. *104-105*, *175*

R

Rakovskij, Hristian Georgievič (Stančev Kristû) (1873-1941) (Раковский, Христиан Георгиевич (Станчев Кристю)), né en Bulgarie, membre du parti à partir de 1917 ; dirige le conseil des commissaires du peuple d'Ukraine entre 1919 et 1923 ; un des hommes politiques actifs de l'opposition trotskiste, ambassadeur d'URSS en Angleterre à partir de 1923 puis en France entre 1925 et 1927. Exclu du parti avec d'autre trotskistes en 1927 et envoyé en exil à Astrahan puis à Barnaul. Revient à Moscou en 1934. Arrêté le 28 janvier 1937, condamné le 13 mars 1938 dans le cadre du 3e procès de Moscou contre le « bloc des droitiers et des trotskistes » (procès où fut en particulier condamné Boukharine) à 20 années de perte de liberté. Condamné le 8 septembre 1941 à la peine capitale et fusillé le 11 septembre 1941. *23*, *38-39*, *195*

Râppo, Ân Petrovič (1880-1958) (Ряппо, Ян Петрович), pédagogue, un de ceux qui mit en place le système d'éducation soviétique en Ukraine ; vice-commissaire du peuple à l'éducation d'Ukraine, entre 1921 et 1928 et rédacteur en chef de la revue *Put'prosvešeniâ*. *55*, *62*

Ratner (Ратнер), avocat durant le procès de la SVU. *140-141*, *208*

Râzanov (Gol'dendah), David Borisovič (1870-1938) (Рязанов (Гольдендах), Давид Борисович), membre du parti à partir de 1903. Entre 1921 et 1931, directeur de l'Institut Karl Marx et Friedrich Engels auprès de l'Académie socialiste auprès du Comité exécutif central (VCIK – CIK) d'URSS. Le 16 février 1931, arrêté et exclu du parti pour ses liens avec le « centre menchevik à l'étranger ». Du 1er mars au 9 mars 1931, se tint le procès du « bureau de l'Union du CC du PSDOR (mencheviks) » dont certains prévenus avaient été membres de l'Institut Marx-Engels, et Râzanov fut présenté comme le lien avec le centre à l'étranger. Condamné à un exil de trois ans à Saratov, où il reste après

avoir purgé sa peine. Arrêté à nouveau le 23 juillet 1937, condamné à mort et fusillé le 21 janvier 1938. *64*

Razin, Stepan (Sten'ka) Timofeevič (1630-1671) (Разин, Степан (Стенька) Тимофеевич), chef cosaque ayant mené une révolte très importante dans le sud de la Russie, qui devint au même titre que la révolte de Pugačev, un symbole de la lutte contre l'autocratie. *91*, *282*

Rivlin, Êmmanuil Solomonovič (-après 1956) (Ривлин, Эммануил Соломонович), avocat durant le procès de la SVU. Auteur de *Советская адвокатура* [*Le barreau soviétique*] (avec S. P. Ordynskij), *Pravovaâ zaŝita*, 1926 et *Защительные речи советских адвокатов* [*Plaidoiries d'avocats soviétiques*] (avec le collège des avocats de la ville de Moscou), Présidium du collège des avocats de la ville de Moscou, en 1956. *140*

Rotštejn, Fedor Aronovič (1871-1953) (Ротштейн, Федор Аронович), historien et homme politique, émigré en Grande-Bretagne avant la Révolution, où il participe au mouvement ouvrier anglais. Vient en Russie en 1920, et devient président d'une commission auprès du Conseil des commissaires du peuple pour une réforme des études en sciences sociales (fin 1920-février 1921). En 1921-1922, ambassadeur en Iran. Entre 1923 et 1930, membre du collège du commissariat des Affaires étrangères, et du présidium de l'Académie communiste. *34*

Rykov, Aleksej Ivanovič (1881-1938) (Рыков, Алексей Иванович), membre du parti à partir de 1898. Entre 1924 et 1930, président du Conseil des commissaires du peuple d'URSS ; entre 1924 et 1929, président du Conseil des commissaires du peuple de RSFSR ; entre 1931 et 1936, commissaire du peuple aux postes et télégraphes, commissaire du peuple aux communications d'URSS. Arrêté le 27 février 1937, condamné le 13 mars 1938, dans le cadre du 3e procès de Moscou contre le « bloc des droitiers et des trotskistes » (procès où fut en particulier condamné Boukharine). Fusillé le 15 mars 1938. *64*, *88*, *228*

S

Šac (Шац), avocat durant le procès de la SVU. *140*

Šamraj, Viktor (Шамрай, Виктор), époux de la sœur de Gruševskij, Anna Sergeevna. *119*, *170, 188-189, 251*, *253-256*, *259*, *263*

Šapoval, Nikita Efimovič (1882-1932) (Шаповал, Никита Ефимович [Шаповал, Микита Юхимович]), acteur politique et social ukrainien, un des dirigeants de la République populaire d'Ukraine (UNR). Travaille entre 1919 et 1920 comme secrétaire à la mission diplomatique de l'UNR à Budapest, puis vit ultérieurement à Prague. Dirige l'UPSR en émigration. À violemment et constamment condamné tous ceux qui ont cherché un terrain d'entente avec les bolcheviks. *29-30*

Savčenko, Fedor Âkovlevič (1892 – après 1938) (Савченко, Федор Яковлевич [Савченко, Федір Якович]), historien et publiciste, à Paris entre 1914 et 1925, où il crée le Cercle d'études franco-ukrainiennes et est rédacteur de *La France et l'Ukraine*. Se rapproche alors de l'UPSR et de Gruševskij. Rentre en Ukraine en 1925 et devient chercheur au sein de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij. Arrêté en 1931 dans le cadre de l'affaire de l'UNC. En 1932, condamné à cinq ans d'incarcération. En 1936 s'installe à Saratov. À nouveau arrêté en 1937. Son destin ultérieur n'est pas connu. *50*, *54*, *82*, *154*, *170*, *204*, *224*, *228-229*, *231*, *249-250*, *253-256*, *259-260*, *262*, *264*

Semko-Kozačuk (Semko-Kazačuk), Semen Mihajlovič (1889-1938) (Семко-Козачук Семко-Казачук, Семен Михайлович), membre du PC(b)U, recteur de l'Institut d'éducation populaire (université de Kiev) en 1926, directeur du département de l'assurance d'État au commissariat aux finances d'Ukraine (Gosstraha Narkomfina USSR). En mars 1935, condamné à dix ans d'incarcération dans le cadre de l'affaire de « l'organisation contre-révolutionnaires des borot'bisti » à Kiev par la session extraordinaire du collège

militaire du tribunal suprême d'URSS. À nouveau condamné, aux Solovki, le 14 février 1938 à la peine capitale et fusillé le 17 février 1938.

Šilo, Konstantin Stepanovič (1877-1933 ?) (Шило, Константин [Костянтин] Степанович), chercheur à l'Académie, membre de l'USDRP, collaborateur du ministère de l'Éducation du Directoire. Responsable du département de la rédaction de la filiale de Gosizdat à Kiev. Arrêté le 26 septembre 1929, condamné en 1930 dans le cadre de l'affaire de la SVU à 3 années d'incarcération. Son destin ultérieur n'est pas connu. *183-184*

Simovič, Vasilij (Симович, Василий). *190*

Ŝitko[i]vskij, Ivan Ivanovič (1866-1931) (Щитко[и]вский, Иван Иванович), historien, collaborateur de la chaire d'histoire créée par Gruševskij à partir de 1925.

Skoropis'-Eltuhovskij Aleksandr (Скоропись-Елтуховский [Скоропис-Йолтуховский], Александр [Олександр] Filaretovič [Филаретович].), « bras droit de Skoropadskij, marié à la sœur de Prokopovič », un des fondateurs en 1914 de la SVU à Lvov puis à Vienne. *21*

Skrypnik, Nikolaj Alekseevič (1872-1933) (Скрыпник, Николай Алексеевич [Скрипник, Микола Олексійович]), membre du parti à partir de 1897. À partir de mars 1918, commissaire du peuple aux Affaires étrangères d'Ukraine. Entre juillet 1918 et janvier 1919, membre du collège de la VČK. À partir de janvier 1919, commissaire du peuple au contrôle d'État d'Ukraine. À partir d'avril 1920, commissaire du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne d'Ukraine. À partir de juillet 1921, commissaire du peuple aux Affaires intérieures d'Ukraine. Entre 1922 et 1927, commissaire du peuple à la justice d'Ukraine, procureur, puis procureur général d'Ukraine. Entre 1927 et 1933, commissaire du peuple à l'éducation d'Ukraine. Entre février et juillet 1933, président de la commission d'État du plan auprès du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, vice-président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. Entre dans les organes dirigeant du CC du PC(b)U. En juillet 1933,

accusé de « nationalisme » et de collusion avec les puissances interventionnistes, il se suicide dans son bureau. *54-56*, *58*, *64*, *70*, *73*, *85*, *155*, *202*, *205*, *231*, *243*

Slisarenko, Aleksej (Слисаренко, Алексей), représentant de la Fédération des écrivains au procès de la SVU. *140*

Smal'-Stockij, Stepan Iosifovič (1859-1938) (Смаль-Стоцкий, Степан Иосифович [Смаль-Стоцький, Степан Осипович]), linguiste ukrainien, homme politique, membre de l'UNDP entre 1892 et 1911, député au parlement autrichien à Vienne. Participe durant la Première Guerre mondiale à l'Union de libération de l'Ukraine. Actif dans le milieu culturel et économique de la Bukovine, académicien, membre de l'Académie à partir de 1918. Devient ambassadeur de l'UNR d'Ukraine occidentale (ZUNR) à Prague à partir de 1919. Entre 1921 et 1928, enseigne à l'Université libre ukrainienne (UVI) où il décède. *190*

Šmit (Šmidt), Fedor Ivanovič (1877-1937) (Шмит (Шмидт), Федор Иванович [Шміт (Шмідт), Федір Іванович]), critique d'art, archéologue, professeur à l'Université de Leningrad (LGU) et membre effectif à l'Académie nationale de l'histoire de la culture matérielle (GAIMK). Élu à la chaire d'histoire de l'art mondial à l'Académie. Arrêté une première fois en 1920 par le tribunal militaire d'exception. Arrêté le 26 novembre 1933, condamné dans le cadre de l'affaire du Parti national de Russie, le 20 mars 1934, à cinq ans de privation de liberté, commué en exil au Kazakhstan. Devient statisticien à Akmolinsk au sein du strojkontrol, puis, à partir de 1935, consultant scientifique au musée d'art de Tachkent. À nouveau arrêté en août 1937, condamné à mort le 5 novembre 1937 et exécuté le 10 novembre 1937 ou le 3 décembre 1937.

Sokolânskij, G. P. (Соколянский, Г.П.), professeur, membre du tribunal ayant jugé l'affaire de la SVU en mars-avril 1930.

Sokolovskij, Aleksandr Ivanovič (1892-1975) (Соколовский, Александр Иванович [Соколовський, Олександр Іванович]), botaniste, professeur, collaborateur de l'Institut

de la langue scientifique ukrainienne et d'autres institutions terminologiques de l'Académie à partir de 1919. Témoin dans le cadre de l'affaire de l'UNC. *140*

Ŝotkivskij, Ivan Ivanovič (1866-1931) (Щи[о]ткивский, Иван Иванович [Щотківський, Іван Іванович]), historien, collaborateur d'institutions créées par Gruševskij. *147*

Speranskij, Mihail Nesterovič (1863-1938) (Сперанский, Михаил Нестерович), historien, critique littéraire, ethnographe et folkloriste. Académicien de l'Académie des sciences de Russie/d'URSS (à partir de 1921 et jusqu'en 1934, année où il en est exclu). Arrêté le 11 avril 1934 dans le cadre de « l'affaire des slavistes » – « Parti national de Russie », condamné à l'exil le 16 juin 1934. Sa peine est revue avec sursis le 17 novembre 1934, probablement suite à l'intervention de son frère Georgij, médecin-pédiatre chef du Kremlin, auprès de Staline. Décède le 12 avril 1938 à Moscou. *123*, *161-162*, *164*

Šrag, Nikolaj Il'ič (1894-1970) (Шраг, Николай Ильич [Шраг, Микола Ілліч]), économiste et acteur politique, membre du CC de l'UPSR, participe à la Rada centrale. Part en émigration à partir de 1919, et revient en Ukraine en 1924, à Har'kov. Arrêté le 1er mars 1931 et exilé. À partir de 1952 travaille à Kharkov puis L'vov. En février 1932, condamné à six ans de privation de liberté, mais en octobre sa peine est commuée en exil. Envoyé dans la région de Saratov. Circule ensuite dans toute l'URSS pour arriver à Lvov en 1945. Il deviendra professeur à l'Institut polytechnique de cette ville. Décède à Lvov le 1er février 1970. *29*, *38*, *150*, *156-157*, *175*, *182*, *270*

Staline (Džugašvili), Iosif Vissarionovič (1878-1953) (Сталин (Джугашвили), Иосиф Виссарионович. *8*, *11*, *13*, *15*, *18*, *37*, *46-47*, *52-53*, *58*, *71*, *77*, *86*, *88*, *90-91*, *93*, *102*, *118*, *128*, *138-139*, *155*, *159*, *163-164*, *171*, *174-175*, *177*, *180-181*, *189*, *192*, *208*, *211*, *274*, *283*, *298*

Štepa (Štеppa), Konstantin Feodos'evič (1896-1958) (Штепа (Штеппа), Константин Феодосьевич [Штепа (Штеппа), Костянтин Федосійович]), chercheur à la chaire de

recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine créée par M.S. Gruševskij. Joua un rôle fatal dans le destin d'E.M. Gruševskaâ, ayant donné contre elle une fausse déposition lors d'une session à huis clos du tribunal. À partir de 1944, en émigration. Décède aux États-Unis d'Amérique. *107-108*, *170*, *250-251*, *259-260*

Studinskij, Kirill Iosifovič (1868-1941) (Студинский, Кирилл Иосифович [Студинський, Кирило Осипович]), spécialiste de littérature, membre de l'Académie à partir de 1929. Président de la société scientifique Taras Ševčenko à partir de 1923. Arrêté à L'vov en 1941. Les conditions de son décès ne sont pas connues. *132*, *190*, *222*, *229*, *231*, *233*, *235-237*, *249, 259*

Šumskij, Aleksandr Âkovlevič (1890-1946) (Шумский, Александр Яковлевич [Шумський, Олександр Якович]), membre de l'UCR en 1917 et janvier 1918. À partir de 1918, membre de l'UPSR, du Parti ukrainien des socialistes-révolutionnaires de gauche, du Parti ukrainien des socialistes-révolutionnaires-communistes, du parti communiste ukrainien (borot'bisti). À partir de 1920, membre du Parti des bolchéviques. En 1924, dirige le département de l'agitation et de la propagande du CC du PC(b)U. Entre 1924 et 1927, commissaire du peuple à l'éducation d'Ukraine. Entre 1927 et 1929, recteur de l'Institut de l'économie F. Engels de Leningrad, recteur de l'Institut polytechnique de Leningrad. En 1930 et 1931, adjoint au directeur du département de l'agitation et des campagnes de masse du CC du PCR(b) ; entre 1931 et 1933, président du CC de l'Union des travailleurs de l'éducation, il est cité par des inculpés de l'affaire de l'UNC comme ayant participé à ses activités. Arrêté en 1933, dans le cadre de l'affaire de l'UVO, condamné à dix ans de privation de liberté. En 1946, à son retour en Ukraine, il est tué par des collaborateurs du MGB d'URSS. *37*, *54*, *62*, *71-73*, *87*, *88, 118*, *162*, *163, 164*, *186*, *197*

Sysak (Сысак). *117*

T

Takke (Uger-Doloresku), Filipp Semenovič (1897 ou 1902-?) (Такке (Угер-Долореску), Филипп Семенович), travaille à la Tchéka à partir de 1919. En août 1919 entre au parti, dont il est exclu à la fin de l'année 1924. À partir d'août 1925, assistant du chargé de mission du bureau de la comptabilité du SO du département de la circonscription de Kiev de la GPU d'URSS. Dirige en particulier le réseau d'information, couvrant les institutions d'enseignement supérieur. À partir de 1926, assistant du chargé de mission du département de contre-espionnage ; à partir de 1927, du département secret ; entre 1928 et 1929, chargé de mission du SO du département de la circonscription de Kiev de la GPU d'Ukraine. Le 1er avril 1929, exclu des organes de la GPU pour psychonévrose réactive. Le 28 octobre 1934, présent au grade de chargé de mission du 4e bureau du département des transports de l'UGB NKVD d'Ukraine, dont il est exclu le 25 février 1935, pour psychosténie sévère. Son destin ultérieur n'est pas connu. *102*, *105*, *217-218*, *220*, *230*

Timčenko, Evgenij Konstantinovič (1866-1948) (Тимченко, Евгений Константинович [Тимченко, Євген Костянтинович]), philologue, spécialiste de la langue russe, linguiste, professeur, membre de l'Académie (à partir de 1929) et membre correspondant de l'Académie des sciences d'URSS à partir de la même année ; dirigea la commission pour l'établissement du dictionnaire historique de la langue ukrainienne. Arrêté en 1938, emprisonné pendant vingt mois puis exilé dans la région de Krasnoârsk, où il reste jusqu'en 1942 ou 1943. *113*, *114*, *286*, *288*

Tkačenko, Nikolaj Mihajlovič (1893-1965) (Ткаченко, Николай Михайлович [Ткаченко, Микола Михайлович]), chercheur au sein de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij ; membre du KPSS à partir de novembre 1956. Arrêté en 1928 et condamné à huit mois d'incarcération. Entre 1942 et 1947, chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie. *50*, *217*, *259*, *338*

U

Ûrkevič, Viktor Dmitrievič (1898-1939) (Юркевич, Виктор Дмитриевич [Юркевич, Віктор Дмитрович]), chercheur à la chaire de recherche scientifique sur l'histoire de l'Ukraine créée par M.S. Gruševskij, sans parti. Arrêté en 1936. Arrêté à nouveau en 1937, condamné à dix ans de privation de liberté. Décède en prison. *50*, *170, 202*, *263*

Ûžnyj (Южный), instructeur de la GPU d'Ukraine en mars 1931, qui a interrogé Čečel'et Gruševskij. *183*

V

Vasilenko, Nikolaj Prokof'evič (1866-1935) (Василенко, Николай Прокофьевич [Василенко, Микола Прокопович]), membre de l'Académie, acteur politique. En 1918, ministre de l'Éducation et de l'Art dans le gouvernement de l'hetman Pavel Skoropadskij. Entre juillet 1921 et février 1922, fait office de président de l'Académie. Président du département socio-économique de l'Académie et de la commission permanente pour l'étude du droit russe occidental et ukrainien. Réprimé entre septembre 1923 et novembre 1924 et condamné à dix ans d'incarcération. Grâce à l'action de nombreux acteurs scientifiques et intellectuels (dont Gruševskij), il est gracié en 1925. *197*, *228*, *235*

Vernadskij, Vladimir Ivanovič (1863-1945) (Вернадский, Владимир Иванович [Вернадський, Володимир Іванович]), naturaliste et chimiste, philosophe, acteur politique, membre de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg à partir de 1912, membre de l'Académie des sciences de Russie à partir de 1917. Il fut membre du CC du parti KD, ministre de l'Hetman Skoropadskij. Un des organisateurs et président de la Commission pour l'étude des forces productives (Komissiâ po izučeniû ectestvenno-proizvoditel'nyh sil) (1915) directeur de l'Institut des radiations (Radievyj Institut) (1921-1939), et de la commission sur l'uranium de l'Académie des sciences d'URSS (1940). À partir d'août 1917,

ministre de l'Éducation au gouvernement provisoire. Durant la guerre civile, réside en Ukraine où il est élu président de l'Académie. Revient à Petrograd et est arrêté le 14 juillet 1921 puis libéré sur intervention du vice-président de l'Académie des sciences, ainsi que de son proche ami, secrétaire de l'Académie des sciences d'URSS, S. F. Ol'denburg. Entre 1922 et 1926, enseigne à la Sorbonne à Paris, où il avait fui, menacé par une nouvelle affaire. Il rentre en URSS en 1926 et est impliqué dans l'affaire du Parti national de Russie, ainsi que dans l'affaire D. I. Šahovskij en 1938. Il intervient à de multiple reprises en faveur de réprimés. *22*, *164*

Veselovskij (Веселовский), membre du Comité central du parti social-démocrate d'Ukraine. *112*

Vilenskij (Виленский), avocat au trust du cuir ukrainien en janvier 1928, avocat durant le procès de la SVU. *140*, *286*

Vinničenko, Vladimir Kirillovič (1860-1951) (Винниченко, Владимир Кириллович [Винниченко, Володимир Кирилович]), écrivain, dramaturge, artiste et acteur politique. Président du secrétariat général de la Rada centrale et secrétaire général aux Affaires intérieures (février 1917-janvier 1918), président du directoire de l'Ukraine (novembre 1918-février 1919). Il émigre en 1919, n'acceptant pas la révolution d'Octobre. En mai 1920, en accord avec le pouvoir soviétique en Ukraine, il revient et est nommé vice-président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et commissaire du peuple aux affaires étrangères. Il émigre à nouveau, cette même année et, à partir du milieu des années 1920, abandonne ses activités politiques pour se consacrer à ses activités littéraires et de publiciste. Durant la Seconde Guerre mondiale, ayant refusé de collaborer avec les Allemands, il est incarcéré dans un camp de concentration. À la fin de sa vie, il maintient des relations de sympathie avec l'Union soviétique. Il meurt à Mougins, dans le sud de la France. *21*, *26*, *120*, *187-188*, *195*, *197*, *206*, *243*, *271*

Voblyj, Konstantin Grigor'evič (1876-1947) (Воблый, Константин Григорьевич [Воблий, Костянтин

Григорович]), économiste, statisticien, spécialiste de géographie économique, membre de l'Académie à partir de 1919. Entre 1928 et 1930, vice-président de l'Académie ; entre 1942 et 1947, directeur de l'Institut de l'économie de l'Académie. *126*, *149*, *263*

Volkomirskij (Волкомирский), avocat durant le procès de la SVU. *140*

Volkov, G. I. (Волков, Г.И.), professeur, membre du tribunal ayant jugé l'affaire de la SVU. *140*, *286*

Voznesenskaâ (Вознесенская), avocate durant le procès de la SVU. *140*

Vysočanskij [Visočan'ksij], Pavel Fedorovič (1894-?) (Высочанский, Павел Федорович [Височанський, Павло Федорович]), économiste, historien de la coopération, collaborateur de l'Académie à partir de 1928. Professeur à l'Institut coopératif de Kiev. Arrêté en 1931, « dans le cadre de l'affaire des coopératives », il est condamné dans le cadre de l'affaire de l'UNC (Centre national ukrainien), le 7 février 1932, à trois ans d'exil. *150*, *153*

Z

Zabolotnyj, Daniil Kirillovič (1866-1929) (Заболотный, Даниил Кириллович [Заболотний Данило Кирилович]), microbiologiste, épidémiologue, académicien, membre de l'Académie des sciences d'URSS à partir de 1922, président de l'Académie entre 1928 et 1929. Directeur de l'Institut de microbiologie et épidémiologie entre 1928 et 1929. *63*, *69-70*, *235*

Žuk, Andrej Illič (1880-1968) (Жук, Андрей Ильич [Жук, Андрій Іллевич]), un des fondateurs de l'Union de libération de l'Ukraine (SVU) en 1914, membre de son présidium. *21*

Zûkov, Anatolij Matveevič (1886-1953) (Зюков, Анатолий Матвеевич), médecin-thérapeute, docteur en médecine, professeur à l'Institut de médecine de Kiev (KMI), spécialiste en maladies infectieuses, responsable de la chaire

thérapeutique en 1929-1930. Collaborateur de la chaire de médecine clinique à l'Académie à partir de 1928.

Žukovskaâ, Mariâ Arkad'evna (1894-?) (Жуковская, Мария Аркадьевна), doctorante puis chercheuse au sein de la chaire de recherche scientifique d'histoire de l'Ukraine, créée par Gruševskij, sans parti. Arrêtée en janvier 1931. Libérée en mars 1932 avec interdiction de vivre dans douze villes pour une durée de trois ans. Son destin ultérieur n'est pas connu. *147*, *251*, *254*, *256*, *261-263*, *266*

Žukovskij, Alexandre (1884-1925) (Жуковский, Александр [Жуковський, Олександр]), militaire et acteur politique ukrainien, membre de l'UPRS, membre de l'UGVK (comité central militaire ukrainien) et de la rada centrale en 1917. Ministère des Affaires militaires et ministre du Travail en 1917 puis ministres des Affaires militaires maritimes au sein du gouvernement de l'UNR. Vit ensuite en émigration. *30*, *32*, *38*, *157*, *263*, *270*

Remerciements

Nous tenons à remercier Wladimir Berelowitch, qui nous a toujours encouragé durant la rédaction de cet ouvrage et en a fait une relecture attentive, ainsi que Catherine Gousseff et Daniel Beauvois. Grégoire Kauffmann, de CNRS Editions a, sur la dernière version de l'ouvrage, fait des suggestions et corrections essentielles pour donner à ce livre la forme qu'il a désormais.

La direction de l'INED a aussi soutenu ce projet, en nous offrant la possibilité de nous rencontrer à Paris ou à Kiev à de multiples reprises. Nos collègues de l'unité « identités et territoires des populations » (INED), ainsi que ceux du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS et CNRS) ont discuté à de nombreuses reprises ce travail et ont beaucoup contribué à lui donner la forme qu'il a désormais. Il a aussi été présenté à l'invitation de Catherine Evtuhov et Eric Lohr, au Russian History Seminar de l'université de Georgetown (Washington), ainsi qu'à l'invitation de Sergej Krasiln'ikov, Oleg Khlevniuk et Andrej Sorokin à l'occasion des conférences sur le stalinisme, organisées par le Garf, les éditions Rosspèn, la fondation Boris Eltsine. Ces présentations nous ont permis d'améliorer grandement ce travail. Que ces collègues en soient remerciés.

Enfin, nous sommes reconnaissants à Sergej Bogunov et Petr Kulakovskij, des archives des services de sécurité d'Ukraine à Kiev, de l'aide apportée pour la consultation des fonds.

Table des matières

Avertissement 7

Introduction 11

Chapitre 1. Les errements de l'émigration et les chemins de la soumission 25
Activisme, militantisme, stratégies 25
Les chemins de la soumission, le souhait du retour et les débuts des dissensions 28
La stratégie bolchevique vis-à-vis de l'émigration et des élites 33

Chapitre 2. Adhérer, participer, collaborer, résister 45
La politique d'« indigénisation » et l'adhésion des élites 45
Adhérer – Prendre les bolcheviks au mot 48
Participer – Concevoir une université et une recherche ukrainienne 49
Le changement des règles du jeu – la mise en anarchie 52
Collaborer – Jouer de son influence et de ses relations 54
Attaquer au-delà des conséquences raisonnables 58
Persister dans ses ambitions 61
Résister ou affirmer son impuissance ? 65

Chapitre 3. Passer à côté de l'histoire 71
Malentendu : de l'indigénisation à l'attaque frontale contre le nationalisme 71
Dérisions 78
En rester au passé : l'inintelligibilité de la nature du nouveau pouvoir 86
Panique, rumeurs et ruptures de confiance 89

Chapitre 4. Surveiller 95
Surveiller sans punir 71
Les fonctionnaires de la surveillance 100
Les indicateurs 106
L'interception 121
Jusqu'au bout, jusqu'à l'absurde 123

Chapitre 5. Quand un groupe d'amis devient un parti de comploteurs 125
Identité biographique, identité d'action, identité relationnelle 126
La construction du schéma conspiratif et la criminalisation du quotidien 130
L'épée de Damoclès et les ressorts de l'imaginaire 145
Acharnement et inertie 160
Le statut de la preuve 165
L'aveu de l'imaginaire 171
Au cœur de l'aveu : la criminalisation du quotidien et l'élargissement de l'espace politique 181

Conclusion 185
Table des documents 195
Documents 215
Sigles 289
Revues et journaux cités 295
Affaires criminelles politiques citées 297
Partis politiques cités 301
Index des noms 303
Rermerciements 345

Déjà parus

Mondes russes, États, Sociétés, Nations

Catherine Klein-Gousseff (dir.), *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques (1941-1951)*, 2001

Francine-Dominique Liechtenhan, *Les trois christianismes et la Russie. Les voyageurs occidentaux face à l'Église orthodoxe russe (XVe-XVIIIe siècle)*, 2002

Daniel Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine, 1793-1830*, 2003

Marlène Laruelle, *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIXe siècle*, 2005

Mondes russes et est-européens

Marie-Claude Maurel et Maria Halamska, *Démocratie et gouvernement local en Pologne*, 2006

Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS, 1860-1940*, 2007

Silvia Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, 2007

Gilles Favarel-Garrigues, *La police des mœurs économiques. De l'URSS à la Russie*, 2007

Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, 2008

Martine Godet, *La pellicule et les ciseaux, La censure dans le cinéma soviétique du Dégel à la perestroïka*, 2010

Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, 2010.

Larissa Zakharova, *S'habiller à la soviétique. La mode et le Dégel en en URSS*, 2011.

Sophie Coeuré et Rachel Mazuy, *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique*, 2012.

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site www.cnrseditions.fr